

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
unifiée
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)



■ Stéphane JUST
« Correspondance internationale -
La Vérité »

■ Rapport au congrès
de l'OCI unifiée

■ Adresse adoptée
par le congrès
de l'OCI et de la LCI
constituant l'OCI unifiée

■ Pologne :
déclaration du Comité paritaire
pour la réorganisation (reconstruction)
de la IV^e Internationale

■ Les sections du Comité d'organisation
préparent la conférence mondiale
convoquée par le Comité paritaire

■ Benjamin STORA

L'Algérie et la révolution permanente
(1^{re} partie : les origines de la révolution
algérienne de 1954)

■ Pierre FOUGEYROLLAS

Révolution et contre-révolution
en Ethiopie

Octobre 1980 Prix 10F

N°

593

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
unifiée
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

Numéro 593 - Octobre 1980

SOMMAIRE

3 - ■ Stéphane JUST

« Correspondance internationale -
La Vérité »

21 - ■ Rapport au congrès
de l'OCI unifiée

33 - ■ Adresse adoptée
par le congrès
de l'OCI et de la LCI
constituant l'OCI unifiée

41 - ■ Pologne :
déclaration du Comité paritaire
pour la réorganisation (reconstruction)
de la IV^e Internationale

49 - ■ Les sections du Comité d'organisation
préparent la conférence mondiale
convoquée par le Comité paritaire

63 - ■ Benjamin STORA

L'Algérie et la révolution permanente
(1^{re} partie : les origines de la révolution
algérienne de 1954)

99 - ■ Pierre FOUGEYROLLAS

Révolution et contre-révolution
en Ethiopie

LA VÉRITÉ

Le message que nous exposons est simple et clair. Le message est de l'Organisation Communiste Internationale pour les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers révolutionnaires de l'action révolutionnaire, comme un instrument de la IV^e Internationale (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). La vérité, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.

Léon TROTSKY

Numéro 593 - Octobre 1980

SOMMAIRE

- 3 - ■ Stéphane LUST
« Correspondance internationale -
La Vérité »

- 21 - ■ Rapport au congrès
de l'OCI unifiée
- 23 - ■ Adresse adoptée
par le congrès
de l'OCI et de la LCI
constituant l'OCI unifiée

- 41 - ■ Pologne :
déclaration du Comité paritaire
pour la réorganisation (reconstruction)
de la IV^e Internationale
- 48 - ■ Les sections du Comité d'organisation
préparent la conférence mondiale
convoquée par le Comité paritaire
- 63 - ■ Benjamin STORA
L'Algérie et la révolution permanente
(1^{re} partie : les origines de la révolution
algérienne de 1954)
- 99 - ■ Ferné FOUGEYROLLES
Révolution et contre-révolution
en Éthiopie

« Correspondance internationale - La Vérité »

par Stéphane JUST

Ce numéro de « La Vérité », le n° 593, est le dernier publié en tant qu'« organe du comité central de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) ». En accord avec le comité central de l'OCI, la III^e session élargie du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale a pris la décision définitive

1. de publier sous le titre « Correspondance internationale » un mensuel politique ;

2. de fusionner l'ancienne revue qui paraissait trimestriellement sous le titre « Correspondance internationale » avec « La Vérité », qui devient de ce fait « Correspondance internationale - La Vérité », revue politique et théorique paraissant tous les trois mois.

Le premier numéro de « Correspondance internationale-La Vérité » sortira en novembre 1980 et publiera le projet de thèses programmatiques que le Comité paritaire soumet à la conférence mondiale qu'il convoque pour la fin décembre.

Cette décision a été prise en raison de l'étape nouvelle que franchit le Comité paritaire. En effet, au cours de la III^e session élargie, le Comité paritaire a mis la dernière main à l'élaboration des thèses sur la reconstruction de la IV^e Internationale. En conclusion de la discussion et de l'adoption de ces thèses, le Comité paritaire propose à la conférence mondiale convoquée en décembre de constituer : « IV^e Internationale (Comité international) ». Il s'agit d'un saut qualitatif vers la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale. La résolution de la III^e session élargie du Comité paritaire qui fait cette proposition se conclut ainsi :

« La constitution de "IV^e Internationale (Comité international)" ne signifie pas que la tâche de réorgani-

sation-reconstruction de la IV^e Internationale soit achevée ; elle signifie que nous entendons réaliser ce que, par la faute du SWP, le Comité international de 1953 n'a pas réalisé : chasser des rangs de la IV^e Internationale le révisionnisme liquidateur, former au cours de ce combat une nouvelle direction de la IV^e Internationale, achever la réorganisation-reconstruction de la IV^e Internationale.

La constitution de "IV^e Internationale (Comité international)" signifie pourtant que d'ores et déjà le révisionnisme liquidateur a subi une profonde défaite, que s'affirment les conditions de sa dislocation et de sa défaite totales. La constitution de "IV^e Internationale (Comité international)" signifie que s'est reconsti-

tuée sur une base de principe une organisation internationale qui assure la continuité de la IV^e Internationale proclamée en 1938, réorganisée à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et que le révisionnisme a disloquée en 1950-1953. Dans la conjoncture présente, le développement de la lutte des classes mondiale ouvre la possibilité de la construction, dans de multiples pays, de partis, sections de la IV^e Internationale, ayant une influence de masse. C'est seulement à partir de "IV^e Internationale (Comité international)", sous son impulsion et dans son cadre que de tels partis seront construits. »

D'importantes mesures politiques et organisationnelles seront prises par la conférence mondiale, qui traduiront dans la pratique la décision de constituer « IV^e Internationale (Comité international) ». Parmi celles-ci, la plus importante sera la décision de dissoudre les composantes du Comité paritaire : le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI), la Fraction bolchevique (FB) et la Tendence léninistrotrotskyte (TLT). Les décisions de publier le mensuel politique « Correspondance internationale », de publier fusionnées l'ancienne revue et « La Vérité » qui deviennent « Correspondance internationale - La Vérité », revue trimestrielle, s'inscrivent dans ces mesures.

Dès sa constitution, le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale a affirmé sa volonté de ne pas être, ainsi que l'avait été en 1953 et au cours des années qui suivirent sa constitution, le « Comité international de la IV^e Internationale », un simple front unique « idéologique » d'organisations nationales se bornant à la défense des principes de la IV^e Internationale.

Son nom l'indiquait, il entendait combattre pour la « réorganisation-reconstruction » de la IV^e Internationale. Néanmoins, une phase préliminaire était indispensable, celle où le Comité paritaire devait définir ses bases et ses contours en relation avec le développement de la lutte des classes, face au révisionnisme liquidateur et contre lui, en assumant pourtant la continuité de la IV^e Internationale sur

la base de son programme. Dès cette étape, le Comité paritaire décidait de publier une revue trimestrielle, « Correspondance internationale », ce qui tranchait radicalement avec la passivité du « Comité international » de 1953, lequel n'a jamais eu d'expression théorique et politique internationale propre. La tâche de la revue « Correspondance internationale » a été de publier les textes et documents, les prises de position du Comité paritaire, des informations émanant des organisations appartenant soit au CORQI, soit à la FB, soit à la TLT, plus quelques articles qui, généralement, polémiquaient avec les prises de position du Secrétariat unifié et de ses organisations, le tout éclairé par un éditorial.

La progression de la clarification théorique et politique au sein du Comité paritaire, de sa cohésion, a été extrêmement rapide. Il n'est pas un événement capital de la lutte des classes mondiale qui se soit produit depuis sa constitution qui n'ait suscité des prises de position du Comité paritaire sans aucune divergence majeure entre ses composantes. Avec l'élaboration des thèses sur la reconstruction de la IV^e Internationale et la convocation sur leur base de la conférence internationale, une étape se termine. Une autre commence. La revue trimestrielle doit se modifier en conséquence et répondre aux tâches de la nouvelle étape qui verra se constituer et se construire « IV^e Internationale (Comité international) ».

« Correspondance internationale - La Vérité » devra répondre à différentes exigences :

— publier les documents, textes, déclarations, résolutions émanant des organismes dirigeants, aujourd'hui encore du Comité paritaire, bientôt de « IV^e Internationale (Comité international) » ;

— publier les textes ou articles émanant des sections nationales exprimant leur activité, leur combat, leurs prises de position dans les pays où elles agissent et contribuent à la constitution progressive d'une seule organisation dans chaque pays ;

— analyser les questions politiques d'importance mondiale ;

— contribuer à la discussion des questions théoriques et politiques que les thèses soulèvent, et de toutes les questions fondamentales que posent la nouvelle période de la révolution (celle de « l'imminence de la révolution »), la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, la lutte contre le révisionnisme et la réorganisation-reconstruction de la IV^e Internationale.

Comme on le voit, la tâche est immense, et elle va commencer par la publication dans le premier numéro de « Correspondance internationale - La Vérité » (n° 4 de « Correspondance internationale », n° 594 de « La Vérité ») du projet de thèses programmatiques. Elle implique, pour être menée à bien, la concentration des ressources politiques dont va disposer l'organisation internationale bientôt constituée « IV^e Internationale (Comité international) », leur collaboration la plus serrée et harmonieuse possible. Cela justifie pleinement la fusion « Correspondance internationale - La Vérité ».

« Correspondance internationale » et « La Vérité » ont une origine et une histoire particulièrement significatives en relation avec les tâches historiques que s'assigne « IV^e Internationale (Comité international) ». Comme on le sait, « Correspondance internationale » a été une publication de la III^e Internationale (l'Internationale communiste), apportant une contribution décisive à sa construction et à la construction de ses sections avant que l'IC ne dégénère, publication à laquelle ont collaboré les dirigeants les plus éminents du Parti bolchevique et de l'Internationale communiste. Quant à « La Vérité », son premier numéro date de 1929. Elle a été le premier journal de l'Opposition de gauche publié hors d'Union soviétique lorsque Trotsky en fut expulsé par Staline et que se constitua l'Opposition de gauche internationale.

Toute l'histoire de « La Vérité » est intimement liée à celle de l'Opposition de gauche, puis à celle du combat pour la IV^e Internationale et de la IV^e Internationale. En 1944, la fusion entre le POI, le CCI et le groupe Octobre aboutissait à la constitution du Parti communiste internationaliste (PCI). Son premier congrès décidait non seu-

lement que « La Vérité » serait l'organe central du PCI, mais encore elle jouait un grand rôle dans la IV^e Internationale reconstituée à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le Secrétariat international qui siégeait à Paris l'utilisant largement.

Dans la lutte contre le révisionnisme liquidateur pabliste, « La Vérité » a été une arme indispensable entre les mains du PCI à partir de 1951. C'est dans les colonnes de « La Vérité » que furent publiées les « Dix Thèses » que Mandel, au moment où il esquissait une résistance au pabliste, avait écrites. Le congrès du PCI les adoptait, et sa délégation au III^e Congrès mondial demandait, contre l'avis de son auteur, qu'elles soient soumises au vote. Ce qui fut refusé. C'est dans les colonnes de « La Vérité » que Bleipretre publia, en réponse à l'article de Pablo « Où allons-nous ? », un article en plusieurs feuillets : « Où va le camarade Pablo ? ». C'est « La Vérité » qui, alors que le PCI était exclu en 1953 de l'Internationale, cimentait la résistance de ses militants. La publication « La Vérité » empêchait la liquidation du PCI tandis qu'il poursuivait seul le combat contre le pabliste, et cela jusqu'en novembre 1953 où le Socialist Workers Party publiait sa « Lettre ouverte aux trotskystes du monde entier » et où se constituait le « Comité international de la IV^e Internationale ».

Par la suite, « La Vérité » devait maintenir la continuité politique et organisationnelle du PCI sur les plans national et international. En 1959, après que de Gaulle eût pris le pouvoir, la décision était prise de convertir « La Vérité », de journal, en revue théorique. Un bulletin paraissant chaque semaine, qui allait devenir l'hebdomadaire « Informations ouvrières », était publié. Depuis, c'est en tant que revue que « La Vérité » a poursuivi le combat pour la IV^e Internationale, la construction du parti de la IV^e Internationale en France. Le comité central de l'OCI, en mettant la tradition de « La Vérité », son titre, le capital politique qu'elle représente, à la disposition de « IV^e Internationale (Comité international) », en se prononçant pour la fusion de « Correspondance internationale » et de « La

Vérité » proposée par le Comité paritaire, est donc bien fidèle à toute l'histoire de « La Vérité », à toute la lutte politique qu'elle mène depuis plus de cinquante ans. L'essentiel est toujours l'Internationale.

Il est vrai que toute une série d'articles particulièrement axés sur la France et les problèmes de la construction du parti révolutionnaire en France qui paraissent dans « La Vérité », organe central de l'OCI, ne pourront prendre place de la même façon dans « Correspondance internationale - La Vérité ». Pourtant, l'amélioration d'« Informations ouvrières », la publication du mensuel politique « Correspondance interna-

tionale » devraient permettre de combler, et au-delà, ces lacunes.

En conclusion, nous appelons les fidèles lecteurs de « La Vérité » à lire tout aussi fidèlement « Correspondance internationale - La Vérité ». Nous appelons les diffuseurs de « La Vérité » à diffuser plus largement encore « Correspondance internationale - La Vérité ». Ensemble, il s'agit de faire un nouveau pas sur la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale, et « La Vérité », par toute son histoire, s'identifie à la lutte pour la IV^e Internationale et au combat de la IV^e Internationale pour résoudre la question de la direction révolutionnaire.

Pologne : une nouvelle étape de la révolution politique commence

Cela nous mène directement au combat que le prolétariat polonais a engagé depuis le début juillet 1980. Dans ce numéro de « La Vérité », la déclaration du Comité paritaire datée du 24 août 1980 est intégralement publiée. Elle met l'accent sur ce qui caractérise essentiellement ce combat : en finir avec les organismes d'Etat que la bureaucratie camoufle sous le nom de « syndicats » ; arracher le droit de construire d'authentiques syndicats ouvriers, gérés par les ouvriers ; conquérir les libertés indispensables à l'exercice de ces droits. En bref, le prolétariat polonais a engagé le combat pour arracher le droit à s'organiser comme classe. Aujourd'hui, il s'agit du droit à constituer ses syndicats, à les unifier en une centrale syndicale nationale indépendante de l'Etat et du parti de la bureaucratie parasitaire au pouvoir. Inéluctablement, le droit de s'organiser indépendamment de l'Etat et du parti de la bureaucratie sur le plan syndical pose la question de l'organisation, sur le plan politique, en partis indépendants de la bureaucratie et contre elle.

Une riche et douloureuse expérience a appris aux prolétariats de l'Europe de l'Est que la mobilisation révolutionnaire spontanée est indispensable mais ne suffit pas pour vaincre les bureaucraties parasitaires, la chasser du pouvoir et instaurer un authentique pouvoir ouvrier. Ils savent que le combat que mène chaque prolétariat contre « sa » bureaucratie fait partie de la lutte d'ensemble que mènent tous les prolétariats de l'Europe de l'Est, le prolétariat de l'URSS, contre les bureaucraties parasitaires au centre desquelles est celle du Kremlin. Ils savent que pour mener la lutte jusqu'à son terme, remporter la victoire finale, il leur faut non seulement des organismes surgis spontanément au cours des grèves et des manifestations (comités de grève, comités ouvriers), mais des organisations permanentes qui les regroupent, les organisent, les centralisent nationalement, qui soient capables d'agir sur une ligne politique qui tienne compte des conditions et des circonstances politiques, d'où se dégage une direction politique : c'est pour disposer des moyens de cons-

truire de telles organisations, et d'abord ses syndicats, sa centrale syndicale, que le prolétariat polonais lutte aujourd'hui.

**DU MOUVEMENT
REVOLUTIONNAIRE
DE L'ALLEMAGNE DE L'EST
(JUIN 1953)
A LA REVOLUTION HONGROISE
DES CONSEILS
(NOVEMBRE 1956)**

Une nouvelle étape de la révolution politique s'ouvre ainsi, non seulement pour la Pologne, mais pour tous les pays de l'Europe de l'Est et l'URSS. Jusqu'alors tous les mouvements révolutionnaires au cours desquels le prolétariat, les masses se sont dressés contre les bureaucraties parasitaires ont fait surgir des comités de grève, des comités ouvriers ayant un caractère soviétique plus ou moins développé.

Dès juin 1953, en Allemagne de l'Est, les ouvriers constituent leurs comités. Les travailleurs de Berlin-Est lancent le mot d'ordre d'un «gouvernement des métallurgistes». En juin 1956, les ouvriers de Poznan se mettent en grève, manifestent, se battent contre la police politique, se lancent à l'assaut des locaux du parti de la bureaucratie. La classe ouvrière surgit ainsi sur la scène politique de Pologne et approfondit la crise politique qui déchire la bureaucratie. L'activité politique des masses s'intensifie et se généralise. Gomulka, qui jouit alors, en tant que victime de la répression au cours des années antérieures, d'une certaine popularité, réhabilité, prend la tête du parti de la bureaucratie. Le Kremlin menace d'intervenir militairement. Dans les usines, les entreprises, surgissent les comités.

En cette fin octobre 1956, le mouvement des masses surgit et se précipite également en Hongrie. Le 24, Nagy devient président du Conseil, et c'est la première intervention russe. Le 25, c'est la grève insurrectionnelle dans toute la Hongrie. L'armée passe du côté des insurgés. Le pays se couvre de conseils ouvriers, de comités révolutionnaires. S'estimant couvert par Gomulka, le Kremlin temporise en

Pologne. Il concentre ses coups contre la révolution montante en Hongrie. Mais son recul tactique en Pologne favorise le surgissement révolutionnaire en Hongrie.

Le PC hongrois et l'appareil d'Etat se disloquent. Le fait dominant est l'activité et le rôle des conseils. Un nouveau gouvernement Nagy est constitué, qui reconnaît les conseils ; il leur propose même de «coordonner leurs activités et de former une sorte d'états généraux de l'insurrection».

A leur tour, les conseils reconnaissent le gouvernement Nagy. Le 28 octobre, le conseil central des ouvriers de Budapest est élu. Le 31 octobre, les Russes évacuent Budapest. Mais c'est pour réorganiser leur dispositif militaire et remplacer les troupes qui ont subi le contact de la révolution par de nouvelles troupes venues du fin fond de l'URSS. Tandis que Imre Nagy et Kadar annoncent la fondation d'un nouveau parti, le Parti socialiste ouvrier hongrois, les troupes du Kremlin se concentrent. Le gouvernement Nagy porte plainte devant l'ONU, dénonce le pacte de Varsovie, déclare la neutralité de la Hongrie. Le 3 novembre, nouveau gouvernement Nagy excluant tous les anciens rakosistes et où entre le colonel Maleter, héros du combat contre les troupes russes. Maleter est envoyé négociateur avec les Russes sur la présence de leurs troupes et sur leurs mouvements. Ils l'arrêtent en pleine négociation. Le 4 novembre, les troupes russes attaquent Budapest. Kadar, abrité derrière les chars russes, forme un nouveau gouvernement aux ordres du Kremlin. Imre Nagy, contraint de fuir, se réfugie à l'ambassade de Yougoslavie. Les combats en certaines régions de Hongrie dureront jusqu'au 14 novembre.

**LA BUREAUCRATIE
DETRUIT
LES CONSEILS OUVRIERS**

Cependant, en Pologne comme en Hongrie, les conseils ouvriers subsistent. Comment la bureaucratie va-t-elle s'y prendre pour les détruire ? En Hongrie, le Kremlin et Kadar vont combiner la discussion avec les conseils et la répression contre eux. Le

14 novembre, si toute résistance militaire a cessé, la grève générale continue. Le gouvernement Kadar reconnaît les conseils. Le conseil ouvrier central de Budapest envoie une délégation auprès de Kadar, délégation qui réaffirme ses revendications, déclare ne reconnaître que le gouvernement d'Imre Nagy. Mais, après que le conseil de Csepel a décidé la reprise du travail, il appelle lui aussi à la reprise du travail. Arrestations et déportations se poursuivent, que l'armée de l'URSS opère elle-même. Le 19 novembre, le conseil central de Budapest décide de convoquer un conseil ouvrier national. Le 21 novembre, l'armée de l'URSS empêche que se tienne cette réunion que Kadar a interdite. Le conseil central appelle à une grève de protestation de quarante-huit heures. Le 9 décembre, nouvel appel à une grève générale de quarante-huit heures contre la répression qui s'abat contre les membres des conseils ouvriers. Kadar décide la dissolution du conseil central de Budapest, « dont les membres préféreraient s'occuper exclusivement des questions politiques pour construire un nouveau pouvoir à opposer aux organes exécutifs de l'Etat ». Les agents du Kremlin constitués en gouvernement hongrois annoncent clairement comment ils entendent mener la lutte pour liquider les conseils ouvriers.

Les lecteurs de « La vérité » compareront avec intérêt le texte qui suit, édité par un organe central de la bureaucratie hongroise fin 1956, et les déclarations actuelles de la bureaucratie polonaise.

« NOUS FAISONS CONFIANCE AUX CONSEILS OUVRIERS »

... Après le 23 octobre, la revendication de réaliser l'auto-administration ouvrière a jailli avec une force irrésistible. Ce qui explique que partout dans le pays naissaient, dans un court laps de temps, de nouveaux organes importants de la classe ouvrière, les conseils ouvriers. Il est vrai qu'ils sont nés à une époque où les forces contre-révolutionnaires ont de plus en plus gagné du terrain et lorsque la majorité même des ouvriers ne voyaient pas clair. Mais les masses ouvrières ont créé et ont soutenu les conseils ouvriers avec la ferme décision qu'à travers eux les

usines et les mines leur appartiendraient réellement. Dans cette question, les forces de la contre-révolution elles-mêmes ne pouvaient s'annoncer sous leur vraie couleur. Elles ne pouvaient pas démasquer leur vrai but, la restauration du capitalisme, puisque cela aurait signifié leur dévoilement et leur isolement complets devant les ouvriers...

La majorité des membres des conseils ouvriers se composait, naturellement, dès leur création..., d'ouvriers et d'intellectuels qui ont, à juste titre, mérité la confiance des travailleurs. Cependant, à plusieurs endroits, pendant un certain temps, les ennemis des intérêts ouvriers ont accaparé la direction ou, du moins, ont été des porte-parole contraignant les membres honnêtes et réfléchis des conseils ouvriers à accepter leur opinion... Ce qui s'est passé dans beaucoup d'usines, au cours de la grève du début de la semaine dernière.

L'arrestation de certains membres des conseils ouvriers, la dissolution des conseils ouvriers territoriaux ont donné à beaucoup de membres des conseils l'impression que le gouvernement ne fait pas confiance aux conseils ouvriers.

(Mais) Janos Kadar a déclaré dans de nombreux discours qu'il ne faut pas affaiblir les conseils ouvriers d'usine mais, au contraire, les renforcer et qu'à l'avenir le gouvernement souhaite s'appuyer fermement sur ces organes de la classe ouvrière.

(En même temps), le gouvernement prend des mesures énergiques et dures contre les émeutiers et les intriguants qui se sont introduits dans les conseils ouvriers.

Naturellement, l'épuration des conseils ouvriers d'éléments étrangers ne peut pas être une question uniquement de service de sécurité. Mais, au cours des dernières semaines, lorsque le retard aurait pu entraîner des dommages matériels de l'ordre de plusieurs millions, nécessairement, le service de sécurité primait tout...»

(Editorial de *Népszabadság*,
16 décembre 1956)

C'est au nom de l'« auto-administration ouvrière » que les conseils

ouvriers, ou ce qu'il en reste, vont être dénaturés, sous prétexte de leur attribuer des « fonctions économiques » qui ne sont rien d'autre que la « participation » à l'application de la politique de la bureaucratie au niveau de l'entreprise. Les uns après les autres, les conseils ouvriers seront dissous, à moins qu'ils ne décident eux-mêmes de démissionner comme le fait le conseil ouvrier de Csepe en protestation contre les arrestations d'ouvriers et les conditions faites à son activité. Le 28 septembre 1957, le gouvernement Kadar décide la dissolution des derniers conseils ouvriers, pour autant que l'on puisse parler encore de conseils ouvriers.

En Pologne, l'appareil du parti de la bureaucratie n'a pas été détruit, Gomulka a assumé la continuité gouvernementale de la bureaucratie, le mouvement révolutionnaire a été contenu. Il s'agit simplement de le faire refluer. Dès son discours du 20 octobre, Gomulka explique: les comités ouvriers doivent être subordonnés au parti. Pour le reste:

« Il faut saluer de tout cœur l'initiative de la classe ouvrière pour rationaliser la gestion de l'industrie et pour faire participer les travailleurs à la gestion de leurs entreprises. Cela témoigne de la foi vigoureuse et légitime de la classe ouvrière dans le socialisme. Les organes dirigeants de notre économie, de notre politique et de l'Etat doivent travailler intensément en vue d'aider l'initiative ouvrière et en vue de procéder, là où cela est possible, à une certaine généralisation des formes proposées. Mais, en pratique, si on veut travailler sur une plus large échelle, il faut avancer lentement. »

Le 29 octobre, en pleine crise, il affirme encore:

« Pour le moment, nous ne pouvons pas toucher à la question des organes d'autogestion ouvrière, nous ne pouvons rien organiser de concret si notre appareil du parti, nos instances dirigeantes du parti restent dans l'état dans lequel ils se trouvent dans de nombreux centres et de nombreuses provinces. Or il faut observer que les changements qui se produisent en ce moment dans l'appareil du parti, les conférences qui se réunissent ne

résolvent que pour une courte période le problème des instances dirigeantes. »

Mais, dans son rapport au IX^e plénum du comité central, le 15 mai 1957, il est net et tranchant:

« Les conseils ouvriers ne sont pas les organes du pouvoir politique de la classe ouvrière que furent, dans l'histoire du mouvement ouvrier, les soviets de députés ouvriers. Ils ne sont pas les maillons de l'appareil administratif de l'Etat populaire. Les conseils ouvriers sont des organes à travers lesquels la classe ouvrière participe à la gestion de l'économie nationale en prenant bien plus largement et beaucoup plus profondément qu'avant part aux fonctions organisationnelles et économiques de l'Etat de la démocratie populaire, c'est-à-dire de l'Etat qui édifie le socialisme.

La question se pose: les conseils ouvriers sont-ils la seule forme de participation des ouvriers à la gestion des entreprises? Dans le passé, quand nous n'avions pas de conseils ouvriers — et d'ailleurs, actuellement, il n'y a pas de conseils ouvriers élus dans toutes les entreprises — les ouvriers n'avaient-ils donc pas de possibilités, ne se trouvaient-ils pas dans les conditions favorables pour participer à la gestion de leurs usines et de toute l'économie nationale?

On ne peut donner une réponse négative. Dans le passé la classe ouvrière a eu en mains de telles possibilités, quoique dans un domaine plus restreint. Si on laisse de côté toute forme directe de participation, ces possibilités s'exprimaient dans les droits définis des syndicats, des comités d'entreprise et des organisations du parti. Jamais il n'exista chez nous une situation telle que la classe ouvrière, le personnel ouvrier fussent privés de la possibilité de participer à la gestion de l'économie nationale et des usines et où ils ne tirèrent pas profit de ces possibilités. (...)

Il serait erroné pourtant de croire que dans les pays socialistes où il n'y a pas de conseils ouvriers la classe ouvrière est privée de moyens de gérer ses usines et l'économie nationale. De bons syndicats et des comités d'entreprise armés des droits nécessaires peuvent constituer ce

moyen. Chez nous, cependant, la volonté de la classe ouvrière a donné naissance à la forme des conseils ouvriers.»

Le 14 avril, au congrès des «syndicats», Gomulka déclare que les grèves sont désormais illégales. Les conseils ouvriers sont privés de toute autonomie et sont subordonnés au parti de la bureaucratie et aux «syndicats».

La première période de la révolution politique s'étend du mouvement révolutionnaire de juin 1953 en Allemagne de l'Est à la révolution hongroise des conseils de novembre 1956, en passant par le mouvement révolutionnaire de l'été et de l'automne 1956 en Pologne. Elle a eu son sommet avec la révolution hongroise des conseils. Cette première période a souligné la nécessité, le rôle indispensable des conseils ouvriers, des comités, de leur centralisation nationale. Elle a vérifié que ce sont les parlements et éventuellement les exécutifs du prolétariat et des masses opprimées dans leur lutte contre les bureaucraties parasitaires comme ils le sont dans la lutte contre la bourgeoisie. Mais au cours de cette période a également été démontré que les comités de grève, les conseils, les soviets ne suffisent pas. Ils ne peuvent se substituer aux organisations traditionnelles du prolétariat, ses syndicats et ses partis. Au contraire, la démonstration évidente s'est faite: c'est seulement sous l'impulsion des syndicats, des partis ouvriers, que les comités de grève, les comités ouvriers, les conseils, les soviets peuvent jouer pleinement leur rôle de parlement et d'exécutif de la classe ouvrière et des masses opprimées.

TCHECOSLOVAQUIE, POLOGNE: 1968, 1970.

En 1968, une nouvelle période de la révolution politique a commencé, où se dégage et se renforce la conscience que les prolétariats des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS doivent non seulement constituer leurs comités, mais construire leurs organisations classiques, partis et syndicats, pour affronter et vaincre les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires.

Le processus de la révolution politique du printemps et de l'été 1968 en Tchécoslovaquie a été totalement lié à la question de savoir s'il fallait un ou plusieurs nouveaux partis ou si le Parti communiste de Tchécoslovaquie était réformable. Sous l'effet de contradictions de plus en plus tendues (crise de la bureaucratie tchécoslovaque, subordination au Kremlin et action des masses), le PCT se désagrège. En juin 1968, la direction du PCT convoque un congrès extraordinaire qui doit se tenir au début septembre 1968. La bureaucratie du Kremlin décide d'intervenir militairement lorsqu'il est clair que le XIV^e Congrès du PCT, qui doit se réunir le 9 septembre, marquera la dislocation du PCT en tant que parti de la bureaucratie et sera certainement l'acte de naissance d'un ou plusieurs nouveaux partis. Mais l'intervention militaire fait au contraire sentir plus brutalement l'exigence d'un nouveau parti. Le 21 août, les troupes du pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie, Dubcek et quatre membres du présidium sont arrêtés. P. Broué écrit dans sa brochure «Le Printemps de Prague»:

«C'est le comité de Prague, entièrement renouvelé en avril par un vote démocratique «à la manière de Wladno», qui, dès le matin de l'invasion, appelle les délégués, par radio, à se rendre à Prague, par tous les moyens en leur possession, à s'y réunir et à décider eux-mêmes s'ils se constituent en congrès.»

Le 22 août, la majorité des délégués du XIV^e Congrès se réunit dans l'usine CKD de Prague et décide de se constituer en congrès. Un nouveau parti se constitue. La «normalisation» passera par la dénonciation du XIV^e Congrès du PCT, du comité central qu'il a élu, la destruction de ce parti et la construction sous l'égide du Kremlin d'un nouveau parti de la bureaucratie.

A partir de 1970-1971, le prolétariat polonais occupe à nouveau le premier rang du combat contre la bureaucratie. Le 14 décembre 1970, en protestation contre l'augmentation en moyenne de 30% des prix dans les ports de la Baltique, Gdansk, Gdynia, Szczecin, Sopot, éclatent grèves et manifestations. La répression est très dure et les grèves et manifestations se

transforment en émeutes. Les manifestants ont pris d'assaut les sièges du parti de la bureaucratie et de la milice. La police a tiré sur les manifestants. Il y a des dizaines de morts. Pourtant, la puissance de l'agitation ouvrière contraint l'appareil à manœuvrer en retraite: Gomulka est destitué; Gierek est nommé premier secrétaire du POUK; huit milliards de zlotys seront consacrés à des augmentations de salaires. Dans sa préface à la brochure «Pologne, 24 janvier 1971 - Gierek face aux grévistes de Szczecin», P. Broué rapporte:

«La nouvelle équipe d'Edward Gierek se veut celle du "renouveau", multiplie les gestes d'apaisement, les promesses aux masses. Pourtant l'agitation persiste et la répression continue. Presse écrite, radio, télévision continuent, sauf dans le nord du pays —où mentir serait trop dangereux—, à faire le silence sur ce qui s'est réellement passé en décembre, sur les revendications ouvrières, les responsabilités endossées par les dirigeants chargés du maintien de l'ordre. Mieux, elles diffusent de fausses nouvelles tendant à faire croire que les travailleurs des chantiers sont désormais satisfaits et ne songent plus qu'à augmenter la production. A Szczecin, le comité central de grève constitué à partir des comités de grève élus dans les différentes entreprises s'est transformé en "commission ouvrière". Il a organisé une "milice ouvrière armée" qui, au cours de la grève, a assuré la "protection de l'outil" contre d'éventuels sabotages. Il s'est rendu maître de l'émetteur radio des chantiers, qu'il contrôle sans partage. Après la reprise du travail, à la fin de décembre, il a pris en main la direction de la production.

Le 20 janvier, c'est à l'appel du comité de grève que les ouvriers des chantiers de Szczecin et d'une dizaine d'autres entreprises de l'agglomération, où les débrayages se succèdent depuis le 10 janvier, se sont de nouveau mis en grève. Ils estiment les concessions gouvernementales insuffisantes, refusent de se contenter de promesses, exigent satisfaction immédiate et intégrale de leurs revendications, et, d'abord, la venue à Szczecin, dans leurs chantiers en

grève, devant eux, des dirigeants du Parti et de l'Etat, afin d'obtenir réponse aux questions qu'ils ont posées depuis plusieurs semaines. Cette exigence de la part des travailleurs et de leurs dirigeants élus, le fait que les autorités cèdent et acceptent, afin de pouvoir tenir ce débat sans précédent, de reporter la VIII^e session plénière du comité central, ce sont là des faits en eux-mêmes profondément significatifs: la classe ouvrière polonaise a l'initiative, elle a pris conscience de sa propre force et, face à son déploiement dans les entreprises et dans la rue, la bureaucratie se divise et éclate — et elle ne dispose pas d'une autre issue.

Les revendications ouvrières, telles que les formule, au nom du comité de grève, son président, l'ouvrier Baluka, sont nettes et sans la moindre ambiguïté. Les ouvriers exigent —le mot est répété dans chaque point— l'annulation des hausses de prix de décembre, des élections immédiates et démocratiques à tous les organismes responsables du Parti, des syndicats, des organisations de jeunesse, des "conseils ouvriers d'entreprise", le paiement intégral des journées de grève, une information complète et honnête sur les événements de décembre, dans tout le pays, comportant démenti des fausses nouvelles et publication des revendications ouvrières, des garanties personnelles de sécurité pour les grévistes et leurs dirigeants élus, la possibilité, pour la commission ouvrière, de conserver sa milice et le contrôle de la radio et, par là, d'assurer son contrôle sur les conditions de la reprise et de la réélection des organismes responsables, enfin l'arrêt de toute activité anti-ouvrière des "organismes de sécurité".»

A la fin de ce mémorable débat, la décision est prise de cesser la grève:

«Il faut donner sa chance à Gierek... un an ou deux»,

dit le délégué de W2. Baluka, président du comité de grève, dit à la suite du vote:

«En ce moment, nous avons terminé la grève. Ce qui nous reste, ce sont... nos douze revendications sur deux morceaux de papier. Pour le

moment, ces revendications n'existent littéralement que sur le papier.»

Quelques jours plus tard, Gierek annule les hausses de prix. La bureaucratie s'appuie sur l'illusion encore vivante d'une possible «démocratisation» des «syndicats», du parti, des différents organismes de la bureaucratie. C'était une question de temps pour qu'elle disloque, démantèle et liquide la commission ouvrière de Szczecin, d'autant plus que celle-ci était isolée par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière de Pologne.

VERS DES ORGANISATIONS DE CLASSE INDEPENDANTES

Mais la tradition du combat des travailleurs de Szczecin, Gdansk, Gdynia, Sopot est restée vivante. C'est elle qui resurgit au cours des grèves d'Ursus et de Radom à la fin juin 1976 — à nouveau contre la hausse des prix — et des émeutes qui suivent. Gierek annule alors les hausses de prix mais déclenche une terrible répression, des milliers d'arrestations, de condamnations, des dizaines de morts.

Mais quelque chose commence à changer dans les pays de l'Europe de l'Est et en URSS: le besoin de construire des organisations pour combattre les bureaucraties s'affirme et commence à se concrétiser.

En Pologne se constitue, à l'instigation d'intellectuels, le Comité de défense des ouvriers dont font notamment partie Jacek Kuron et Adam Michnik. Il subit lui-même une dure répression, mais son action sera couronnée de succès: le 22 juillet 1977, les derniers grévistes emprisonnés ainsi que les militants du KOR sont remis en liberté.

En octobre 1977, le KOR change de nom et s'appelle désormais Comité d'autodéfense sociale — KOR (KSS-KOR). Il prend position sur tous les problèmes importants pour le présent et l'avenir de la société polonaise. L'une de ses principales activités est, selon C. Pomian:

«(...) d'abord la publication du bimensuel *Robotnik* (l'ouvrier), dont

vingt-cinq numéros sont parus à ce jour. Nous en donnons quelques extraits dans ce recueil, mais il mérite une présentation plus détaillée. Le choix du titre est déjà significatif; c'était, en effet, celui d'un journal publié, depuis 1892, par le Parti socialiste polonais, éliminé de la scène politique en 1948. C'est à la tradition de ce parti que *Robotnik* se réfère en rappelant le souvenir de militants socialistes dont on ne parle jamais dans la presse officielle (ainsi dans les nos 15, 16 et 19). Mais il se réfère aussi à un passé plus récent du mouvement ouvrier en Pologne, quand il commémore les événements que la censure veut condamner à l'oubli: la révolte de Poznan en juin 1956 (n° 17) ou celle de décembre 1970 à Gdansk (n° 7). D'autre part, *Robotnik* manifeste son orientation par les nouvelles de l'étranger: sur les activités des syndicats en Occident (nos 13 et 15), sur la grève en Roumanie (n° 6) et à Zagreb, en Yougoslavie (n° 8), sur les manifestations du mécontentement en RDA et la condamnation de Bahro (nos 16 et 19), sur la création d'un syndicat libre en URSS (nos 10 et 24), sur la situation en Tchécoslovaquie (n° 20); le n° 24 consacre trois articles à l'élection du pape Jean Paul II. Nous reproduisons plus loin, à titre d'exemple, un article sur les commissions ouvrières en Espagne.

Mais ce sont naturellement les problèmes des travailleurs polonais qui occupent le plus de place dans *Robotnik*. On y présente les activités de l'opposition: la Société des cours scientifiques (TKN), les Comités d'autodéfense paysanne (cf. nos 11, 14 et 25). On décrit, dans presque chaque numéro, les persécutions policières. On publie des articles de fond sur les droits des travailleurs (n° 12) et, en particulier, sur le droit de grève (n° 17), sur la censure (n° 5), sur les conditions de travail en théorie et en pratique (nos 7, 8, 10, 16 et 17), sur les normes (n° 23), sur les inégalités dans la société polonaise (nos 12, 16 et 19), sur les prix des denrées de première nécessité et l'approvisionnement du marché (nos 5, 11 et 13). Et cette liste est loin d'être exhaustive, certains numéros ne nous étant pas parvenus.»

Au cours de cette même année, en Tchécoslovaquie, s'est constitué un regroupement sur le terrain de la lutte pour les libertés dans le cadre de la «Charte 77». Un événement important se produit le 7 avril 1978. Vingt-trois membres de la «Charte 77» publient, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation du parti social-démocrate tchèque, une déclaration, «Cent ans de socialisme tchèque», qui rappelle les principes du programme de fondation de ce parti en les mettant en opposition avec la pratique du PCT. De ce texte, il résulte implicitement la nécessité de balayer la bureaucratie au pouvoir et, pour ce faire et faire triompher les principes du socialisme, la nécessité d'un nouveau parti. Conjointement et essentiellement commence dans tous les pays de l'est de l'Europe et en URSS la lutte pour la construction de syndicats indépendants de l'Etat et du parti. Au point de départ, il peut sembler que les Khlebanov et leurs camarades sont faibles et isolés et leurs tentatives sans avenir. En réalité, ils expriment une aspiration profonde des masses prolétariennes et une nécessité historique: s'organiser comme classe de façon indépendante pour défendre les intérêts du prolétariat contre l'appareil bureaucratique de l'Etat et le parti de la bureaucratie. Ils traduisent une progression considérable dans la conscience des masses et dans les méthodes de lutte contre la bureaucratie: les comités de grève, les comités ouvriers ne suffisent pas, il faut aussi l'organisation du prolétariat en syndicats et partis indépendants. C'est ce que les ouvriers ont comme objectif de réaliser dans la pratique et d'imposer à la bureaucratie polonaise, en commençant par la constitution de syndicats indépendants.

NATURE DE LA CRISE DANS LES PAYS OU LE CAPITAL A ETE EXPROPRIÉ

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites sont dans l'impasse. Cela se manifeste de façon évidente sur le plan économique. L'énorme dépendance de l'économie polonaise par rapport aux grandes puissances impérialistes est frappante:

vingt milliards de dollars de dette; quatre à cinq milliards par an doivent être consacrés au service de la dette; ce qui n'empêche pas l'endettement de s'accélérer; la presse explique en général la nécessité de l'austérité, d'une réduction du niveau de vie pour rétablir l'équilibre des balances des comptes et commerciale. Cette vue est partielle.

L'ensemble du fonctionnement de l'économie polonaise est imbriqué à la division internationale du travail, mais de façon subordonnée. C'est ce que traduit ce gigantesque endettement.

L'arrêt de la croissance de l'endettement signifierait l'asphyxie, la paralysie de l'économie polonaise. Une crise qui disloquerait le marché mondial aurait les mêmes conséquences. Déjà, l'aggravation des contradictions économiques en Pologne au cours de ces dernières années est en grande partie la conséquence de la marche à cette crise.

La dépendance de l'économie polonaise par rapport à la division internationale du travail et au marché mondial, que dominent les grandes puissances impérialistes, est extrême. Elle ne lui est pas propre. Tous les pays de l'Europe de l'Est dépendent des crédits occidentaux, de la technique importée d'Occident, de leur capacité à exporter sur le marché mondial — y compris l'URSS.

En URSS, dans les pays de l'Europe de l'Est, mais plus manifestement en Pologne, on aboutit au point où l'incompatibilité entre les rapports sociaux de production et leur gestion par les bureaucraties parasitaires devient absolue. La nature sociale des bureaucraties, la place politique qu'elles occupent dans la lutte des classes dans leur pays et dans le monde font qu'elles sont incapables d'apporter les réponses à la poursuite du développement de l'économie des pays où le capital a été exproprié. Les réponses qu'elles tentent d'apporter mettent en cause ces rapports de production: elles font appel à la régulation de l'économie par les lois du marché et à la subordination à la concurrence qui règne sur le marché mondial. Mais, par là même, ce sont les conditions de vie et de travail, à la limite d'existence, de la principale force productive, le prolétariat, qu'elles mettent en cause.

Les contradictions qui assaillent l'économie des pays où le capital a été exproprié ne sont pas pour autant de même nature que celles qui menacent de disloquer le mode de production capitaliste. Dans le cas du mode de production capitaliste, il s'agit de rapports sociaux de production qui ne permettent plus le développement des forces productives. Dans les pays où le capital a été exproprié, le développement des forces productives rend insupportable la gestion des rapports de production par des bureaucraties parasitaires: en ce sens, ce sont des crises de croissance. C'est par la médiation sociale et politique des bureaucraties que l'impérialisme projette ses contradictions sur l'économie des pays où le capital a été exproprié et qu'elles se nouent à celles résultant des insuffisances du développement économique de ces pays.

Ni aujourd'hui, ni demain, l'économie des pays où le capital a été exproprié ne «rattrapera et ne dépassera dans les plus brefs délais» (selon la formule de Staline en 1930) l'économie des pays capitalistes avancés du point de vue de la productivité, de la quantité et de la qualité. Sa dépendance par rapport à la division internationale du travail n'a fait qu'augmenter et ne peut qu'augmenter en raison de sa croissance. Mais il s'agit d'une crise de croissance, ne serait-ce que par la puissance fantastique que le prolétariat des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS a acquise depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale en même temps que sont développées les autres composantes des forces productives. L'irruption du prolétariat correspond à un besoin organique fondamental urgent du mode de production social et de toutes les couches sociales productives: en finir avec la gestion bureaucratique, c'est-à-dire chasser du pouvoir politique et balayer la bureaucratie parasitaire. C'est aujourd'hui un besoin vital que le prolétariat chasse la bureaucratie, s'empare du pouvoir politique, réorganise l'économie planifiée sous le contrôle des producteurs et en fonction des besoins des masses, comme c'est une nécessité pressante que le capital soit exproprié dans les principaux pays capitalistes pour que se produise un nouveau développement des forces productives dans le cadre d'une

nouvelle division internationale du travail dans laquelle doivent s'inscrire les économies des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS. Tels sont au fond les causes et le sens du combat que vient à nouveau d'engager le prolétariat de Pologne.

NOUVELLE AVANCEE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Il n'y a cependant aucun automatisme. Le prolétariat de l'URSS, les prolétariats de l'Europe de l'Est restent évidemment confrontés à une menace directe contre leurs conditions de vie et de travail. Pourtant, en d'autres temps, ils ont subi des conditions de spoliation et d'oppression infiniment plus brutales. La profondeur et la dimension du combat du prolétariat polonais ne peuvent être appréciées qu'en relation avec les développements de la lutte des classes mondiale, de la nouvelle période de la révolution prolétarienne, «la période de l'imminence de la révolution», au stade où est parvenue la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires dont celle de la bureaucratie du Kremlin. C'est précisément parce que le combat du prolétariat polonais exprime au plus haut degré le mouvement du prolétariat mondial qu'il a cette puissance. La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites sont angoissées, mais les bourgeoisies et les gouvernements des grandes puissances impérialistes ne le sont pas moins. La déclaration du Comité paritaire le souligne:

«Une fois encore, le prolétariat polonais ébranle l'Europe et le monde. Gierek, dans le discours déjà cité, tire la sonnette d'alarme:

«C'est un problème d'importance internationale. Seule la Pologne socialiste peut être un Etat indépendant et libre, ayant des frontières sûres et reconnues. La Pologne est un facteur de stabilité en Europe. Notre régime social a une grande influence internationale, c'est un élément fondamental de l'ordre instauré en Europe après la Deuxième Guerre mondiale. Il y a des limites qu'on ne

peut dépasser, c'est la raison d'Etat polonaise."

On ne saurait être plus clair. Dans le langage de Gierek, la "Pologne socialiste", c'est le maintien au pouvoir en Pologne de la bureaucratie parasitaire satellite de celle du Kremlin. Il rappelle que la division de l'Europe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, réalisée à Yalta et à Potsdam, a été la première condition pour qu'ensemble l'impérialisme américain, la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, épaulés par les bureaucraties de toutes les organisations, contiennent la vague révolutionnaire issue de la guerre, limitent ses effets, reconstruisent le système impérialiste, et ainsi établissent un nouvel "ordre" européen et mondial. Aujourd'hui encore, la bureaucratie du Kremlin reconnaît la dictature terroriste de Videla.

Mais cet édifice craque de toutes parts. A nouveau, la révolution est à l'ordre du jour sur tous les continents. L'impérialisme US n'a jamais pu se remettre de sa défaite au Vietnam. La révolution portugaise a été le prologue à de nouveaux développements révolutionnaires en Europe et en Afrique. La révolution en Iran a renversé un des piliers de l'"ordre" de Yalta et Potsdam. Le Kremlin a été obligé de s'engager en Afghanistan pour tenter de verrouiller le développement de la révolution dans cette région du monde. La révolution au Nicaragua annonce une vague révolutionnaire en Amérique latine. La marche à une crise économique majeure du mode de production capitaliste, qui disloquera le marché mondial et la division internationale du travail et ne laissera de la prétendue "postérité" que décombres et ruines, se conjugue aux crises politiques de domination de classe des bourgeoisies, celles des métropoles impérialistes en Europe et aux USA, celles des pays semi-coloniaux. La crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires atteint un nouveau seuil où l'"ordre" édifié à Yalta et à Potsdam contre les aspirations des masses au socialisme authentique risque de s'effondrer, et où un déferlement révolutionnaire sans précédent, notamment en Europe, risque de se produire. Gierek

le dit à sa façon : la révolution sociale et la révolution politique sont à l'ordre du jour en Europe. La bureaucratie polonaise est un facteur d'ordre indispensable en Europe. Il adresse un appel aux principales puissances impérialistes, à toutes les forces de conservatisme social et politique: *"Notre régime social a une grande influence internationale, c'est un élément fondamental de l'ordre instauré en Europe après la Deuxième Guerre mondiale"*, contre les aspirations et la volonté des masses d'avancer vers un socialisme véritable. »

L'EGLISE DEFEND L'«ORDRE» DE YALTA ET DE POTSDAM

Gierek a été entendu. L'impérialisme allemand met à nouveau à la disposition de la bureaucratie polonaise des centaines de millions de marks. Le gouvernement américain et les banques des USA discutent de nouveaux crédits à mettre à la disposition du gouvernement polonais pour qu'il puisse notamment acheter aux Etats-Unis des céréales. Il est vrai qu'il ne s'agit pas là d'une «aide» désintéressée ; en arrière-plan, il y a l'objectif d'une profonde pénétration capitaliste dans l'économie polonaise.

Cela n'empêche pas, bien au contraire, que les bourgeoisies des grandes puissances impérialistes et leurs gouvernements apportent leur appui total à la bureaucratie polonaise contre la classe ouvrière et les masses. L'agent le plus efficace de cette politique est la Sainte Eglise catholique, apostolique et romaine. Répétons-le une fois encore, l'Eglise est la plus vieille institution réactionnaire, force économique et politique immense qui, au cours d'une histoire bi-millénaire, a toujours soutenu les classes exploiteuses au pouvoir : la noblesse et l'aristocratie contre la bourgeoisie quand celle-ci était encore une classe révolutionnaire ; ultérieurement, la bourgeoisie contre le prolétariat ; éventuellement, les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires contre le prolétariat. L'Eglise a mobilisé toutes ses forces, tous ses moyens pour contenir et limiter, sinon faire refluer le prolé-

tariat polonais au cours de ces dernières semaines — de l'extérieur de la grève et de l'intérieur de la grève. Dès le 24 août, une dépêche de l'AFP annonçait :

«Gdansk, 24 août. L'évêque Lech Kaczmarek de Gdansk a incité dimanche les grévistes à reprendre le travail dans un message lu dans les églises de son diocèse, au lendemain d'un premier round infructueux de négociations entre le comité inter-grève et les autorités polonaises.

"Les grèves ne servent pas votre bien, elles ne servent pas vos familles, elles approfondissent la crise et alourdissent l'atmosphère déjà tendue", a déclaré le prélat, qui a néanmoins souligné que les travailleurs avaient *"le droit"* de formuler certaines revendications.

Ce message a notamment été lu au cours de la messe qu'a célébrée en plein air, comme le dimanche précédent, dans la cour du chantier naval "Lénine", le curé de la paroisse. Outre les grévistes qui occupent le chantier, quelque cinq mille paroissiens ont participé à la cérémonie. *"Toutes les paroisses de la province, a encore dit Mgr Kaczmarek dans son message, prient pour que les nuages qui se sont accumulés sur le littoral s'éloignent. Il faut que tout se déroule dans une atmosphère d'ordre et de dignité... Tout doit être fait pour éviter des émeutes et que le sang ne soit versé",* a ajouté l'évêque.

Le message fait d'autre part état de la rencontre de jeudi entre l'évêque de Gdansk et le cardinal Stefan Wyszynski, primat de Pologne, ce qui semble lui donner l'autorité et le poids de toute l'Eglise catholique romaine polonaise. »

Le 26, c'est le cardinal Wyszynski, primat de l'Eglise de Pologne, qui s'engage ouvertement. Il lance un appel à terminer la grève, que la télévision polonaise diffuse. Mais rien n'y fait. Tout au contraire, les grèves s'étendent encore, notamment aux aciéries de Nowa Huta et en Silésie. Le 28, la grève généralisée menace de devenir purement et simplement la grève générale. Ce n'est un secret pour personne que c'est de l'intérieur de la grève, du sommet de la grève générali-

sée, le comité de grève de Gdansk, que la Sainte Eglise va jouer pour empêcher la grève générale, «savoir terminer la grève» comme a dit en d'autres temps Maurice Thorez. Lech Walesa, militant catholique, président du comité de grève de Gdansk, s'efforce d'appliquer l'orientation de l'Eglise. C'est lui qui introduit les «commissions d'experts». C'est lui qui mène les discussions avec la commission gouvernementale. Dans sa hâte de conclure, il s'engage au cours des journées des 29 et 30 août sur des accords que le comité de grève et les grévistes repoussent. Finalement, il parvient à faire accepter le «compromis» du 31 août.

UN COMPROMIS INVIABLE

Le «compromis» se situe sur le terrain des revendications de la classe ouvrière de Pologne :

«On (*sic*) estime qu'il serait utile de créer des syndicats nouveaux autogérés qui seraient une représentation authentique de la classe laborieuse». Plus loin : «Le droit de grève sera garanti dans la nouvelle loi sur les syndicats.»

Mais en même temps, il affirme le respect des «droits» et des organismes de la bureaucratie parasitaire :

«En créant des syndicats nouveaux indépendants et autogérés, le comité inter-entreprises (MKS) affirme que ces derniers respecteront les principes de la Constitution de la Pologne populaire. Les nouveaux syndicats défendront les intérêts sociaux et matériels des ouvriers. Ils n'ont pas l'intention de jouer le rôle de partis politiques. Ils se fondent sur le principe de la propriété sociale des moyens de production, base du système socialiste polonais. Ils reconnaissent que le POUP (Parti ouvrier unifié) joue un rôle dirigeant dans l'Etat et ils ne s'opposent pas aux alliances internationales existantes.»

Il subordonne le droit de grève à des limitations qui dépendent de l'Etat :

«Cette dernière (*la nouvelle loi sur les syndicats*) devra fixer les condi-

tions permettant de déclarer et d'organiser les grèves, les méthodes par lesquelles les conflits devront être résolus, ainsi que les pénalités en cas de violation de la loi.»

Il est dénié le droit aux syndicats «indépendants et autogérés» de se constituer en une centrale syndicale polonaise, et cela de manière subtile :

«Le gouvernement prend l'engagement de créer les conditions permettant l'enregistrement des nouveaux syndicats en dehors du conseil central des syndicats.»

C'est dire que la seule centrale reconnue et qui puisse exister est la centrale officielle. Pour ce qui concerne les revendications «économiques», aucune n'est vraiment satisfaite.

Ce compromis est inviable. Les travailleurs de toutes les entreprises de Pologne vont prendre avantage de la reconnaissance du droit à constituer des «syndicats indépendants et autogérés» reconnus aux travailleurs des entreprises de la côte balte pour constituer leurs propres syndicats et exiger qu'ils soient reconnus. Déjà les mineurs de Silésie se sont mis en grève, ont constitué leur comité central de grève qui a signé un accord de même nature que celui signé par le comité de Gdansk. Mais les travailleurs ne peuvent respecter la Constitution, le rôle dirigeant du parti de la bureaucratie, les clauses bloquant la constitution d'une authentique centrale syndicale, celles réglant étroitement le droit de grève. Ils ne peuvent accepter l'arbitraire bureaucratique en ce qui concerne les libertés. Ils ne peuvent accepter que leurs revendications économiques ne soient pas satisfaites, le gaspillage et la gabegie bureaucratiques.

C'est tout l'ordre politique actuel, la gestion bureaucratique des rapports de production, le fonctionnement de l'Etat qui sont en cause. Les limites contraignantes et étouffantes dans lesquelles le «compromis» tente d'enserrer la constitution de syndicats par les ouvriers eux-mêmes sont significatives des craintes de la bureaucratie et de sa claire compréhension de la logique du combat de la classe ouvrière pour constituer ses organisations. Inélucta-

blement, de l'existence de syndicats authentiquement ouvriers surgit la question d'une centrale syndicale et d'un authentique parti ouvrier en opposition et contre les partis de la bureaucratie. La lutte pour d'authentiques organisations ouvrières indépendantes de l'Etat et du parti de la bureaucratie participe de la révolution politique; il s'agit d'une tranchée ouverte en vue de préparer un nouvel assaut.

La bureaucratie ne peut pas non plus respecter ce «compromis» inapplicable. La bureaucratie polonaise certes, mais aussi toutes les bureaucraties de l'Europe de l'Est et d'abord et avant tout celle du Kremlin se sentent directement menacées dans leur existence même. Le mouvement de constitution d'organisations ouvrières authentiques, à commencer par la constitution de syndicats, ne peut être circonscrit et limité à la Pologne. Obligatoirement, s'il se développe et s'amplifie en Pologne, il s'étendra à tous les pays de l'Europe de l'Est et à l'URSS. Il ne peut pas plus être cadencé dans les limites des frontières d'un pays que ne peut l'être la révolution politique dont il est un moment, une forme déterminée. Déjà, il est un facteur de crise qui déchire brutalement la bureaucratie polonaise. Quelques mois après le VIII^e Congrès du POUP qui s'est tenu en février 1980, la grève se généralisant, les revendications des ouvriers ont provoqué une crise qui déchire jusqu'en ses sommets la bureaucratie polonaise, crise qui s'est d'ores et déjà traduite par le limogeage du Premier ministre Babiuch, son remplacement par Jozef Pinkowski, un bouleversement du bureau politique et le retour de Stephan Olszowski qui en avait été exclu au VIII^e Congrès, et par des limogeages à la direction des «syndicats» officiels. Il est possible que Gierak ne soit qu'en sursis (1). La crise est d'autant plus grave que la bureaucratie ne dispose plus d'«hommes de rechange» comme Gomulka en 1956 et Gierak en

(1) On sait que, depuis, Gierak a été limogé et remplacé par Stanislaw Kania au poste de premier secrétaire du parti stalinien polonais, que d'autres «remaniements» importants sont intervenus parallèlement au sommet de l'appareil de la bureaucratie.

1970. L'autocritique de Gierk est tombée à plat et a laissé indifférents les grévistes de la côte balte et le prolétariat polonais en général à qui la bureaucratie a déjà fait le coup de l'autocritique et des promesses... pour l'avenir. Le «compromis» accentue nécessairement cette crise. La réaction de la bureaucratie du Kremlin est significative. Le jour même de la signature, un article de la «Pravda» signé Petrov, signature utilisée pour signifier qu'il s'agit d'un texte émanant de la direction du PC de l'URSS, écrivait :

« Les éléments antisocialistes continuent à pousser au premier plan des revendications politiques qui démontrent leurs véritables projets étrangers aux intérêts économiques et sociaux de la classe ouvrière de Pologne: la tactique de ce genre d'éléments dans plusieurs entreprises de la côte vise à prolonger les arrêts de travail et à désorganiser la vie du pays)...(Les grévistes) «veulent restaurer les liens du parti avec la classe ouvrière, source principale de force du parti et de l'Etat polonais».

Traduit du vocabulaire particulier de la bureaucratie du Kremlin en langage normal, cela signifie: la classe ouvrière ne doit disposer d'aucune forme d'organisation indépendante de l'Etat bureaucratique et du parti de la bureaucratie. Toute concession sur ce plan est une menace mortelle contre le monopole politique de la bureaucratie, contre son contrôle absolu de l'Etat et son existence même. Aussi est-il esquissé en pointillé dans le «compromis» des dispositions (qui ont été citées plus haut) dont la bureaucratie espère qu'elles lui assureront la possibilité d'étrangler, de décomposer et de liquider les «syndicats autogérés» en les soumettant à l'Etat et à l'appareil. Il s'agit d'opérer comme Gomulka l'a fait pour décomposer, détruire et finalement liquider les comités ouvriers surgis en 1956.

Tout au plus s'agit-il d'une pause vers de nouveaux affrontements.

SUR UN NOUVEL AXE

Une chose est certaine: le combat que le prolétariat polonais a engagé au cours de l'été 1980 ouvre une nouvelle

étape dans le processus de la révolution politique: celle où le prolétariat des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS dans sa masse, pour combattre la bureaucratie, assurer son indépendance de classe, reconstruit ses organisations de classe, syndicats et partis.

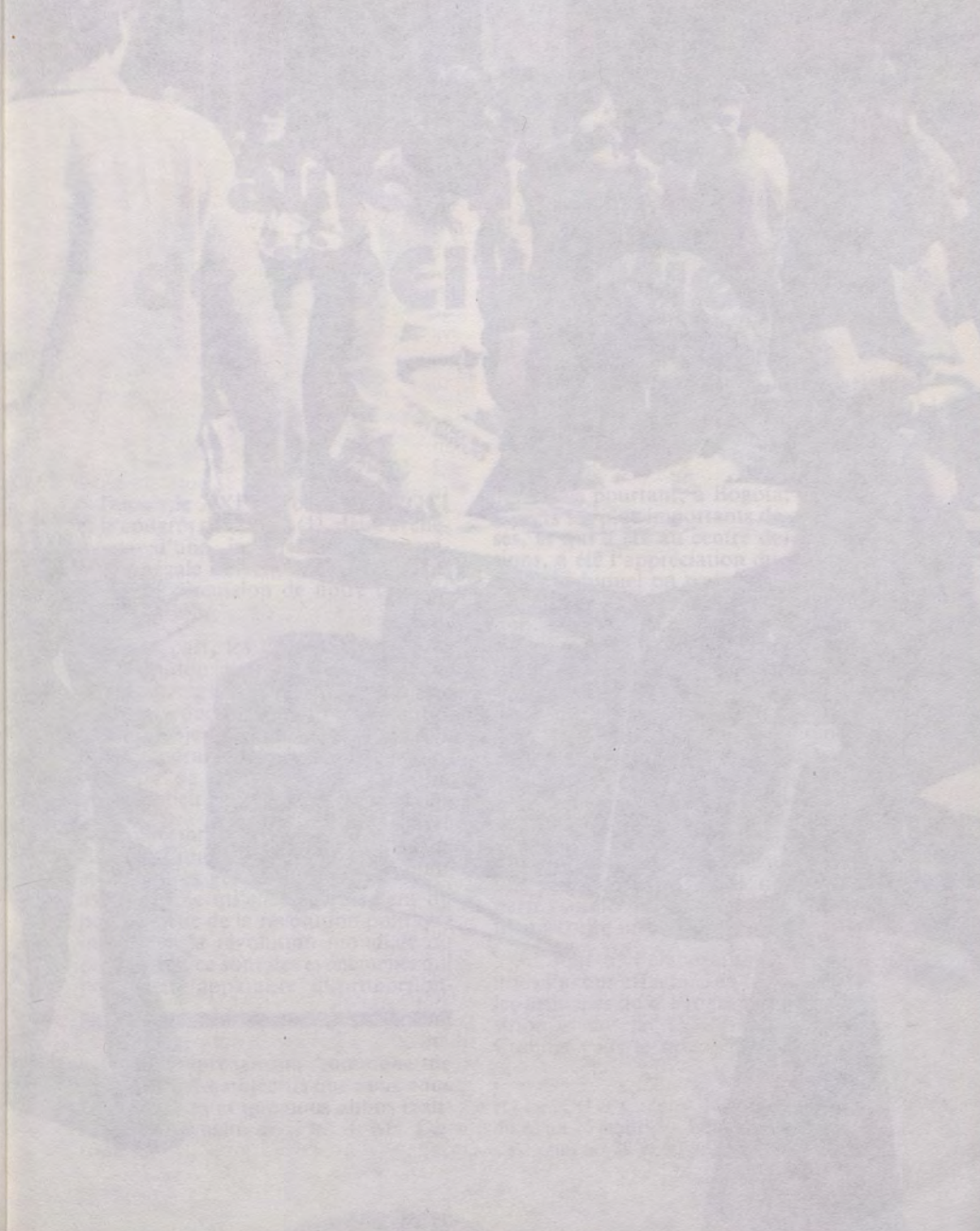
C'est aussi d'une importance majeure pour les prolétariats des pays capitalistes: la tendance du prolétariat à se regrouper sur un nouvel axe est devenue un processus politique de masse. Le combat du prolétariat polonais pour construire de nouvelles organisations ouvrières, aujourd'hui syndicats, demain partis, indique aux prolétariats de tous les pays: la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites sont étrangères à la classe ouvrière et sont ses ennemies; les appareils bureaucratiques liés au Kremlin qui sévissent dans le mouvement ouvrier des pays capitalistes (comme tous les appareils bureaucratiques) sont étrangers à la classe ouvrière et sont ses ennemis. L'indépendance de classe du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie ne peut être assurée que par le combat contre les appareils bureaucratiques au sein des organisations syndicales qui ont gardé leur caractère d'organisations syndicales malgré leurs déformations, et la constitution de partis révolutionnaires dans chaque pays.

A l'échelle internationale, les rapports au sein de la classe ouvrière se modifient. L'exigence de l'unité ouvrière, de la rupture avec la bourgeoisie, de la démocratie ouvrière, contre les appareils bureaucratiques qui dénaturent les organisations ouvrières et les subordonnent à la bourgeoisie, reçoit une puissante impulsion. Des possibilités sans précédent existent de s'inscrire, de s'enraciner dans le mouvement des masses, pour les organisations qui se situent sur le terrain de la IV^e Internationale, dans le cadre de son programme. En effet, seules de telles organisations sont en mesure d'exprimer consciemment les aspirations et les besoins des masses prolétariennes en mouvement pour se regrouper sur un nouvel axe, nourrir ce mouvement et en devenir les organisateurs. L'échéance est là qui donne aux organisations de la IV^e

Internationale les moyens de devenir d'authentiques partis, ayant une influence de masse. C'est en quoi existe un lien entre la constitution prochaine de « IV^e Internationale (Comité international) » et le combat que le prolétariat polonais, dans le cours de

la nouvelle période de la révolution prolétarienne, « la période de l'imminence de la révolution », a engagé pendant l'été 1980.

Stéphane Just,
le 3 septembre 1980.



ENTREE
PIETONS



LE RAPPORT L'UNIFIÉE
CONGRES
D'UNIFICATION OCI-LCI
XXV^e CONGRES DE L'OCI UNIFIÉE

le rapport au congrès de l'OCI unifiée

présenté le 13 septembre 1980

Depuis le XXIV^e Congrès de l'OCI et le congrès de la LCI (1), deux événements d'une importance apparemment inégale doivent être mis au centre de la discussion de notre congrès d'unification.

D'une part, les développements de la révolution politique en Pologne, d'autre part, la réunion de Bogota où le Comité paritaire s'est mis d'accord sur un projet de thèses programmatiques préparant la discussion et la convocation de la conférence mondiale qui aura lieu dès la fin de cette année.

Apparemment, une réunion à Bogota d'une vingtaine de camarades et les grèves généralisées de Pologne, avec tout ce qu'elles représentent du point de vue de la révolution politique intégrée à la révolution mondiale du prolétariat, ce sont des événements qui pourraient apparaître disproportion-

nés. Mais pourtant, à Bogota, un des aspects les plus importants de ces thèses, et qui a été au centre des discussions, a été l'appréciation du moment à partir duquel on peut dire qu'il y a période de l'imminence de la révolution. Dans la discussion, il est apparu que l'importance essentielle de 1968 résidait dans la signification du XIV^e Congrès du Parti communiste tchécoslovaque — ce congrès qui a été convoqué, comme vous le savez, au moment où les chars de la bureaucratie ont envahi la Tchécoslovaquie. Pourquoi ? Parce que les débats qui se menaient dans tout le pays, qui se déroulaient dans les séances de ce congrès, étaient concentrés sur un point : faut-il garder ou faut-il détruire le parti stalinien tchécoslovaque ? Faut-il construire un nouveau parti ?

A Bogota, l'élaboration politique, nous l'avons effectuée en relation avec les principes du « Programme de transition » de la IV^e Internationale. Comme vous le savez, le programme

« Une compréhension commune de l'ensemble des objectifs que nous nous sommes fixés et que nous allons réaliser dès demain. » (Ph. J.-M. Derouand)

(1) Le XXIV^e Congrès de l'OCI s'est tenu du 23 au 26 mai 1980. Le congrès de la LCI s'est tenu les 29 et 30 juin.

explique que la solution de la crise de l'humanité, c'est la solution de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, que la relation entre « subjectif » et « objectif » est donnée par la construction du parti et la reconstruction de l'Internationale, dans ce mouvement dialectique entre les lois de l'histoire et leur expression dans la conscience de l'avant-garde, c'est-à-dire dans la construction, la reconstruction de l'outil indispensable à la victoire du prolétariat, à savoir la IV^e Internationale.

En relation avec ces principes du programme, nous sommes convenus tous ensemble qu'il fallait effectivement considérer 1968 — la grève générale française et ses prolongements internationaux, la révolution politique et ses développements en Tchécoslovaquie — comme le moment qui ouvre la période de l'imminence de la révolution. Bien entendu, et je n'y reviendrai pas, il ne s'agit pas pour nous d'une période distincte de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, et, dans les thèses, nous avons réglé aisément leur compte à toutes les lubies révisionnistes du néo-capitalisme, du capitalisme du troisième âge, du néo-impérialisme et toutes sortes d'autres inventions.

Cela dit, je crois que cette discussion démontre, avant même que le développement tempétueux de la révolution politique ne prenne son essor en Pologne, combien la IV^e Internationale, ceux qui ont vocation de la reconstruire, posaient le problème central qui se pose aujourd'hui en Pologne, dans tous les pays de l'Est, à l'échelle mondiale.

Sur la Pologne, je voudrais simplement dire ceci : il y a contradiction visible entre le niveau de la lutte politique engagée par le prolétariat polonais et son degré d'organisation politique, et dans cette contradiction se trouve posée la solution des problèmes. Mais celle-ci ne peut être rapide, parce qu'il n'y a pas parallélisme entre le développement de la lutte de classe en Pologne contre la bureaucratie et la cristallisation autour de la IV^e Internationale d'un noyau susceptible d'ouvrir la perspective du nouveau parti nécessaire à la classe ouvrière polonaise. Disons que ces processus ne marcheront pas d'un même pas.

Il faut considérer ces développements sur un cours historique, dans lequel seront posées notre capacité à reconstruire la IV^e Internationale, à construire des partis dans chaque pays, notre capacité à amplifier le travail — un travail à l'honneur de la IV^e Internationale — mené par l'OCI depuis maintenant des dizaines d'années dans les pays de l'Est, dans lesquels nous avons renoué les liens avec la tradition bolchevique, dans lesquels nous tissons un par un, dans des conditions très difficiles, les liens nécessaires à la reconstruction du parti révolutionnaire, du parti bolchevique détruit par Staline et les staliniens. Ainsi, cette année, au mois de février, il y a eu une réunion de travailleurs polonais dans l'immigration, de travailleurs polonais en Pologne, et il a été constitué en commun un Comité provisoire pour le Parti socialiste polonais du travail, c'est-à-dire pour ouvrir la perspective du parti, pour la concrétiser par le travail politique patient et tenace sur la base des enseignements de Lénine, de Trotsky, de la IV^e Internationale.

Alors, camarades, je pense que nous pouvons dire à bon droit que la réunion de Bogota a une importance historique. Elle a permis, dans un laps de temps extrêmement court (il y a à peine un an, les trois composantes qui ont constitué le Comité paritaire étaient seulement en voie de regroupement), d'adopter un projet de thèses programmatiques qui sont, comme vous le verrez, des réponses aux questions principales qui se posent à notre mouvement.

Je n'ai pas l'intention de poursuivre sur le problème de la reconstruction de la IV^e Internationale, parce que je pense que nous allons décider de convoquer une conférence nationale de l'OCI unifiée, à la veille de la conférence mondiale, pour discuter du projet de thèses et des différentes propositions qui ont été élaborées à Bogota.

Je voudrais, justement à travers l'expérience de la révolution polonaise, montrer en quoi nous devons et nous pouvons utiliser ses enseignements dans le travail en France, aujourd'hui, pour la construction du parti des 10 000.

YALTA, POTSDAM, UN EQUILIBRE PRECAIRE

Camarades, comme vous le savez, le fruit des accords de Yalta et de Potsdam a été la création, en 1945, d'un équilibre entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne sur la base d'un compromis contre-révolutionnaire. Au moment même où Staline, Truman et Churchill signaient les accords de Yalta et de Potsdam, cet équilibre était déjà remis en question par les développements de la révolution, au travers du cours que celle-ci a pris dans les pays de l'Est, c'est-à-dire la constitution, à ce moment, d'Etats ouvriers bureaucratiques. Yalta et Potsdam représentent un équilibre précaire que la révolution a constamment remis en question, que l'impérialisme a constamment cherché à remettre en question.

Mais que nous confirme la révolution polonaise ? Elle nous confirme que cet équilibre de Yalta et Potsdam, qui lie d'une manière organique la bureaucratie et l'impérialisme, cet équilibre que l'impérialisme veut remettre en question, ce sont avant tout les masses qui le remettent en question. Le démantèlement du compromis, de l'équilibre politique entre révolution et contre-révolution mis au point à Yalta et à Potsdam, c'est la révolution politique en Pologne qui le met finalement à l'ordre du jour. Elle le fait après que l'impérialisme américain ait subi la défaite historique qu'il a essuyée au Vietnam. Réfléchissons à ce que signifie, dans le cadre des accords de Yalta et de Potsdam, le problème de l'Indochine. Il était prévu dans ces accords que l'Indochine resterait sous le contrôle de l'impérialisme. Les accords ne prévoient évidemment ni 1954, ni Dien Bien Phu, ni l'écrasement de l'impérialisme français. Après, il fut décidé que l'impérialisme américain assurerait le maintien de cet accord contre-révolutionnaire édifié à Yalta et à Potsdam, et la bureaucratie fut là pour appuyer les accords de Paris. La bureaucratie stalinienne de Moscou, celle de Pékin, celle de Hanoï acceptèrent donc ces accords de Paris, c'est-à-dire la partition du Vietnam, le Nord étant placé sous le contrôle de la bureaucratie et le

Sud restant sous celui de l'impérialisme.

Mais ces accords de Paris, continué de ceux de Yalta et de Potsdam, ont volé en éclats par la volonté des masses, à la suite de l'effondrement de l'Etat du Sud, de l'impuissance totale de l'impérialisme américain à pouvoir le structurer face à la montée et aux aspirations des masses laborieuses.

Je crois qu'en Pologne, il s'agit encore d'un niveau supérieur.

L'impérialisme cherche des voies de pénétration dans les pays qui ont échappé à son orbite, et il ne peut le faire que dans la voie du maintien en place de la bureaucratie contre la classe ouvrière, contre les masses laborieuses. Nous voyons, avec la Pologne, comment la bourgeoisie, les gouvernements du monde entier ont apporté leur soutien total à la bureaucratie polonaise, à la bureaucratie du Kremlin.

Et nous voyons combien cet appui est exercé par une force que nous avons toujours caractérisée pour ce qu'elle est : l'Eglise, dont nous n'avons jamais estimé qu'elle puisse être progressiste dans quelque pays que ce soit. Aujourd'hui, l'Eglise dit elle-même, par la bouche d'un conseiller du pape, qu'il lui revient, à elle, de reconstituer le parti stalinien polonais. Bien entendu, l'Eglise n'est pas une force de la bureaucratie. Elle a ses propres revendications, ses propres besoins. En même temps qu'elle apportait son appui à la bureaucratie du Kremlin, à la bureaucratie polonaise, l'Eglise disait qu'il faut revenir à la propriété du sol, parce que la propriété du sol correspond en fait à tous les privilèges de cette caste, qui était le principal des propriétaires fonciers semi-féodaux dominant la Pologne avant la guerre. L'objectif de l'appui que donne aujourd'hui l'Eglise à la bureaucratie est lié au fait qu'elle sait pouvoir avancer dans cette voie avec la bureaucratie.

Si nous regardons le développement de l'ensemble des problèmes tels qu'ils se sont trouvés posés depuis quarante ans, à partir de Yalta et de Potsdam, nous voyons les forces de la révolution être les éléments essentiels qui minent cet accord contre-révolutionnaire ; nous voyons les formes dont la classe ouvrière ne peut pas ne pas se doter.

La signification historique de ce qui s'est passé en Pologne, c'est le MKS. Le MKS a d'abord lancé le mot d'ordre de la centrale syndicale indépendante. Nous l'avons écrit, tout le monde le comprend, il y a incompatibilité absolue entre la centrale syndicale libre et indépendante et les « syndicats » officiels qui sont les rouges de l'appareil d'Etat. Détruire les syndicats officiels, c'est détruire l'un des rouages essentiels de l'appareil d'Etat bureaucratique. Par là même, la forme que prend le MKS est celle du syndicat et, en même temps, c'est autre chose que cette forme du syndicat. C'est déjà le pouvoir de la classe ouvrière, et nous savons effectivement, par tous les renseignements que nous avons sur la Pologne, qu'il y a véritablement dans ce pays un régime, ou plutôt une situation politique, de double pouvoir. Il est clair que cette situation de double pouvoir connaîtra des hauts et des bas. Il est possible que la bureaucratie du Kremlin soit obligée d'intervenir. Elle aura d'ailleurs l'appui de l'impérialisme, ainsi que ce fut le cas pour les interventions de la bureaucratie en 1953 à Berlin-Est, en 1956 en Pologne et en Hongrie, en 1968 en Tchécoslovaquie. Là, on a pu mesurer à quel point il y a accord entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme : les plus beaux temps de la coexistence pacifique et de la détente ont justement commencé après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars de la bureaucratie.

Ce qu'il faut comprendre aujourd'hui, c'est que la bureaucratie s'appuie sur les forces de l'impérialisme. Il y a là, camarades, une leçon très importante pour notre combat en France.

**« LES RELATIONS D'OCTOBRE
VIVENT
DANS LA CONSCIENCE
DES MASSES »**

En s'appuyant sur l'Eglise, que vise la bureaucratie ?

Les conquêtes d'Octobre qui existent, la propriété d'Etat, la réforme agraire, etc., matérialisent, dans les pays où l'impérialisme a été chassé et exproprié, l'alliance des ouvriers et des

paysans. En s'appuyant sur l'Eglise, le principal propriétaire foncier du pays avant la guerre, qui revendique aujourd'hui la propriété du sol, que cherche la bureaucratie, sinon à couper la paysannerie du prolétariat, à grouper la paysannerie et la petite bourgeoisie contre le prolétariat. Si vous suivez dans le détail les discussions qui se mènent aujourd'hui au comité central du parti stalinien polonais, vous verrez que l'effort consiste à tenter de donner quelques accommodements aux paysans et aux forces qui pourraient rétablir la propriété privée des moyens de production par l'intermédiaire de la propriété du sol. Cela dit, c'est une perspective vaine, et je rappellerai ce que j'ai dit à différentes reprises de ce que Trotsky expliquait dans « La Révolution trahie » et dans le « Programme de transition », lorsqu'il écrit que « les relations d'Octobre vivent dans la conscience des masses ».

Camarades, c'est quelque chose d'une énorme importance. Je me souviens que, lorsque j'étais jeune trotskyste, en 1936, j'ai été convaincu parfaitement par « La Révolution trahie », et je crois avoir toujours été d'accord avec la nécessité de la défense de l'URSS. Cela dit, cette phrase de Trotsky sur les conquêtes d'Octobre vivant dans la conscience des masses, j'avoue avoir pensé alors que Trotsky l'avait écrite un peu par romantisme... Je ne comprenais pas ce que cela voulait dire.

Pendant la guerre, au moment où les armées allemandes arrivèrent devant Moscou, au moment où, du fait de l'incurie de Staline, l'impérialisme allemand et Hitler menaçaient de pouvoir détruire la révolution d'Octobre, il y eut un appel dans les camps, et ce sont les survivants d'Octobre qui combattirent devant Moscou, avec un matériel extrêmement précaire, pour arrêter les armées hitlériennes. Ils se sont fait exterminer, mais, malgré tout, ils ont défendu Moscou.

La collectivisation forcée, vous le savez, avait fait ses ravages en Ukraine beaucoup plus que dans n'importe quelle autre région de l'URSS. Quand les paysans ont vu arriver les armées allemandes en 1941, ils n'ont pas bougé, ils ne sont pas intervenus. Mais propriété d'Etat et propriété privée

sont incompatibles. Pour rétablir la propriété privée des moyens de production, il fallait que l'impérialisme allemand détruise physiquement des millions et des millions d'ouvriers russes, de paysans qui avaient accédé à la culture avec la révolution d'Octobre. Il aurait fallu les coloniser. Voilà pourquoi il y eut en Ukraine les plus importantes bandes de partisans, la résistance acharnée que l'on sait. « Les relations d'Octobre vivent dans la conscience des masses » parce qu'elles sont le lien matériel qui unit la révolution prolétarienne victorieuse de 1917, trahie par Staline, à tout le développement historique de la révolution mondiale.

Aujourd'hui, plus encore que pendant la guerre, en dépit des méfaits de la bureaucratie, le prolétariat se dresse de toute sa puissance contre la destruction des conquêtes d'Octobre, parce qu'elle aboutirait à sa propre destruction physique.

C'est la même chose en Pologne. Quel que soit le cours que prendra l'histoire, et ce sera un cours douloureux, il n'y a pas moyen d'y échapper ; ou plutôt, pour raccourcir les délais de l'histoire, construisons le plus rapidement possible la IV^e Internationale et le parti révolutionnaire. C'est la seule conclusion à donner pour raccourcir ce cours douloureux de l'histoire. Il reste que, objectivement, en URSS, dans les pays de l'Est, en Pologne et ailleurs, les rapports de forces sont en faveur du prolétariat et non de la bureaucratie. Quelles que soient, pour l'heure, les illusions des masses dans l'Eglise, la destruction des conquêtes d'Octobre et de leurs prolongements en Pologne signifierait le retour des « biens de l'Eglise », et d'autres, à la classe des propriétaires fonciers, et remettrait en cause la révolution agraire opérée après la guerre.

PROLETARIAT, PAYSANNERIE, PETITE BOURGEOISIE

Mais la politique de la bureaucratie est celle de la contre-révolution la plus consciente. Il lui faut casser cette alliance des ouvriers et des paysans matérialisée par l'expropriation des

capitalistes et des propriétaires fonciers, et c'est dans ce sens-là qu'elle a besoin de l'Eglise, de l'appareil de la hiérarchie ecclésiastique.

Examinons la politique contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie à la lumière des événements dans notre propre pays : regardons la signification des grèves tournantes, des actions exemplaires. Regardons ces choses qui commencent à se dessiner, à prendre une forme beaucoup plus aiguë en Italie, partiellement en Espagne. Lorsqu'on voit l'appareil stalinien se relier à la décomposition le 23 mars, quelle signification tout cela a-t-il ? Il s'agit pour lui de s'efforcer de scinder la petite bourgeoisie du prolétariat. Depuis des années, depuis 1968, il y a cette alliance de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, qui s'est matérialisée dans le vote au référendum de 1969, puis dans les différentes élections. L'appareil stalinien veut en finir avec cela.

Et cette aide de l'appareil stalinien à la bourgeoisie coïncide avec la politique de Giscard-Barre qui, eux aussi, voudraient donner, certes pas des « avantages », mais quelques miettes à cette petite bourgeoisie pour essayer de la grouper autour du régime bonapartiste décrépi. C'est aussi de cette façon qu'il faut comprendre la politique de la bureaucratie du Kremlin, telle qu'elle s'exprime dans chaque pays, et en particulier en France.

Comme chacun sait, personne ne parle plus de l'« eurocommunisme ». C'est très curieux. Il y a encore un an, un an et demi, les partis staliniens n'étaient plus staliniens. Essayez de voir, maintenant, dans « Rouge » ou dans « Le Monde », s'ils le sont ou non. Vous verrez qu'ils sont tous staliniens. Toutes ces prétentions pseudo-théoriques se sont heurtées — c'était prévisible et nous l'avions dit à l'époque — à l'épreuve des faits, à l'épreuve de la théorie qui n'est pas autre chose que la généralisation de la pratique, la réalisation de l'expérience de la lutte des classes et de toute l'histoire de l'humanité.

Prenons des exemples. Il y a Manu-france. Il y a le PCF votant le minimum familial qui est une honte. Que signifient les « brèches », les « succès » ? Leur objet n'est pas de prou-

ver aux travailleurs qu'il y a des « brèches » et des « succès », parce qu'ils savent qu'il n'y en a pas. Il s'agit d'assener à la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, qui commence à être écrasée de plus en plus : vous ne pouvez pas avoir confiance dans le prolétariat, qui n'est pas capable d'ouvrir une perspective puisqu'il accepte des choses qui vont à l'encontre de ses propres intérêts. Toute la politique stalinienne est extrêmement précise, orientée dans ce sens et appliquée avec une véritable science consommée de la trahison.

Cette volonté contre-révolutionnaire d'opposer, au sein de la classe ouvrière, catégories contre catégories, d'opposer la petite bourgeoisie au prolétariat, est tout à fait dans la ligne du soutien au gouvernement Giscard. Cela devient visible même dans le détail. Beullac fait par exemple une déclaration provocante ; Marchais hausse d'abord le ton, puis dit, immédiatement après : « premier succès ». La « brèche » est ouverte, et on recommence. Cela devient tellement ridicule que ça saute aux yeux de tout le monde. Et il ne faut pas croire que les staliniens cherchent à se justifier. Ça ne les intéresse pas ; ce qu'ils veulent, c'est démoréaliser les travailleurs, mais ils n'y arrivent pas. Les masses ne sont pas démoréalisées, et ceux que les dirigeants du PCF démorcellent, ce sont finalement leurs propres militants. Il est extrêmement important pour nous de comprendre ces processus internes qui existent dans le parti stalinien, des processus que nous arrivons à exprimer dans la campagne que nous menons pour l'unité PCF-PS pour la candidature unique dès le premier tour.

**STALINISME
ET SOCIAL-DEMOCRATIE,
BONAPARTISME
ET PARLEMENTARISME,
DEMOCRATIE
ET V^e REPUBLIQUE**

Avant de poursuivre sur la campagne politique et sa signification, il est nécessaire de revenir sur la nature des partis ouvriers.

Le PCF est un parti ouvrier-bourgeois, relié à l'impérialisme par l'intermédiaire de la bureaucratie du Kremlin. C'est une agence de l'impérialisme au même titre que la social-démocratie. Il est lié aux couches les plus contre-révolutionnaires de la bureaucratie du Kremlin parce que sélectionné depuis des dizaines d'années par Staline et ses successeurs afin de monter la garde contre la révolution, ce qui est absolument indispensable pour le maintien des privilèges de la bureaucratie du Kremlin.

Le parti social-démocrate est un parti ouvrier-bourgeois, mais un parti ouvrier-bourgeois parlementaire. Ce que n'est pas le PCF. Il s'agit là d'un problème théorique ayant une implication pratique sur laquelle Trotsky a d'ailleurs écrit beaucoup de choses. Pendant toute la période de 1934-1936, il a particulièrement insisté sur la différence de nature qu'il y a entre social-démocratie et stalinisme quant à leurs liens avec l'impérialisme, c'est-à-dire par l'intermédiaire de la bureaucratie du Kremlin ou en tant qu'agence directe de l'impérialisme. Le parti social-démocrate n'existe qu'en tant que parti ouvrier parlementaire, sinon il n'est rien, et nous le voyons clairement depuis 1958. Le parti ouvrier-bourgeois social-démocrate aspire à la gestion de l'Etat bourgeois ; il ne peut le gérer que si celui-ci a une certaine forme parlementaire.

Nous ne sommes pas intervenus dans toutes les discussions qui ont eu lieu en 1976-1977 pour savoir si le parti stalinien, si Marchais voulaient ou non le pouvoir. Ce sont des discussions ayant tellement peu de réalité ! Le parti stalinien n'est pas un parti ouvrier parlementaire, et là se pose le problème de la nature du régime, sur laquelle il faut revenir rapidement.

Qu'est-ce que le bonapartisme ? Il s'agit d'une forme de gestion de l'Etat bourgeois. Qu'est-ce que la démocratie parlementaire bourgeoise, plus ou moins frelatée ? Une autre forme de gestion de l'Etat bourgeois. Il y a différence de nature, non pas du point de vue du contenu de l'Etat bourgeois, mais du point de vue de sa forme politique. Nous savons, nous, marxistes, la signification que prennent, dans la lutte des classes, les formes politiques.

Marx a expliqué cela dans « Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte », dans « Les luttes de classes en France ».

Où réside la différence, du point de vue de la forme du régime politique ? La démocratie bourgeoise correspond à une gestion commune par la bourgeoisie et ses partis de ses propres affaires. Avec le bonapartisme, il n'y a plus cette gestion commune. La direction de l'Etat est exercée par une couche particulière, et surtout par l'exécutif, qui se trouve en fait face à la bourgeoisie, qui gère les intérêts communs de la bourgeoisie au compte de certaines de ses couches particulières.

Le bonapartisme ne pouvait durer que sur la base de l'écrasement du prolétariat. Son impuissance à l'écraser signifie que sa gestion des affaires communes de la bourgeoisie est menacée par le prolétariat, et l'exécutif concentre contre lui toute la lutte des classes, toute la lutte politique de la société. Dans ces conditions, il faut comprendre que ce sont les développements de la situation politique qui détermineront les formes conscientes que prendront les classes et les partis dans la lutte qui se développe, que les solutions qui sont recherchées aujourd'hui le sont sous les formes les plus contradictoires et confuses, parce que la conscience des classes en ce domaine est très relative.

La question centrale posée aujourd'hui est de donner un certain contenu parlementaire au bonapartisme. Pompidou a essayé, et il n'a pas réussi. Giscard a essayé et essaie encore, avec l'histoire de l'ouverture vers le PS, avec Rocard. Il est clair qu'il est impossible qu'il y ait « conciliation » en la matière. La forme de l'Etat bonapartiste et celle de la démocratie bourgeoise sont inconciliables comme formes politiques. Nous trouvons là, en fait, tout le problème de la démocratie, non pas de la démocratie bourgeoise, ni des revendications démocratiques, des libertés d'opinion, de presse, d'organisation, etc., mais du rôle de levier que représente aujourd'hui la question de la démocratie pour les partis qui se réclament de la classe ouvrière.

Le parti stalinien, bien que n'étant pas un parti ouvrier parlementaire, est obligé de se présenter comme tel. Le

parti social-démocrate ne peut survivre que comme parti ouvrier parlementaire. Dans ces conditions, la revendication de la démocratie est un levier pour abattre la V^e République et sa Constitution, mais c'est un levier qui place en porte-à-faux tous les partis, et particulièrement le parti stalinien.

A partir de là, il faut comprendre tous les conflits qui existent, y compris dans le parti social-démocrate. D'un côté Mitterrand se présente et veut se présenter comme le nouveau Jaurès. Mais sa destinée politique est aujourd'hui reliée au maintien et au développement de la social-démocratie, au retour à la démocratie parlementaire. C'est aussi le destin du Parti socialiste comme tel, et il y a là une contradiction majeure entre le destin politique de Mitterrand, le destin politique de la social-démocratie et les institutions de la V^e République.

C'est là un phénomène objectif, ce n'est pas une question de savoir si on a une préférence ou non pour Mitterrand. La question posée est celle de la destruction du PS, et c'est tout le sens de l'opération Rocard. Celui-ci a évidemment le soutien de Giscard, et il y a concordance entre les dirigeants du PCF, Rocard, Giscard, parce que, pour maintenir la V^e République, il faut détruire ce pilier de la démocratie parlementaire bourgeoise qu'est le PS.

C'est à partir de là que nous pouvons comprendre pourquoi nous posons les problèmes du point de vue de la démocratie, non parce que ce point de vue est le nôtre, mais parce que les dirigeants du PCF et du PS s'en réclament et que, à travers lui, c'est la destruction ou plutôt l'effondrement du bonapartisme qui est posé.

Quand nous posons ce problème, nous posons celui de la tâche que la classe ouvrière doit accomplir, et pour cela nous disons : il faut chasser Giscard, sans condition. Le prolétariat a un intérêt immédiat et majeur à chasser Giscard, et c'est à partir de là que nous construisons notre politique. Car chasser Giscard, c'est ouvrir la crise révolutionnaire par les moyens de la mobilisation de la classe ouvrière. Posés ainsi, les problèmes deviennent d'une simplicité élémentaire. Le

marxisme nous permet d'expliquer aujourd'hui les choses de telle façon que des millions et des millions de travailleurs et de jeunes nous comprennent, parce que c'est ce à quoi ils aspirent. On ne peut dissocier la campagne pour une candidature unique PCF-PS au premier tour du sort du régime, et dans ce sens, on ne peut la dissocier de la question de la démocratie.

COMMENT POSONS-NOUS LES PROBLEMES ?

Il y a des questions et des arguments sur lesquels il nous faut revenir. Serions-nous devenus des parlementaristes ? « Rouge » publie aujourd'hui une photo de notre affiche de 1978 pour le désistement en faveur de Mitterrand avec ce commentaire :

« Quand l'OCI, annonçant que Mitterrand s'était prononcé pour l'unité, demandait des comptes à Marchais sur le désistement. »

La réponse à apporter à « Rouge » est d'une simplicité élémentaire. Mais oui, nous avons condamné Marchais qui divisait. Nous étions pour que l'engagement de désistement pour le second tour soit pris immédiatement. On a vu les résultats de cette division. Il y a une majorité UDF-RPR à l'Assemblée nationale. Les dirigeants de la LCR préféreraient-ils la majorité UDF-RPR à la majorité PCF-PS ? Nul ne peut le croire, et je pense que ce sont des arguments vraiment peu sérieux, sans importance politique, et qui ne sont que le reflet d'un total déséquilibre politique.

La question essentielle est : ce que nous faisons est-il électoraliste ? Je dirai de la manière la plus simple ceci : aujourd'hui, il y a le gouvernement Giscard-Barre. Tout le monde supporte les effets du maintien au pouvoir de Giscard, personne ne peut le nier. Y a-t-il un travailleur qui pense que le gouvernement Giscard-Barre soit un gouvernement à lui ? Non, pas du tout. Ce sont les stalinien qui disent qu'il y a des « succès ». Mais les travailleurs, eux, ne le disent jamais. Alors, réaliser l'unité PCF-PS, c'est réaliser les conditions pour chasser Giscard, et le plus tôt sera le mieux. Que les dirigeants du PCF et du PS prennent l'engagement dès aujourd'hui de décider une candidature uni-

que avant le premier tour, et nous avons les conditions pour chasser Giscard tout de suite. Les conditions d'unité peuvent être réalisées encore plus facilement au niveau de l'entreprise. Qu'est-ce qui permet, en effet, au patron de porter des coups contre les travailleurs ? C'est la division. Réalisons l'unité PCF-PS dans l'entreprise, et nous construisons les conditions pour arracher les revendications. Tout de suite, tout de suite, le plus tôt sera le mieux, qu'ils fassent l'unité ; Giscard ne tient que par la division. Avec l'unité, il est balayé.

Camarades, ce langage est celui de millions, c'est un langage que tout le monde comprend, qui n'a rien à voir avec l'électoralisme, et il faudrait vraiment se contorsionner sérieusement pour y trouver un contenu électoraliste, comme tentent de faire les dirigeants de la LCR qui, eux, épousent très exactement la politique de division du PCF, comme ils l'ont fait en 1978.

Si nous disons qu'on ne peut dissocier le combat pour l'unité PCF-PS de la question du sort du régime, de la démocratie, si nous disons que la démocratie est incompatible avec la V^e République, nous rétorquera-t-on alors que nous sommes pour la démocratie bourgeoise ? Non. Nous disons de manière très précise aux dirigeants : c'est vous qui vous réclamez de la démocratie ; appliquez la démocratie, et nous vous soutiendrons inconditionnellement, parce que Giscard ne doit pas rester au pouvoir. Ce sont là les problèmes de tous. Ce sont nos problèmes parce que ce sont les problèmes de tous.

Si on ne peut pas dissocier le combat pour l'unité PCF-PS du sort du régime, de la démocratie, de l'incompatibilité de la démocratie avec la V^e République, de la crise révolutionnaire, on ne peut dissocier l'ensemble de ce combat de la bataille pour la construction du parti des 10 000, car le problème se retrouve posé de la même façon. Mais attention, on ne peut pas trouver de réponse en segmentant notre politique. Il faut faire tout le tour de l'argumentation. Si l'on veut trouver une réponse à quelque problème que ce soit, sur les luttes revendicatives, sur les grèves tournantes, sur la grève générale, en isolant chaque question de tout le processus

— qui est le mouvement même de la lutte des classes —, alors on n'y parvient pas, ou on aboutit à une réponse qui déporte politiquement. Depuis une semaine, dix jours, je passe mon temps dans les réunions, en particulier dans mes réunions de cellule, à dire aux camarades :

— « Tu as fait signer ? — Oui.
— Alors, qu'est-ce que tu proposes ?
— On va faire une réunion. »

Alors, je pose la question :
— « Pour quoi faire ? — Pour faire un comité pour l'unité. — D'accord. A quoi servira le comité pour l'unité ? »

On avance comme cela, et on se rend compte qu'on tombe, à la fin du compte, sur l'idéologie. Pourtant, le problème est simple, mais il faut reprendre tout le cours de la démonstration, l'unité PCF-PS, chasser Giscard, comme je l'ai expliqué. Nous combattons. Nous avons des revendications pressantes, nous devons réaliser l'unité. Nous faisons signer pour l'unité PCF-PS. Réaliser l'unité, c'est réaliser les conditions pour gagner sur telle revendication.

On ne dit pas : « Unité pour la revendication, il y a telle ou telle revendication, on va engager la lutte, unité... », parce que, à partir de ce moment-là, vous avez évacué tout le mouvement qui amène à dire, au contraire : « Unité PCF-PS qui réalise les conditions de l'unité qui permet aux travailleurs et aux jeunes d'engager la lutte. »

On peut maintenant préciser ce que nous avons discuté pendant des années, à savoir ce qu'est le contenu politique de la lutte. Ce contenu, c'est l'ensemble de ce processus, de ce mouvement. Chaque revendication a un contenu politique, et nous devons le lui donner. Et si l'on ne donne pas ce contenu politique, on tombe dans les grèves tournantes, politique qui est vomie, à l'étape actuelle, par la classe ouvrière et par les syndiqués. Et donc, là, est posé le problème de regrouper, non d'associer — parce que cela voudrait dire que nous sommes un état-major qui s'autodésigne — mais de regrouper, parce qu'il s'agit d'une affaire commune à tous, donc de notre affaire en tant que militants de l'OCI. Nous ne disons plus que nous

allons aider les masses à réaliser l'unité. Nous allons leur permettre de la réaliser, nous allons la réaliser. Mais cela n'est possible qu'en partant des problèmes politiques et de la réponse politique que l'OCI y apporte. Il ne s'agit pas d'une « réunion à convoquer », mais de la tâche politique que nous allons accomplir avec les travailleurs et, à partir de là, peuvent se poser la réponse au problème de savoir à quoi sert l'OCI, de pourquoi elle seule développe cette politique, et ainsi la possibilité d'ouvrir la perspective et de construire le parti des 10 000 comme un instrument pour chasser Giscard, parce que le combat pour l'OCI des 10 000 est l'instrument de la réalisation de l'unité PCF-PS pour une candidature unique ; parce qu'il est l'instrument de l'unité politique de la classe ouvrière pour la satisfaction des revendications pressantes, l'instrument de la grève, de la préparation de la grève générale.

Nous rencontrons des difficultés. Je pense que c'est normal, mais il est urgent, non pas d'attendre, mais d'avancer. Nous discutons et nous travaillons sur « Informations ouvrières », et je vais prendre un exemple.

Dans le n° 965, il y a deux articles sur la rentrée scolaire. Le premier article : « Les classes, ce sont nos enfants, la division est criminelle. » Et le second : « Des points d'appui pour l'unité. » Camarades, ce dernier article est correct. Mais celui qui le précède ne conduit pas à cela, car la perspective de l'unité PCF-PS, dans son contenu réel, est abandonnée, parce qu'est abandonnée la perspective de la grève générale en conclusion de la bataille pour l'unité PCF-PS. Voilà pourquoi nous arrivons à des formules générales.

Il y a une bataille qui s'est menée dans une école de l'Oise. Une autre s'est menée à Taverny. Attention, des batailles de ce type existent partout, mais les staliniens les font rentrer dans leur stratégie de grèves tournantes. Là est le problème. Alors, comment fallait-il écrire ? Je lis :

« Partout dans le pays, dans toutes les localités, classes fermées, classes surchargées, enfants hors des maternelles, enseignants jetés au chômage. »

Il fallait écrire tout de suite : « Voilà la situation. Que faut-il faire ? » Les réponses sont là : on dit ce qui s'est passé dans l'école de l'Oise. L'inspecteur d'académie dit : jamais ! Il refuse. Grèves tournantes, dit le PCF. Les parents d'élèves disent : en aucun cas ! Et ils réalisent l'unité PCF-PS. Ils gagnent.

L'autre problème, c'est celui du licenciement. Faut-il accepter ? Non. L'unité PCF-PS est réalisée, il n'y a pas de licenciement. Unité PCF-PS, grève générale avec les organisations en relation avec l'unité PCF-PS, voilà la réponse qui prendra nécessairement des formes concrètes.

Alors camarades, bien entendu, réaliser aujourd'hui le parti des 10 000 sur la ligne définie à cette signification de préparer, de la manière la plus concrète qui soit, les masses laborieuses et la jeunesse à réaliser la chute du gouvernement Giscard, par la réalisation du front unique, la grève générale. Nous avons écrit la semaine dernière dans « Informations ouvrières » : « Convaincre et submerger », et ce n'est pas un hasard si on lit très souvent, au contraire : convaincre ou submerger. Non : convaincre et submerger. « Convaincre », c'est dire que les travailleurs veulent convaincre leurs organisations ; et « submerger », parce que, aujourd'hui, les conditions de la grève générale se constituent, ses conditions politiques, pas à partir « des luttes, des luttes », mais en sens inverse, en partant de la perspective politique qui débouche sur des luttes partielles efficaces.

Voilà comment le comité d'initiative et d'unité, tel que je l'ai défini, prend le contenu du comité d'action, tremplin pour construire le parti révolutionnaire, dont parle Trotsky. Maintenant, nous allons de l'avant. Si, dans les semaines qui viennent, et je n'en doute pas, nous avons trois ou quatre cents comités d'initiative et d'unité en France, alors, camarades, nous n'attendrons pas. Nous savons ce qu'il faut faire et comment le faire.

Je voudrais aborder maintenant le problème de l'OJR.

Camarades, nos difficultés politiques, la manière dont nous posons les problèmes avec un certain contenu d'extériorité sont reliées aux hésita-

tions à développer tout le cours complet de la situation politique. Pourquoi ce cours est-il saisi par les masses ? Parce qu'il s'agit du cours que suivent des millions d'hommes, de la pensée de millions d'hommes, de leur volonté. C'est de cette manière que l'organisation devient l'expression même de leur volonté.

Ce langage dont j'ai parlé tout à l'heure, le langage de millions, est plus encore sensible chez les jeunes. Oublier l'ensemble du processus politique, c'est expulser les jeunes de leur combat. La question qui est fondamentale est que nous avons la possibilité d'avancer à brève échéance. Mais il y a quelque chose sur lequel on bute, auquel on se heurte encore. L'OJR s'est fixé comme objectif d'avoir 5 000 militants à la fin de l'année. Cet objectif, sa réalisation ne dépendent que de la manière dont on va poser les problèmes et y répondre. Celui qui va nous lire va dire : quoi faire ? Comment faire ? Il ne s'agit pas de seulement poser la question, mais de partir de l'expérience de la classe ouvrière et de la jeunesse pour répondre à cette question.

Sur la fédération des délégués de classe : il est vrai que, chez les lycéens, existe particulièrement la pression des gauchistes et des stalinien. Mais la question a été posée : faut-il un syndicat lycéen ou non ? C'est une question réelle, qu'il ne faut pas éluder. Toute organisation de jeunesse a toujours un certain contenu syndical, comme une organisation de femmes. Nous le savons, nous l'avons appris dans les livres, l'expérience et la vie nous l'ont confirmé.

Pourtant, cette discussion est oiseuse, parce qu'elle vise à une discussion idéologique pour empêcher les jeunes lycéens de s'organiser. Où est la vraie discussion ? Il y a tel et tel problème dans chaque classe : constituons-nous en comités de classe, désignons nos délégués. A partir de ce moment-là, on dépasse le problème de savoir si c'est un syndicat ou non.

Etant donné l'ensemble des problèmes qui se trouvent posés dans les lycées, il y a la possibilité de construire, dans des délais rapides, une fédération de délégués de classe s'appuyant sur des comités de classe.

Par là, nous répondons à la question que les jeunes lycéens peuvent se poser, et la réponse que nous apportons est politique.

L'objectif, c'est la constitution de véritables comités de la FER, de comités OJR, de comités qui se constituent au feu de l'action, pas des comités dans le vide où les trotskystes arrivent, font signer et proposent une réunion pour la semaine d'après.

Il faut laisser foisonner les initiatives, c'est une organisation de jeunes, non une organisation structurée comme la IV^e Internationale.

Tout le monde a le droit de dire : qu'est-ce qu'on fait, qu'est-ce qu'on va faire, on le fait tout de suite, et le droit de décider. On organise, et à partir de ce moment ceux qui sont organisés sont les combattants qu'on va recruter dans l'OCI. Cela ne veut d'ailleurs pas dire qu'il ne faut pas convoquer de réunions, mais il faut savoir comment le faire, avec le langage qui est nécessaire, la perspective politique qui est nécessaire.

POUR LE PARTI DES 10 000 MILITANTS

Camarades, avant de conclure sur le parti des 10 000, je voudrais aborder un dernier problème.

Quand nous nous adressons au PCF et au PS, est-ce que nous pensons que ce sont des partis révolutionnaires ? En aucun cas. Ce sont des partis ouvriers-bourgeois. Mais ils sont suivis par les masses et nous devons faire éclater, dans et par le développement même du mouvement des masses, la conscience que la classe pourra acquérir en fonction du développement de sa lutte de classe dans les conditions données, le besoin, la nécessité du « nouveau parti », du parti révolutionnaire. Dans ce sens, nous disons unité PCF-PS comme condition pour avancer vers la réalisation du front unique, c'est-à-dire pour chasser Giscard. Nous n'avons aucune illusion sur le PCF et le PS.

Mais, camarades, allons-nous accepter de renvoyer dos à dos le PCF et le PS, comme le fait la LCR qui, d'ailleurs, concentre — sur la même

ligne que le PCF — ses feux sur le « tournant à droite » du PS ? Non pas que nous ayons quelque illusion que ce soit sur la social-démocratie. Il faut être stupide pour penser que c'est notre position. Mais quel est aujourd'hui l'instrument qui permet d'étayer Giscard ? Le PCF écrit à longueur de colonnes dans « L'Humanité » : Mitterrand est à droite de Giscard et du RPR. Si on se place sur le même terrain que le PCF et le PS, le terrain électoraliste qui est le leur, comment est-il possible d'arracher les revendications avec l'addition de l'UDF, du RPR et du PS ? Et nous accepterions cela ? Que travailleur peut-il l'accepter ?

La question est : l'axe politique est-il le front unique ? Est-ce que nous réalisons par la candidature unique PCF-PS, comme je l'ai expliqué tout à l'heure, les conditions de la mobilisation de la classe ouvrière ? A partir de là, seulement, on peut définir la tactique qui est, en définitive, question de circonstances, de temps et de lieu.

Notre politique est une politique de masse, qui ouvre une perspective aux masses. Nous devons dégager de cette politique le parti des 10 000. Les difficultés sont en nous, et dans les pressions qui s'exercent sur nous. Nous avons déjà les éléments qui nous permettent de dire que nous pouvons avancer. Il faut que ce congrès donne une ampleur totale, une compréhension commune de ce que nous allons réaliser dans les semaines qui viennent, de l'ensemble des objectifs que nous nous sommes fixés et que nous allons réaliser dès demain.

L'OCI unifiée ne sera pas simplement l'addition de l'OCI et de la LCI. Nous l'avons écrit dans « Informations ouvrières », nous l'avons écrit également dans « Tribune ouvrière », il ne s'agit pas d'une absorption de la LCI par l'OCI. Ce n'est pas une clause de style.

D'ores et déjà, le travail que nous menons en commun, les batailles politiques que nous avons engagées ensemble, le résultat de nos batailles démontrent qu'il n'y a pas simplement addition, qu'il y a des expériences politiques diverses. Je l'ai dit à Bogota au mois de février : nous avons chacun notre propre histoire, mais cette

histoire a une base commune, celle de la IV^e Internationale. Sur cette base-là, nous avons élaboré. Les militants de l'OCI, comme les camarades de la Tendence léniniste-trotskyiste et de la Fraction bolchevique, ont avancé, et nous réalisons aujourd'hui, en France, cette fusion de l'OCI unifiée, qui a une portée historique parce qu'elle ouvre, pour la première fois depuis des dizaines d'années, même depuis l'époque du vivant de Trotsky, la voie à un regroupement réel, à la réunification de forces qui s'homogénéisent pour réaliser la tâche que nous a confiée Léon Trotsky il y a quarante ans. Cela, camarades, ce sera l'OCI unifiée.

L'OCI unifiée fonctionnera sur les principes du centralisme démocratique : la liberté la plus totale dans la discussion, l'unité la plus totale dans l'action. Nos méthodes de discussion, nos méthodes de travail ont fait leurs preuves, et la discussion la plus libre entre nous sera le facteur du centralisme.

Je crois que toutes les conditions sont réunies pour faire quelque chose de valable, et d'ici les mois qui viennent, par le parti des 10 000 en France, nous ferons la démonstration que nous sommes les seuls héritiers de Léon Trotsky. Nous le savons théoriquement, nous allons le montrer dans la pratique.

Le rapport au L'OCI unifiée est un document qui a une portée historique. Il est le fruit de la fusion de l'OCI unifiée et de la Fraction bolchevique. Ce document est le résultat de la discussion et de la discussion la plus libre entre nous sera le facteur du centralisme. Je crois que toutes les conditions sont réunies pour faire quelque chose de valable, et d'ici les mois qui viennent, par le parti des 10 000 en France, nous ferons la démonstration que nous sommes les seuls héritiers de Léon Trotsky. Nous le savons théoriquement, nous allons le montrer dans la pratique.

Adresse adoptée par le congrès de fusion de l'OCI et de la LCI constituant l'OCI unifiée

Les 13 et 14 septembre 1980, les délégués régulièrement élus de l'OCI (Organisation communiste internationaliste, section française du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale) et de la LCI (Ligue communiste internationaliste), réunis en congrès extraordinaire, ont fusionné en une organisation unique et constitué ensemble l'Organisation communiste internationaliste unifiée, l'OCI (u).

L'une et l'autre organisation sont adhérentes du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale, constitué par le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la Fraction bolchevique et la Tendance léniniste-trotskyiste.

C'est un fait très remarquable : pour la première fois depuis des dizaines d'années, trois tendances qui font leur le programme de la IV^e Internationale ont opéré en France un premier regroupement des forces révolutionnaires. La dispersion organisée par ceux qui, bien que se réclamant de la IV^e Internationale, ont abandonné les principes marxistes du combat pour la révolution prolétarienne, commence à être surmontée. L'unification réalisée en France annonce et précède les unifications en cours en de nombreux pays. Elle s'inscrit dans le processus de reconstruction de la IV^e Internationale engagé dans le cadre et sous l'impulsion du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale qui a convoqué une conférence mondiale, laquelle se tiendra en décembre 1980.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Le 20 août 1940, l'agent de la GPU Mornard-Mercader, d'un coup de piolet dans le crâne, assassinait Léon Trotsky, le dirigeant aux côtés de Lénine de la première révolution prolétarienne victorieuse, la révolution russe d'Octobre 1917, le bâtisseur du premier Etat ouvrier, l'Etat soviétique, l'Etat de la démocratie ouvrière réalisant la dictature du prolétariat, le constructeur de l'Armée rouge. L'organisateur de ce crime, de l'assassinat de milliers et de milliers de cadres et de militants du parti de Lénine et de Trotsky, le Parti bolchevique, exultait au Kremlin. Staline semblait triompher. Ultérieurement, il décorait l'assassin du dirigeant de la révolution d'Octobre que fut Léon Trotsky.

Agonisant, avant de sombrer dans l'inconscient, Léon Trotsky prononçait ses dernières paroles, un appel au combat : « *Dites aux camarades que je suis sûr de la victoire finale de la IV^e Internationale. En avant !* » Il affirmait ainsi sa certitude de la victoire de la révolution prolétarienne, de la construction du socialisme en dépit de tous les obstacles, sa certitude de la construction de l'Internationale et de ses partis, indispensables à la victoire.

Tous dénoncent aujourd'hui les meurtres, les crimes, les assassinats de Staline. Y compris ses successeurs. Mais ils ne disent pas la raison de ces crimes. Staline a cherché à rompre la continuité historique, celle qui va de la I^{re} à la IV^e Internationale, dont les principes sont : la lutte de classe du prolétariat, l'affirmation de la I^{re} Internationale « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». C'est pour défendre ces principes que se sont successivement constituées les I^{re}, II^e, III^e et IV^e Internationales. La I^{re} Internationale s'est dissoute au lendemain de la défaite de la Commune de Paris. Les partis de la II^e Internationale se sont ralliés chacun à leur bourgeoisie en 1914, trahissant les principes, ceux de l'internationalisme prolétarien, au profit du social-patriotisme. L'Internationale communiste fondée sous la direction de Lénine et de Trotsky s'est saisie du drapeau de l'internationalisme prolétarien, de la révolution prolétarienne mondiale. Mais en URSS s'est constituée une bureaucratie privilégiée et avide qui a monopolisé le pouvoir politique, réduisant au silence le prolétariat. Staline a été le représentant de cette bureaucratie privilégiée et féroce anti-ouvrière. Mais le capitalisme n'a pu être restauré. Au contraire, il a été exproprié en Europe de l'Est, en Chine, en Indochine, en Corée du Nord, à Cuba. Et aujourd'hui, le prolétariat polonais a, comme les travailleurs d'Allemagne de l'Est, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de l'URSS, engagé le combat contre cette bureaucratie privilégiée et parasitaire, pour prendre ou reprendre le contrôle d'une économie et d'une société sans patrons ni bureaucrates, en commençant par reconstruire ses propres organisations, syndicats et partis.

Staline a échoué. Trotsky avait raison. La IV^e Internationale à son tour s'est saisie du drapeau de la révolution prolétarienne. Malgré toutes les vicissitudes, la fusion de l'OCI et de la LCI, constituant l'OCI unifiée, la réunification-reconstruction en cours de la IV^e Internationale d'une part, la grève générale du prolétariat polonais de l'autre, en témoignent : « la victoire finale de la IV^e Internationale » est une certitude ; tous les obstacles qui s'opposent à la construction du socialisme seront balayés.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Que disent les dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière ?

Ils disent, dirigeants du PS et dirigeants du PCF : la conquête du pouvoir politique n'est plus le premier devoir de la classe ouvrière, puisqu'ils condamnent les uns et les autres la « dictature du prolétariat », c'est-à-dire la république ouvrière des conseils se substituant à la république bourgeoise. Ils se disent — au moins ceux qui dirigent le PCF — « marxistes », mais, en abandonnant le combat pour la dictature du prolétariat, ils abandonnent le combat pour la révolution prolétarienne, ils abandonnent la lutte de classes pour se ranger sur une politique de collaboration de classes. N'est-ce pas la preuve que, liant leur sort à la bureaucratie du Kremlin, les PC ont dégénéré, qu'ils sont passés comme les partis social-démocrates du côté de la défense de l'ordre bourgeois, de la contre-révolution ?

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Que disaient les fondateurs de la I^{re}, de la II^e et de la III^e Internationales ?

Ils revendiquaient hautement le combat pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sans lequel il ne saurait être question d'œuvrer à la réalisation dans les faits de l'internationalisme prolétarien.

Que voyons-nous ?

Nous voyons par exemple les dirigeants du Parti socialiste espagnol et les dirigeants du Parti communiste espagnol se dresser contre la lutte nationale du peuple basque et du peuple catalan, des autres peuples opprimés par l'impérialisme castillan. Nous les voyons appuyer de toutes leurs forces la politique d'oppression de la monarchie franquiste en décomposition.

Que voyons-nous ?

Alors que le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky a fidèlement tenu ses engagements après la révolution d'Octobre en garantissant aux peuples opprimés par le tsarisme la libre disposition d'eux-mêmes, nous voyons Staline et ses successeurs exercer l'oppression sur des peuples soviétiques, occuper avec troupes, tanks, canons et avions, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, l'Afghanistan.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Que disait la I^e Internationale avec Marx ? « *L'œuvre de l'Association internationale est de combiner, de généraliser et de donner l'uniformité aux mouvements spontanés des classes ouvrières, mais non de les diriger ou de leur imposer n'importe quel système doctrinaire.* »

Enseignements repris et élargis ensuite par la II^e Internationale, avant qu'elle ne sombre dans la collaboration de classes en 1914, et par les partis communistes avant que Staline n'en fasse des instruments de défense de la caste privilégiée du Kremlin.

Que disent aujourd'hui les dirigeants, que font-ils ? Alors que les mouvements spontanés de la classe ouvrière en lutte contre le capital se dirigent pour chasser Giscard-Barre, alors que si les dirigeants étaient restés fidèles aux principes du mouvement ouvrier, ils devraient « œuvrer à combiner, à généraliser et donner l'uniformité à ces mouvements spontanés de la classe ouvrière », que voyons-nous ?

Nous voyons les dirigeants casser ces mouvements avec les grèves tournantes, les journées d'action, les lâchers de ballons, nous les voyons certes combiner, non pour aider la classe ouvrière à réaliser la grève générale et uniformiser son action de classe, mais pour pratiquer une politique systématique de dislocation qui permet aux capitalistes et au gouvernement d'appliquer leurs plans anti-ouvriers.

Est-ce là une accusation sans preuves ? Faut-il rappeler les licenciements au *Parisien libéré*, dans le Livre, présentés comme des succès par Krauski ? Faut-il rappeler les licenciements dans la sidérurgie, le textile ? Sous nos yeux, ne voyons-nous pas Sanguedolce, maire de Saint-Etienne, membre du comité central du PCF, élu parce qu'il s'était engagé à refuser tout licenciement à Manufrance, ce que permettaient les actions possédées par le maire de Saint-Etienne au conseil d'administration de la société, ne le voyons-nous pas présider aux licenciements, au démantèlement ?

Il faut le dire, chacun peut le constater, cette politique est imposée aux travailleurs au nom de la politique de « coexistence pacifique », qui n'est rien d'autre que la politique de collaboration de classes.

Cette politique est dictée par en haut, par les dirigeants qui par tous les moyens veulent expulser les travailleurs, les jeunes, la base, de la gestion démocratique de leurs propres affaires, cela parce que les dirigeants vou-

laient imposer le système de collaboration de classes, et c'est pourquoi ils dirigent les luttes sur la voie sans issue de la division.

La 1^{re} Internationale proclamait : face au capital, dont la force sociale est concentrée dans l'Etat bourgeois, le seul pouvoir social que possèdent les travailleurs, c'est qu'ils sont les producteurs, c'est leur nombre, ainsi que les organisations, les conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe. La force des producteurs, la force du nombre, est annulée par la désunion que la bourgeoisie entretient pour garantir son système de profit.

Que voyons-nous ?

La plus effroyable campagne de division, qui ne peut avoir comme seul objectif que celui de faire passer Giscard, que celui de maintenir Giscard au pouvoir.

A quoi assistons-nous ?

Les travailleurs sont la principale force productive, ils sont le nombre, et les dirigeants des organisations qui se réclament de la défense de leurs intérêts, principalement les dirigeants du PCF, organisent systématiquement, scientifiquement, la division qui seule garantit à Giscard son pouvoir, et aux capitalistes leurs profits.

Le congrès qui a constitué l'OCI unifiée, conformément aux engagements et à l'action politique entrepris, a décidé d'amplifier le combat pour permettre aux masses laborieuses de surmonter les effets néfastes de la politique de désunion. Pour l'unité PS-PCF, la mobilisation de masse de la base est engagée pour la candidature unique et commune du PS et du PCF avant le premier tour des élections présidentielles. Par dizaines et dizaines de milliers, travailleurs, militants, jeunes, vous avez déjà signé cet appel.

Vous l'avez signé parce que vous savez, comme des milliers de travailleurs et de jeunes le savent, qu'avec l'unité PS-PCF réalisée tout de suite, c'est Giscard et son gouvernement qui seront chassés tout de suite ; avec la disparition de ce gouvernement serait ouverte la voie à un gouvernement uni des organisations ouvrières, un gouvernement Mitterrand-Marchais.

Vous avez signé. D'autres, par milliers et dizaines de milliers, signeront l'appel d'unité parce que vous savez, comme des millions de travailleurs et de jeunes le savent : avec l'unité PS-PCF réalisée tout de suite, dans les entreprises, les écoles, les lycées, ce sont les revendications pressantes qui seront arrachées au patronat, qui ne mise que sur la désunion.

Vous avez signé. Des milliers et des milliers signeront avec la campagne qui se poursuit, parce qu'avec des millions et des millions nous savons que c'est là la voie de la grève générale qui balayera les mesures prises par Beullac - Saunier-Seïté contre l'école, les lycées et les universités, la voie de la grève générale qui en finira avec les licenciements et le chômage, la voie de la grève générale qui arrachera les revendications vitales.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

L'union sera plus forte que la désunion : les mesures anti-ouvrières, la hausse des prix et des tarifs des services publics, les licenciements, le chômage, le démantèlement de l'école, de la Sécurité sociale et du dispositif de la santé ne peuvent que réaliser l'unité de tous contre le patronat et le gouvernement.

Le président du CNPF, M. Ceyrac, se trompe, lui qui se croit « fort ». Forts le grand capital et le gouvernement Giscard-Barre ? Ils ne sont forts que de la désunion. Mais l'union vaincra, l'unité sera réalisée ; le nombre, la majorité, le peuple travailleur auront raison de la minorité des capitalistes qui ne produisent rien, qui gouvernent au travers d'un président de la V^e

République discrédité, couvert de la boue des scandales. Le mouvement d'unité qui se réalise autour de la campagne pour l'unité PS-PCF réveille déjà toutes les espérances de voir se réaliser l'union de tous les efforts que la division voudrait tendre à isoler, l'union pour dresser la force unie du monde du travail contre le capital et son gouvernement.

C'est pour ces raisons que, pour assurer le succès du mouvement ouvrier, lequel ne peut être issu que de la force, de l'union et de l'organisation, l'OCI et la LCI ont décidé de réunir leurs efforts en réalisant leur unification dans l'OCI unifiée.

En combattant aujourd'hui pour ces objectifs politiques précis, l'OCI unifiée combat pour la mobilisation et l'organisation du prolétariat dans les comités, dans les conseils. Elle ouvre la voie à la révolution prolétarienne, à la prise du pouvoir par un gouvernement ouvrier et paysan qui expropriera le capital, s'appuiera sur le prolétariat et les masses exploitées et substituera au pouvoir de la bourgeoisie celui du prolétariat.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Nous venons de vous exposer ce pour quoi combattent les militants de l'OCI unifiée. Les résultats obtenus par ceux qui ont répondu et répondent à l'appel de Léon Trotsky démontrent que Staline et les staliniens français n'ont pu rompre la continuité historique de l'Internationale ouvrière.

Les combattants de la IV^e Internationale ont commencé à surmonter l'état de dispersion. L'unification en France des tendances et organisations en est la preuve. La convocation de la conférence mondiale du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale le démontrera avec plus de force encore à la fin de cette année.

Ceux qui ont conduit la IV^e Internationale dans cet état de dispersion disaient en 1950 : « *La bureaucratie stalinienne réalisera le socialisme à sa manière.* » Nous nous sommes dressés, au nom du programme de la IV^e Internationale, contre ces assertions fallacieuses, dictées par un refus de prendre les initiatives pour construire le nouveau parti, le parti révolutionnaire de la IV^e Internationale.

Ceux-là ont axé leur politique sur la révision du programme de la IV^e Internationale, qui disait : « *La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître, les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle.* » Ceux-là qui embellissent le stalinisme ont été amenés à embellir le capitalisme à sa phase impérialiste, « *capitalisme en putréfaction, réaction sur toute la ligne* » (Lénine), en lui prêtant une nouvelle jeunesse, un nouveau cours progressif. Ils ont qualifié le cours pris par l'économie après la guerre de « *néo-capitaliste* ». Ils ont même réussi à trouver de nouveaux impérialismes qui soi-disant se constitueraient en Iran ou au Brésil ! Dans cette recherche éperdue, ils ne cherchaient pas autre chose que de remettre en question le programme marxiste, que de remettre en question la place du prolétariat, qu'ils considéraient comme « *embourgeoisé* », dans la révolution mondiale. Cela pour combattre contre la lutte pour la construction de sections de la IV^e Internationale (Cuba, Nicaragua, etc.).

Ceux-là se refusaient à comprendre ce dont les faits les plus aveuglants témoignent.

Depuis 1950, le moteur de l'économie capitaliste en déclin, ce sont les crédits militaires, l'injection grandissante de crédits militaires dans l'économie. Pour ne prendre qu'un exemple — le plus frappant, parce qu'il s'agit

de l'impérialisme américain, celui qui domine le monde et rythme les économies de tous les pays :

En 1968, le budget militaire américain s'élevait à 83 milliards de dollars. En 1977, après la fin de la guerre du Vietnam où l'impérialisme US s'est vu infliger une défaite historique, le budget de guerre se monte à 120 milliards de dollars. Comparons ces chiffres avec le montant des budgets en 1913, à une époque où le capitalisme ascendant met en œuvre toutes ses ressources, où les Etats-Unis sont devenus la première puissance industrielle, économique et financière du monde. Le budget militaire des USA se montait alors à 335 millions de dollars. En 1968, 83 milliards affectés officiellement aux crédits militaires, auxquels il faut ajouter 10 milliards et demi pour les intérêts d'une dette publique héritée des guerres passées, et encore 7 milliards de dollars pour les pensions d'anciens combattants. En fait, les dépenses militaires directes avouées se sont élevées en 1968 à près de 100 milliards de dollars, plus de 400 milliards de francs. Et ces chiffres ne donnent qu'une image partielle du déclin des forces productives qui, maîtrisées par la révolution, deviendraient sources de bien-être et de culture, et que l'impérialisme, « réaction sur toute la ligne », transforme en leur contraire, en forces de destruction, sous le régime de la propriété privée des grands moyens de production.

Les dépenses militaires en 1968 étaient à l'origine de l'emploi de 20 % de la population active, auxquels devaient être ajoutés les 2 millions et demi de soldats engagés dans la guerre du Vietnam. En 1968, les dépenses militaires contribuaient déjà à la formation de près de 30 % du produit national brut aux Etats-Unis, garantissant de fait tous les produits capitalistes. Pour se faire une idée précise de l'importance de la défense nationale dans l'économie des USA, il faut savoir que les forces armées de ce pays emploient un pourcentage de diplômés de l'enseignement secondaire plus élevé et un pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur aussi élevé que n'importe quelle entreprise civile. En deuxième lieu, elles dépensent directement 8 milliards et demi de dollars pour la recherche et le développement, et les sommes dépensées indirectement sont telles que le tout représente la moitié du total des dépenses faites pour la recherche et le développement par le gouvernement, l'industrie et les universités tous ensemble. Et la plus grande partie des dépenses de recherche et de développement, dans l'industrie et les universités, est directement affectée par le gouvernement à des recherches militaires.

En troisième lieu, le Pentagone adjuge directement chaque année pour 45 milliards de contrats à 22 000 entreprises qui, à leur tour, sous-traitent des contrats à plus de 100 000 entreprises. Quatrièmement, le même Pentagone a sous contrat 20 % de tous les physiciens, 60 % de tous les ingénieurs en électronique. Cinquièmement, il exerce une pression considérable sur toutes les branches des services de transports, entreprises et commerce de détail. Sixièmement, enfin, il maintient l'économie de cinq Etats dans une dépendance étroite des emplois militaires.

Il est donc évident que les dépenses militaires exercent une influence puissante aussi bien sur la structure que sur le fonctionnement de l'économie. Et le poids de ce complexe militaro-industriel se fait sentir tout aussi lourdement dans toute la vie politique du pays. Voilà les bases de ce que le monde entier, des libéraux bourgeois aux bourgeois moins libéraux, des sociaux-démocrates aux stalinien, des centristes aux pablistes, des rédacteurs de *Rouge* aux rédacteurs de *Lutte ouvrière*, etc., appelle la capacité du capitalisme à surmonter en partie ses contradictions.

Près de 55 000 milliards d'anciens francs ont été officiellement affectés, en 1968, dans le « monde libre », aux crédits de guerre, ce qui ne comprend

pas les milliers de milliards qui, indirectement, sont dévolus à la préparation de la troisième guerre mondiale. Le journaliste allemand qui, en 1968, a établi ce chiffre, estime que le montant des dépenses militaires à l'échelle du « monde libre » s'élèvera à 95 000 milliards d'anciens francs très bientôt.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Tel est le tableau d'une société dominée par le système de la propriété privée des grands moyens de production, où les forces productives mises en œuvre par toute l'histoire de l'humanité, par le travail de générations, se transforment en forces destructives ; telle est la marche réelle d'une société dominée par l'impérialisme qui sape les bases mêmes de la civilisation humaine, qui voue au chômage des millions de travailleurs, qui détruit systématiquement les conditions de la culture et de l'enseignement pour les jeunes générations. Répétons-le : le succès du mouvement ouvrier ne peut être assuré que par la force de l'union.

L'OCI unifiée poursuivra son combat pour que soit établie l'unité, une unité sans condition ni préalable, parce que, sans combat pour l'unité des organisations se réclamant de la classe ouvrière, sans le combat pour l'unité PCF-PS, il n'y a que la désunion, et la désunion permet à Giscard — qu'il faut chasser — de poursuivre ses méfaits contre les travailleurs et la jeunesse. Dans ce combat pour l'unité, le congrès de l'OCI unifiée fait sien le programme de la IV^e Internationale, que tous les événements ont vérifié depuis qu'il a été rédigé et adopté en 1938. Avec le programme de la IV^e Internationale, nous disons :

« La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. Les ouvriers avancés réunis au sein de la IV^e Internationale montrent à leur classe la voie pour sortir de la crise. Ils lui proposent un programme fondé sur l'expérience internationale de la lutte émancipatrice du prolétariat et de tous les opprimés du monde. Ils lui proposent un drapeau que ne souille aucune tache. »

L'OCI unifiée s'est donné comme objectif dans le combat d'unité de construire le parti révolutionnaire de 10 000 militants, tâche prescrite par le congrès qui vient de se réunir et qui devra être réalisée à son prochain congrès, dont la date est d'ores et déjà fixée à juin 1981.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Le combat du prolétariat français pour exproprier le capital, pour réaliser un gouvernement ouvrier et paysan, la dictature du prolétariat, est partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale, du combat pour en finir avec le capital et les bureaucraties parasitaires, pour réaliser les Etats-Unis socialistes d'Europe et la république universelle des conseils ouvriers.

C'est le drapeau qu'ont brandi tour à tour les I^e, II^e et III^e Internationales et dont, à son tour, s'est saisie la IV^e Internationale. C'est votre drapeau à tous.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Rejoignez les rangs du combat pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale.

Rejoignez les rangs de l'OCI unifiée !



Pologne : déclaration du Comité paritaire

pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale

Le 24 août 1980, au plein cœur de la grève généralisée en Pologne, le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale publie une déclaration qui appelle au « soutien inconditionnel du prolétariat polonais », au « soutien inconditionnel du MKS, noyau constitutif du syndicat indépendant ».

Voici le texte intégral de cette déclaration du Comité paritaire.

Pour que soient satisfaites toutes ses revendications politiques de salaires et de conditions de travail :

- reconnaissance de syndicats libres indépendants du parti et des employeurs sur la base de la convention n° 87 de l'OIT (Organisation internationale du travail), ratifiée par la Pologne ;
- garantie du respect du droit de grève, de la sécurité des grévistes et des personnes qui les aident ;
- respect des libertés d'expression, de publication et d'impression garanties par la Constitution ; arrêt de la répression contre les publications indépendan-

tes et accès aux médias des représentants de toutes les Eglises ;

- rétablissement des droits des personnes licenciées après les grèves de 1970 et 1976 et des étudiants exclus de l'enseignement supérieur à cause de leurs opinions politiques ; libération de tous les prisonniers politiques, notamment : E. Zdrozinski, J. et M. Koslowski, et cessation des représailles pour raison d'opinion ;
- diffusion par les mass media de l'information sur la création du comité de grève inter-entreprises et publication de ses revendications ;
- lancement d'actions réelles ayant pour but de sortir le pays de la situation de crise, comme par exemple : diffusion publique de toutes les informations sur la situation socio-

Gdansk, 26 août 1980. Les grévistes écoutent, au chantier naval « Lénine », le compte rendu des négociations (Ph. Sygma).

économique de la Pologne ; et possibilité donnée à tous les milieux et couches sociales de participer aux discussions sur un programme de réformes ;

— désignation des managers en se fondant uniquement sur leur qualification et non sur l'appartenance au parti ; suppression des privilèges de la police, de la sécurité et de l'appareil du parti par l'égalisation des allocations familiales et la suppression du système des ventes spéciales. »

Pour la libération des travailleurs et militants emprisonnés.

Le 16 août, le comité inter-entreprises de Gdansk (MKS) a adopté la résolution suivante :

« Après consultation des grévistes des différentes usines et entreprises de la Baltique, il a été fondé, le 16 août, le comité de grève inter-entreprises (MKS), dont le siège se trouve aux chantiers navals de Gdansk.

Le MKS a pour objectif de coordonner les revendications et les actions des entreprises et des usines en grève.

Le texte contenant nos revendications et nos exigences est une déclaration commune à tous les comités de grève.

Nous avons décidé de continuer la grève jusqu'à satisfaction de nos exigences et de nos revendications.

Le MKS est mandaté pour mener les discussions avec le pouvoir central.

C'est le MKS qui annoncera la fin de la grève.

Une fois la grève terminée, le MKS ne se dissoudra pas ; il contrôlera l'obtention de nos revendications et organisera également les syndicats libres, en tant que Conseil régional des syndicats. »

Une fois encore, le prolétariat polonais se dresse, unanime, contre la bureaucratie polonaise, satellite de la bureaucratie du Kremlin. C'est le même combat que celui qu'en juin 1953 les ouvriers de l'Allemagne de l'Est ont engagé. C'est le même com-

bat qu'en octobre 1956, déjà, les masses polonaises ont engagé. C'est le même combat que celui qu'ont engagé les ouvriers et paysans de Hongrie au cours de la révolution des conseils ouvriers en novembre 1956. C'est le même combat que le prolétariat et les peuples opprimés de Tchécoslovaquie ont engagé en 1968. C'est le même combat que le prolétariat polonais avait engagé en 1970-1971, et encore en 1976. Ce combat est celui des ouvriers et des paysans pour chasser du pouvoir, dans les pays où le capital a été exproprié, les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires. C'est la révolution politique. Les ouvriers, les paysans, les masses opprimées veulent conquérir ou reconquérir le pouvoir, gérer eux-mêmes, sur la base d'une authentique démocratie socialiste, les nouveaux rapports de production en fonction des besoins des masses travailleuses. Ils en ont assez de ces bureaucraties qui, non seulement sont entièrement parasitaires, non seulement, fortes du monopole politique qu'elles exercent, pillent les richesses du pays, mais encore dont la gestion prépare la catastrophe économique, la ruine de l'économie planifiée, met l'économie de ces pays sous la coupe des grandes puissances capitalistes : rien qu'en ce qui concerne la Pologne, elles ont accumulé une dette de 17 milliards de dollars par rapport aux pays capitalistes.

Le prolétariat polonais se dresse, car c'est le seul moyen d'éviter la catastrophe, conséquence inéluctable du maintien au pouvoir de la bureaucratie parasitaire. Le prolétariat polonais est l'avant-garde des prolétariats de l'est de l'Europe et de l'URSS, également en lutte contre les bureaucraties satellites du Kremlin et contre la bureaucratie du Kremlin elle-même. Des centaines de milliers d'ouvriers polonais en grève ouvrent une période de nouveaux développements des révolutions politiques contre les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires.

Gierek en porte témoignage :

« Il est de notre devoir de déclarer avec une totale fermeté qu'aucune action menaçant les fondements de l'ordre politique et social en Pologne ne peut être et ne sera tolérée. Sur ce problème fondamental, il n'y a pas

de compromis possible. Seuls les gens de mauvaise volonté ne peuvent le comprendre. »

De quoi s'agit-il donc ? La bureaucratie de Pologne ne peut tolérer que les ouvriers balaient les organismes d'Etat, instruments de la bureaucratie, qu'elle maquille en leur accolant le nom de « syndicats ». Elle ne peut tolérer que les ouvriers s'organisent eux-mêmes, constituent aujourd'hui leurs syndicats indépendants des partis et de l'Etat, et demain leurs propres partis. Au-delà des revendications de salaires, de conditions de travail — si importantes soient-elles —, c'est là l'objectif essentiel de la lutte. Le prolétariat polonais porte à un niveau supérieur le mouvement qui s'est engagé dès 1968, qui voit les prolétaires des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS chercher à s'organiser comme classe, à constituer leurs organisations indépendantes de la bureaucratie, de son parti, de l'Etat, pour lutter contre eux. Confrontés à l'invasion par les troupes de la bureaucratie du Kremlin en août 1968, les travailleurs de Tchécoslovaquie ont affirmé au XIV^e Congrès du PCT, convoqué clandestinement dans une usine : il faut balayer le vieux parti de la bureaucratie, il faut constituer un nouveau parti ouvrier. Depuis, en Pologne, en Tchécoslovaquie, se sont constituées des organisations qui combattent de façon permanente pour les libertés. Dans tous les pays d'Europe de l'Est et en URSS, la lutte a été engagée pour d'authentiques syndicats, constitués par les travailleurs eux-mêmes, indépendants de l'Etat, des bureaucraties parasitaires et de leurs partis. Dans tous ces pays, la nécessité de construire de nouveaux et authentiques partis ouvriers s'affirme. Aujourd'hui, c'est le prolétariat polonais comme classe qui commence à constituer, dans le combat et pour le combat, ses organismes indépendants de classe, et d'abord ses syndicats.

Ce qui se passe aujourd'hui en Pologne est une manifestation éclatante du bien-fondé de la lutte de la IV^e Internationale, de son programme de fondation tel qu'il a été formulé par Léon Trotsky il y a plus de quarante ans. Il suffit de mettre en parallèle les revendications des travailleurs

polonais aujourd'hui avec ce paragraphe du « Programme de transition » pour s'en rendre compte :

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique.

A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique.

La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Goebbels. Il faut rendre aux soviets, non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des travailleurs des kolkhozes, des paysans et des soldats rouges.

La démocratisation des soviets est inconcevable sans la *légalisation des partis soviétiques*. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.

— REVISION DE L'ECONOMIE PLANIFIEE du haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. Les coopératives de consommation, démocratiquement organisées, doivent contrôler la qualité des produits et leurs prix.

— REORGANISATION DES KOLKHOZES en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !

La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire

place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. A BAS LA DIPLOMATIE SECRETE !

Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtement mérité. »

Voilà vingt-sept ans que le prolétariat de l'Allemagne de l'Est engageait le premier combat pour renverser la bureaucratie parasitaire et instaurer un gouvernement ouvrier. Depuis, les prolétariats de l'Europe de l'Est ont engagé maints combats, de multiples luttes révolutionnaires pour chasser les bureaucraties qui usurpent le pouvoir, prendre ou reprendre le pouvoir. Ils ont appris qu'il ne s'agit pas seulement d'une bataille, mais d'un combat long et difficile, d'un combat à mort non seulement contre la bureaucratie de tel ou tel pays, mais contre l'ensemble des bureaucraties parasitaires, et au premier chef contre la bureaucratie du Kremlin. Les travailleurs constatent que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites du Kremlin bénéficient, contre les travailleurs et les masses opprimées de leurs pays, du soutien des gouvernements capitalistes. C'est pourquoi ils veulent construire leurs organisations indépendantes de classe, syndicats et partis, gagner des positions, se renforcer, s'organiser pour pouvoir vaincre dans ce combat politique.

Une fois encore, le prolétariat polonais ébranle l'Europe et le monde. Gierek, dans le discours déjà cité, tire la sonnette d'alarme :

« C'est un problème d'importance internationale. Seule la Pologne socialiste peut être un Etat indépendant et libre, ayant des frontières sûres et reconnues. La Pologne est un facteur de stabilité en Europe. Notre régime social a une grande influence internationale, c'est un élément fondamental de l'ordre instauré en Europe après la Deuxième Guerre mondiale. Il y a des limites qu'on ne peut dépasser, c'est la raison d'Etat polonaise. »

On ne saurait être plus clair. Dans le langage de Gierek, la « Pologne socialiste », c'est le maintien au pouvoir en Pologne de la bureaucratie parasitaire satellite de celle du Kremlin. Il rappelle que la division de l'Europe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, réalisée à Yalta et à Potsdam, a été la première condition pour qu'ensemble l'impérialisme américain, la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, épaulés par les bureaucraties de toutes les organisations, contiennent la vague révolutionnaire issue de la guerre, limitent ses effets, reconstruisent le système impérialiste et ainsi établissent un nouvel « ordre » européen et mondial. Aujourd'hui encore, la bureaucratie du Kremlin reconnaît la dictature terroriste de Videla.

Mais cet édifice craque de toutes parts. A nouveau, la révolution est à l'ordre du jour sur tous les continents. L'impérialisme US n'a jamais pu se remettre de sa défaite au Vietnam. La révolution portugaise a été le prologue à de nouveaux développements révolutionnaires en Europe et en Afrique. La révolution en Iran a renversé un des piliers de l'« ordre » de Yalta et de Potsdam. Le Kremlin a été obligé de s'engager en Afghanistan pour tenter de verrouiller le développement de la révolution dans cette région du monde. La révolution au Nicaragua annonce une vague révolutionnaire en Amérique latine. La marche à une crise économique majeure du mode de production capitaliste, qui disloquera le marché mondial et la division internationale du travail, et ne laissera de la prétendue « postérité » que décombres et ruines, se conjugue aux crises politiques de domination de classe des bourgeoisies, celles des métropoles impérialistes en Europe et aux USA, celles des pays semi-coloniaux. La crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires atteint un nouveau seuil où l'« ordre » édifié à Yalta et à Potsdam contre les aspirations des masses au socialisme authentique risque de s'effondrer, et où un déferlement révolutionnaire sans précédent, notamment en Europe, risque de se produire. Gierek le dit à sa façon : la révolution sociale et la révolution politique sont à l'ordre du jour en Europe. La bureaucratie polonaise est un facteur d'ordre indispensable en Europe. Il adresse un appel aux princi-

pales puissances impérialistes, à toutes les forces de conservatisme social et politique :

« Notre régime social a une grande influence internationale, c'est un élément fondamental de l'ordre instauré en Europe après la Deuxième Guerre mondiale ».

contre les aspirations et la volonté des masses d'avancer vers un socialisme véritable.

Et il est entendu. L'impérialisme et le capital affirment ouvertement, au cours des derniers jours, leur soutien à la bureaucratie au pouvoir. Le « New York Times » a constaté cela dans un récent éditorial :

« Aux USA, le *Washington Post* et le *New York Times* insistent sur le caractère "politique" de cette grève. Pour le *New York Times*, "deux circonstances inhabituelles donnent un relief particulier à la révolte polonaise : l'élection d'un pape polonais qui saura apporter une réponse mesurée aux événements, et la campagne électorale américaine." Espérant que "la violence n'éclatera pas", le *New York Times* conclut qu'"Américains et Soviétiques ont un intérêt commun à un nouveau succès de M. Gierak". »

Les masses polonaises ont pleinement conscience que l'armée de la bureaucratie du Kremlin peut intervenir. Les grévistes, le peuple polonais cherchent à éviter l'entrée des troupes de la bureaucratie du Kremlin. On les comprend.

L'Eglise catholique, dont on connaît le poids politique en Pologne, après quelques hésitations, est montée en première ligne en défense du régime. Avant même le discours de Gierak, elle appelle aujourd'hui à la reprise du travail.

L'appui le plus spectaculaire à la bureaucratie sera néanmoins venu de la part de l'impérialisme allemand, par la voix d'un de ses porte-parole :

« Durant sa brève conférence de presse, M. Grünewald avait eu le temps d'indiquer que Bonn était "naturellement intéressée" par le maintien de la stabilité politique en Pologne. D'une manière générale, les Allemands de l'Ouest considèrent

avec sympathie la situation difficile que connaissent les autorités de Varsovie. »

Ce n'est pas par hasard. L'Allemagne est au cœur de la révolution prolétarienne en Europe. La crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires rend de plus en plus intolérable sa division en deux. En Allemagne, la lutte contre le capital et la bureaucratie fusionnent dans la lutte pour l'unité de l'Allemagne.

Le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale s'adresse à tous les travailleurs, à tous les exploités, à tous les opprimés :

La lutte que le prolétariat de Pologne a engagée est notre combat à tous. C'est le combat pour le droit des ouvriers, de tous les travailleurs, à s'organiser syndicalement et politiquement comme ils l'entendent, pour conquérir les libertés indispensables à l'existence du mouvement ouvrier indépendant, pour arracher leurs revendications. C'est le combat contre l'oppression nationale exercée par la bureaucratie de Moscou, dont les tanks occupent la Tchécoslovaquie et qui opprime le peuple polonais, les peuples de l'Europe de l'Est et de l'URSS. C'est le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe et du monde. C'est le combat contre la bureaucratie parasitaire et contre l'impérialisme. C'est la marche à la révolution prolétarienne qui, en Pologne et dans tous les pays où le capital a été exproprié, prend la forme de la révolution politique pour chasser la bureaucratie parasitaire.

La lutte du prolétariat polonais donne un nouveau coup d'accélérateur à la marche vers la révolution mondiale qui verra l'humanité se débarrasser définitivement du capital et de la bureaucratie stalinienne qui est son plus puissant allié.

La lutte que vient d'engager le prolétariat polonais concerne directement toute la classe ouvrière internationale. Au nom du prolétariat polonais, Jacek Kuron, représentant du KOR, arrêté le 20 août 1980, s'est adressé aux travailleurs, au mouvement ouvrier de tous les pays :

« Tous les actes de solidarité internationale sont décisifs pour nous. Nous demandons que toutes les organisations du mouvement ouvrier répondent à l'appel des travailleurs de Pologne. Cela représente la volonté de l'immense masse des travailleurs polonais. »

Le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale affirme très clairement une fois encore : nous sommes inconditionnellement aux côtés des travailleurs polonais. Nous appelons à la

mobilisation massive, immédiate, de tous les travailleurs. Nous les appelons à manifester massivement et dans la plus grande unité leur soutien aux travailleurs polonais.

Unité de toutes les organisations ouvrières pour exiger : reconnaissance des seuls syndicats authentiques : ceux constitués par les ouvriers ! Satisfaction des revendications ! Libération de tous les militants emprisonnés !

Tel est le combat de la IV^e Internationale.

24 août 1980.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

**travailleurs,
militants,
jeunes**

Chaque semaine,

Informations ouvrières

tribune libre de la lutte des classes.

JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »

	1 an	150 F
NOM, Prénom	[pli clos]	250 F
	6 mois	80 F
Adresse	[pli clos]	130 F
	Etranger [1 an] ...	210 F
Code postal et ville	[pli clos]	320 F

- Rayer les mentions inutiles
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « **INFORMATIONS OUVRIERES** »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
C.C.P. 21 831 - 73 Paris — Tél. : 247 13 34

POLÔNIA:

Sindicatos
livres contra
a burocracia

Págs. 10, 11 e 12

TRABALHO

A emancipação dos trabalhadores será obra dos próprios trabalhadores

Diante dos atentados, o povo exige:

PUNIÇÃO!



Atos públicos em 8 cidades do país:

TROTSKY VIVE!

Brésil. La «une» de l'un des derniers numéros du journal ouvrier indépendant *O Trabalho*. En haut, photo d'une manifestation unitaire contre la provocation visant l'Organisation socialiste internationaliste (OSI). En bas, le meeting de Sao Paulo, organisé en commun par l'OSI et les camarades des autres sections du Comité paritaire à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Trotsky. 1200 participants à ce meeting.



Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Les sections du Comité d'organisation préparent la conférence mondiale convoquée par le Comité paritaire

Au cours de cet été, les conséquences des pas en avant accomplis par le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale se sont matérialisées dans les travaux de la commission représentant les différentes composantes internationales du Comité paritaire, et qui avait été désignée lors de la deuxième réunion élargie tenue à Paris en juin 1980. Les accords de caractère programmatique et principal qui s'étaient dégagés ont été traduits dans un document (« Projet de thèses pour la reconstruction de la IV^e Internationale »). Sur la base de ce document, les organisations affiliées au Comité paritaire préparent pour la fin de l'année 1980 une conférence mondiale.

La base politique est ainsi donnée pour que soient réalisés les objectifs que dégagait la résolution sur « l'action internationale de l'OCI », adoptée par le XXIV^e Congrès :

« (...) 6/ L'OCI combattra pour qu'un pas en avant soit réalisé lors de la conférence mondiale du Comité paritaire, avec l'adoption de thèses programmatiques. Nous continuerons

à combattre pour que le SU et ses organisations participent pleinement à cette conférence mondiale, afin que celle-ci comprenne toutes les forces pouvant légitimement se réclamer de la IV^e Internationale, et pour permettre de progresser ainsi vers la restauration du centralisme démocratique à l'échelle internationale, sur la base du programme de la IV^e Internationale et de ses principes.

Cela ne signifie pas que nous pensons pour autant qu'il sera possible, lors de la conférence mondiale, de proclamer le « parti mondial de la révolution socialiste » reconstruit. Mais cela signifie que nous pensons possible de réaliser un nouveau pas en avant en dégagant la nécessité d'une direction internationale méthodique du combat pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale.

Dans ce sens, sur la base de l'adoption des thèses, la conférence pourrait désigner sur une base paritaire une nouvelle direction et procéder à la dissolution des fractions, Tendance léniniste-trotskyste, Fraction bolchevique, Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Sur la base d'une plus grande centralisation du combat international du Comité paritaire, les résolutions adoptées à l'unanimité par la direction désignée par la conférence mondiale devront être appliquées de façon disciplinée à l'échelle internationale (...). »

Comme le disait cette résolution :

« Chacune des trois composantes du Comité paritaire a son histoire. Mais cette histoire particulière de chacune des trois composantes s'est réalisée sur la base d'une histoire commune : celle de la IV^e Internationale. Dans les conditions de la crise de désagrégation de la IV^e Internationale ouverte en 1950-1953 avec l'émergence du révisionnisme pabliste et qui a resurgi sous une forme explosive en 1979, les trois composantes qui constituent aujourd'hui le Comité paritaire ont combattu pour défendre la IV^e Internationale et rester fidèles à son programme. »

Pour sa part, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI) considère le nouveau stade atteint dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale comme la matérialisation de l'orientation qui avait présidé à sa fondation. Le CORQI disait en effet dans sa déclaration constitutive :

« Adhérent au Comité d'organisation les organisations, groupes, qui

proclament leur volonté de combattre sur le programme de la IV^e Internationale, pour reconstruire le centre dirigeant dont ils admettent qu'il n'existe pas encore.

La deuxième session de la pré-conférence constate ce qui est. Il faut reconstruire la IV^e Internationale comme parti mondial de la révolution socialiste, c'est-à-dire reconstruire le centre dirigeant de la lutte pour la révolution mondiale. La crise de la IV^e Internationale, répétons-le, n'a cessé de s'approfondir depuis 1950-1953, tant dans les organisations adhérentes du Secrétariat unifié que dans celles qui ont constitué le Comité international.

La deuxième session dit nettement : le Comité d'organisation ne constitue pas dans le moment présent une direction internationale centralisée. Ce faisant, la deuxième session de la pré-conférence reste fidèle à la résolution adoptée par la 3^e Conférence du Comité international de 1966. Les organisations, groupes et militants participant déclarent être décidés à engager le combat pour la reconstruction de cette direction internationale centralisée. »

Le combat politique pour la reconstruction de la IV^e Internationale est inséparable de l'action pour construire le parti révolutionnaire dans chaque pays, comme section de la IV^e Internationale : c'est de cette unité que cette rubrique a cherché à rendre compte, au travers des interventions et des problèmes politiques des sections du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Aussi, la signification de la constitution de l'OCI unifiée, le combat pour la construction d'un parti de 10 000 militants devraient naturellement occuper cette fois une place centrale dans la rubrique consacrée à l'activité du CORQI et de ses sections. Mais cette question est traitée dans l'un des principaux articles de ce numéro de « La Vérité », le rapport politique présenté au congrès de fusion.

Aussi est-ce à d'autres éléments de l'activité du CORQI que ces pages sont consacrées.

ACTIVITE DES SECTIONS EUROPEENNES

Bien évidemment, l'activité du CORQI et de ses organisations s'est pleinement inscrite dans le cadre du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale, dans l'action pour son développement et son renforcement.

De ce point de vue, le stage organisé pour les cadres des organisations européennes du CORQI a une importance toute particulière.

Ce stage, ouvert à toutes les organisations du Comité paritaire et dont l'OCI et la LCI avaient pris la responsabilité, s'est tenu à Paris du 30 juillet au 3 août.

101 militants, venus de 12 pays d'Europe (Etat espagnol, Belgique, Suisse, Portugal, Grèce, Danemark, Angleterre, Irlande, Italie, Pologne, France, Allemagne) et 21 organisations y ont participé. Des militants d'Argentine, d'Algérie, des Antilles et du Sénégal ont également participé à ce stage.

Trois rapports, qui ont été largement discutés en séance plénière et dans des commissions de travail, ont été présentés :

— un rapport sur la crise du système mondial de l'impérialisme et la marche à la dislocation du marché mondial (rapport présenté par le camarade Stéphane Just, du comité central de l'OCI) ;

— un rapport sur la bureaucratie stalinienne, sa nature, le développement actuel de sa crise et de celle de son appareil international (rapport présenté par le camarade François Morin, du comité directeur de la LCI) ;

— un rapport sur le moment actuel du combat pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale et les tâches du Comité paritaire.

Les participants ont été unanimes, tout en soulignant les problèmes posés par une préparation préalable insuffisante et par un ordre du jour trop chargé, à considérer ce stage comme positif et à se prononcer pour la réalisation d'autres stages du même type.

Cette initiative, le travail effectué sur la base des éléments essentiels du programme de la IV^e Internationale et de l'analyse de la situation mondiale actuelle, en liaison avec les problèmes de combat immédiat pour la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, a incontestablement été un élément d'homogénéisation politique des organisations européennes, au moment où les responsabilités de celles-ci dans la lutte des classes s'affirment face à des échéances importantes de la lutte des classes.

Il n'est possible ici de mentionner brièvement que quelques exemples.

Au Portugal se préparent les élections législatives (le 15 octobre) et les élections présidentielles (en décembre).

L'Alliance démocratique, coalition électorale des partis bourgeois réactionnaires qui siègent actuellement au gouvernement, présente comme candidat le général Soares Carneiro, qui fut secrétaire général (gouverneur) de l'Angola au temps du fascisme.

Le PS se rallie à la candidature de l'actuel président, le général Eanes, l'homme qui a constitué le gouvernement qui organise aujourd'hui toutes les attaques pour remettre en cause les conquêtes de la révolution.

Le Parti ouvrier d'unité socialiste (POUS - section portugaise du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale) et le Parti socialiste des travailleurs (PST, organisation trotskyste qui rassemble les militants portugais de la Fraction bolchevique et de la Tendence léniniste-trotskyste) présentent ensemble des listes aux élections législatives et présentent comme candidat à l'élection présidentielle le camarade Aires Rodrigues, l'un des dirigeants ouvriers du Parti socialiste au lendemain du déclenchement de la révolution en avril 1974, exclu du PS pour son opposition à la politique de Mario Soares, et aujourd'hui militant du POUS.

Aires Rodrigues se prononce inconditionnellement pour une candidature unique du PSP et du PCP, contre tous les candidats de la bourgeoisie, civils et militaires. Si une telle candidature se réalise, il se retirera.

Comme il le déclare :

« Les divergences entre les généraux Soares Carneiro et Eanes résident uniquement dans la meilleure manière d'attaquer et de défaire la révolution portugaise.

Il n'y a pas de raison de se laisser tromper, il n'y a pas de raison de les laisser passer !

La solution existe : unité PCP-PSP pour un candidat ouvrier unique du PSP et du PCP, pour un gouvernement PSP-PCP sans représentant de la bourgeoisie.

C'est là la volonté du peuple travailleur. »

Sur cette orientation qui exprime et qui centralise politiquement les aspirations des masses travailleuses portugaises, qui s'appuie sur la réalité des rapports fondamentaux entre les classes, produits de la révolution qui n'a pas été vaincue, comme sur l'expérience accumulée depuis 1974 par la classe ouvrière, le POUS et le PST développent une large campagne.

En Allemagne, en liaison avec les autres groupes allemands affiliés au Comité paritaire, la section allemande du CORQI anime un combat pour la défaite de Strauss, pour la victoire du SPD, dans la voie du combat pour un gouvernement du seul SPD.

En Espagne, la lutte pour la légalisation du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI, section du CORQI dans l'Etat espagnol), à laquelle coopèrent pleinement les autres organisations du Comité paritaire (LC, PST, Fraction publique de la LCR), a d'ores et déjà atteint une grande ampleur.

L'hebdomadaire publié par l'OCI, « Informations ouvrières », a largement rendu compte de ces luttes politiques dans lesquelles sont engagées les organisations européennes du CORQI.

L'EXPERIENCE DE LA SECTION VENEZUELIENNE

Nous publions ci-dessous des extraits du document adopté par le Groupe « Cuarta Internacional »

(GCI) du Venezuela, section du CORQI, à l'issue d'une conférence de cette organisation tenue cet été, à laquelle ont participé des représentants du secrétariat du Comité d'organisation et des délégués du PST vénézuélien (organisation du Comité paritaire, affiliée à la Fraction bolchevique).

Si nous publions dans ce numéro de « La Vérité » de larges extraits de ce document, c'est parce que, au travers d'une situation nationale concrète et du bilan de l'intervention de l'organisation trotskyste, il traite de problèmes vitaux de la stratégie du parti révolutionnaire.

Le MIR vénézuélien, qui s'était reconstitué en 1970 comme une organisation se réclamant de la classe ouvrière et de la nécessité de se construire comme un parti de classe, avait accepté en 1973 la participation au sein du MIR, comme tendance, des militants trotskystes affiliés au Comité d'organisation. Dans les dernières années, le MIR a connu un processus de décomposition et de paralysie, alors même que la combativité du prolétariat et la crise de la bourgeoisie dominaient de plus en plus nettement la scène politique.

C'est face à cette situation que le courant trotskyste appela à la constitution du « MIR prolétarien », appelant tous les militants qui s'étaient rassemblés dans le MIR parce qu'ils le considéraient comme l'instrument de la construction du parti révolutionnaire à être partie prenante dans cette nouvelle étape du combat pour l'indépendance politique de la classe ouvrière vénézuélienne, pour la construction de son parti révolutionnaire.

C'est donc directement en relation avec les exigences de cette bataille politique que le GCI a procédé à un bilan de son activité et à un examen des problèmes théoriques et politiques qu'il impliquait.

EXTRAITS DE LA RESOLUTION ADOPTEE PAR LA CONFERENCE

« 1. Partant de la nécessité d'implanter le trotskysme dans la lutte des classes, dans les usines, dans les

universités, dans les syndicats, le Groupe Cuarta Internacional (GCI) a décidé en 1973 l'entrisme dans le MIR, dans des conditions où la direction du MIR acceptait de respecter le maintien de notre affiliation au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale et notre droit d'expression en tant que trotskystes.

2. La conférence considère que la décision d'entrisme a été entièrement justifiée :

- a) le MIR a connu un afflux de cadres ouvriers dans les années 1974-1975 ;
- b) notre travail dans le MIR a permis qu'un premier pas soit réalisé au Venezuela pour constituer le trotskysme comme courant national.

3. Produit de l'échec du nationalisme bourgeois et de la trahison du stalinisme, la IV^e Internationale étant faible et en crise, le MIR s'est transformé en une organisation ayant influence de masse. Il avait contribué au cours des années 1960-1962 à infliger une sévère défaite aux masses travailleuses. Si le MIR a pu renaître à partir de 1973, c'est pour une double raison : la direction de Moleiro a abandonné le guérillisme, et nous, nous sommes entrés dans le MIR en tant que trotskystes.

4. L'effondrement du MIR est la conséquence d'une nouvelle montée du mouvement ouvrier, de la crise politique de la bourgeoisie et de ses partis. Le MIR, organisation petite-bourgeoise, produit de la stabilisation qui a suivi la défaite de 1960-1962 et le boom pétrolier, est déstabilisé par la crise économique et politique. Sa direction historique a éclaté entre Martin, qui cherche à la réintégrer ouvertement sur le terrain bourgeois, et Moleiro qui reste fidèle au castrisme.

Le castrisme, en tant que courant politique en Amérique latine, n'a jamais été un courant autonome. La direction petite-bourgeoise que nous pouvons appeler classique, le castrisme, a été amenée à rompre avec la bourgeoisie et à se lier avec le stalinisme, agence de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers. La faiblesse du courant de Moleiro, qui n'a pas suivi Cas-

tro dans son cours stalinien, est motivée par le fait que le castrisme n'est pas la même chose que le stalinisme, courant fondamental du mouvement ouvrier mondial. Voilà ce qui est à la base de l'éclatement du MIR.

5. L'entrisme, ou le travail de fraction selon les cas ou les possibilités, est une des tactiques pour construire les partis révolutionnaires de la IV^e Internationale. La tactique entriste part du principe que jamais une organisation centriste, réformiste ou stalinienne, ne peut se transmuter en un parti révolutionnaire de la IV^e Internationale. Les dirigeants, ou une partie d'entre eux qui dirigent les organisations centristes, réformistes ou stalinienne, peuvent évoluer vers le trotskysme. Mais jamais une organisation centriste, réformiste ou stalinienne, en tant que telle, ne peut changer de nature. Nous condamnons la prétendue théorie de l'existence d'un « marxisme naturel », avec laquelle l'actuelle direction du SWP prétend par exemple qu'il faudrait abandonner à Cuba le combat pour la construction d'une section de la IV^e Internationale. Une telle position équivaut à l'abandon du programme de la IV^e Internationale, et c'est un pas clair sur le terrain du révisionnisme le plus ouvert (...).

9. Nous réaffirmons que la tactique entriste utilisée dans des circonstances politiques concrètes est une tactique de principe qui fait partie intégrante de la stratégie de la IV^e Internationale pour la construction des partis révolutionnaires.

Le congrès considère par contre que les difficultés rencontrées dans l'application de l'entrisme par le GCI résident dans une appréciation erronée de la nature du MIR qui a amené en même temps la recherche de substituts politiques qui ont fait obstacle au combat pour la construction du parti trotskyste au Venezuela.

Ayant considéré que le MIR pouvait évoluer en tant que tel vers une organisation trotskyste, le GCI a été amené, pour combattre l'offensive pro-bourgeoise de Martin, à constituer un bloc avec Moleiro. Le bilan caractérise de la manière suivante ce bloc :

« Nous avons fait bloc en défense de ce qui a été appelé un cours prolétarien léniniste pour l'organisation. Il

a été possible un certain moment de dissoudre notre indépendance de fraction, mais une telle chose était plus ou moins inévitable. »

Il était correct de réaliser un bloc contre Martin avec Moleiro, mais il n'était pas inévitable de dissoudre y compris un instant notre indépendance de fraction. Nous avons été amenés à dissoudre notre indépendance parce que nous avons accepté de fait la caractérisation de l'aile castriste dirigée par Moleiro de ce bloc, comme suivant un cours prolétarien et léniniste, caractérisation que Moleiro s'est donnée à lui-même (...).

10. Répétons-le, l'ensemble de ces erreurs trouve sa racine dans des erreurs théoriques. C'est parce que nous avons commis ces erreurs théoriques que le GCI n'a pas élaboré une revue politique ou un journal « national » pour tout le MIR comme expression de notre courant, ce que le CORQI a demandé à de nombreuses reprises, et en particulier en 1975. Il est inutile de préciser l'importance du journal pour les bolcheviks. L'acte de fondation du bolchevisme est inscrit dans « Que faire ? », où Lénine, en 1902-1903, concentre tout son combat sur un journal pour toute la Russie comme facteur centralisateur afin de construire le parti centralisé démocratiquement.

Léon Trotsky dit en 1936 :

« Le journal marxiste ne peut se fonder sur des mots d'ordre délibérément imprécis, conjoncturels et éphémères. Un journal de masse est l'instrument d'un parti marxiste en préparation. Le journal doit voir son programme complet. Nous proposons le projet de ce programme, la discussion de ce projet, c'est-à-dire essentiellement les mots d'ordre du nouveau parti et de la IV^e Internationale. Il est pour nous la condition préalable non de la collaboration sur tel ou tel point avec telle ou telle organisation, mais de la fusion des journaux, c'est-à-dire l'unité organique, ces deux choses-là sont équivalentes. L'unité est une chose excellente. Mais la délimitation du point de vue des programmes doit précéder l'unité. »

Le bulletin de Carabobo, bulletin régional, aussi bon qu'il ait pu être, ne

pouvait pas constituer ce journal national. C'est parce que nous ne nous sommes pas dotés de ce journal national (ou revue) que nous n'avons pas présenté à la discussion des ouvriers du MIR le programme complet, condition préalable pour qu'ils s'organisent dans nos rangs, condition préalable à la réalisation de l'unité de ces ouvriers avec les trotskystes dans nos rangs. C'est parce que nous n'avons pas réalisé le journal pour tout le MIR que nous avons basé notre politique sur des mots d'ordre imprécis, éphémères et conjoncturels, que notre politique à l'intérieur du MIR sur la question centrale n'a pas abouti au regroupement des cadres ouvriers du MIR qui se sont dégagés du centrisme, cela afin de les orienter vers la IV^e Internationale. En d'autres termes, nous avons substitué à une politique de principe l'empirisme et le dogmatisme.

11. Le congrès considère indispensable de caractériser comme nous venons de le faire les oscillations et les erreurs. Il considère que le bilan du travail entriste ne peut pas être caractérisé comme négatif. Le GCI a commis des erreurs. Mais il a conduit son travail entriste, ayant comme objectif de construire une organisation de la IV^e Internationale au Venezuela.

Nous avons limité nous-mêmes, par notre orientation oscillante et incertaine, les acquis que nous avions pu obtenir. Nous n'avons pas renforcé notre organisation et notre influence comme il aurait fallu le faire.

Nous avons formé des cadres d'envergure nationale. Nous avons rompu les relations avec tous les courants centristes capitulaires. Cela est l'essentiel. C'est à partir de ces conquêtes que nous devons agir pour récupérer, sur la base d'une politique de principe, ce qui est essentiel de ce que nous avons comme résultat de ce notre travail entriste.

12. Répétons-le, le travail entriste est utilisé par les trotskystes comme un élément de la stratégie et du combat pour la construction du parti de la IV^e Internationale. C'est-à-dire pour la construction d'un parti qui se présente devant les masses comme capable de conduire le combat émancipateur. Déjà, le « Manifeste du Parti communiste » indiquait que toute lutte politi-

que est une lutte nationale intégrant et dépassant les luttes locales. La place du MIR dans la lutte des classes au Venezuela était « nationale ». Par le travail entriste, nous avons conquis des positions nationales. A cause de nos erreurs théoriques et de nos hésitations, nous n'avons pu gagner l'essentiel des ouvriers qui sont entrés dans le MIR, organisation « nationale », avec des illusions sur le MIR, qui pour eux était un parti révolutionnaire. Nous avons partagé ces illusions. La majorité de ces ouvriers qui ont vu dans le MIR une direction révolutionnaire, déçus par la politique centrisme de la direction du MIR, ont quitté le MIR. Partageant leurs illusions, nous n'avons pas pu capter leur confiance sur le fait qu'ils devaient s'organiser avec nous. Mais nous avons rompu avec la direction centrisme du MIR et nous avons conquis grâce au travail entrisme une dimension nationale. Le MIR prolétarien est placé en condition de réussir sur la base d'une politique de principe et avec une tactique adéquate, par le fait qu'il se présente partiellement comme une organisation « nationale » en conservant la tradition « nationale » du MIR.

Récupérer dans le MIR prolétarien une large fraction de ces ouvriers déçus, le MIR prolétarien le peut, à condition de poser ouvertement et publiquement, avec une large discussion, le problème central de l'affiliation à la IV^e Internationale, et ensuite avec une politique active d'intervention dans la lutte des classes sur tous les terrains, à partir des positions conquises dans le travail entrisme.

13. Evidemment, la constitution du MIR prolétarien doit être considérée comme une formule transitoire vers la constitution d'une organisation trotskyste sur le programme de la IV^e Internationale. Le pire serait de procéder avec la méthode de l'ultimatum. Nous devons gagner ceux qui ont signé pour le MIR prolétarien, les ouvriers déçus qui ont quitté le MIR. Nous ne pouvons pas atteindre ces objectifs, sinon à travers la libre et franche discussion dans le combat de la lutte des classes, pour convaincre et non imposer. Cela implique un effort d'organisation qui, nécessairement, exige un délai dans lequel le MIR prolétarien doit se présenter et agir comme une

organisation. Ce délai ne peut pas être long, car nous ne serions pas en train de construire une organisation trotskyste, mais un nouveau MIR centrisme sans avenir. La durée de ce délai peut être de quelques mois, mais en aucun cas s'étendre sur des années. Ce sera notre capacité qui nous permettra de nous maintenir fermes sur une orientation de principe (...).

17. Les progrès réalisés depuis la constitution du Comité paritaire sur la base de la déclaration de principe constitutive représentent déjà une conquête dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Toutes les étapes de cette progression vers une homogénéisation des positions politiques entre les différentes composantes du Comité paritaire ont été consignées dans les textes, résolutions et documents élaborés, discutés et adoptés responsablement.

C'est cette méthode que notre 2^e Congrès extraordinaire doit adopter. C'est pour cela que le congrès soumet à la discussion qui conduit à l'unification entre le PST et le GCI le projet de bilan de la tactique entrisme dans le MIR et cette résolution. Le congrès auquel a participé une délégation du PST propose :

- a) le GCI va continuer à capitaliser son travail entrisme en vue de regrouper et d'organiser dans le MIR prolétarien les cadres ouvriers du MIR ;
- b) parallèlement, le GCI et le PST établiront les bases politiques à soumettre à la discussion des militants du GCI, du MIR prolétarien et du PST, en vue de la fusion dans une seule organisation des trotskystes au Venezuela ;
- c) cette discussion pourra se développer publiquement dans les journaux des deux organisations (MIR prolétarien et PST). Comme conclusion de ce processus, l'organisation unifiée pourra prendre comme dénomination PST (MIR prolétarien), cela pour qu'apparaisse la continuité de l'important travail d'entrisme réalisé par les trotskystes dans le MIR au compte de la IV^e Inter-

nationale et de la construction du parti révolutionnaire au Venezuela.

18. Le congrès décide de soumettre à la discussion internationale du CORQI l'ensemble des documents préparatoires à cette conférence ainsi que les résolutions adoptées. Le Secrétariat international du CORQI organisera la discussion. Evidemment, le processus d'unification sera discuté entre le GCI et le Secrétariat international d'un côté, et de l'autre entre les deux organisations — PST-GCI — et le Comité paritaire. »

AU BRÉSIL, DES PAS EN AVANT CONSIDÉRABLES

Répétons-le, la reconstruction de la IV^e Internationale est indissolublement liée aux pas en avant dans la voie de la construction de partis révolutionnaires, sections de la IV^e Internationale.

De ce point de vue, les progrès considérables des organisations trotskystes au Brésil constituent un élément majeur de la préparation du congrès mondial convoqué pour la fin de l'année 1980.

Il est inutile de souligner l'importance objective du Brésil pour toute l'Amérique latine. Aujourd'hui, le plus puissant prolétariat d'Amérique latine est en mouvement. Par la force de son action de classe, il déstabilise la dictature militaire, met à l'ordre du jour la constitution et la centralisation d'organisations syndicales indépendantes de l'Etat, pose pratiquement la question de son organisation politique. Dans ce mouvement, les trotskystes s'inscrivent dès maintenant comme un facteur politique, comme des acteurs de la crise révolutionnaire qui prépare l'action des masses.

Dans les principales villes du pays, et en particulier à Sao Paulo, le cœur des gigantesques grèves de la métallurgie, l'Organisation socialiste internationaliste (OSI, section du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale) a organisé, en commun avec « Convergencia Socialista » (l'autre organisation du Comité

paritaire, affiliée à la Fraction bolchevique), une série de meetings lors du 40^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky. Plus de 2 000 travailleurs et jeunes y ont été rassemblés et, parmi eux, des militants qui ont joué un rôle décisif dans l'histoire du trotskysme au Brésil, comme José-Maria Crispim, ancien membre du comité central du Parti communiste brésilien, ou Herminio Sachetta, fondateur, en 1938, du Parti socialiste révolutionnaire.

Ce considérable succès politique a lieu à un moment où la dictature militaire tente de lancer une offensive de grande envergure contre la classe ouvrière, entamant notamment des poursuites contre Lula, dirigeant syndical, membre fondateur du Parti des travailleurs, et se livrant contre l'OSI à une provocation, certes grossière, mais destinée à frayer la voie à la répression, l'accusant d'être mêlée à des attentats dont il est clair que les auteurs sont à rechercher dans l'appareil policier du pouvoir lui-même.

Dans ce contexte, les décisions du IV^e Congrès de l'OSI, tenu cet été, sont de la plus haute importance. Nous reproduisons ci-dessous des extraits des résolutions adoptées par ce congrès et publiées dans « O Trabalho », le journal qu'éditent nos camarades de l'OSI.

EXTRAITS DE LA RESOLUTION SUR LE MOT D'ORDRE DE LA CONSTITUANTE SOVERAINE

« Comment se caractérise la lutte des classes au Brésil ? Comment se combinent les diverses revendications mises en place par la lutte des travailleurs, de l'ensemble des masses exploitées, contre la dictature militaire ? Quelle est la perspective politique qu'il est nécessaire d'avancer, en ce moment où se prépare la grève générale dans le pays, où le régime militaire entre dans une crise profonde marquée par l'échec de ses projets, de ses réformes politiques ? Que l'on reste clair, il n'y a aucune revendication qui puisse être garantie par ce gouvernement de patrons et de généraux. Ce fut là la grande discussion menée par le

IV^e Congrès de l'OSI. Et sa conclusion a été claire : en considérant qu'au Brésil, nation arriérée dominée par l'impérialisme, se développe une situation que les marxistes caractérisent comme pré-révolutionnaire, la perspective politique qui est capable de nourrir le combat des masses contre la dictature militaire est la lutte pour la convocation d'une Assemblée constituante souveraine et démocratique, incompatible avec le régime militaire.

La résolution générale du IV^e Congrès explique pourquoi existe au Brésil une situation pré-révolutionnaire :

« Au Brésil, les institutions de la dictature militaire sont la forme politique actuelle de domination de classe de la bourgeoisie. Ces institutions ne peuvent pas transiter « pacifiquement » vers des institutions « démocratiques ». Chaque tentative effectuée par la bourgeoisie qui s'aperçoit de la crise du régime et qui vise à « démocratiser » les institutions avec l'objectif de dévier et de contenir la mobilisation des masses ouvre et continuera à ouvrir des brèches au travers desquelles la mobilisation des masses s'engouffrera pour détruire les institutions de la dictature militaire considérée comme intolérable. La situation actuelle, au Brésil, doit être considérée comme pré-révolutionnaire, l'activité des masses ébranlant l'Etat bourgeois. »

Cette situation pré-révolutionnaire ne se développe pas dans n'importe quel pays du monde, mais au Brésil, nation dominée par l'impérialisme qui empêche le développement des forces productives, où la bourgeoisie nationale a été incapable d'accomplir les tâches démocratiques comme la réforme agraire, l'indépendance nationale, ainsi que de garantir les libertés politiques. Ce sont ces questions qui explosent dans une situation pré-révolutionnaire soulevant l'ensemble du peuple brésilien, du peuple exploité et opprimé contre la dictature militaire, le gouvernement de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale. Il est nécessaire, dans ce cas, de mettre en avant un mot d'ordre de transition vers le pouvoir, mot d'ordre qui prenne en compte l'ensemble des revendications posées par la situation politique dans le pays, par son carac-

tère de nation arriérée. Ce mot d'ordre est la convocation d'une Assemblée constituante souveraine et démocratique, où le peuple puisse décider du destin de la nation de façon souveraine, c'est-à-dire sans la dictature militaire.

La résolution montre de quelle façon le mot d'ordre de Constituante s'articule à l'ensemble des luttes du peuple opprimé. En prenant comme unique exemple la lutte pour l'annulation sans indemnisation de la dette extérieure, presque 60 milliards de dollars, la résolution affirme :

« Le peuple considère que ce n'est pas lui qui a endetté le pays. Le peuple ne doit pas payer avec son travail et son sang la dette extérieure, le peuple exige le non-paiement de la dette. Evidemment, ce ne sont pas la dictature et ses institutions, fidèles serviteurs de l'impérialisme, qui vont abolir la dette extérieure. Seule l'Assemblée constituante souveraine et démocratique, expression de la souveraineté du peuple qui rejette le paiement de la dette, peut prendre la décision d'abolir la dette. »

A travers son IV^e Congrès, l'OSI reconnaît la pleine actualité de la lutte pour une Constituante souveraine et démocratique comme l'arme de combat du prolétariat contre la dictature militaire, comme un mot d'ordre capable d'unir, autour de la classe ouvrière, l'ensemble des masses exploitées et opprimées du pays. »

EXTRAITS DE LA RESOLUTION SUR LE PARTI DES TRAVAILLEURS

« Dès qu'il existe comme classe, le prolétariat lutte contre l'exploitation et l'oppression. Il a été confronté tout d'abord aux anarchistes, qui se sont refusés, au début du siècle, à compléter sur le terrain de la construction d'un parti l'indépendance syndicale, et, après, au Parti communiste brésilien qui, stalinisé, a trahi la volonté d'indépendance politique qui était à son origine.

Le prolétariat s'est trouvé, pendant des décennies et des décennies, dans la condition d'une classe pratiquement

dépourvue d'organisations propres, et cette situation se prolonge jusqu'à aujourd'hui. Le mouvement des travailleurs cherche à surmonter ce manque. Avec la grève de la région de Sao Paulo, le Parti des travailleurs, qui en était encore à sa création, a fait des pas importants dans le sens de sa définition comme parti politique.

Dans son IV^e Congrès, l'OSI, qui lutte pour le parti ouvrier, a analysé qu'elle ne peut rester indifférente au développement de ce processus. Pour l'OSI, la construction d'un parti des travailleurs sans patrons est une nécessité objective pour les travailleurs. C'est donc le devoir de l'OSI d'intervenir dans le Parti des travailleurs avec toutes ses forces, afin d'aider à mener ce parti à un stade supérieur, à la constitution, par n'importe quelle voie, d'un parti des travailleurs sans patrons, cela en agissant par tous les moyens disponibles pour le faire à l'intérieur du Parti des travailleurs, c'est-à-dire en étant membres du Parti des travailleurs sans aucune restriction. Le combat pour un parti des travailleurs sans patrons — sans qu'un tel parti soit nécessairement révolutionnaire — pose dans les faits le besoin de l'indépendance de classe, indépendance qui est la condition pour la construction du parti révolutionnaire. Le rassemblement national du Parti des travailleurs a été la scène d'un combat politique entre deux orientations qui exprimaient la politique de forces sociales opposées : "parti sans patrons" et "parti de la société". Bien que le rassemblement ait adopté une méthode qui laisse ouverte la porte au développement futur de toutes les contradictions, que nous rencontrons dans d'autres décisions du rassemblement national, le programme approuvé a décidé la création du "Parti des travailleurs". L'OSI considère cela comme une défaite pour les forces qui cherchaient et qui cherchent toujours à détruire le Parti des travailleurs comme possibilité de combat pour un véritable parti ouvrier au Brésil.

Plus que jamais, le "Parti des travailleurs" se transforme, depuis qu'il a été fondé, au feu du combat dur et immédiat de la lutte des classes. En amplifiant la construction du "Parti des travailleurs", l'OSI se déclare

prête à combattre sans aucune condition, en mettant en avant de façon concrète dans la lutte des classes la question de l'existence du "Parti des travailleurs" comme parti ouvrier pour tous, groupes, dirigeants, militants disposés à combattre sur la base des principes constitutifs du "Parti des travailleurs", qui le définissent comme un réel parti des travailleurs. »

EXTRAITS DE LA RESOLUTION SUR LE TRAVAIL SYNDICAL

« Le mouvement du prolétariat n'obéit à aucun schéma pré-établi, il utilise toutes les contradictions qui explosent à l'intérieur des institutions de la bourgeoisie et de son Etat, en particulier à l'intérieur de l'appareil des syndicats officiels. La crise qui ronge le syndicat corporatiste et ses agents, les "pelegos", ne peut être comprise que comme l'expression même de la crise de l'Etat bourgeois. Les travailleurs utilisent ces contradictions et approfondissent leur mouvement. En réalité, cette crise reflète de façon claire la totale inadéquation des institutions de la dictature militaire, face au nouveau rapport de forces apparu après le début des grèves de masse.

D'une situation où n'existaient pratiquement que les syndicats officiels contrôlés par les "pelegos" et les "oppositions syndicales" internes à ces organismes, on est arrivé à une situation considérablement plus riche avec l'apparition de dizaines d'associations indépendantes, avec la prolifération d'oppositions et de commissions d'usine, des initiatives par secteurs et régions aussi bien que nationales, et l'apparition significative d'une couche de syndicalistes cherchant à exprimer les aspirations des travailleurs dans le sens de leur organisation indépendante.

Face à ce mouvement surgissent des obstacles qui cherchent justement à éviter la chute des syndicats corporatistes. Le principal d'entre eux à l'intérieur du mouvement est l'"Unidad Sindical", qui est en train de structurer le CONCLAT, un rassemblement de tous les syndicats officiels construit pour sauvegarder les "pelegos" sur le

dos des travailleurs. Ils masquent la question des liens des syndicats avec l'Etat en se basant sur l'argumentation qu'il est possible de se servir pleinement des syndicats officiels. Le travail de l'OSI a son axe dans l'élargissement de l'ENTOES (regroupement national des travailleurs en opposition aux structures syndicales officielles), qui possède toutes les conditions pour exprimer démocratiquement et souverainement le processus profond qui se développe à l'intérieur du mouvement ouvrier, passant y compris à l'intérieur du syndicat corporatiste, et qui met à l'ordre du jour la nécessité d'une centrale syndicale indépendante. Mais on ne peut pas nourrir l'illusion que le syndicat officiel puisse se transformer graduellement. Cette illusion est nourrie par ceux qui ont mis en place l'"Unidad Sindical", à savoir le Parti communiste brésilien. Ce sont les mêmes qui, du fait qu'ils ont compris toute la signification de l'ENTOES, avancent la perspective d'un "CONCLAT démocratisé", nouvelle manière d'étouffer le mouvement indépendant qui trouve dans l'ENTOES son expression consciente.

On ne doit pas partir d'une « unité ENTOES-CONCLAT », qui ne pourrait être qu'un accord d'appareils. Ce qui est fondamental, c'est de s'adresser à l'"Unidad Sindical" et au CONCLAT sur la ligne du front unique ouvrier, contre l'intervention du ministère du Travail dans les syndicats. Pendant ce processus, on doit faire ressortir le poids des associations indépendantes créées ainsi comme des syndicats libres. Le travail à l'intérieur des syndicats libres doit avoir comme priorité la nécessité de les transformer en organes des larges masses, présents dans la vie quotidienne des travailleurs. »

Le numéro 3 de *Correspondance internationale* est paru en septembre. Les lecteurs de *La Vérité* y trouveront de nombreuses informations sur les activités des sections du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale, particulièrement en Europe et en Amérique latine.

CONSTITUTION DE L'ORGANISATION SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS D'ALGERIE

Le développement du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, c'est aussi la constitution de nouvelles organisations trotskystes.

Cet été, les militants trotskystes algériens rassemblés dans le Comité de liaison des trotskystes algériens ont tenu une conférence qui a décidé la constitution de l'Organisation socialiste des travailleurs, section algérienne du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Nous concluons cette rubrique en publiant le salut adressé au congrès de fusion de l'OCI et de la LCI par l'OST d'Algérie.

Camarades,

« C'est avec joie que, au nom de notre organisation trotskyste d'Algérie, l'OST, je salue ce congrès, le XXV^e Congrès de l'OCI unifiée.

Camarades, c'est la première fois qu'un congrès de ce type se tient, un congrès d'unification de deux organisations trotskystes sur la base des principes du "Programme de transition", le programme de la IV^e Internationale.

Oui, c'est un pas considérable qui est franchi. C'est un réel tournant vers la construction du parti révolutionnaire en France.

L'OCI unifiée des 10 000 militants en 1981, cet objectif que vous vous êtes fixé, que nous nous sommes fixé, dans la situation politique que nous vivons, avec les pas conscients franchis, sera réalisé, c'est une certitude.

Pour la victoire de la révolution prolétarienne, nous avons besoin de la IV^e Internationale, nous avons besoin de fortes sections nationales, construites dans la lutte de classe, dans le combat acharné contre la bourgeoisie, contre l'impérialisme épaulé par les bureaucraties contre-révolutionnaires.

Camarades, vous savez qu'il n'a jamais existé en Algérie de parti ouvrier révolutionnaire, d'organisation marxiste, d'organisation trotskyste. Aujourd'hui, une organisation trotskyste — l'Organisation socialiste des travailleurs — a été constituée fin juillet 1980 comme section du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

En cette occasion particulièrement importante, permettez-moi de rappeler brièvement son histoire, l'histoire de sa naissance.

Sous l'impulsion de l'OCI, des militants africains gagnés au "Programme de transition" se regroupent dans le "Groupe marxiste africain", dont l'objectif central était de se former en tant que cadres et de se préparer ainsi à rentrer dans leurs pays pour y construire la section nationale de la IV^e Internationale. Le retour des militants en Algérie, leur intervention, leur implantation et le recrutement de militants algériens en France nous permettent de fonder, en septembre 1974, le Comité de liaison des trotskystes algériens, qui s'affilie au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Il décide la publication de "Tribune algérienne", axée sur l'Assemblée constituante et sur toutes les revendications démocratiques et ouvrières ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et paysan ; il décide la publication de "L'Étincelle" comme organe théorique du CLTA.

Ce combat a été mené durant des années en Algérie par un nombre très restreint de camarades, et dans l'émigration en France.

Le combat mené sous le régime militaro-policié de Boumediène, régime étayé par toutes les forces conjuguées de l'impérialisme et de la bureaucratie, ensuite sous le régime du bonaparte chancelant Chadli, ce combat a porté, ce combat porte aujourd'hui ses fruits : c'est la proclamation, cet été, de l'OST comme section du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Camarades, quarante-deux ans après la proclamation de la IV^e Internationale par Léon Trotsky, vingt-sept ans après sa destruction organisa-

tionnelle par le pablisme, aujourd'hui nous nous dirigeons à grands pas vers sa reconstruction. Le Comité international, puis le Comité d'organisation, enfin le Comité paritaire sont les jalons de ce combat. « IV^e Internationale (Comité international) » exprimera, nous en sommes persuadés, un pas qualitatif vers le parti mondial centralisé — la IV^e Internationale —, l'Internationale ouvrière totalement reconstruite.

L'OST, en rapport avec ses moyens, mais très sérieusement, contribuera à la reconstruction de la IV^e Internationale. C'est le gage de la construction du parti révolutionnaire, pour la victoire de la révolution prolétarienne en Algérie.

"Tribune ouvrière" sera l'organe central de l'OST.

Camarades, à l'origine de ce résultat, il est nécessaire de souligner la place particulière qu'a tenue l'OCI, qui a joué son rôle internationaliste de façon conséquente et qui est pour beaucoup dans la constitution de l'OST.

Parce que combattant dans la lutte des classes, dans la classe ouvrière, dans la jeunesse et plus précisément chez les étudiants, pour l'indépendance de classe du prolétariat, pour les revendications nationales et démocratiques, sur la stratégie de la révolution prolétarienne, celle de la révolution permanente où la question centrale est celle du pouvoir, c'est-à-dire la victoire de la révolution prolétarienne, les trotskystes algériens expriment en mots d'ordre précis les buts et objectifs des combats engagés contre le régime bourgeois exploiteur et oppresseur des colonels algériens ; ils mettent en application quotidiennement ce principe fondamental du "Manifeste du Parti communiste" : "Les communistes n'ont pas d'intérêt qui divergent des intérêts de l'ensemble du prolétariat. (...) L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes."

La remontée du prolétariat algérien depuis 1974, la crise du régime bonapartiste de Boumediène, marqué du sceau de l'échec, les grèves généralisées de 1977, la maladie, puis la mort du dictateur mettent à nu la crise de l'appareil d'Etat incarné par la clique

des officiers supérieurs, colonels de l'ex-Conseil de la révolution, la paralysie et la faillite du régime du coup d'Etat du 19 juin 1965.

L'arrivée du colonel Chadli, incarnant un bonapartisme moribond marqué de déchirements, et le déferlement des grèves de masse (dont la grève générale des postiers de 1979 et celle des lycéens qui, obtenant satisfaction, ont préparé la grève générale de Kabylie) posent, dans les faits, la question du pouvoir. Ce mouvement énorme de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses opprimées, marque un tournant décisif dans la lutte des classes en Algérie et exprime l'initiative qu'a prise le prolétariat dans ce pays.

La place qu'ont occupée les trotskystes du CLTA, leur intervention, particulièrement chez les étudiants, chez les travailleurs de l'enseignement, les rapports qu'ils ont tissés avec les masses, la confiance mise en eux par celles-ci, le recrutement de militants qui se sont dégagés dans le combat, expriment l'assimilation du "Programme de transition", une compréhension commune des événements et des tâches. Ce facteur est à la base de la proclamation de l'OST.

La déclaration du CLTA du 18 avril 1980 : "Vive la grève générale de la population de Kabylie ! Vive la lutte des masses travailleuses ! A bas le régime de l'arbitraire ! Assemblée constituante souveraine et gouvernement responsable devant elle !" a été concrétisée dans les différents secteurs de notre intervention, à travers la bataille pour le syndicat étudiant indépendant et démocratique, la bataille pour un syndicat ouvrier indépendant de l'Etat, pour une UGTA indépendante du gouvernement, de l'Etat et du parti FLN, et dans la lutte pour les revendications matérielles et morales des masses exploitées.

La tenue de la conférence constitutive, la discussion politique, le niveau atteint dans la compréhension de nos tâches nationales et internationales, l'appréciation du pas qualitatif franchi dans la reconstruction de la IV^e Internationale, la démocratie qui a régné durant les travaux de la conférence, y compris les difficultés qui ont surgi et que nous avons surmontées, tout cela nous a permis, expression concentrée de la théorie et de la pratique, de réaliser un tournant capital, de proclamer l'OST.

Aujourd'hui, l'OST représente l'élément décisif de la constitution du prolétariat en parti politique pour chasser le régime de la dictature militaro-policière.

Pour la dictature du prolétariat, pour l'expropriation de la bourgeoisie et de l'impérialisme, pour la victoire du socialisme, pour les Etats-Unis socialistes d'Afrique du Nord, jalon de la révolution prolétarienne mondiale, de la république universelle des conseils ouvriers !

A la veille de combats de classes gigantesques, à l'échelle de la planète, la garantie de la victoire de la révolution prolétarienne réside dans la reconstruction de l'Internationale ouvrière, du parti mondial de la révolution, la IV^e Internationale, ainsi que dans la construction de fortes sections nationales. La constitution de l'OST est un chaînon de cette bataille.

Camarades, à ce congrès de l'OCI unifiée, je viens de faire, au nom de l'OST, sa première déclaration officielle et solennelle. Je suis certain que tous les camarades présents ici en saisissent l'importance. Je suis sûr que nous construirons nos sections nationales respectives. Je suis sûr que nous reconstruirons la IV^e Internationale. »

l'Algérie et la révolution permanente

première partie : les origines de la révolution algérienne de 1954

par Benjamin STORA

L'OCI et le Comité d'organisation ont considéré comme une nouvelle période de la révolution mondiale celle qui s'est ouverte en 1968 avec la grève générale française et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie. La combinaison de la révolution sociale et de la révolution politique en France et en Tchécoslovaquie a exprimé, sur le terrain et avec les méthodes de la lutte de classe du prolétariat, l'extrême concentration et la profondeur des contradictions conjointes de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires. Alors que se prépare un saut qualitatif dans cette nouvelle période de la révolution prolétarienne, nous combattons pour que le Comité d'organisation franchisse une nouvelle étape sur la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale et également chacun des organisations, groupes et noyaux politiques qui en sont membres. Dans ce cadre, ce premier article va aborder la théorie de la révolution permanente et la question de la Constituante au Maghreb, plus particulièrement en Algérie.

Pour la construction du parti ouvrier en Algérie, il est nécessaire de préciser la place des tâches démocratiques dans la révolution prolétarienne. L'indépendance de classe du prolétariat, c'est-à-dire la lutte pour ses propres objectifs de classe dominante, pour la dictature du prolétariat, est

Malgré leur mauvaise qualité, nous publions ci-contre deux documents exceptionnels : en haut, en 1934, l'une des premières réunions de l'Etoile nord-africaine ; en bas, la manifestation de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs algériens, le 1^{er} mai 1954 à Vincennes, sous la bannière du « Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques ».

l'axe stratégique de notre politique dans tous les pays. C'est évident dans tous les pays capitalistes avancés et dans tous ceux où le capital a été exproprié, mais aussi dans ceux où une bureaucratie monopolise le pouvoir politique. C'est également vrai, ou ne devrait pas l'être moins, dans les pays économiquement arriérés que contrôle l'impérialisme, et où les tâches démocratiques n'ont pas été, ou pas totalement, réalisées, ou même ont été remises en cause.

Trotsky écrivait :

« Les pays coloniaux sont, par leur nature même, des pays économiquement arriérés. Mais les pays arriérés vivent donc dans les conditions de la domination mondiale de l'impéria-

lisme. C'est pourquoi leur développement a un caractère combiné : il réunit en lui les formes économiques les plus primitives et le dernier mot de la technique de la civilisation capitaliste. C'est ce qui détermine la politique du prolétariat des pays arriérés : il est contraint de combiner la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. Dans cette lutte, les mots d'ordre démocratiques, les revendications transitoires et les tâches de la révolution socialiste ne sont pas séparées en époques historiques distinctes, mais découlent immédiatement les unes des autres. A peine le prolétariat chinois eut-il commencé à organiser les syndicats qu'il fut contraint de penser aux soviets. C'est dans ce sens que le programme est pleinement applicable aux pays coloniaux et semi-coloniaux, au moins ceux où le prolétariat est déjà capable d'avoir une politique indépendante. »

Sur ce plan fondamental, l'importance de la révolution algérienne ne saurait être considérée comme l'expression d'une « révolution coloniale », mais d'un maillon de la révolution mondiale, expression particulière du processus unifié de la révolution prolétarienne. D'autre part, le déclenchement de la révolution algérienne le 1^{er} novembre 1954 se situe dans un contexte politique précis. En

1953, le contenu objectif et historique de la vague révolutionnaire de la fin de la guerre s'est manifesté au grand jour : en Europe, la marche à la révolution sociale (grève générale d'août 1953 en France) suivait de près le premier acte de la révolution politique (mouvement révolutionnaire de juin 1953 en Allemagne de l'Est) contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Les masses n'avaient certes pas conscience de l'unité de la révolution sociale et de la révolution politique, ce qui n'empêche pas que celle-ci existe objectivement. L'unité de la révolution prolétarienne mondiale se manifestait au cours des années suivantes d'une autre façon : par la défaite historique de l'impérialisme français à Dien Ben Phu et le commencement de la guerre révolutionnaire du peuple algérien.

L'importance de la révolution algérienne en soi et comme enseignement général pour les pays semi-coloniaux justifie une analyse remontant aux sources. Il s'agira donc, dans ce premier article, d'étudier la structure économique et sociale de l'Algérie avant 1954, de revenir sur les conditions de la création de l'Etoile nord-africaine, sur le mouvement nationaliste algérien dans son ensemble, sur ses rapports avec le mouvement ouvrier français et international. Cette analyse s'appuie sur les principaux faits de la période située entre la Première Guerre mondiale et 1954.

les caractères généraux de la situation sociale algérienne

Depuis la conquête de la Régence d'Alger en 1830 et jusqu'en 1871, le colonialisme français a mené une politique d'extermination des cadres économiques et politiques traditionnels. L'histoire de l'Algérie à ce moment est largement celle de l'insurrection des tribus et des sociétés villageoises et montagnardes pour conserver leurs terres et s'opposer à l'expropriation des terres collectives pour la colonisa-

tion.

Ce processus long, sanglant et brutal est illustré par la résistance d'Abd El-Kader de 1834 à 1848.

Dans son article « Algérie » pour la « New American Encyclopaedia » en 1857, Engels décrit ce processus :

« Depuis la première occupation de l'Algérie par les Français et

jusqu'à présent, ce pays malheureux a été l'arène d'incessantes effusions de sang, de rapines et de violences. Chaque ville, grande et petite, a été conquise successivement au prix d'immenses sacrifices. Les tribus arabes et kabyles qui apprécient l'indépendance par-dessus tout et pour qui la haine de la domination étrangère est un principe plus cher que la vie elle-même ont été écrasées par de terribles razzias, au cours desquelles leurs habitations et leurs biens ont été brûlés et démolis, les récoltes détruites sur pied et les malheureux survivants massacrés ou livrés à toutes les horreurs de la débauche et de la brutalité (...). Les bulletins et les journaux français abondent en affirmations concernant la paix et la prospérité en Algérie. Ce n'est cependant qu'un tribut à la vanité nationale. Les régions intérieures du pays ne sont pas colonisées jusqu'à présent. La domination française est parfaitement illusoire, sauf sur le littoral et à la proximité des villes. Les tribus manifestent toujours leur indépendance et leur haine du régime français, et le système atroce des razzias n'a pas été abandonné. »

Cette implantation armée, base première de la colonisation, donne lieu à des hésitations continuelles qui sont le fait du gouvernement de Paris. La France ne sait toujours pas ce qu'elle veut. L'armée du Second Empire, après des méthodes d'installation sanglantes, préconise une politique d'assimilation dont elle n'a pas les moyens. Les colons savent ce qu'ils veulent, mais mal comment y parvenir.

De plus, l'Algérie demeure divisée en zones où pouvoirs militaire, civil et autochtone se côtoient longtemps. Faute d'une ligne directrice, la bourgeoisie française ne sait finalement que faire d'une ville prise dans des conditions ambiguës, ni des territoires qui l'entourent.

C'est à la III^e République qu'il appartient de définir une politique et de concevoir une organisation propre à l'Algérie. La Commune écrasée, le conflit avec l'Allemagne terminé, la bourgeoisie française tenta d'imposer une politique clairement définie. La révolte des Mokrani, l'une des plus

importantes tribus traditionnelles de Kabylie, en 1871, et la défaite des insurgés, furent pour l'histoire de l'Algérie un événement de la plus haute importance.

Pendant toutes ces années de conquête, l'Algérie était demeurée aux mains des militaires ; désormais, elle devint le bien presque exclusif des colons installés dans le pays.

Aux incertitudes des précédentes années concernant le destin de l'Algérie succéda, après 1871, une politique continue, fermement appliquée, qui donne tout son sens à la période proprement coloniale de l'Algérie française. L'Algérie, assimilée à la France, devait devenir son simple prolongement outre-Méditerranée. Une Algérie constituée de trois départements français « franciserait » à jamais les territoires du Maghreb central. Par cette assimilation administrative et politique qui intégrerait définitivement le pays au sein de la « République une et indivisible », la bourgeoisie française entendait rejeter toute éventualité de retour en arrière, et même toute possibilité de protectorat comme ce sera le cas en Tunisie et au Maroc, ainsi que nous le verrons plus loin.

Les structures politiques et administratives imposées à l'Algérie par l'impérialisme français visaient à y assurer l'assujettissement absolu et complet des liens et de la force de travail de sa population aux besoins et intérêts de la colonisation. Les colons bénéficiaient de tous les droits. Les colonisés restaient justiciables de dispositions d'exception oppressives, répressives, faisant d'eux non point des « citoyens » mais des « sujets » taillables, corvéables et condamnables à merci.

En 1881, est établi un code de l'indigénat qui codifie ces dispositions répressives.

A ce moment-là, le cadre politique général n'est déjà plus celui d'une province française. L'Algérie est d'ailleurs rattachée administrativement au ministère de l'Intérieur. Les lois de 1898 et 1900 avaient doté le pays d'une personnalité civile, d'une Assemblée coloniale élue, de délégations financières et d'un budget spécial.

L'Algérie française était constituée.

UN ENJEU DES RIVALITES INTER-IMPERIALISTES

Ces textes élaborés à Paris concernant Alger dépendaient aussi d'un « climat » international, des compétitions entre puissances impérialistes, comme du degré d'avancement du capitalisme français. Toute la période de 1871 à 1919 en fut marquée. En effet, la reprise de la conquête coloniale et la compétition mondiale impliquaient un contrôle plus direct de l'Algérie. Aussi le conflit avec l'Allemagne à propos du Maroc, le réarmement européen imposèrent-ils la conscription pour les Algériens. Conscription qui provoqua une vive résistance et l'exode d'une partie des habitants de Tlemcen en 1911 en direction du Moyen-Orient. C'est ce contexte international, marqué par la concurrence entre les différentes puissances impérialistes à la fin du XIX^e siècle et à l'aube du XX^e siècle, et l'opposition des impérialismes anglais, puis allemand, à l'impérialisme français qui expliquent en grande partie les conditions relatives au Maroc et à la Tunisie.

La défaite de 1870 marque un coup d'arrêt à la politique d'expansion coloniale. Suivant le mot du ministre des Affaires étrangères en 1873, Decazes, « la France se recueille et attend ». Cette faiblesse apparaît au Congrès de Berlin (13 juin - 13 juillet 1878), congrès de dépeçage des colonies. Waddington, représentant la France, compte pour la défense des intérêts de la bourgeoisie française « sur l'autorité que lui donnait l'absence de toute convoitise personnelle ». Avec J. Ferry, il y a redémarrage de la politique coloniale. Il déclare :

« La France ne peut pas être absente du partage du monde (...). La politique des mains nettes, c'était, de toute évidence, l'Italie à Tunis, nous prenant à revers, l'Allemagne en Cochinchine, l'Angleterre au Tonkin, toutes deux à Madagascar comme en Nouvelle-Guinée, en un mot la banqueroute de nos droits et de nos espérances (...). D'ailleurs, la prépondérance économique suit la prépondérance politique (...), et la

politique coloniale est fille de la politique industrielle. »

DIFFERENCES AVEC LES PROTECTORATS MAROCAIN ET TUNISIEN

L'enjeu est déjà clairement défini : l'industrie ne peut compter uniquement sur le marché intérieur ; il lui faut des débouchés, il faut donc s'affronter aux autres puissances impérialistes. Mais il convient, pour atteindre ce but, d'employer des méthodes différentes que celles pratiquées pour l'Algérie. J. Ferry précise :

« C'est pour n'avoir su tenir compte, ni de la force du passé, ni de la résistance des milieux sociaux, c'est pour avoir cru à la vertu universelle et quasi unanime de nos lois, de nos institutions, de nos procédés administratifs, que nous avons pris tant de fausses mesures en Algérie et que nous n'y sommes pas encore arrivés, je le crois, au bout de nos déceptions (...). Il eût fallu donner une administration localisée, attachée au sol, identifiée avec sa tâche, inspirée et centralisée par une autorité supérieure, armée de grands pouvoirs, localiste elle-même, vivant au sein de la population dont elle a la charge familière, enfin avec leur esprit et même leurs préjugés. » (*Discours du 26 août 1881.*)

Et, s'il n'est plus possible de revenir en arrière en Algérie sans se heurter à l'hostilité des colons, il faudra s'orienter pour la Tunisie et le Maroc vers la forme politique et économique du protectorat. J. Ferry en explique les avantages :

« La forme politique du protectorat est très supérieure à la conquête : il n'impose pas au conquérant les mêmes responsabilités ; il est beaucoup plus économique pour la métropole ; il n'exige pas cette nuée de fonctionnaires et d'employés qui, quoi qu'ils fassent et quelque connaissance qu'ils puissent avoir de la langue et des mœurs, restent toujours des Français d'origine, peu capables de manier dans le détail la population indigène. » (*Discours du 20 octobre 1884.*)

Retenons essentiellement qu'il n'est donc pas question de peupler de colons français les territoires du protectorat. En Tunisie, protectorat par le traité du 12 mai 1881, comme au Tonkin et plus tard au Maroc en 1912, il suffit que la terre soit aux Français : la main-d'œuvre sera indigène. On fera donc appel à de grandes sociétés capitalistes pour la mise en valeur. J. Ferry précisera d'ailleurs, pour la Tunisie, contre la conception de « colonie de peuplement » :

« Je ne sais pas si l'heure de la petite colonisation, de la petite propriété, sonnera un jour pour la Tunisie ; pour le moment, tout le monde estime que c'est un pays de grande et moyenne cultures (...). Par conséquent, on n'y doit pas aller si l'on ne possède pas un certain capital. »
(Discours de mars 1888.)

L'établissement du protectorat au Maroc dura près de douze ans, de 1900 à 1912, car la course aux territoires africains, régularisée et organisée à Berlin en 1878, se précipitait. C'est là également une des raisons du choix politique du protectorat, car il eût été impensable de faire au Maroc et en Tunisie la même chose qu'en Algérie, face aux appétits impérialistes de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Italie et du Portugal... La bourgeoisie française fut donc contrainte de ne pas procéder de la même manière pour tout le Maghreb. Ainsi, en Tunisie, le bey s'engageait à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le gouvernement français jugeait utiles, mais s'interdisait de contracter à l'avenir aucun emprunt sans l'autorisation du gouvernement français. La Tunisie ne devint donc pas une colonie administrée par des fonctionnaires français, elle resta un Etat relevant du ministère des Affaires étrangères. Le contrôle français s'exercerait par l'intermédiaire d'un résident général, théoriquement ministre des Affaires étrangères du bey, mais qui en fait commanderait l'armée, nommerait les caïds à la tête de chaque village, etc. Le même scénario se répéta au Maroc avec un sultan et un résident général.

En Algérie, après la première guerre impérialiste, va s'accentuer la mise en place de l'Algérie française. Dès 1919,

le Parlement français vote des lois qui accentuent le caractère autonome de l'Algérie. Ainsi, les lois et décrets de février et mars 1919 accordent à une fraction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie musulmane francisée une représentation plus grande au sein des Assemblées. Pour appliquer cette politique, Clemenceau envoie à Alger le gouverneur Jonnart. Mais les colons empêchent toute application du code de l'indigénat, véritable code de l'apartheid, et obtiennent un large emprunt destiné à financer un programme de grands travaux, dans lequel l'irrigation des terres de la colonisation et la modernisation des chemins de fer se taillent la part du lion. Cette politique coloniale va avoir comme conséquences : concentration des terres entre les mains d'une couche étroite de colons, développement du machinisme dans l'agriculture entraînant l'endettement des petits colons envers les banques, ruine de l'artisanat, chômage massif pour les Algériens, contraints de s'exiler en France.

LE COLONIALISME DE PEULEMENT, LES PIEDS-NOIRS (1)

A la veille du XX^e siècle, aux caractères politiques et économiques du colonialisme propres à l'impérialisme (pillage des matières premières, exploitation de main-d'œuvre transformée en esclavage moderne, exportation de capitaux, monopole des marchés extérieurs) s'ajoute, dans le cas de l'Algérie, les desseins propres au colonialisme de peuplement. En fait, il s'agissait d'implanter dans le pays une population européenne bénéficiant d'avantages sociaux qui l'attachaient à la France, tandis que la population autochtone n'était bonne qu'à offrir son travail dans les pires conditions d'oppression et de répression. Si, dans l'ensemble, la population européenne s'oppose en bloc aux musulmans, elle ne forme cependant pas un tout homogène. On peut la diviser selon l'origine, et surtout la place qu'elle occupe dans la production.

(1) Sur cette question, nous nous sommes appuyés sur l'article de M. Aklouf paru en février 1964 dans le n° 527 de *La Vérité*.

LA SOUCHE FRANÇAISE : jusqu'en 1900, période de peuplement par immigration, les Français fournissent la moitié des contingents qui se succèdent et qui proviennent de différentes régions de France. Jusqu'en 1875, les départs se font de la région parisienne et de l'Est (Alsace-Lorraine). Après 1875, la moitié nord de la France s'industrialise et garde ses habitants. Ce sont les régions du Sud et de la Loire qui fournissent les émigrants. Les Européens de souche française en Algérie ont une situation privilégiée. A qualification égale ou même inférieure, ils occupent les postes de l'administration, des travaux publics et des services publics. Ils se considèrent comme faisant partie de l'aristocratie des vainqueurs et, au mépris de leurs intérêts de classe, ils sont soudés à la grande colonisation.

LES JUIFS : avant la conquête, ils sont les intermédiaires entre l'Algérie et l'extérieur. Ils jouent aussi un rôle important dans les échanges de l'Algérie arabe. Assimilés aux Français par le décret Crémieux du 24 octobre 1870, leur nombre s'élèvera de 35 000 en 1871 à 110 000 en 1954. Leur situation au sein de la société algérienne se modifie. Ils tiennent un rôle prépondérant dans le commerce de gros et de demi-gros (tissus, épices, alimentation, etc.), la bijouterie et le commerce de luxe, la chaussure, la confection, la bonneterie, les cinémas. Ils tiennent une place également importante dans les professions libérales : médecins, enseignants, pharmaciens, avocats... Liés étroitement aux Européens par mille liens économiques, fortement solidaires entre eux, ils forment un bloc compact. Mais ils sont hostiles aux grands propriétaires fonciers (Borgeaud, etc.) et aux petits Blancs fortement antisémites d'Oranie.

LES ETRANGERS : jusqu'en 1870, une forte proportion d'immigrés autres que Français provient de l'Europe du Nord, de la Rhénanie, de la Suisse. Après 1870, la quasi-totalité est formée de méditerranéens : les Espagnols (deux tiers du total) se fixent en Oranie, où ils forment une population homogène. Dans la population active, ils détiennent la quasi-totalité des métiers suivants : pêche et ses branches annexes (conserverie, restauration), l'agriculture et en particu-

lier l'horticulture, conducteurs d'autobus, de cars, cheminots, électricité et gaz ; ils sont aussi salariés dans les commerces, sur les chantiers, dans la garde des eaux et forêts, la forge, la mécanique.

Les Italiens viennent de Toscane ou de Sicile, et les Maltais s'installent dans les grandes villes du Constantinois (Bône surtout). Ils occupent dans l'est les mêmes branches que les Espagnols à l'ouest. Concurrencés par les musulmans, ne pouvant rivaliser avec les juifs, ces couches ont lié leur sort à celui des gros colons (Borgeaud) qui tiennent l'administration.

En résumé, si, dans la société algérienne, l'antagonisme entre Européens et musulmans est fondamental (par exemple, en 1936, c'est le front unique des pieds-noirs qui a contribué à faire rejeter le projet Violette), il serait erroné de considérer que les pieds-noirs forment un « peuple » homogène. Très souvent, par leur place dans la production, ils se heurtent à la classe dirigeante — qui se scinde en deux à partir de 1950 :

— les colonialistes, dirigés par les gros propriétaires fonciers (Borgeaud, Germain, de Calan), sont liés au capital français qui tient le quasi-monopole du commerce extérieur, du tabac, de l'alcool, de la distribution du sucre, du ciment, des textiles, des allumettes, de l'exploitation des mines... Ils sont partisans du statu quo et ils s'expriment au travers de « L'Echo d'Alger », l'organe de Sérigny ;

— les colonialistes « libéraux », regroupant les grands capitalistes algériens (Blanchette, Tiné, etc.), l'Eglise, le RPF, assureront en 1953 l'élection du maire J. Chevallier. Ils sont liés au groupe Rotschild.

Il y a donc bien contradiction entre la masse des pieds-noirs et les gros colons. Mais le caractère particulier du salariat européen par rapport aux musulmans fait que la lutte se situe plus entre les trois groupes (Espagnols, Italiens, juifs) qui occupent chacun des positions fortes dans un domaine particulier de la production, qu'entre salariés et patrons.

LE PROBLEME AGRAIRE

Jusqu'en 1914, la colonisation lia presque uniquement son avenir économique à l'agriculture. La prédominance des intérêts agricoles dans l'économie algérienne allait sans cesse s'affirmer. Il ne fut jamais question de trouver à la colonisation d'autres vocations économiques. Colonisation et colonisation agricole devinrent en Algérie synonymes au point que le mot colon, qui désigne surtout les habitants des colonies par rapport à la métropole, en vient à signifier, pour les Européens d'Algérie, les seuls agriculteurs.

Sous prétexte de reconnaître aux « indigènes » des droits sur certaines propriétés, l'Etat en saisit la majeure partie. Ainsi, Napoléon III proposait de fixer des limites inaltérables aux domaines coloniaux et de circonscrire le territoire des tribus et communautés. Les tribus devenaient « propriétaires des territoires dont elles ont la jouissance permanente et traditionnelle », précisait le sénatus-consulte du 22 avril 1863. Que les meilleures parcelles aient changé de mains à l'occasion, que le fellah « cantonné » n'ait plus que trois hectares en moyenne pour survivre, peu importait ! Cette spoliation était présentée comme œuvre de progrès ! A la chute de l'Empire, délimitations et répartitions n'étaient qu'en partie effectuées. La guerre de 1870 et le changement de régime allaient bouleverser les données et les rapports de forces.

Les délimitations prévues par le sénatus-consulte de 1863, interrompues en 1870, ne repriront vraiment qu'à partir de 1897, pour ne se terminer qu'en 1927. Les lois du 26 juillet 1873 (loi Warnier) et du 22 avril 1887 permirent aux Européens d'acquérir 400 000 hectares, chiffre jamais atteint auparavant. Le but essentiel de toute loi sur la propriété n'était-il pas, comme le reconnaissait le président de la Cour d'Alger, « de livrer au marché français la terre indigène » ? Sous prétexte de protéger ces terres, on en « francisait » d'autres. Le bilan dressé par C.-R. Ageron dans « L'Histoire de l'Algérie contemporaine » démontre que, entre 1871 et 1919, près d'un million d'hectares (870 000) ont été

livrés aux colons. Ceux du département d'Alger avaient réussi à quadrupler leurs possessions durant cette période (de 100 000 à 400 000 hectares). Les musulmans avaient perdu, en 1919, 7 millions et demi d'hectares, que l'Etat et les particuliers, les grandes sociétés capitalistes, s'étaient partagés.

Le secteur « moderne » agricole va se concentrer dans la région la plus favorable de l'Algérie : le Tell (98 % des spoliations).

Le tournant dans l'histoire de l'agriculture algérienne sera provoqué par la crise du phylloxéra ravageant le vignoble du Midi français. Le vignoble va alors se développer en Algérie au détriment des céréales. La concentration va se renforcer, le contrôle des banques devenant plus étroit. Dans « Un Siècle de colonisation », écrit en 1930, au moment de la célébration des fêtes du centenaire de la conquête, E.-F. Gauthier écrit :

« Il y a un lien étroit entre la viticulture et la banque. La vigne n'atteint son plein rendement que quatre ou cinq ans après sa plantation. Lorsqu'elle est en plein rendement, les frais sont énormes, surtout depuis que les maladies parasitaires exigent des sulfatages, des traitements chimiques préventifs. Le colon compte ses hectares par dizaines, et son fonds de roulement dépasse ses possibilités personnelles. Son fonds de roulement n'est pas à lui, il l'emprunte à la banque. »

La crise mondiale de 1930 secoue fortement l'Algérie et généralise les rapports capitalistes dans l'agriculture et dans toute la société algérienne. Protégée par les pouvoirs publics, la grosse colonisation se renforce et s'agrandit jusqu'en 1940, au détriment des petits colons et des musulmans.

Le développement de la propriété privée européenne (terres agricoles et forêts) se résume finalement ainsi :

1850 :	_____	115 000 ha
1870 :	_____	765 000 ha
1880 :	_____	1 245 000 ha
1890 :	_____	1 635 000 ha
1900 :	_____	1 942 000 ha
1920 :	_____	2 581 000 ha
1940 :	_____	3 045 000 ha

Le problème agraire en Algérie domine tout. La terre, pour le fellah; est une question de vie ou de mort. Le processus qui a conduit, à la fin du XIX^e siècle, à la destruction de la paysannerie traditionnelle (fellahs, khammés — fermiers —, salariés, aristocratie foncière) va encore s'accroître au lendemain de la Première Guerre

mondiale. C'est ce que nous allons examiner maintenant.

LA PAYSANNERIE

Le tableau suivant permet de mesurer l'ampleur de la transformation paysanne.

	1930	1938	1948	1954
Propriétaires	617 544	549 395	537 800	494 500
Métayers	630 600	713 000	132 900	60 400
Khammés (fermiers)	50 771	55 600	—	—
Ouvriers journaliers	428 032	462 467	448 100	357 500
Ouvriers saisonniers	—	—	35 800	77 100
Ouvriers permanents	—	—	—	108 800
Main-d'œuvre familiale (chômeurs)	—	—	—	1 438 300

(Nouschi, « *La Naissance du nationalisme algérien* », page 120)

Ainsi, de 1930 à 1954, le nombre des propriétaires diminue de 20 %, celui des ouvriers agricoles (journaliers, saisonniers, permanents) croît de 29 %, tandis que disparaissent les métayers :

« La guerre semble avoir éliminé l'un des éléments de la société rurale algérienne. Les métayers et les khammés sont probablement passés en partie dans la catégorie des journaliers, catégorie qui fournirait elle-même l'essentiel du contingent des travailleurs algériens émigrant en France. Il s'agirait donc d'une véritable mutation de la structure sociale. » (Nouschi, *op. cit.*, page 121.)

Cette petite paysannerie ne cesse de se paupériser. Disposant de peu de capitaux, le fellah conserve la faucille, l'aire qui égratigne le sol, et l'âne pour le transport et la culture. Son bétail (chèvre, mouton) est maigre. Il conserve la culture aléatoire des céréales (orge et blé dur). Les rendements sont en baisse constante. La produc-

tion totale ne croît que légèrement, alors que la population s'est fortement accrue, comme le montre le tableau suivant (en milliers de quintaux) :

	1938	1955	1958
Blé dur ...	6 277	9 261	8 386
Orge	5 871	6 928	7 301

Le rôle de la femme, si important dans la transformation des produits (tissage, vannerie, poterie) et dans l'approvisionnement (collecte des plantes comestibles) a diminué, la misère s'est accrue dans le foyer. Enfin, signalons que la pratique de l'entraide (biens habbous, charité), si efficace dans les périodes de disette, a disparu avec l'éclatement des grandes familles.

Peut-on parler maintenant d'une expérience commune de la production agricole dans la paysannerie algé-

rienne ? On en revient encore à la distinction de deux régimes. Le secteur musulman n'est qu'un réservoir de main-d'œuvre non qualifiée. Mais, dans le secteur moderne (plaine d'Oranie, Mitidja, Constantinois), il existe un véritable prolétariat rural, constitué par les ouvriers permanents et les saisonniers, différencié, pour qui la principale ressource est le salaire en argent, possédant souvent une bonne qualification et une conscience de classe et de l'organisation qui s'est manifestée en 1936. A cette date,

« des grèves éclatent dans les régions agricoles à forte concentration ouvrière. C'est ainsi qu'à Aïn Témouchent, au cœur de l'Oranie, se fait sentir l'action des militants prolétariens de Beni Saf. Une Bourse du travail est fondée en 1936 (...). Les grèves se multiplient dans les régions à primeurs (...). On dénombre en Algérie, fin juin 1936, plus de 100 000 grévistes. » (J. Berque.)

Cependant, l'organisation syndicale s'est peu développée dans l'agriculture. Elle était récente, limitée géographiquement, et s'adressait à une main-d'œuvre trop souvent saisonnière et mobile. Par ailleurs, la moindre revendication syndicale débouchait sur l'action politique et remettait en cause tout le système colonial. Les militants étaient alors emprisonnés ou étaient absorbés dans les organisations nationalistes, PPA-MTLD.

LE PROLETARIAT ALGERIEN

Depuis le début du siècle, la population a doublé en Algérie. Il s'est constitué un « trop-plein rural », qui n'a pu être absorbé par les centres industriels trop peu importants. Par ailleurs, la mécanisation de l'agriculture a entraîné une réduction constante de l'emploi. Qu'est devenue cette masse sans cesse grandissante ? Une partie est restée sur place, une autre s'est entassée dans les bidonvilles, et une troisième a pris le chemin de l'émigration en France.

Dans l'agriculture, comme nous l'avons déjà vu, il existe un prolétariat rural authentique, englobant les travailleurs permanents, les saisonniers et les tâcherons, c'est-à-dire les travail-

leurs qui vivent essentiellement de leur salaire (de la vente de leur force de travail à un capitaliste), que ce salaire prenne la forme de l'argent ou soit payé en nature. Mais le problème devient plus complexe quand on aborde le secteur traditionnel, dans lequel il existe une masse de paysans sans terre ou possédant un lopin ridicule.

Là aussi, il nous faut distinguer paysans riches, paysans moyens et prolétariat, et englober dans cette dernière classe (2), tous ceux qui vendent, sous une forme ou sous une autre, leur force de travail pour subvenir à leurs besoins. Mais lorsque survient une crise importante (par exemple les mauvaises récoltes de 1951 dans le Constantinois), la seule manière de survivre est d'émigrer vers le « douar » (village arabe qui s'est constitué à proximité du marché local). Ce phénomène s'est généralisé depuis 1950, et a modifié la géographie humaine de l'Algérie.

Agglutinés près des villages, ces travailleurs trouvent leur subsistance dans l'élevage de chèvres, de poules, etc., et la vente intermittente de leur force de travail (ramassage des légumes secs, emplois domestiques).

Du village, une partie passe à la ville régionale, ou s'en va vers les grandes villes du littoral, grossir les bidonvilles. Une littérature abondante a décrit la condition de ces misérables, vivant d'expédients, la désintégration des traditions villageoises et de la morale traditionnelle, la prostitution des femmes, etc. Bref, autour des villes se regroupe une couche qui, par bien des traits, est plus proche du « lumpen » que du prolétariat.

(2) « Un autre type nouveau est le prolétariat rural, la classe des ouvriers salariés possédant un lot de terre. Ce type englobe la paysannerie non possédante, y compris celle qui est complètement dépourvue de terre ; mais le représentant le plus typique du prolétariat rural russe est le salarié agricole, le journalier, le manœuvre, l'ouvrier du bâtiment, ou tout autre ouvrier pourvu d'un lot de terre. » (V. Lénine : Le développement du capitalisme en Russie, Editions en langues étrangères de Moscou, pages 184 et 185).

Mais cette masse n'est pas stabilisée. Il ne s'agit nullement d'une classe lumpen, mais d'éléments « lumpénisés ». Souvent, d'ailleurs, certains de ses membres se détachent du bidonville lorsqu'ils ont trouvé un emploi à la ville, ou émigrent.

En effet, si l'Algérie n'a pas connu de véritable industrialisation, entraînant une modification profonde des rapports entre la ville et la campagne (en 1955, par exemple, 80 % de la population active musulmane relevait de l'agriculture), les besoins mêmes de l'impérialisme ont entraîné la création d'« îlots » industriels avancés (mines, pétrole, quelques industries de transformation) et d'une infrastructure nécessaire au fonctionnement de ces secteurs (transports, bâtiment, services publics, etc.). Ainsi s'est créé, en Algérie même, un véritable prolétariat industriel, né non comme conséquence d'un développement de la bourgeoisie nationale, mais comme produit direct de l'économie capitaliste mondiale.

Quelques chiffres, tirés de l'introduction à l'ouvrage « Les Algériens en France » (PUF, 1955, page 22) donnent une idée de l'importance numérique de cette couche :

« En dehors des professions agricoles, on trouve 350 000 hommes et 50 000 femmes. Les hommes appartiennent surtout aux catégories transports et manutention, techniciens et métiers manuels des industries de transformation et commerce.... La catégorie patrons-directeurs, gérants et chefs de service n'est presque pas représentée, les artisans forment près de 25 % du total, les ouvriers, employés et cadres inférieurs, 75 % »

L'EMIGRATION EN FRANCE

L'émigration des Algériens en France a connu une grande ampleur dans la période de l'entre-deux-guerres. Un de ses traits, c'est son caractère saisonnier. Ainsi, de 1947 à 1953, il y a eu 746 300 arrivées en France et 561 000 retours, soit un solde de 184 700.

L'émigration provient d'abord des régions à très fortes densités et aux ressources limitées (Kabylie, plaines du Constantinois). Elle est relativement organisée. L'émigration ne se dilue pas dans la population française, mais reste regroupée avec des originaires de son douar ou de sa région. Les émigrés sont absorbés par les régions industrielles (Nord, Est, région parisienne, Lyon, Marseille).

Cette organisation des Algériens et le caractère limité de leur émigration les rend souvent imperméables à l'influence française. L'exploitation intense qu'ils subissent renforce leur hostilité au monde extérieur, en sorte qu'ils se frottent à la société moderne, mais ne la pénètrent pas réellement.

Cependant, aussi limité que soit son séjour, l'Algérien en usine travaille en équipe et côtoie des prolétaires français, portugais, marocains, africains — ou des Algériens d'autres régions. Et la même exploitation qui, par certains de ses effets, conduit le travailleur algérien à se replier sur lui-même, est, plus profondément, le ciment de sa solidarité avec tous ces travailleurs d'origines différentes. L'adversaire est le même : le capital et ses agents. La moindre grève, la moindre manifestation syndicale lui font prendre conscience de la réalité de la lutte de classes. Lorsqu'il retourne en Algérie, l'ouvrier algérien est transformé dans son comportement comme dans ses revendications.

Par ailleurs, ceux qui s'installent en France ne demeurent pas des émigrés, car le brassage constant, les arrivées incessantes rendent les informations vivantes et suivies, assurant la présence du pays et de ses luttes.

Dans l'histoire du mouvement nationaliste algérien, l'émigration en France a joué un rôle très important. C'est dans les centres industriels de la région parisienne, du Nord et de l'Est, qu'est née et s'est développée, au lendemain de la guerre 1914-1918, l'Etoile nord-africaine. Ce sont des militants passés par la France qui furent, en Algérie, les meilleurs cadres du PPA, du MTLD.

Le fait qu'une fraction très importante du prolétariat industriel algérien se soit trouvée géographiquement

séparée de son cadre national a certes pesé lourd dans l'histoire de la révolution algérienne. Mais cela ne change rien au fait que le prolétariat algérien est la seule force sociale capable de résoudre les problèmes de cette révolution.

Il faut toujours penser en termes internationaux. Ce qui fait du prolétariat algérien la seule force capable de diriger la révolution jusqu'au bout, ce n'est pas seulement son enracinement dans la société algérienne, mais le fait qu'il est partie intégrante du prolétariat international.

LA BOURGEOISIE ALGERIENNE ET LA QUESTION DU « PEUPLE-CLASSE »

L'impérialisme a pratiqué une politique d'extermination des cadres politiques et économiques traditionnels. Et cela signifie-t-il que les Algériens sont réduits à la condition d'un « peuple-classe » sans différenciation sociale ? Nous avons déjà commencé à répondre à cette question concernant la différenciation sociale (paysannerie-prolétariat). Mais, avant d'examiner ce qui constitue la bourgeoisie algérienne, il est nécessaire de préciser que la colonisation (installation d'escaliers commerciales européennes en Afrique, traites d'esclaves, expéditions militaires en Afrique du Nord, guerres de conquêtes et asservissement à l'administration française) n'est rien d'autre que l'extension forcée et l'imposition des rapports capitalistes de production aux sociétés dominées par des bourgeoisies étrangères. Ainsi la colonisation est partie intégrante du processus de création et d'organisation du marché mondial par la bourgeoisie. Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne constituent donc pas un monde à part. Ils sont en fait intégrés comme pays asservis au monde unique qui est celui du marché capitaliste. Les exigences de l'exploitation capitaliste ont précisément fait que, dans les pays en question, se trouvent à la fois des formes économiques archaïques permettant l'exploitation forcenée de la masse de la paysannerie pauvre, et des formes avancées d'organisation indus-

trielle assurant, par exemple, le fonctionnement d'entreprises minières ou d'entreprises de transport modernes.

A l'aube du XX^e siècle, l'Algérie est devenue, malgré les liens étroits de dépendance envers la France qui bloquent toute tentative de créer un secteur industriel indépendant, un pays capitaliste, avec des classes sociales de type moderne : la bourgeoisie européenne (grands propriétaires fonciers liés aux banques exploitant le secteur minier, industriels, armateurs, grands commerçants...) et son appendice, la bourgeoisie musulmane foncière et commerçante, numériquement limitée mais intégrée dans le marché capitaliste et dominant la poussière des exploitations des misérables fellahs, disposant d'un lopin de terre dans les régions steppiques ou montagnardes, les khammés, les saisonniers, etc.

Car à partir des années 1900, la bourgeoisie algérienne devait se constituer très lentement et sous une forme nouvelle.

Il s'agit, d'une part, des nouveaux citadins des petites villes de colonisation et des communes en plein exercice, formant une sorte de bourgeoisie de village composée de propriétaires fonciers résidant à la ville, de petits commerçants, de fonctionnaires ou agents de retraites.

D'autre part, des hommes d'affaires qui émergent peu à peu du milieu populaire. Il s'agit des expéditeurs et courtiers en légumes ou fruits, commerçants et grossistes en grain et tabac, industriels en huilerie et minoterie, propriétaires d'hôtels et de bains maures (3). A ces catégories qui constituent la bourgeoisie, il faut ajouter la couche des intellectuels (professeurs de medersas, instituteurs musulmans, officiers, interprètes) et les membres des professions libérales (pharmaciens, avocats, agents d'affaires, etc.). Entre cette bourgeoisie à prédominance agraire, comprador de l'impérialisme français, et un prolétariat urbain à composante européenne dans quelques secteurs limités (gaz, électricité, transports, pêche, petites industries) et à majorité musulmane (en par-

(3) C. Ageron : *Les Algériens musulmans et la France*.

ticulier dans les mines, les ports, les transports routiers, le bâtiment, les grands domaines), il y a une petite bourgeoisie qui se développe dans les grands centres urbains et l'immense armée des travailleurs sans terre, des chômeurs et des misérables. La société algérienne est littéralement clochardisée. Néanmoins, un jeune prolétariat urbain, faible et inorganisé, fait son apparition. En Algérie, en 1901, sur 51 502 ouvriers employés, 11 887 établissements industriels, on compte environ 20 000 Algériens, hommes, femmes et enfants (de moins de 15 ans). En 1902, ils sont 20 305 ; en 1903, 33 009 ; en 1904, 29 984 ; en 1905, 33 556 et en 1911, 79 940, y compris les commis et les employés (4).

Il y a donc bien différenciation sociale au sein du peuple algérien lui-même et apparition d'une bourgeoisie autochtone. Comme l'explique le « Programme de transition » de la IV^e Internationale, « les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont : la révolution agraire, c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal, et l'indépendance nationale, c'est-à-dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre. » Dans l'Algérie coloniale, les problèmes centraux à régler étaient la révolution agraire et l'indépendance nationale. Le jeune prolétariat algérien émergeant à ce moment-là, se posait en candidat au règlement de ces problèmes.

la dégénérescence de l'Internationale communiste la formation du mouvement nationaliste algérien

Au printemps 1921, quelques mois après la fondation du PCF, une enquête d'opinion fut menée auprès de ses fédérations algériennes quant à leur attitude sur ce qu'il était convenu d'appeler « la question indigène ». Voici quelques réponses typiques :

« Il faut combattre résolument les tendances nationalistes de la minorité indigène cultivée et la discréditer par tous les moyens aux yeux de leurs coreligionnaires (...). Il faut très énergiquement dénoncer les nationalistes et donner aux indigènes une grande impression de force (...). Un mouvement indigène aurait actuellement, en cas de réussite, les conséquences les plus tragiques pour les

Européens. Vainqueurs, les musulmans n'hésiteraient pas à massacrer les hommes et à réduire à l'esclavage les femmes et les enfants (...). En cas de réussite, la révolte ne pourrait aboutir qu'à la défaite du socialisme et à une régression de la civilisation. »

« MENTALITE ESCLAVAGISTE » OU BOLCHEVISME (1920-1923)

Réponses en contradiction flagrante avec la huitième des vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste (IC) acceptées par la majorité des socialistes algériens (sur 41 mandats algériens, 34 firent bloc

(4) C. Ageron, op. cit.

sur la motion d'adhésion à l'IC) en décembre 1920 au Congrès de Tours. Rappelons cette huitième condition :

« Tour parti appartenant à la Troisième Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les "prouesses" de "ses" impérialistes aux colonies; de soutenir non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux »

C'est cette contradiction qui constitue le point de départ de l'analyse. Pour l'IC, l'enjeu était clairement tracé. Ainsi, au II^e Congrès de l'IC (juillet 1920), Lénine part de la nécessité

« d'une alliance des prolétaires et des masses laborieuses de toutes les nations et de tous les pays engagés simultanément dans une lutte révolutionnaire visant à renverser les propriétaires fonciers et la bourgeoisie ».

Il s'agit donc d'un soutien de l'IC aux mouvements coloniaux et semi-coloniaux. Quels mouvements ?

« Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique et nationaliste, qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois; l'autre est celui des paysans et des ouvriers, ignorants et pauvres, qui luttent pour se libérer de toute espèce d'exploitation. Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis qui y adhèrent doivent combattre cette tendance et chercher à développer le sentiment d'appartenance à une classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies. L'une des plus grandes tâches en vue de cette fin est la formation de *partis communistes* qui organisent les ouvriers et les paysans

et les conduisent à la révolution et à l'établissement d'une république soviétique. » (Thèses sur les questions nationale et coloniale, II^e Congrès, 1920. Lénine fut le principal rédacteur de ces thèses).

La thèse de Serrati, à savoir que seule une révolution victorieuse dans les métropoles impérialistes serait à même de libérer les colonies, est battue en brèche au II^e Congrès de l'IC. La fédération algérienne du PCF n'ignorait donc pas les positions de l'IC. Or, elle ne fait que poursuivre les positions antérieures de la SFIO sur l'Algérie. Preuve, s'il en fallait, que la scission du Congrès de Tours n'a pas engendré un authentique parti communiste.

Au Congrès de Marseille, qui se déroule du 25 au 30 décembre 1921, le PCF adopte carrément des positions colonialistes. On pouvait lire, en effet, dans le « Bulletin communiste » du 14 février 1922, la résolution sur « Le communisme et les colonies » adoptée par le congrès :

« Une autre difficulté réside dans l'inaptitude à peu près générale des indigènes à s'émanciper eux-mêmes. Ils n'ont pas de pensée révolutionnaire; dans beaucoup de colonies, ils sont habitués à la servitude et ne conçoivent pas encore la possibilité de s'en délivrer. »

Faut-il, à partir de là, s'étonner de l'attitude foncièrement colonialiste et raciste des fédérations algériennes du PCF ? Ainsi, cette déclaration de la section de Sidi-Bel-Abbès :

« Considérant que les indigènes de l'Afrique du Nord sont composés en majeure partie d'arabes réfractaires à l'évolution économique, sociale, intellectuelle et morale indispensable aux individus pour former un Etat autonome, capable d'atteindre la perfection communiste (...) »

Le PCF en vient même à taire le fameux « Appel pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie » lancé le 10 mai 1922 par l'IC et qui ne fut publié qu'après que le député bourgeois Morinaud l'eut révélé à la Chambre des députés. On trouvera le texte de cet appel dans les pages suivantes.

Appel de l'exécutif de l'Internationale communiste pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie

***Prolétaires français !
Prolétaires algériens et tunisiens !***

Le président de la République française des ploutocrates, l'homme qui peut légitimement prétendre au titre de « premier social-traître » de France, l'ancien élu des ouvriers socialistes devenu le collègue du général de Gallifet massacreur en chef de la Commune de Paris, l'avocat des causes populaires acheté par les grandes sociétés financières, le principal complice de Poincaré dans les origines de la guerre mondiale — Millerand, vient de visiter les immenses domaines de l'impérialisme français en Afrique du Nord.

Tandis qu'il parcourait sous forte escorte ces terres d'esclavage, parmi les malheureuses populations asservies et spoliées, ses gendarmes redoublant de zèle traquaient et arrêtaient les communistes de Tunisie. Le social-traître Millerand au pouvoir et ordonnant la répression du mouvement émancipateur des indigènes, les communistes Louzon, El Kéfi et beaucoup d'autres en prison, tel est le tableau saisissant que présente la France métropolitaine et coloniale.

Pour la première fois depuis la conquête de l'Afrique du Nord par le capitalisme français, les indigènes écrasés sous la botte des grands colons et des fonctionnaires esclavagistes ont trouvé parmi les compatriotes de leurs exploiters un allié puissant et sûr, qui prend en main leur cause et la soutiendra jusqu'au triomphe : c'est le parti du prolétariat, le Parti communiste français, section de l'Internationale communiste.

L'aurore de la libération apparaît aux prolétaires arabes, soumis à l'exploitation la plus éhontée par l'aristocratie indigène et les conquérants français. La guerre impérialiste a stimulé l'esprit de révolte en Tunisie et en Algérie comme en Egypte et aux Indes. Et en même temps que les exigences nationales, on entend, de plus en plus pressantes, les revendications de classe.

Le soulèvement des masses musulmanes, que les exactions de l'impérialisme anglais n'ont pu intimider et qui renaît plus puissant que jamais après chaque répression, ne peut s'arrêter aux frontières de l'occupation britannique et menace déjà l'impérialisme français.

Les colonies françaises ont payé un lourd impôt du sang pendant la grande guerre impérialiste. Les dominateurs étrangers, profitant de l'ignorance des masses et imposant leurs volontés par la terreur, ont pu former de nombreux régiments indigènes qu'ils ont fait massacrer sur les fronts d'Europe occidentale et des Balkans pour la défense des coffres-forts bourgeois.

En Tunisie, la résistance à la conscription se manifesta dès 1914, mais fut étouffée dans le sang. La presse bourgeoise fit la conspiration du silence autour de ces événements tragiques, révélant le véritable caractère de la prétendue guerre « de la démocratie et de la civilisation ».

La civilisation française en Afrique s'exprime par une oppression impitoyable, une charge insupportable d'impôts, la misère indicible des prolétaires paysans et ouvriers. L'Algérie a récemment été frappée d'une famine désastreuse. La Tunisie subit depuis quarante ans, sous le nom cynique de « protectorat », un régime tsariste surmonté des trois couleurs du drapeau de la République.

Il est même impossible de faire paraître à Tunis un journal communiste en langue arabe, et les communistes français et tunisiens, fraternellement mêlés dans la lutte contre la dictature bourgeoise, sont englobés dans les mêmes persécutions.

Non contents d'exploiter jusqu'à l'épuisement les travailleurs arabes, juifs, français, italiens et espagnols qui peuplent l'Afrique du Nord, les esclavagistes français prétendent recruter parmi les indigènes une grande armée dont ils veulent faire leur principal instrument de répression de la révolution prolétarienne en France. Il s'agit d'enrôler des troupes noires pour en faire des gardes blanches. Il s'agit d'utiliser les prolétaires inconscients d'Algérie et de Tunisie contre les prolétaires conscients de France.

Mais l'heure est passée pour la bourgeoisie française de réaliser ce projet impunément. De même que les révoltés de Tunisie trouvent des alliés parmi les ouvriers, les soldats et les marins français, de même les révolutionnaires de France trouvent des alliés dans les régiments coloniaux. La fraternisation des exploités de toutes couleurs, de toutes religions, de toutes races, de plus en plus conscients de leur intérêt de classe, est déjà commencée. Elle ne s'arrêtera plus.

La répression qui redouble de violence en Tunisie ne brisera pas le courant libérateur. Au contraire, elle le stimulera, l'intensifiera et le rendra irrésistible. Les coups portés aux communistes renforcent le prestige du communisme, décuplent son influence, et font apparaître en pleine lumière devant les masses indigènes le Parti communiste comme l'unique champion de leurs droits.

Le prolétariat français comprend que la cause du prolétariat africain est sa propre cause et il la défendra comme telle. Il assurera la victoire de la révolution coloniale et frappera en même temps le capitalisme français dans ses œuvres vives, dans son expansion impérialiste.

La lutte pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie ne fait que commencer. Elle ne cessera qu'après le triomphe des esclaves.

L'Internationale communiste salue les camarades français et indigènes poursuivis et emprisonnés par la caste dominante, les camarades Louzon, El Kéfi, et tous les autres. Elle salue la Fédération communiste de Tunisie et le Parti communiste français, qui mènent la lutte contre l'oppression, et les assure de la solidarité absolue du prolétariat international.

L'Internationale communiste crie à tous les opprimés et exploités d'Algérie et de Tunisie :

Prolétaires musulmans, juifs et chrétiens ! Prolétaires arabes, français, italiens et espagnols ! Unissez-vous contre vos exploités, sous le drapeau du Parti communiste !

Soldats et marins français ! Ne tirez pas sur vos frères d'Algérie et de Tunisie ! Fraternisez avec le peuple en lutte pour son émancipation !

Prolétaires de France ! Au secours du prolétariat africain !

Vive le Parti communiste français, vivent les Fédérations communistes de Tunisie et d'Algérie ! Vive la République prolétarienne coloniale !

*Le Comité exécutif de l'Internationale communiste,
Moscou, 20 mai 1922.*

Dans son rapport du 1^{er} décembre 1922 au IV^e Congrès mondial de l'IC, Trotsky aborde la question du parti français. Sur les colonies, il aborde le cas de la section de Sidi-Bel-Abbès :

« La section de Sidi-Bel-Abbès ne peut pas admettre la révolte, et surtout la révolte victorieuse des indigènes dans les colonies, parce que s'ils commettent cette bêtise de se libérer de la domination bourgeoise française, ils retourneront à la féodalité, et les communistes français d'Algérie ne peuvent pas tolérer qu'à la suite d'une émeute révolutionnaire, les pauvres indigènes se libèrent de la bourgeoisie française et retombent dans la féodalité ! *Quant à nous, nous ne pouvons tolérer deux heures, ni deux minutes, des camarades qui ont une mentalité de possesseurs d'esclaves.* »

LA QUESTION CHINOISE ET LE MOT D'ORDRE DE LA CONSTITUANTE

La révolution prolétarienne de 1917 en Russie est, selon l'expression de Victor Serge, « l'étoile qui brille au ciel d'Orient » pour les peuples opprimés par l'impérialisme. Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, 1917 marque le point d'aboutissement du combat engagé par les masses depuis 1905 et le point de départ de nouvelles perspectives pour la révolution mondiale. En effet, liée à la révolution russe de 1905 et à la révolution iranienne de 1906, les révolutions chinoise et mexicaine de 1911 se développent selon la loi de la révolution permanente. Ainsi, pour la Chine, le Kuomintang, parti de la bourgeoisie fondé par Sun Yat-Sen et doté d'un programme démocratique et anti-impérialiste, se révèle rapidement incapable de mener à bien les tâches démocratiques de la révolution en cours. Deux ans après l'effondrement du régime impérial, en 1911, un ancien ministre de ce régime mettait le Kuomintang hors la loi et instaurait à son profit une dictature bonapartiste, en collaboration avec l'impérialisme international.

La victoire de la révolution prolétarienne en 1917 bouleverse les rapports de forces dans le monde et ouvre de nouvelles perspectives pour les masses chinoises. En 1923, trahi par la social-démocratie et desservi par l'appareil du PC allemand et la direction de l'IC, le prolétariat allemand est conduit à une défaite sans combat. Et cette défaite était grosse des plus terribles conséquences pour la révolution russe désormais isolée, pour l'Allemagne et pour le reste du monde.

Dans sa lutte contre l'Opposition de gauche, Staline met en avant, à partir de 1924, la « théorie » du socialisme dans un seul pays, qu'il oppose à la théorie de la révolution permanente. Et dans la période de 1927-1928, ce sont les développements de la révolution chinoise qui seront le terrain des affrontements essentiels, dans la III^e Internationale, entre la bureaucratie stalinienne utilisant comme moyen de justification de sa politique la « théorie » de la construction du socialisme dans un seul pays, et l'Opposition à la tête de laquelle Trotsky mènera le combat du prolétariat révolutionnaire en développant dans toutes ses conséquences la théorie de la révolution permanente.

Pour les pays d'Orient, la bureaucratie stalinienne va s'appuyer sur toutes les faiblesses de l'IC antérieures à 1923, exprimées entre autres dans le Congrès de Bakou, pour mener son combat contre la révolution.

Bakou (1^{er} septembre 1920), qui se voulait un congrès d'application des décisions de l'IC concernant l'Orient, sombre dans la confusion. On salue le mouvement kémaliste de Turquie comme « un mouvement de libération nationale » qui, son objectif atteint, « se transformera en révolution sociale ». Zinoviev, président de ce congrès, place ses espoirs dans le sentiment national des classes dirigeantes contre l'impérialisme. Les précisions données par Lénine au II^e Congrès de l'IC concernant l'Orient, à savoir le soutien au mouvement national-révolutionnaire dans les pays arriérés à condition de « préserver l'indépendance du mouvement communiste même sous sa forme la plus rudimentaire », sont restées lettre morte. La

montée de la bureaucratie en URSS, la réaction thermidorienne qui suit la mort de Lénine en janvier 1924 ne vont faire qu'amplifier les développements tragiques qui marquent la subordination du prolétariat aux bourgeoisies dites « nationales » des pays coloniaux. En Turquie, à partir de mars 1925, Mustapha Kemal interdit la presse communiste, emprisonne les dirigeants du PC, élimine les communistes de la direction des syndicats. En Perse, Riaza Khan, qui était considéré à Bakou comme le « leader du mouvement national-révolutionnaire persan », après avoir renversé le chah en octobre 1925, ne proclame pas la république, monte sur le trône disponible et persécute le mouvement ouvrier naissant.

En Egypte, Zaghibul, le fondateur du WAFD, devient chef du gouvernement en janvier 1924, interdit le PC égyptien et arrête ses dirigeants.

C'est en Chine que les développements vont connaître leur manifestation la plus spectaculaire et la plus importante.

En 1922, les membres du PC chinois étaient entrés individuellement dans le Kuomintang, tout en conservant leur organisation politique indépendante, conformément aux directives de l'IC. Car il est clair que les tâches démocratiques et anti-impérialistes de la révolution chinoise ne peuvent être accomplies que sous la direction du prolétariat. En 1925, Tchen Du-Siou, fondateur du PCC, propose la sortie du Kuomintang pour préparer le parti à prendre la tête du mouvement des masses face à la contre-révolution qui menace et à se battre pour une Constituante chinoise souveraine, sur la base de la lutte pour la révolution agraire et l'indépendance nationale, contre les capitalistes usuriers et compradores. Mais le comité central refuse cette proposition et se conforme aux directives de Staline prescrivant de demeurer à l'intérieur du Kuomintang. La subordination totale du PCC à Tchang Kaï-chek voulue par la bureaucratie stalinienne aboutit au massacre de milliers de travailleurs et de militants communistes en 1927.

Ce qui venait de se dérouler en Chine en 1925-1927 a donné aux pays arriérés l'exemple classique de la

manière dont on peut causer la ruine d'une révolution pleine de force et de promesses.

« Lors de l'impérialisme montée du mouvement des masses en Chine en 1925-1927, l'IC ne lança pas le mot d'ordre d'Assemblée nationale et, en même temps, interdit la formation de soviets. » (Programme de transition).

La crise révolutionnaire en Chine a souligné l'importance de la combinaison des mots d'ordre démocratiques et de ceux qui relèvent directement des tâches socialistes contre l'impérialisme. Le combat pour la Constituante se combine étroitement aux tâches d'expropriation du capital sans laquelle l'indépendance ne peut être conquise, et à la lutte pour que se constituent et s'organisent des formes soviétiques, ce que généralisera le « Programme de transition » en 1938 :

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou constituante) conserve toute sa valeur dans les pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie « nationale ». A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leur rapport avec l'Assemblée nationale, sont déterminés par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls, sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste. »

LE PCF ET LA CREATION DE L'ETOILE NORD-AFRICAINE

C'est au sein de l'émigration algérienne en France, parmi les ouvriers demeurés après la guerre dans les usines et mines du Nord, de Lorraine, de la région parisienne, de Lyon, de Marseille, que le PCF va recruter les premiers militants nord-africains. L'émigration ouvrière nord-africaine était composée essentiellement d'Algériens. De 1920 à 1924, où se situa le premier grand flux d'arrivée, sur 120 000 Maghrébins, on comptait 100 000 Algériens et à peine 10 000 Marocains et 10 000 Tunisiens (cela explique aussi pourquoi l'Etoile nord-africaine n'aura pas d'équivalent en Tunisie et au Maroc). Le 7 décembre 1924 se tient à Paris le « Premier Congrès des travailleurs nord-africains » organisé par le PCF. 150 délégués maghrébins des usines de la région parisienne adoptent un « programme de revendications politiques et économiques » qui, pour la première fois, se prononce, conformément aux positions du IV^e Congrès mondial de l'IC, « pour l'indépendance des colonies ». Pendant la guerre du Rif, en 1925, le PCF organise des grèves de dockers, la propagande antimilitariste dans la jeunesse, etc. Mais l'accent est déjà mis plus sur la « paix du Rif » que sur l'indépendance des colonies. Dans le même temps, le PCF présente l'émir Khaled, vieux réformiste bourgeois algérien, comme un « héros » au même titre qu'Abdelkrim, leader de la révolte rifaine. Dans la colonie immigrée en 1925, l'influence du Parti communiste, de plus en plus forte, a pour conséquence d'éveiller à la vie politique un certain nombre d'Algériens qui, progressivement, accèdent à une conclusion toute simple : si l'indépendance de l'Algérie est nécessaire, il faut un moyen pour la faire aboutir, et ce moyen c'est l'organisation de ceux qui entendent combattre pour cet objectif.

Pour créer cette organisation, ils se tournent vers le PCF pour solliciter une aide matérielle et politique. Messali Hadj, Algérien originaire de Tlemcen, pionnier de cette organisation qui

prendra pour nom l'Etoile nord-africaine, note à ce propos dans les « Mémoires » qu'il rédigera à la fin de sa vie :

« Ces hommes ont été très sensibles à la révolution bolchevique, à ses appels, à ses promesses. Ces hommes ont été touchés par la propagande du Parti communiste aussi bien en France que chez eux. Ces derniers ont adhéré au PCF, tout en créant eux-mêmes, comme ce fut le cas des Algériens, l'Etoile nord-africaine. »

Création de l'Etoile nord-africaine, recrutement de travailleurs algériens, mot d'ordre d'indépendance pour les colonies, campagne du Rif... Le PCF a-t-il « redressé » son orientation sur la question coloniale préconisée en 1922 et combattue par Trotsky sur le cas de la section de Sidi-Bel-Abbès ?

Nous répondrons par la négative. En effet, en 1925, 1926, 1927, commence la phase dite de « bolchevisation », véritable stalinisation du PCF. Jamais ce dernier ne situe son orientation sur la théorie de la révolution permanente. De 1925 à 1927, le PCF, pour les colonies, ne fait que se conformer aux directives de l'IC en voie de bureaucratization. Il se lance dans la constitution de « blocs nationaux révolutionnaires », politique de subordination des intérêts du prolétariat et des masses opprimées à la bourgeoisie « nationale », dont on a vu les résultats catastrophiques pour la Chine pendant cette période. Jamais il ne pose les fondements de véritables sections, partis communistes tunisien, marocain, algérien. Au Congrès anti-impérialiste de Bruxelles en 1927, l'IC encourage le soutien aux directions nationalistes bourgeoises et va jusqu'à inviter les généraux chinois de Tchang Kai-chek qui assassineront les militants communistes un mois après. Le PCF conçoit donc l'Etoile nord-africaine comme un cadre qui ne doit pas se développer sous la forme d'un parti communiste. En 1927, sous l'impulsion de Hadj Ali, responsable pour le PCF de la question nord-africaine, Chadly Khairallah, bourgeois tunisien, est nommé président de l'Etoile nord-africaine. Et c'est à ce titre que ce dernier conduit la délégation de l'Etoile nord-africaine qui se rend à Bruxelles au congrès de 1927.

Mais au printemps 1927, suite à la trahison de la révolution chinoise, Staline-Boukharine lancent le « classe contre classe », la lutte contre les organisations « national-révolutionnaires ». Les recommandations de l'IC enjoignent au PCF de veiller « à ce que l'Etoile nord-africaine ne se développe pas sous la forme d'un parti » (La Vague rouge, février 1929).

Hadj Ali avise Messali que le PCF suspend son aide matérielle à l'Etoile. Les locaux des organisations qu'il contrôle sont fermés à ses réunions. Les militants du PCF ont ordre de déserteur les assemblées de l'Etoile nord-africaine. Une infirme minorité y reste pour empêcher les non-communistes de s'organiser. Dans le même temps, la répression s'abat sur les adhérents de l'Etoile nord-africaine. Les cafetiers algériens leur interdisent de fréquenter leurs établissements. En 1928, l'Etoile nord-africaine, qui comptait 3 500 membres en septembre 1927, se rétrécit comme une peau de chagrin. On n'y trouve plus que quelques militants autour de Messali.

En proie aux attaques convergentes du gouvernement qui dissout l'Etoile nord-africaine en novembre 1929 et du PCF, Messali note sur cette période, dans ses « Mémoires » :

« L'attitude du PCF nous a posé des problèmes aussi difficiles que ceux du colonialisme français. On peut dire qu'à cette époque, les attaques des communistes nous faisaient plus de mal que celles du colonialisme. Nous avons relevé le défi, accepté le combat en poursuivant nos activités avec le même courage et la même confiance. Avec les communistes, nous avons décidé de leur appliquer la loi du talion : œil pour œil, dent pour dent, et pour un coup, toute la gueule. »

Cette politique de « classe contre classe » se déroulant, selon la bureaucratie, dans la « troisième période » a donné naissance, pour Trotsky, dans « Comment vaincre le fascisme », à « des tendances aventuristes, à l'isolement des partis, à leur affaiblissement organisationnel ». En Algérie, le tirage de « Lutte sociale » tomba à moins de 200 exemplaires en 1932, et

la courbe des effectifs accuse la même tendance : 280 adhérents en 1929, 200 en 1931, 130 en 1932. En avril 1931, le bureau politique du parti stalinien français, contraint de faire son auto-critique devant l'exécutif de l'IC, devait confesser « une quasi-liquidation du travail anti-colonial et anti-impérialiste du PCF » (5).

PROGRAMME ET ORGANISATION DE L'ETOILE NORD-AFRICAINE

En février 1927, Messali, qui participe à Bruxelles au congrès anti-impérialiste organisé par la « Ligue contre l'oppression coloniale », énonce le programme de l'Etoile nord-africaine que l'on trouvera en page suivante.

Ce programme, qui préconise la réforme agraire, les libertés démocratiques, l'indépendance de l'Algérie dans le cadre du Maghreb unifié, met au centre de l'action politique la lutte pour les droits nationaux, l'indépendance, la Constituante. Incontestablement, l'Etoile nord-africaine subit à son point de départ l'attraction exercée par la révolution russe et la création de la III^e Internationale. Cette « pression » se retransmet au niveau de son programme. L'Etoile nord-africaine pouvait devenir un véritable parti ouvrier et adopter la révolution permanente. Et être, par conséquent, le Parti communiste algérien. Ce qui n'est pas le cas, car la période de sa création est celle de la stalinisation de l'IC, des partis communistes. Le sort de l'IC et du PCF va la rejeter sur des positions populistes, d'emblée, dès l'origine, et cela se voit dans le programme de Bruxelles. C'est le programme d'un parti de « tous les Algériens », sans différenciation sociale, voulant en finir avec la conquête. Il y est fait mention du respect de la propriété, pas un mot sur la laïcité,

(5) Renseignements extraits du livre de E. Sivan : *Communisme et nationalisme en Algérie*.

1927 : le programme de l'Etoile nord-africaine

Les revendications immédiates :

- 1) *Abolition immédiate de l'odieux code de l'indigénat et de toutes les mesures d'exception.*
- 2) *Amnistie pour tous ceux qui sont emprisonnés, en surveillance spéciale ou exilés pour infraction au code de l'indigénat ou pour délit politique.*
- 3) *Liberté de voyage absolue pour la France et l'étranger.*
- 4) *Liberté de presse, d'association, de réunions, droits politiques et syndicaux.*
- 5) *Remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un Parlement national algérien élu au suffrage universel.*
- 6) *Suppression des communes mixtes et des territoires militaires, remplacement de ces organismes par des assemblées municipales élues au suffrage universel.*
- 7) *Accession de tous les Algériens à toutes les fonctions publiques sans aucune distinction, fonction égale, traitement égal pour tous.*
- 8) *L'instruction obligatoire en langue arabe ; accession à l'enseignement à tous les degrés ; création de nouvelles écoles arabes. Tous les actes officiels doivent être simultanément rédigés dans les deux langues.*
- 9) *Application des lois sociales et ouvrières. Droit au secours de chômage aux familles algériennes en Algérie et aux allocations familiales.*

Le programme politique :

- 1) *L'indépendance totale de l'Algérie.*
- 2) *Le retrait total des troupes d'occupation.*
- 3) *Constitution d'une armée nationale, d'un gouvernement national révolutionnaire, d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel ;*
 - *le suffrage universel ;*
 - *le suffrage universel à tous les degrés et l'éligibilité dans toutes les assemblées pour tous les habitants de l'Algérie ;*
 - *la langue arabe considérée comme langue officielle.*
- 4) *La remise en totalité à l'Etat algérien des banques, des mines, des chemins de fer, des forts et services publics accaparés par les conquérants.*
- 5) *La confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières et la restitution aux paysans des terres confisquées. Le respect de la moyenne et petite propriété, le retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français.*
- 6) *L'instruction gratuite obligatoire à tous les degrés en langue arabe.*
- 7) *La reconnaissance par l'Etat algérien de droit syndical, de coalition et de grève, l'élaboration des lois sociales.*
- 8) *Aide immédiate aux fellahs pour l'affectation à l'agriculture de crédits sans intérêts pour l'achat de machines, de semences, d'engrais ; organisation de l'irrigation et amélioration des voies de communications, etc. (1)*

(1) Programme extrait des Mémoires de Messali Hadj.

absence complète du rôle du prolétariat algérien et des rapports du combat des masses algériennes avec le prolétariat français. Dans ces conditions, la Constituante et l'indépendance ne sont qu'un catalogue de mots d'ordre. Enfin, le lien organique avec la lutte de classes à l'échelle mondiale n'apparaît pas, donc la nécessité de l'Internationale est niée.

L'Etoile nord-africaine est une organisation populiste avec un programme radical. Elle n'est donc pas une organisation ouvrière, car comment peut-il exister l'indépendance de classe du prolétariat sans parti indépendant du prolétariat, ce que l'Etoile nord-africaine ne revendique pas d'être ? La responsabilité en incombe essentiellement à l'IC, que Trotsky combatta à propos de « l'idée réactionnaire des partis ouvriers et paysans bipartistes pour l'Orient », dans « L'Internationale communiste après Lénine » :

« Pour nous, la question centrale, ici comme partout et toujours, est celle du parti communiste, de sa complète indépendance, de son caractère de classe intransigeant. Dans cette voie, le danger le plus grand est celui de la création de prétendus partis ouvriers et paysans dans les pays orientaux. »

De 1927 à 1933, l'IC va abandonner la formule du « parti ouvrier et paysan ». Mais la substance politique couverte par ce terme, la subordination des intérêts du prolétariat à la bourgeoisie « nationale » n'a pas disparu.

De 1927 à 1933, Messali va réorganiser l'Etoile. Le fil conducteur de l'élaboration des statuts, c'est d'abord l'affranchissement de toute tutelle à l'égard du PCF. Ainsi l'article 9 des statuts adoptés en 1933 :

« Tous les membres de l'Etoile nord-africaine, et en particulier les membres dirigeants, ne peuvent appartenir à d'autres organisations que par autorisation du comité directeur de toutes leurs actions extérieures. L'association ne se recommande d'aucun parti politique. »

La stalinisation de l'Internationale, son passage définitif du côté de l'ordre bourgeois en 1933, ont rejeté l'Etoile sur des positions nationalistes. Ce qui ne l'empêchera pas, de manière empirique car coupée de tout cadre d'action programmatique à l'échelle internationale, de rechercher et pratiquer passionnément le front unique avec les organisations ouvrières françaises. Avec un cortège de plusieurs milliers de militants, l'Etoile participe à la manifestation de front unique ouvrier du 12 février 1934. A la veille de 1936, Messali prononce le 13 août 1935 un discours dans un meeting organisé par le comité local du Secours rouge international à Boulogne-Billancourt. Devant plusieurs milliers d'ouvriers français et nord-africains, il adresse un réquisitoire contre l'impérialisme français et en appelle à l'unité avec le prolétariat français :

« Je vous demande, camarades travailleurs français, d'étudier de près les revendications de nos coreligionnaires, car elles sont étroitement liées aux vôtres. »

Comme le prouvent les événements de Brest et de Toulon, le gouvernement impérialiste français, n'ayant plus confiance en ses troupes, envoie contre vous des travailleurs marocains et sénégalais. A cet effet, il a encaserné dans la région parisienne plusieurs régiments de troupes coloniales, dont les balles vous sont destinées.

Ouvrez donc les yeux et efforcez-vous de soutenir la lutte des peuples coloniaux, et, par là même, vous déjouerez les plans criminels de Laval et donnerez un peu de bien-être à ceux qui, à Oran, Casablanca ou Fez, disputent aux chiens, pour pouvoir subsister, leur pitance dans les poubelles. »

S'ouvrant vers ses compatriotes, il leur conseille

« en cas de conflit mondial, de retourner leurs armes contre leurs dominateurs pour conquérir leur indépendance ».

Le ton de ce discours annonçait en quels termes allaient se poser les rapports entre l'Etoile nord-africaine et le Front populaire.

le Front populaire, la politique du stalinisme en Algérie, le PPA

En 1930, avec les fêtes du centenaire de la conquête, c'est l'apogée de l'Algérie coloniale. Mais, pressentant le danger, Maurice Violette, gouverneur de l'Algérie de 1925 à 1927, souligne dans son livre « L'Algérie vivra-t-elle ? » :

« Dans 15 ou 20 ans, il y aura plus de 10 millions d'Algériens en Algérie, sur lesquels près d'un million d'hommes ou de femmes pénétrés de la culture française. Allons-nous en faire des révoltés ou des Français ? Serions-nous assez aveuglés par ce que certains considèrent comme leur intérêt matériel immédiat pour leur sacrifier notre empire africain et le sort du pays ? S'il en était ainsi et si la métropole n'intervenait pas pour imposer un point de vue plus juste et plus humain, l'Algérie serait condamnée. »

Violette rédigea un projet, connu sous le nom de « projet Blum-Violette », visant à accorder l'égalité politique à 20 000 Algériens environ (titulaires de certains diplômes, grades ou distinctions militaires). C'est ce projet qui servira de politique au gouvernement de Front populaire.

Avant l'avènement du Front populaire, le PCF fait complètement disparaître le mot d'ordre d'indépendance des colonies et met en avant la défense de l'empire. En mai 1935, avec la signature du pacte Laval-Staline, c'est le ralliement du PCF à la « défense nationale contre la menace fasciste ». Désormais, il est « inopportun d'envisager d'affaiblir la France démocratique » en prônant la lutte pour l'indépendance de sa possession coloniale la plus essentielle, l'Algérie. A cet effet, le PCF crée le Parti communiste algérien en janvier 1936, à la veille des élections qui vont porter au pouvoir le gouvernement de Front populaire. De 1936 à 1938, l'essor des luttes nationales et sociales du peuple algérien, cons-

tatée depuis le début de la décennie des années 1930, ne se ralentit nullement, tout au contraire. Le 1^{er} mai 1936, la CGT réunifiée organise un grand rassemblement au stade d'Alger. 11 000 travailleurs, dont une majorité d'Algériens, répondent à son appel. Au début du mois de juin 1936, le mouvement de grève se développe à Alger. 6 000 ouvriers réunis au Foyer civique décident le 12 juin la grève générale. Les travailleurs vont dans la banlieue d'Alger, à Birtouta, Maison-Carrée, l'Arba, pour inciter et entraîner au débrayage les travailleurs des entreprises industrielles et agricoles. Le mouvement s'étend rapidement aux corporations du bâtiment, de la chaussure, de la métallurgie, des pétroles. La raffinerie Shell est occupée par les grévistes, ainsi que la centrale du port. Les drapeaux rouges sont hissés, mais les drapeaux tricolores, que Thorez vient de « revaloriser », les côtoient, alors qu'ils symbolisent, pour les Algériens, une occupation étrangère. Les grands magasins ferment leurs portes.

Au cours d'un meeting le 15 juin, le responsable stalinien Fayet (futur député en 1945) lance aux travailleurs algériens le mot d'ordre : « Gardez votre calme et votre dignité. » Mais les rassemblements, les défilés, les manifestations se succèdent. L'« Internationale » retentit dans les rues d'Alger, la place du Gouvernement est envahie par les grévistes. Des jeunes gens algériens brandissent des pancartes où l'on peut lire : « La liberté ou la mort. »

Pour contrecarrer toute tentative des masses algériennes pour leur droit à l'indépendance dans la foulée des grandes grèves ouvrières en France de juin 1936, le PCF impulse la constitution d'un « Congrès musulman » en Algérie. Le 7 juin 1936, dans une première réunion de ce congrès, une « Charte revendicative du peuple algérien » est adoptée, qui réclame « la

suppression de toutes les lois d'exception et le rattachement pur et simple à la France » (article 2). Ainsi, la Charte du congrès supprime la question nationale et préconise l'intégration totale, ce qui est aller plus loin encore que le projet Blum-Violette qui ne visait qu'à l'intégration d'une couche limitée de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie algérienne dans l'appareil administratif et politique colonial. Le Congrès musulman, ce n'est pas un congrès algérien, mais le congrès des musulmans aspirant à devenir des citoyens à part entière de l'Algérie française. Ce congrès rassemblait les Oulémas, organisation réformiste religieuse, le PCA, la Fédération des élus. Quelques citations des écrits d'un des leaders du Congrès musulman, Fehrat Abbas, futur responsable du FLN, montrent ce que représentait ce conglomérat :

« La patrie algérienne n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts, j'ai visité les cimetières, personne ne m'en a parlé (...). Nous avons écarté définitivement toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française en ce pays. Nous sommes fils d'un monde nouveau né de l'esprit et de l'effort français. » (Source : L'Entente franco-musulmane n° 24 - février 1936.)

L'Etoile nord-africaine, tout en ayant adhéré au rassemblement de Front populaire en 1935, ne participe pas au Congrès musulman. Le 2 août 1936 se tient à Alger un meeting du Congrès musulman. Les délégués venus de Paris où ils ont rencontré Blum et Violette se félicitent des vagues promesses faites. Messali se rend au meeting, demande la parole, l'obtient et déclare, en conclusion, prenant une poignée de terre : « Cette terre est à nous, nous ne la vendrons à personne. » Il est porté en triomphe. L'impact énorme du discours de Messali sur les masses algériennes lance l'ENA. Mais en posant la question décisive de l'indépendance, l'Etoile ouvre les hostilités avec toutes les tendances du Front populaire, notamment le PCF. Le projet Blum-Violette paraît le 30 décembre 1936. « El Ouma », journal de l'Etoile, en jan-

vier 1937, n'abandonne pas son idée-force :

« L'Etoile nord-africaine est contre le projet Blum-Violette parce qu'elle voit un grand danger en lui. Le peuple algérien est indivisible et ne doit pas se laisser diviser par fraction de 20 000. »

Le 24 janvier 1937, le service d'ordre du PCA expulse les militants de l'ENA d'un meeting organisé par le Congrès musulman, parce qu'ils avaient entonné l'hymne de l'indépendance algérienne. Cet incident ne fut qu'un prétexte facile pour les autorités, le « coup d'éventail » en quelque sorte. Le gouverneur général Lebeau obtient sans peine du gouvernement de Front populaire un décret de dissolution de l'Etoile, en application de la loi sur les milices et les ligues paramilitaires. Quelques jours auparavant, Ben Ali Boukhort, secrétaire général du PCA, avait dénoncé « la politique sectaire et anti-unitaire de l'ENA ».

A un sénateur qui trouvait que la dissolution de l'Etoile nord-africaine avait trop tardé, Blum explique au Sénat :

« Nous avons voulu faire cette opération à froid, et pour cela nous avons attendu pour laisser le Congrès musulman algérien lui-même condamner le mouvement séparatiste. »

Le 29 janvier 1937, une édition spéciale d'« El Ouma » paraît avec pour titre couvrant toute la page :

« Ils nous ont trahis ! Le Front populaire est parjure ! Le Front populaire a immolé un de ses membres avec l'appui des communistes ! »

L'Etoile avait adhéré au rassemblement de Front populaire tout en maintenant sa revendication d'indépendance pour l'Algérie. Elle se heurte au mur de ses propres illusions. Car il n'y avait dans la politique du Front populaire pas même l'esquisse d'un quelconque changement permettant le passage à l'indépendance pour l'Algérie. C'est le Parti radical, parti classique de la III^e République, du colonialisme, qui, dès son arrivée au pouvoir, « préside aux destinées » de l'Algérie dans le gouvernement de Front populaire,

gouvernement de collaboration de classes (6). En 1936, la plupart des grandes exploitations rurales, les grandes minoteries et les institutions de crédit sont entre les mains d'hommes du Parti radical.

La revue « IV^e Internationale » de mars 1937 dénonce « la répression impérialiste aux colonies, spécialement en Afrique du Nord, la dissolution de l'Etoile nord-africaine, les massacres de Tunisie ». En Tunisie, en effet, à Metlaoui (mines de Gafsa), la police du gouvernement de Front populaire a tiré et tué des mineurs en grève en février 1937.

LA FONDATION DU PARTI DU PEUPLE ALGERIEN

Le 11 mars 1937, à Nanterre, devant 2 000 ouvriers algériens, Messali annonce qu'il vient de déposer avec E. Filali, autre dirigeant de l'Etoile, les statuts du nouveau parti : le Parti du peuple algérien (PPA). Le 14 juillet 1937, des milliers d'Algériens défilent à Alger derrière un drapeau vert et blanc en chantant l'hymne nationaliste du PPA. Le même mois se tient le II^e Congrès musulman centré sur le projet d'assimilation Blum-Violette. Le PPA, qui a mené une campagne publique contre le projet, n'est pas invité et les quelques contradicteurs qui s'y présentent sont sauvagement matraqués et expulsés par le service d'ordre du PCA.

Le 27 août 1937, Messali est arrêté avec cinq dirigeants du PPA. Sous le titre « Six trotskystes arrêtés à Alger pour reconstitution de ligue dissoute », « L'Humanité » du 29 août 1937 approuve l'arrestation de ces « auxiliaires du fascisme ». « El Ouma » réplique ainsi au PCF en décembre 1937 :

« Le PC, persona grata de la République, puissant parti du ras-

semblement populaire, pilier du gouvernement du même nom, prépare l'opinion publique à l'annonce de la dissolution du PPA. S'il réussit, aux pages glorieuses pleines d'abnégation et de dévouement infini qu'il a inscrites lors de la guerre du Rif et de Syrie dans le livre d'or du mouvement ouvrier, s'ajoutera une page pleine de honte et chargée d'opprobre portant ce titre : en 1937, le PC a abandonné les dernières positions du matérialisme dialectique qui sont celles de Marx et de Lénine, pour celles de la réaction et du colonialisme. »

Le 11 février 1939, Thorez peaufine l'élaboration « théorique » de la ligne contre-révolutionnaire des partis stalinien français et algérien assimilationniste, il donne une explication de l'Algérie « nation en formation dans le creuset de vingt races. »

« Où est maintenant dans votre pays la race élue, celle qui pourrait prétendre à la domination exclusive, celle qui pourrait dire : cette terre a été la terre de mes seuls ancêtres et elle doit être la mienne ? (...) Allons de l'avant, calmes, tranquilles. Notre cause, la cause de la liberté, la cause de la paix et de la France (souligné par nous) triomphera par l'unité. Vive l'unité ! »

L'audience du PCA s'effondre dans les masses algériennes. Malgré les efforts acharnés du PC à défendre l'empire, le Congrès musulman se disloque. Les élections de 1939 consacrent le triomphe du PPA et la défaite des stalinien qui jusqu'au bout s'acharnent à combattre le nationalisme algérien, en prenant comme cible principale son représentant, Messali Hadj. C'est l'époque où le PCF lance au PPA l'accusation de collusion avec les fascistes, à quoi « El Ouma » répond :

« Le PPA n'a rien de commun avec le PSF, et entre le PSF, nouvel espoir de la bourgeoisie, parti des gros colons d'Algérie, et le Parti du peuple algérien, il ne peut y avoir absolument rien de commun, sinon une lutte sans merci. »

Les stalinien, systématiquement, appelaient le PPA Parti populaire algérien et non Parti du peuple algé-

(6) Citons entre autres, comme hommes politiques du Parti radical : Lebeau, gouverneur général d'Algérie ; Louis Millot, directeur des Affaires indigènes, commissaire du gouvernement ; Aubaud, secrétaire d'Etat à l'Algérie, ami de Daladier.

rien. L'allusion était claire : PPA = PPF (Parti populaire français de Doriot).

Cette calomnie stalinienne fut si longtemps répandue qu'elle continua à suivre Messali jusque dans sa mort. Le 5 juin 1974, une biographie du fondateur du mouvement nationaliste algérien établie par Jean Lacouture reprenait les allégations concernant les rapports de Messali et du PPF. Dès lecture de cet article, M^e Yves Dechezelles, avocat de Messali, adressa la lettre suivante au journal « Le Monde » :

« Certaines inexactitudes ont une résonance qui porte atteinte en profondeur à la personnalité de l'homme et du militant. Comment J. Lacouture a-t-il pu écrire que le leader de l'ENA fut séduit par les satellites du national-socialisme et notamment par le Parti populaire français ? (...) Messali Hadj, aussi bien que les travailleurs algériens qui militaient sous la bannière de l'ENA, puis du PPA, ont apporté leur participation et leur soutien actif aux manifestations et aux grèves qui ont marqué la période du Front populaire. Il est vrai que l'objectif de Messali Hadj était déjà l'indépendance de l'Algérie. Pour cette raison, c'est avec les syndicalistes révolutionnaires, les trotskystes, et à l'intérieur du Parti socialiste, avec la gauche révolutionnaire, que Messali Hadj noua les liens les plus étroits. Je ne suppose pas que J. Lacouture ait pu déduire de ces liens une quelconque attraction vers le national-socialisme. » (Cette lettre — non publiée par Le Monde — a été reproduite dans IO du 10 juin 1974.)

Le 29 septembre, le PPA est interdit et Messali, libéré quelques mois avant, retourne en prison. Il y restera jusque'en 1946.

Au moment où la deuxième guerre impérialiste commence, le gouvernement radical-socialiste de Daladier interdit le PPA mais aussi, par un décret du 26 septembre, le PCF, les organisations trotskystes. A ce point, il faut mentionner les « variations » de la politique du PCF. Afin de « protéger le pays contre le fascisme international », le groupe stalinien à l'Assemblée avait voté le 12 avril 1938 non seulement la confiance, mais les

pleins pouvoirs financiers au gouvernement Daladier. Au lendemain de l'Anschluss, le PCF ne saurait refuser au gouvernement de la France « les moyens de porter sa force armée au niveau de sa sécurité ». Mais le gouvernement Daladier signe les accords de Munich. Du côté des impérialismes français et anglais, ils visent à ouvrir à Hitler la route de l'agression contre l'URSS. Le PCF atteint à ce moment-là un point de chauvinisme qu'il ne dépassera qu'au cours de la guerre lorsque Hitler attaquera l'URSS. L'action du PCF se conjugue à celle de Daladier pour briser la grève générale du 30 novembre 1938. Jusqu'au bout, par orientation « défaitiste » et chauvine, il développe son action contre-révolutionnaire.

PROGRAMME ET COMPOSITION SOCIALE DU PPA

Le PPA reste fidèle au principe établi en 1926 avec les revendications de l'abrogation du code de l'indigénat, de l'octroi des libertés démocratiques, de l'indépendance, par le canal de la Constituante souveraine. Mais des différences majeures apparaissent avec l'Etoile nord-africaine.

Ainsi, la réforme agraire ne passe plus par une redistribution des grandes propriétés des colons, mais simplement par les terres domaniales. La Charte du PPA publiée dans « El Ouma » du 27 août 1938 s'adresse essentiellement « aux commerçants et artisans » et omet les travailleurs de l'industrie. « Les revendications générales » sont faites pour attirer la bourgeoisie algérienne. Le PPA réclame

« la participation des indigènes, par le moyen des obligations et actions nominatives au porteur, à la gestion et à l'exploitation des entreprises forestières et minières monopolisées par les trusts étrangers ou métropolitains, ainsi que leur participation également par la voie des actions à la gestion de tous les organismes de crédit, et notamment de l'organisme de la Banque d'Algérie. »

D'autre part, l'argumentation du PPA n'hésite pas à produire systématiquement des arguments religieux au

nom « du fonds culturel arabo-musulman ». Ainsi, « Le Parlement algérien » du 17 juin 1939, journal du PPA, utilise les mêmes termes que les oulémas, réformistes religieux, pour fustiger toute assimilation au cadre français :

« La nationalisation constitue, du point de vue religieux et conformément à la lettre et à l'esprit du Coran, une apostasie. »

La question se pose : est-ce qu'en traversant la Méditerranée le mouvement nationaliste algérien adapte sa politique aux populations algériennes auxquelles il compte désormais s'adresser, alors qu'à Paris, dans le milieu émigré prolétarien, il avançait les mots d'ordre d'indépendance et de socialisme ? Poser le problème de la sorte interdit d'établir la continuité ou la discontinuité entre l'ENA et le PPA.

La dégénérescence de l'Internationale communiste a rejeté l'ENA sur des positions populistes, alors que l'ENA aurait pu devenir un Parti communiste algérien, indépendant du PCF et lié directement à l'IC. Par suite de la dégénérescence de l'IC, il n'y aura pas d'organisation communiste en Algérie, et le PPA va se situer dans la logique de l'Etoile nord-africaine. Il lui donne sa physionomie définitive, en quelque sorte, d'organisation populiste.

Le PPA fait du « peuple-classe », pris dans sa totalité, le héros-acteur de la libération annoncée. Le PPA est un parti populiste petit-bourgeois, exprimant les aspirations des paysans et sous-prolétaires des villes, qui sont condamnés par le colonialisme à vivre en marge de la société.

Dès 1937, la petite bourgeoisie, qui s'était progressivement subordonné le parti populiste en voie de constitution, n'avait fait qu'exploiter à son profit, en les systématisant, des notions que la société algérienne transmettait par tous ses pores : poids de la domination française, apparence d'une société peu différenciée socialement d'où la bourgeoisie algérienne serait absente, apologie des structures traditionnelles préalablement vidées de leur contenu social.

La petite bourgeoisie avait donc pris possession de la scène politique pour l'indépendance, une scène que le parti de la bourgeoisie algérienne (pour des raisons tenant au caractère de l'Etat, de la société algérienne), le parti ouvrier (à cause de la trahison du stalinisme) avaient refusé d'occuper. Cette dernière explication (absence de parti ouvrier) est la plus décisive. Pendant le Front populaire, le PCF et le PCA sont largement responsables de l'isolement de l'Etoile et de Messali du prolétariat français, et en Algérie de la coupure entre les travailleurs européens des travailleurs musulmans, par suite du refus des staliniens de constituer en Algérie une centrale syndicale indépendante.

Cette politique a amené Messali et le PPA à aborder la « personnalité algérienne » par l'Islam (c'est la période où Messali devient Hadj).

Mais il n'a pas empêché que le PPA continue son combat centré sur la question nationale, l'indépendance, la Constituante, mots d'ordre qui remettaient en cause dans ses fondements l'ordre colonial en Algérie, clé de voûte de l'empire. Ce combat a empêché que le stalinisme ait des racines dans la classe ouvrière et la paysannerie pauvre d'Algérie. Et c'est dans ce combat impitoyable contre le colonialisme et le stalinisme que fut fondé le mouvement des AML (Amis du manifeste de la liberté) qui mène à la révolution de mai 1945.

Lorsqu'éclate la Deuxième Guerre mondiale, « El Ouma », journal du PPA interdit, écrit :

« L'Afrique du Nord n'est rattachée à la France par aucun sentiment, si ce n'est par la haine que cent ans de colonisation ont créée dans nos cœurs. Au nom de la République française, 60 millions d'êtres humains subissent la plus ignoble servitude. Notre patrie est le Maghreb et nous lui sommes dévoués jusqu'à la mort. Si vouloir vivre en hommes libres, c'est être anti-Français, alors nous le sommes et nous le serons toujours. Le colonialisme français cessera peut-être d'exister chez nous, sans laisser d'autres traces que le souvenir d'un cauchemar... »

A la suite de cet article, « El Ouma » et « Le Parlement algérien »

sont interdits, et Messali de nouveau arrêté après 33 jours de liberté.

En juin 1940, la France est défaite. C'est l'angoisse pour les gouverneurs et la population européenne d'Algérie, et la preuve de la faiblesse de la France pour les masses algériennes. Mais, très vite, le 25 juin, la population européenne apprend avec soulagement que l'intégrité de l'empire est maintenue. Avec ferveur, elle se rallie au régime du maréchal Pétain, représentant l'Etat fort, antirépublicain, autori-

taire, en fait un véritable retour aux sources : l'Algérie de l'armée d'Afrique, de l'Eglise africaine. Vichy sollicite Messali pour collaborer avec son régime. Ce dernier refuse et il est condamné,

« pour manifestation contre la souveraineté française et atteinte à la sécurité de l'Etat, à seize ans de travaux forcés, vingt ans d'interdiction de séjour, à la dégradation civique, à la confiscation de ses biens présents et à venir ». (Mémoire sur le cas Messali Hadj. Archives du CERMTRI.)

à la veille du 1^{er} novembre 1954

En novembre 1942, les troupes anglo-américaines débarquent en Afrique du Nord. Elles infligent une série de défaites à Alger, Oran, Casablanca, aux forces de Vichy.

C'est la première grande défaite de l'armée coloniale française depuis 1830. Intervenant après celles de juin 1940, de Syrie (1941), d'Indochine, les défaites de novembre 1942 ouvrent la crise de l'impérialisme français.

Lors de l'écroulement de la III^e République, les « pro-consuls » de l'empire s'étaient rangés (et y restèrent tant qu'ils eurent le choix) derrière Pétain. L'appareil d'Etat, les gros colons pratiquaient depuis longtemps la politique et les méthodes que Vichy introduisait dans la métropole. En s'installant à Alger (après un dédale d'intrigues, de marchandages et de complots de toutes sortes entre gouverneurs et chefs militaires), le premier souci de De Gaulle fut de consolider le « prestige » de l'impérialisme « partout dans le monde où flottent nos trois couleurs ».

Le « rétablissement des lois républicaines » et le maintien de certaines lois de Vichy « afin d'éviter les perturbations » n'attaquaient en rien le statut colonial et les fondements considérés comme immuables de la domination impérialiste. La continuité, de la III^e République à de Gaulle, en passant par Pétain, était assurée.

Le gouvernement « de résistance », avec l'appui complet des stalinien, maintint intégralement en Algérie comme dans les protectorats tous les maillons de la chaîne avec lesquels on rattache les peuples coloniaux « à l'empire » : code de l'indigénat, appui aux colons, renforcement des lois répressives... Mais cela dans une période de profonde décomposition de l'impérialisme français.

En effet, l'affirmation de la volonté d'indépendance des peuples des colonies, et par ailleurs les visées des impérialismes anglais et américain, mettent en jeu les fondements de l'empire. Des Antilles à l'Afrique, du Proche-Orient à l'Indochine, l'armature impérialiste française est battue en brèche et risque de s'effondrer.

Le premier désastre enregistré fut celui du Levant, en Syrie et au Liban. De Gaulle aurait pu reprendre pied en Syrie et au Liban. Mais les peuples syrien et libanais ripostèrent par une série de véritables soulèvements. D'autre part, devant la pression de l'impérialisme anglais, l'impérialisme français dut subir le désastre et reculer. C'est d'ailleurs l'application de Yalta, où se sont, entre autres, partagés les butins des impérialismes estropiés comme la France. En Indochine, colonie française où le personnel dirigeant français a été pratiquement liquidé par l'occupant japonais, l'impérialisme français, qui dispose de

moyens négligeables face aux impérialismes américain et anglais, doit faire face à une agitation croissante des masses.

Dans cette situation, la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme américain ont accepté à la fin de la Deuxième Guerre mondiale de permettre à l'impérialisme français de conserver l'essentiel de son domaine (Syrie et Liban exceptés) dans la mesure où, effrayés par les conséquences révolutionnaires en France, ils ont estimé que le meilleur barrage à la lutte des masses consistait à donner des assises solides à l'Etat bourgeois en reconstruction. L'impérialisme français a pu ainsi prendre sa place dans le camp des « vainqueurs ». Mais l'apparence et la réalité diffèrent considérablement. Saigné par la guerre et l'occupation, avec son capital productif réduit, l'impérialisme français n'a pu se reconstruire que par l'injection de dollars et par la politique contre-révolutionnaire du Kremlin dictée au PCF. C'est le « produire d'abord, revendiquer ensuite » de Thorez.

Cependant, les efforts contre-révolutionnaires de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme américain ne purent empêcher l'impérialisme français d'être confronté avec la vérité de ses positions réelles dans le monde. A la fin de la guerre, des mouvements révolutionnaires extrêmement amples secouèrent l'Afrique noire (7) et l'Algérie, dans des conditions que nous allons examiner pour ce dernier pays.

A l'initiative de F. Abbas (« déçu » par le régime de Pétain auquel il s'était adressé), les élus algériens (bourgeois fonciers, intellectuels) établissent un manifeste demandant un nouveau statut pour l'Algérie en 1943. Lors de son transfert à Sétif, Messali rencontre F. Abbas et lui propose un additif qui sera adopté :

« A la fin des hostilités, l'Algérie sera érigée en Etat algérien doté d'une Constitution propre qui sera élaborée par une Assemblée algérienne constitutive élue au suffrage

universel par tous les habitants de l'Algérie. »

Avec cet additif, on passait de la notion de « nationalité » algérienne mentionnée dans le manifeste à celle de « nation souveraine », et de l'idée d'une Constitution plus ou moins octroyée, prévue dans le premier texte, à celle d'une Constituante. L'additif de Messali fut rejeté par le gouvernement de Gaulle d'Alger. A cette occasion, Messali affirma à F. Abbas :

« Je ne fais pas du tout confiance à la France. La France ne te donnera rien. Elle ne cédera qu'à la force et ne donnera que ce qu'on lui arrachera. »

Le 14 mars 1944, naissent les « Amis du manifeste et de la liberté ». Le PPA décide de soutenir l'association. Le 2 avril 1945, lors de la conférence centrale des AML, la tendance PPA l'emporte largement. Dans la résolution générale, il n'est plus question de « République autonome fédérée à la République française », mais de la création d'un « Parlement et d'un gouvernement algériens ». A une énorme majorité, le congrès se prononce contre l'indépendance « sous l'égide de la France et dans le cadre du fédéralisme français », et « décide de réserver au futur Etat algérien la faculté de s'intégrer au système qui lui plairait ».

LA REVOLUTION MANQUEE DU 8 MAI 1945

C'est dans ce contexte de radicalisation politique qu'une grave crise économique accentuée par une mauvaise récolte touche l'Algérie et provoque la famine dans les campagnes.

On voit alors affluer vers les villes des milliers de paysans affamés, qui, faute de travail et de moyens, se raccrochent aux soupes populaires. Le 8 mai 1945, dans la plupart des villes d'Algérie, des cortèges défilent avec des banderoles portant comme mot d'ordre « A bas le colonialisme et le fascisme, vive l'Algérie indépendante ». A Sétif, la police tire sur la

(7) Cf. la brochure *La Théorie de la révolution permanente et l'Afrique* - Document de l'OCI sorti en novembre 1979.

C. G. T. UNION DES SYNDICATS CONFEDERES C. G. T.
DU DEPARTEMENT D'ALGER
 Maison des Syndicats : 2, Rue des Tanneurs

LA C.G.T. A FAIT DE GROS EFFORTS ET OBTENU DES RESULTATS IMPORTANTS
 POUR LES OUVRIERS DE NOS CAMPAGNES, SALAIRES, RAVITAILLEMENT, CONTROLE
 DE LA MAIN-D'OEUVRE.

Qu'a apporté le P. P. A. aux Masses Musulmanes ?

MUSULMANS ! TRAITÉZ COMME ILS LE MÉRITENT LES PROVOCATEURS HITLÉRIENS DU P.P.A.

EUROPÉENS ! CONFONDEZ LES PROPAGANDISTES DE LA DIVISION RACIALE

TRAVAILLEURS D'ALGER ! RESTEZ UNIS AU SEIN DE LA GRANDE CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

TOUS ENSEMBLE, NOUS IRONS VERS LE BIEN-ÊTRE DANS LA LIBERTÉ, NOUS
 PÉRONS UNE ALGERIE AMIE DE LA FRANCE NOUVELLE, PLUS BELLE, PLUS DÉMOCRATIQUE, PLUS HEUREUSE.

La Commission Exécutive
 de l'Union des Syndicats Confédérés
 du Département d'Alger

L'appareil stalinien de la CGT couvre l'Algérie d'un tract policier dénonçant les « provocateurs hitlériens du PPA ».

foule. Les manifestants ripostent en s'attaquant aux policiers et aux Européens.

C'est le début d'un soulèvement spontané. Dans les campagnes, les masses paysannes, à l'annonce de la répression, dirigent leurs coups contre les européens à Sillègue, Chevreuil, Kenata, Guelma. A Sétif, le secrétaire de la section communiste qui se porte contre les insurgés à les deux mains tranchées à coups de hache.

Le 10 mai, les autorités coloniales organisent une répression sauvage qui tourne au massacre (45 000 morts selon les chiffres du PPA). Le 12 mai 1945, « Alger républicain », journal contrôlé par les staliniens, écrit :

« Une délégation commune du PCF et du PCA a été reçue par le chef du cabinet du gouvernement général. Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle, après avoir vainement tenté de faire éclater des émeutes de la faim, a réussi à faire couler le sang (...). La délégation a estimé que des mesures appliquées sans délais contribueraient réellement à ramener le calme. »

A. Ouzegane, secrétaire général du PCA, va se charger de préciser le contenu de ces « mesures », dans « Liberté » (journal du PCA) :

« Il faut châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs de ces troubles, passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. » (*Liberté*, 7 juin 1945).

Le PCA ne s'est pas contenté de condamner par le verbe et la plume le soulèvement : ses militants constantinois en particulier, malgré leurs faibles effectifs, cautionnaient le massacre par des actes concrets. En voici quelques exemples. Le 9 mai à Guelma, un responsable PCF, Fouqueu, devant le cortège de manifestants qui s'est formé, interpelle le sous-préfet Achiary en ces termes : « Y a-t-il la France ici, oui ou non ? » Achiary sort son revolver et tire en l'air pour intimider les manifestants. A Taher, les militants du PCA assurent la garde du douar. « Liberté », journal du PCA, écrit le 24 mai 1945 :

« Pendant deux nuits, ils ont veillé armés de vieux fusils, de couteaux, prêts à verser leur sang pour barrer la route aux assassins. »

A Batna, voyant le mouvement se généraliser, la section locale du PCA effectue des démarches auprès des autorités coloniales. A Canrobert, la section du PCA a pris les décisions suivantes :

« 1) Surveiller de près la poignée de provocateurs sans entrer en discussion avec eux ; 2) prendre garde aux propagateurs de fausses nouvelles et les démentir dans les lieux publics ; veiller à ce que les personnes connues pour des manœuvres pseudo-nationalistes ou vichystes ne rôdent pas autour des foyers d'Européens. »

Avec une telle caution politique, la répression peut se développer contre les masses algériennes. Cela suppose la suppression du mouvement nationaliste, des libertés ouvrières et démocratiques, un changement de régime en France. Mais l'Algérie n'a pas de base économique pour devenir un Etat sud-africain, et les rapports entre les classes à l'échelle mondiale en 1945 interdisent une France algérienne ou même une France coloniale.

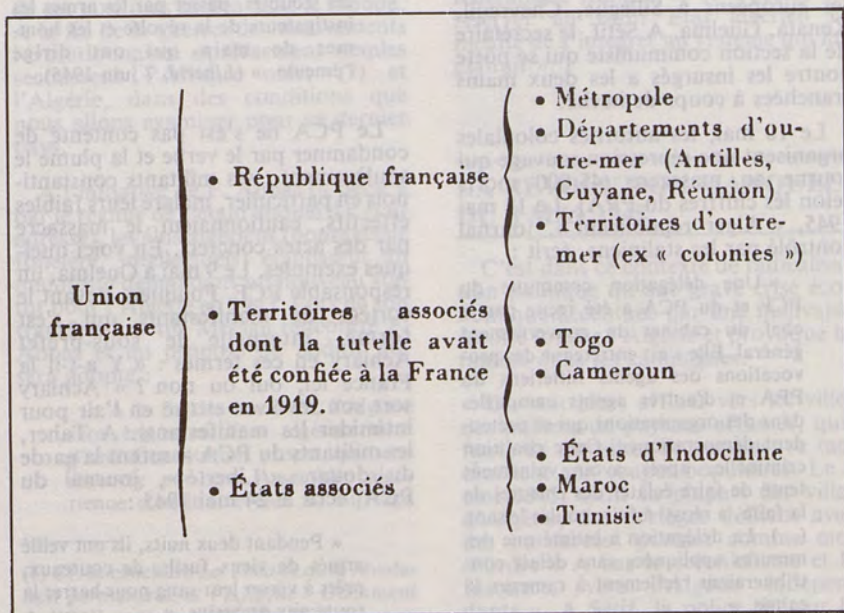
La révolution manquée du 8 mai 1945 est un véritable tournant. Le fossé s'est considérablement élargi

entre le peuple algérien et la minorité européenne. Les plébéiens des villes (sous-prolétaires, chômeurs), le prolétariat et la paysannerie algérienne ont fait la pratique de la puissance des actions collectives. Une nouvelle génération du PPA entre en scène, qui en viendra (en évacuant tout contenu politique) à faire de la lutte armée un principe absolu.

L'«UNION FRANÇAISE»

A la fin de la deuxième guerre impérialiste, la situation de l'Algérie à l'égard de la France présentait toujours l'équivoque juridique que lois et décrets, se succédant depuis la conquête, n'avaient pas réussi à dissiper. Le pays se présentait comme un ensemble de « départements juxtaposés » dont l'unification résultait de certains organismes centraux, au premier rang desquels se trouvait le gouvernement général.

La Constitution de 1946 détermine, sous le nom d'« Union française », les différents territoires sur lesquels la France avait dans le passé exercé sa juridiction :



L'Algérie faisait-elle partie des départements métropolitains suivant la thèse de l'assimilation ? La réponse à cette question allait être donnée par le statut pour l'Algérie de 1947. Déposé par E. Depreux, ministre de l'Intérieur, il reprend le projet de G. Bidault, ministre de De Gaulle, datant de septembre 1946. L'Algérie, pour le statut de 1947,

« constitue un groupe de départements dotés de la personnalité civile, de l'autonomie financière et d'une organisation particulière définie par les articles ci-après de la présente loi » (article 1).

Ce pouvoir exécutif est concentré entre les mains d'un gouverneur général qui représente le gouvernement de la république devant lequel il est responsable. Une Assemblée algérienne reprend le principe du double collège où les représentants d'un million d'individus maintiennent leur suprématie sur huit fois autant d'autres. Et si l'Algérie possédait l'autonomie financière, c'étaient les colons qui « contrôlaient » l'Assemblée à même d'en décider. « Contrôle » exercé au moyen d'élections totalement truquées en 1948 et 1951 pour le deuxième collège.

Le statut de 1947, dans le cadre de l'Union française, perpétue donc le système colonial, mais dans des conditions de crise de l'impérialisme français.

Les stalinienens vont s'en montrer les meilleurs défenseurs, les plus acharnés, dans l'Union française. Dès 1945, au lendemain de la révolution du 8 mai, Maurice Thorez explique dans « L'Humanité » du 27 juin :

« Nous manquons de viande. L'Algérie pourrait nous fournir un million de moutons chaque année, à condition de multiplier les points d'eau. Nous manquons de matières grasses : en Tunisie et en Kabylie, une grande partie de la récolte d'olives est perdue chaque année, faute de moyens appropriés.

Quant aux populations d'Afrique du Nord, elles savent que leur intérêt est dans leur union avec le peuple de France. Ainsi, le Parti communiste de Tunisie déclarait, les 9 et 10 juin der-

niers, sa volonté de tout mettre en œuvre pour consolider l'union du peuple tunisien et du peuple français... »

En défense acharnée de la Constitution de 1946 de la IV^e République, où pour les colonies le texte rappelle la division départementale de l'Algérie, les stalinienens vont concentrer leur tir, avant le vote du statut de 1947, sur le PPA. Dans « Démocratie nouvelle » de juillet 1947, Larbi Bouhali, secrétaire du PCA, explique :

« Partisan d'une Constituante algérienne souveraine, le PPA condamne tous les projets de statut en présence et les accuse d'être, à des degrés différents, des instruments tendant à perpétuer la domination impérialiste. En d'autres termes, c'est la politique du tout ou rien. Elle dénote un manque total de réalisme de la part des autres. »

Le « réalisme » des stalinienens consiste à renforcer davantage la « francisation » de l'Algérie dans le cadre de l'Union française, conformément aux directives de L. Feix (responsable pour le PCF de l'Algérie) qui considère que « l'indépendance de l'Algérie constituerait un leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Afrique » et que « l'Union française donne actuellement aux peuples d'outre-mer la seule possibilité de marcher à la conquête de la liberté et de la démocratie » (L. Feix : « Quelques Vues sur le problème algérien », septembre 1947, p. 969).

Quant à la SFIO, son projet de statut s'en tient dans ses grandes lignes à l'union extrêmement étroite entre l'Algérie et la France, dans le cadre de l'Union française. Le PCF et la SFIO prennent donc en charge la politique que de Gaulle, au lendemain de la guerre, avait le plus grand mal à appliquer dans une situation de crise de l'impérialisme français.

LA CRISE DU MOUVEMENT NATIONALISTE ALGERIEN

Les événements de mai 1945 avaient amené les masses paysannes et urbaines (prolétaires, sous-prolétaires, chômeurs) à rejoindre le PPA. Mais l'organisation attira aussi des intellec-

tuels petit-bourgeois (avocats, médecins, professeurs). Ces intellectuels algériens étaient déracinés, rejetés par les colons européens qui les considéraient toujours comme des « indigènes ». Leur ambition pouvait se situer au plan d'une carrière politique à accomplir. Le PPA, de par son cadre, sa nature populiste, que nous avons examinés, donc l'absence de politique principale centrée sur l'indépendance de classe du prolétariat, favorise l'émergence de cette couche de petits-bourgeois qui vont chercher l'alliance avec la bourgeoisie algérienne.

La reconstitution du PPA en mouvement légal, le « Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques » (MTLD) en vue des élections législatives prévues pour le 10 novembre 1946, leur donna l'occasion de s'imposer à la direction. L'affirmation de leur place au sein de cette direction était due au fait qu'étant cultivés et s'exprimant dans un français correct, ils devinrent élus municipaux, cantonaux. De ce fait, ils reléguèrent au second plan une partie des cadres du PPA et constituaient un corps nouveau, étranger à la lutte que l'Etoile nord-africaine avait menée au sein du prolétariat français, aux méthodes et au programme du PPA, « le parti des chômeurs et des misérables ». Dès 1949, ils dominent le comité central du MTLD où ils espèrent mener une carrière plus brillante qu'à l'UDMA (parti bourgeois de F. Abbas) ou au PCA discrédité. Les succès électoraux les amènent à penser qu'avec des élections libres, une politique réformiste doit être possible dans le cadre du statut de 1947.

En 1947 est constituée, à l'intérieur du MTLD, l'Organisation spéciale (OS) pour préparer l'insurrection armée (8). En 1950, la police démantèle l'OS. Effrayés, les hommes du comité central, les « centralistes », vont s'efforcer d'isoler et de liquider les jeunes militants de l'OS. Au comité central du 14 mars 1952, il apparaît nettement que Lahouel, dirigeant des centralistes, a adopté l'orientation « néo-coloniale » de J. Chevallier,

(8) Sur l'OS et la crise du MTLD, des renseignements importants figurent dans l'ouvrage de M. Harbi : *Aux origines du FLN*.

maire d'Alger. Partisan de renouer avec le projet Blum-Violette de 1936, Chevallier veut associer les conseillers municipaux du MTLD à la gestion de la ville d'Alger, et, pourquoi pas, au pouvoir lui-même. « Considérons aujourd'hui qu'il est plus sûr d'avoir auprès de soi des demi-rebelles que des domestiques », explique-t-il. Les centralistes acceptent de collaborer. En particulier, ils acceptent l'expulsion de milliers de musulmans des bidonvilles d'Alger, pour reloger quelques dizaines de leurs amis politiques dans les cités édifiées par J. Chevallier.

A Paris, le 14 juillet 1953, la police tire sur un défilé pacifique de travailleurs algériens. Le comité central ne proteste pas. Entre temps, au II^e Congrès du MTLD (4-6 avril 1953), la bataille politique s'est engagée entre messalistes et centralistes. Dans son message, Messali montre que la force de l'impérialisme français réside dans le fait qu'il fait partie d'un impérialisme qui, malgré ses rivalités internes, est une force unique. Il trouve également un appui à Moscou :

« La politique de coexistence prônée par Staline, et qui vient d'être reprise par Malenkov avec plus de précision, peut se développer dans le sens d'une entente au détriment des peuples coloniaux. »

Il ne faut donc compter ni sur l'ONU, ni sur l'aide diplomatique des pays afro-asiatiques, et encore moins de la Ligue arabe. Il ne faut compter que sur ses propres forces et combattre, car, dit Messali, il n'y a « nulle trace dans l'histoire de peuples libérés par d'autres peuples par amour de l'humanité ».

Le rapport des centralistes est à l'exact opposé de celui de Messali :

« La situation mondiale demeure dominée par l'antagonisme des deux blocs (...). Le Maghreb revêt de l'importance aux yeux des Occidentaux et essentiellement pour les Américains, promoteurs du bloc occidental (...). Au cours de la dernière session de l'ONU, les questions de l'AFN sont inscrites à l'ordre du jour immédiatement après la question de Corée. Les USA ont voté pour l'inscription. »

Les choses sont claires. Il est question d'obtenir l'indépendance par la voie diplomatique, problème résolu par l'ONU avec l'aide de la Ligue arabe et du bloc afro-asiatique, et le soutien des Etats-Unis, « promoteurs du bloc occidental ».

Entre les centralistes et les messalistes, il n'y a pas de conflit portant sur les « méthodes » de direction et l'« autocratie » de Messali, mais une lutte politique entre deux orientations antagonistes.

Cela dit, le message de Messali est de toujours se situer sur le terrain du parti-peuple-entier. Le contenu social de la crise du MTLD lui échappe parce que les divergences ne sont pas situées sur des fondements de classe. Il fonde, lui, son analyse sur le fait qu'en Algérie la base sociale de la lutte pour l'indépendance est exprimée par un peuple de dix millions d'hommes et de femmes, tous totalement expropriés, sans autre différenciation essentielle que celle d'une communauté de fellahs sans terre, de petits artisans et commerçants dont les intérêts sont liés de façon décisive à une masse de manœuvres et de chômeurs. A partir de là, il ne peut percevoir le fait que les représentants centralistes ne sont que les instruments de la politique de la bourgeoisie algérienne.

Son message est loin de constituer un programme politique dans la situation de décomposition de l'impérialisme français, au sens où la révolution algérienne est partie constituante de la révolution mondiale.

Enfin, il conclut par un appel à « l'unité de notre parti dans la clarté et autour de nos principes révolutionnaires ». Messali veut conserver la fiction de l'unité d'un parti dont la direction est passée à l'ennemi. Il faudra attendre une année (année durant laquelle les centralistes auront le temps de s'organiser et d'impulser la constitution d'un comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) qui jouera un rôle dans le déclenchement du 1^{er} novembre 1954) pour que la scission soit consommée entre les messalistes qui vont tenir leur congrès à Hornu en Belgique (juillet 1954) et les centralistes.

Mais dans ce combat livré, l'élément important est que Messali représente une tradition, depuis la création de l'Etoile nord-africaine, pour la Constituante souveraine. Et c'est à ce titre qu'il constitue un obstacle pour les centralistes du MTLD, les staliniens du PCA, les bourgeois de l'UDMA de F. Abbas qui se retrouveront au coude à coude dans la constitution du FLN.

la IV^e Internationale, le PCI et la question des colonies

Au sortir de la guerre, en 1945, dans une situation marquée par les confusions et les difficultés (9), le PCI, section française de la IV^e Internationale, poursuit un combat exemplaire sur le terrain de l'internationalisme prolétarien.

Seul comme parti, le 8 mai 1945, il se dresse contre les massacres de Sétif et Guelma, organisés par le gouvernement de Gaulle, avec l'approbation des ministres staliniens et sociaux-

démocrates pour noyer dans la plus sauvage répression la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale. Son journal, « La Vérité », de juillet 1945 écrit :

« Les travailleurs français ont le devoir de se solidariser avec la lutte de leurs frères coloniaux. Ils ne se laisseront pas prendre à la propagande chauvine du gouvernement bourgeois qui, au nom de ses intérêts, demande des bases pour l'aviation et la marine. Ils ne suivront pas non plus les staliniens qui ne cessent de

(9) Voir la brochure *Quelques enseignements de notre histoire*.

parler de la « sauvegarde des intérêts de la France ». Les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à sauvegarder en Algérie, pas plus qu'en Syrie, en Indochine ou ailleurs ! »

Seul comme parti, le PCI combat les plans de reconquête de l'Indochine, se prononce pour l'indépendance inconditionnelle des peuples indochinois, combat pour le retrait immédiat des troupes françaises et contre le maintien de l'Indochine dans l'Union française. Avec des militants formés parmi les travailleurs vietnamiens, le PCI construit une section vietnamienne de la IV^e Internationale qui renoue avec le combat dirigé par Ta-Thu-Tau assassiné sur ordre du stalinien Duong Bach Maih, dirigeant du parti de Ho Chi Minh, en 1945.

Mais ce qui a été fait pour le Vietnam (construction d'une section de la IV^e Internationale) n'a jamais été entrepris pour l'Algérie. Pour la section vietnamienne, il s'agissait de perpétuer une tradition d'avant-guerre, de renouer les fils. En 1945, la politique du PCI et de la IV^e Internationale n'était pas exempte de franches erreurs, d'ambiguïtés, qui vont connaître leur plein développement en 1950-1953 lors de la crise pabliste. Nous allons examiner rapidement deux questions : la « révolution coloniale » et l'intégration « au mouvement réel des masses ».

En septembre 1945, le comité exécutif européen lance un appel pour la défense des peuples coloniaux (10). Le mot d'ordre est : « A bas l'impérialisme ! Vive la révolution coloniale ! » Sur le plan fondamental du « Programme de transition », la révolution dans les pays arriérés ne saurait être « la révolution coloniale », comme une partie réagissant sur d'autres parties. Mais il s'agit « d'un maillon de la révolution mondiale », expression particulière d'un processus unifié de la révolution prolétarienne. Toute autre définition risquerait d'ouvrir la porte à la conception de la « théorie » de la révolution par étapes contre la théorie de la révolution permanente. Or, précisément, toutes les résolutions concernant les colonies, comme celle du VII^e plénum du CEI d'avril 1949, vont reprendre et « codifier » la question

de la « révolution coloniale », qui va trouver son aboutissement dans le pabliste par la division du monde en trois blocs : « capitaliste », « socialiste » et « colonial », niant par là même l'unité mondiale de la lutte des classes.

La politique de la IV^e Internationale et du PCI, avant la crise pabliste, se situe également sur le terrain du « parti du peuple entier », et pas de la construction d'une section de la IV^e Internationale.

Concernant l'Algérie et le PPA, « La Vérité » du 30 janvier 1948 écrit :

« Aux dernières élections municipales, le PPA a enregistré d'importants succès qui n'ont pas manqué de provoquer des réactions diverses selon les camps. Les résultats de ce scrutin mettent le PPA devant de lourdes responsabilités pratiques. Il sera important pour son avenir qu'il se montre à la hauteur de ces tâches. »

C'est le PPA, organisation populiste petite-bourgeoise, qui est chargé des tâches à accomplir. Il n'est jamais abordé, dans l'activité du PCI et de la IV^e Internationale, la tâche de construction d'un parti ouvrier en Algérie garantissant l'indépendance de classe du prolétariat.

En 1951, au III^e Congrès mondial, Pablo, dans son entreprise de destruction de la IV^e Internationale, va expliquer qu'il faut s'intégrer au « mouvement réel des masses ». Pour l'Afrique, la résolution spécifie :

« Dans les colonies nord-africaines françaises ainsi que dans celles de l'Afrique équatoriale française, nos forces doivent s'intégrer dans le mouvement national et les organisations qui l'expriment le mieux, afin d'y développer une aile marxiste conséquente et d'empêcher son exploitation par le stalinisme. »

C'est en relation avec les échéances de la lutte des classes à l'échelle mondiale que va éclater la crise de la IV^e

(10) *Quatrième Internationale* n° 22, septembre-octobre-novembre 1945.

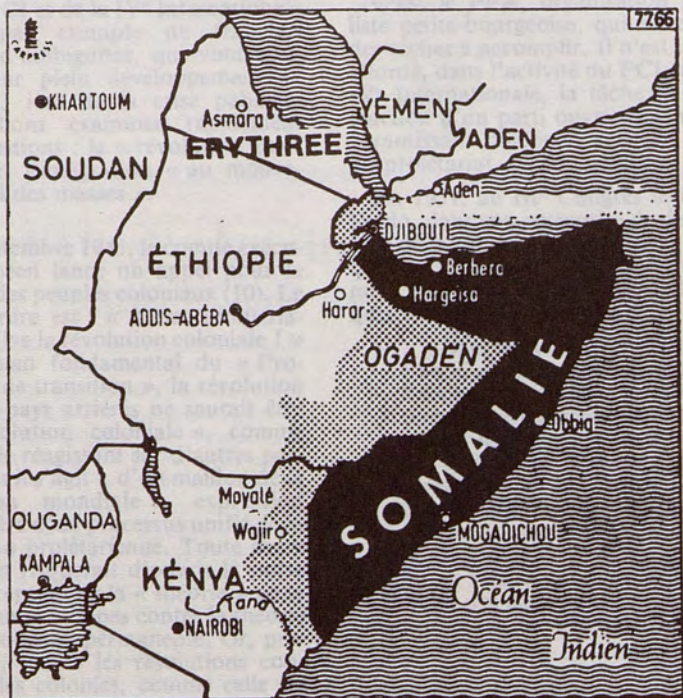
Internationale entre 1950 et 1953, qui va entraîner l'exclusion de la section française, le PCI.

L'année 1953 manifeste avec éclat le développement du processus unique de la révolution mondiale qui combine dans un même mouvement la révolution prolétarienne dans les pays coloniaux (Indochine, Tunisie, Maroc), la lutte des classes dans les pays capitalistes (grève générale d'août 1953) et la révolution politique en Europe de l'Est. Dien Bien Phu en 1954 sonna le glas de toute une époque pour l'impérialisme français. Les conséquences que la politique contre-révolutionnaire des staliniens a cru pouvoir empêcher de se manifester arrivent à échéance. Cette débâcle de Dien Bien Phu, combinée à la grève

générale d'août 1953 en France, ouvre une période où le processus de la désagrégation de l'impérialisme français va permettre à une mobilisation des masses algériennes de s'affirmer. La destruction de la IV^e Internationale par le pablisme va empêcher la clarification politique concernant l'application de la théorie de la révolution permanente, amoindrir la capacité d'intervention des trotskystes dans la révolution algérienne qui va s'ouvrir, et surtout ne pas poser le problème d'une section de la IV^e Internationale en Algérie. C'est ce que nous examinons dans la seconde partie de cet article.

**Benjamin Stora,
le 20 août 1980.**





LA CORNE DE L'AFRIQUE
DANS LE DEVELOPPEMENT
DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE

**révolution
et contre-révolution
en Ethiopie
(1974-1980)**

par Pierre FOUGEYROLLAS

En février 1974, deux mois avant le début de la révolution prolétarienne au Portugal et un an avant la défaite complète de l'impérialisme américain au Sud-Vietnam, un puissant mouvement des masses détruisait, en Ethiopie, le vieil Etat impérial d'Hailé Sélassié. Partie intégrante de la révolution mondiale, la révolution éthiopienne s'est heurtée et continue aujourd'hui à se heurter aux forces de la contre-révolution à l'intérieur du pays et à l'échelle internationale. Car elle mettait en cause l'« ordre mondial » issu des accords de Yalta et de Potsdam que les révolutions actuelles au Nicaragua et en Iran menacent encore plus gravement.

Pour comprendre les nouveaux développements de la révolution prolétarienne et pour travailler efficacement à la reconstruction de la Quatrième Internationale comme direction indispensable à la victoire complète de cette révolution, il est utile d'analyser l'affrontement des classes en Ethiopie durant les six dernières années, et le rôle joué dans ce pays et dans les pays voisins, pendant la même période, par l'impérialisme et les bureaucraties de Moscou et de Pékin.

Contrairement à une légende tenace, l'Ethiopie n'a pas échappé à l'exploitation et à la domination du colonialisme. En effet, l'ouverture du canal de Suez (1869) permet aux bourgeoisies anglaise, française et italienne de pénétrer dans le vieil Etat impérial dont les origines remontent à l'antiquité.

La victoire remportée par l'empereur Ménélik sur les troupes italiennes à Adoua (1896) a certes valeur d'exemple quant à la lutte contre la pénétration coloniale. Mais entre un Etat de type féodal et les forces des Etats

impérialistes, la partie allait devenir rapidement inégale. Dès le début de notre siècle, la bourgeoisie italienne s'installe en bordure de l'Ethiopie, en colonisant l'Erythrée et la Somalie méridionale, tandis que l'impérialisme anglais s'empare de la Somalie septentrionale et l'impérialisme français de Djibouti, d'où il construit le chemin de fer reliant Addis Abeba à la mer.

Les appuis accordés par les gouvernements de Londres et de Paris à la dictature fasciste de Mussolini permettent à l'impérialisme italien de réaliser — non sans se heurter à une

héroïque résistance — la conquête militaire de l'Ethiopie (1935-1936). Mais, durant la Deuxième Guerre mondiale, les troupes anglaises éliminent les forces italiennes de la Somalie, de l'Erythrée et de l'Ethiopie qui recouvre, en 1941, son indépendance formelle sous le gouvernement de l'empereur Haïlé Sélassié, grand féodal qui n'a rien à refuser à l'impérialisme.

Au lendemain de la guerre, l'impérialisme américain prend le relais de l'impérialisme britannique désormais affaibli. Truman fait de l'Ethiopie une base essentielle de l'impérialisme en Afrique. L'Etat d'Haïlé Sélassié, auquel l'impérialisme a donné en cadeau l'Erythrée pour que soit contenu le mouvement révolutionnaire des masses dans ce pays, devient une plaque tournante du dispositif de domination de l'Afrique orientale et même du continent africain dans son ensemble.

En 1963, les gouvernements des divers Etats africains créent l'Organisation de l'unité africaine (OUA), dont le rôle a consisté à faire obstacle à la poussée révolutionnaire dans ces divers Etats, avec le soutien de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Et il est hautement significatif que le siège de l'OUA ait été fixé à Addis Abeba et que le rôle de l'Etat éthiopien ait été par là même confirmé et renforcé.

L'EXPLOSION REVOLUTIONNAIRE ET SES SUITES

Il reste que la société éthiopienne était en proie à des contradictions internes que la soumission à l'impérialisme allait aggraver au point d'aboutir à l'effondrement de l'Etat, en 1974.

En effet, le régime d'Haïlé Sélassié a pour contenu fondamental la vieille domination des grands propriétaires terriens nobiliaires sur les masses de la paysannerie pauvre, à laquelle s'était tardivement ajoutée la formation d'une bourgeoisie compradore, incapable, par suite de son caractère historiquement atrophie, de transformer la société éthiopienne, dont l'agriculture et l'élevage continuent d'employer 90 % de la population active.

Il reste qu'un début d'industrialisation — donnant 4,5 % du PIB — a entraîné la formation d'un prolétariat embryonnaire essentiellement concentré à Addis Abeba et à Asmara, la capitale de l'Erythrée. Et ce sont précisément les travailleurs des transports de la capitale qui ont été, avec les étudiants, à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de 1974-1975.

Aux contradictions mettant aux prises ce prolétariat et la bourgeoisie compradore ainsi que la paysannerie pauvre et les féodaux, se sont ajoutées d'autres contradictions qui, sous des formes religieuses et ethniques, n'en sont pas moins des oppositions de classes. Ainsi, les grands féodaux des hauts plateaux, de religion chrétienne, exerçaient, à travers l'appareil d'Etat impérial, leur suprématie sur les féodaux des régions périphériques, le plus souvent musulmans. De plus, l'Eglise amharique, qui était elle-même le plus grand propriétaire foncier du pays, jouait un rôle oppressif énorme, en relation avec les féodaux de la région centrale.

Enfin, le peuple de l'Erythrée, jadis colonisé par la bourgeoisie impérialiste italienne, n'a jamais accepté l'annexion de son territoire par l'Etat éthiopien, tandis que la population de l'Ogaden, en majorité somali, aspirait et aspire encore à l'unification avec la république voisine de Somalie.

Nœud coulant autour du cou de la jeune classe ouvrière, carcan pour les masses paysannes, prison des peuples — comme disait Lénine de l'empire des tsars —, l'empire éthiopien était historiquement menacé de mort. La famine qui sévit dans la zone sahélienne du Sénégal à la Somalie, entre 1971 et 1973, fit, en Ethiopie, probablement plus de cent mille morts.

Fuyant les pâturages et les terres cultivables, désormais désolés, un nombre croissant de familles paysannes se réfugièrent dans les agglomérations urbaines, notamment à Addis Abeba, et accrurent considérablement les effectifs du sous-prolétariat. Ce fut là le choc circonscrit qui entraîna l'explosion révolutionnaire.

Au cours de l'année 1973, les grèves se succèdent dans la capitale : travailleurs des transports, étudiants, enfin fonctionnaires. Durant le deuxième

semestre, ces grèves engendrent des manifestations de masse qui ébranlent le pouvoir du négus dont les troupes deviennent incertaines.

Dans le même temps, les campagnes ravagées par la famine sont le théâtre d'émeutes paysannes qui revêtent, sur les hauts plateaux, un caractère anti-féodal et anticlérical évident, et qui prennent ailleurs, outre ce même caractère, une forme anti-amharique, donc plus ou moins anti-éthiopienne.

Au début de 1974, le régime d'Hailé Sélassié vit ses derniers soubresauts, en faisant tirer sur les étudiants et les travailleurs d'Addis Abeba et en utilisant contre les foules de manifestants les chars fournis par l'impérialisme américain. Bloqué dans son palais, le vieil empereur, ne se résignant pas à fuir ou n'en trouvant pas in extremis les moyens techniques, est réduit à l'impuissance en février 1974. A ce moment-là, l'appareil d'Etat en voie de décomposition depuis plus d'un an s'effondre par pans entiers. En province, les masses de la paysannerie pauvre déferlent et commencent spontanément à se partager les vastes propriétés des grands féodaux et de l'Eglise amharique ; dans la capitale, un « Comité de coordination des forces armées et de la police » cherche à préserver le pouvoir de l'Etat éthiopien, à la place du négus ; mais son « autorité » ne s'étend pas à tous les quartiers d'Addis Abeba et ne dépasse guère, à l'extérieur, un rayon de 50 kilomètres.

En réalité, l'Etat impérial s'est effondré sous les coups de boutoir des masses et la révolution prolétarienne a bel et bien commencé en Ethiopie, comme partie intégrante de l'énorme processus de la révolution mondiale. Vérification nouvelle de la théorie de la révolution permanente, ce n'est pas la bourgeoisie éthiopienne qui a vaincu le féodalisme et détruit l'Etat monarcho-féodal, c'est le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie pauvre qui a déterminé, dans une lutte spontanément antiféodale et anti-impérialiste, l'effondrement du régime d'Hailé Sélassié. La question décisive qui se pose alors est celle de l'expression politique de ce mouvement, de sa direction révolutionnaire.

L'ARMEE CONTRE LE MOUVEMENT DES MASSES

Des décombres du régime impérial, surgissent des organisations à faible audience populaire, qui se sont constituées à l'intérieur de l'Université d'Addis Abeba. Tirillées entre l'influence de la bureaucratie de Moscou et l'influence de celle de Pékin, ces organisations mettront trois ans à s'unir dans un « Bloc des cinq » prenant pour plate-forme programmatique la « révolution nationale démocratique et populaire » dont on sait qu'elle est la continuation directe de la « théorie » stalinienne de la révolution par étapes et de la construction du socialisme par pays. De ce « Bloc des cinq » émerge le Mouvement socialiste panéthiopien (MEISON), dans lequel l'influence de Moscou finira par l'emporter sur celle de Pékin.

En clair, cela signifie que le mouvement révolutionnaire des masses en Ethiopie ne disposait pas d'une direction révolutionnaire internationaliste, et que, en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, il était condamné à des difficultés et voué à des défaites que le développement actuel de la révolution en Iran permet de comprendre encore mieux.

Dans la situation de 1974 en Ethiopie, caractérisée par la décomposition et l'effondrement de l'Etat impérial et par l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, il était inévitable que le corps des officiers intervînt pour faire barrage au mouvement des masses et pour tenter de restaurer l'Etat bourgeois, sous la forme d'une dictature militaire. De février à septembre, le Comité de coordination des forces armées et de la police, qui représente ce qui subsiste de l'Etat, s'efforce de désamorcer le mouvement des masses en proclamant diverses « réformes sociales » et en faisant arrêter quelques fournées de ministres du négus et de hauts fonctionnaires accusés de corruption.

Cependant, ces mesures se révèlent impuissantes à arrêter les travailleurs qui exigent la collectivisation des entreprises, les paysans pauvres qui exproprient un certain nombre de féo-

daux, et les étudiants, maîtres de l'Université d'Addis Abeba. Le 12 septembre, Haïlé Sélassié, qui demeure prisonnier, est officiellement déposé. Un comité militaire — le DÉRÉ —, dont les noms des dirigeants ne sont pas divulgués au public, prend le pouvoir et jette ensuite en pâture à la vindicte des masses les corps de soixante fonctionnaires impériaux, fusillés dans la nuit du 23 au 24 novembre.

Du DÉRÉ émerge la personne du général Andom, qui lance le mot d'ordre nationaliste « Ethiopie d'abord » et qui espère rétablir l'« ordre » et désarmer la résistance érythréenne en faisant appel à la vieille « union nationale », c'est-à-dire à la collaboration des classes. Le malheur du DÉRÉ, c'est que la bourgeoisie éthiopienne, fondamentalement affaiblie et impuissante par le colonialisme et l'impérialisme, est incapable de réaliser le programme de « modernisation » qu'annonce le DÉRÉ, tant il est vrai que les tâches non accomplies de la révolution démocratique bourgeoise ne peuvent plus l'être que par le prolétariat dans le cadre même de la révolution socialiste, ainsi que Marx et Engels l'avaient compris en 1850 et ainsi que Trotsky devait le développer de 1905 à 1940 dans la théorie de la révolution permanente, élément central du marxisme.

En fait, Andom, qui semble avoir voulu négocier avec les mouvements de libération érythréens, n'était pas l'homme qui convenait à la politique du DÉRÉ. Après deux mois de pouvoir, il est fusillé en novembre 1974, en compagnie des fonctionnaires impériaux dont nous avons parlé. Le général Teferi Banté lui succède dans les fonctions incertaines de chef de l'Etat.

Durant les années 1975-1976, le mouvement révolutionnaire des masses, bien qu'il ne dispose pas d'une direction efficace, s'étend, et la décomposition de l'Etat progresse. Pour tenter de sortir de cette situation et réaliser l'« unité nationale » à tout prix, le DÉRÉ lance, le 31 janvier 1975, une vaste offensive en Erythrée. La population d'Asmara, la capitale de l'Erythrée, fait l'objet de ratissages et de tirs d'artillerie dont « Le Monde » indique qu'ils constituent les événements les plus graves que ce pays

ait connus depuis le début de la lutte de libération nationale, treize ans auparavant. C'est donc la politique du négus et de l'impérialisme qui est poursuivie par les hommes de la dictature militaire, tandis que le mouvement des masses se nourrit de la défaite du colonialisme portugais au Mozambique et en Angola, et de la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam.

L'offensive en Erythrée échoue par suite de la résistance du peuple érythréen et par suite aussi du mouvement qui se développe parmi les soldats de l'armée éthiopienne. Bref, Teferi Banté, pas plus qu'Andom, ne parvient à rétablir l'« ordre » ni même un minimum de sécurité dans les centres urbains, en proie à diverses formes — toutes plus ou moins suspectes — de « terrorisme », car les grands féodaux et les bourgeois compradores savent encore payer et utiliser des hommes de main.

En 1976, se constitue un « Bureau provisoire pour l'organisation des masses », composé des cinq mouvements dont nous avons précédemment parlé. Loin d'être un embryon de pouvoir ouvrier et paysan, ce bureau se propose d'infléchir le DÉRÉ et sa politique dans la direction de la « révolution nationale, démocratique et populaire ». A travers lui, c'est le stalinisme, ce sont les agents de l'appareil international du Kremlin qui posent leur candidature pour relayer le nationalisme bourgeois en déconfiture.

Parmi les organisations surgies au grand jour de l'effondrement de l'Etat impérial, le Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PRPE), qui se réclame, lui-aussi du « marxisme-léninisme » et d'une certaine version de la « révolution nationale démocratique et populaire », refuse d'entrer dans la coalition des « cinq ». Les attaches de ses dirigeants avec la bureaucratie de Pékin lui font redouter l'intervention de la bureaucratie du Kremlin, qui se prépare sous l'égide du « Bureau provisoire pour l'organisation des masses ». Aussi caractérisent-ils le régime du DÉRÉ comme un « régime fasciste » et utilisent-ils le « terrorisme » contre les hommes de ce régime ; ce qui contribue à précipiter la course des événements.

Le mouvement révolutionnaire des masses détermine à la fin de 1976 une crise aiguë parmi les membres du DERG. D'un côté, Teferi Banté et ses partisans prétendent remettre les ouvriers, les paysans et les étudiants au travail, en combinant l'emploi de la répression militaro-policière et l'usage de quelques réformes qui privilégieraient la bourgeoisie qualifiée par eux de « nationale » sur les grands féodaux et l'Eglise amharique ; de l'autre côté, le lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam — un ancien officier de l'armée impériale, comme les autres — et ses partisans estiment que les vieilles méthodes ont fait long feu et que, pour rétablir l'autorité de l'Etat démantelé, il faut recourir à des procédés d'apparence plus radicale et de caractère beaucoup plus démagogique.

Le 3 février 1977, les deux clans du DERG se heurtent à l'état-major et dans les casernes d'Addis Abeba. Mengistu Hailé Mariam l'emporte, au terme d'une « nuit des longs couteaux ». Teferi Banté et ses amis sont fusillés. Une nouvelle politique est mise en œuvre par ceux qui sont devenus désormais les maîtres du DERG.

Rendant compte de ces événements, « L'Humanité » du 7 février les qualifie de « victoire de la gauche » en Ethiopie. Voire !

En fait, le lieutenant-colonel Mengistu poursuit les mêmes objectifs que ses prédécesseurs : rétablissement de l'ordre, restauration de l'Etat, écrasement de l'insurrection érythréenne. Jusqu'à nos jours, le cours des événements l'a amplement confirmé. Mais pour atteindre ces objectifs, il abandonne le vieux langage du nationalisme bourgeois. Comme Ngouabi au Congo-Brazzaville, comme Syaad Barré en Somalie, comme Kerekou au Bénin — ex-Dahomey —, il fait profession de « socialisme scientifique » et se réclame du « marxisme-léninisme ».

A PROPOS DU « TOURNANT A GAUCHE »

Mais les masses ne sont pas dupes. Et les étudiants de l'Université d'Addis Abeba, qui ont conquis de

haute lutte leurs libertés d'expression contre l'Etat impérial et qui ont contribué à sa chute, se dressent face à un pouvoir qui prétend « octroyer le socialisme » à partir de son appareil militaire et qui s'oppose à la constitution et à l'action d'organisations indépendantes des travailleurs et de la paysannerie pauvre.

Les 29 et 30 avril, les milices dites « paysannes », qui sont en fait des bandes de tueurs à gages recrutés par le DERG pour relayer les soldats hésitant de plus en plus devant les basses besognes, envahissent le campus d'Addis Abeba et massacrent des centaines d'étudiants. Car, à travers les étudiants traditionnellement attachés aux libertés démocratiques, c'est l'ensemble des masses éthiopiennes que Mengistu entend placer sous un régime de terreur. De novembre 1977 à février 1978, un rapport d'Amnesty International estime que cinq mille jeunes ont été assassinés par les forces répressives du DERG. Singulier « tournant à gauche » !

Le lendemain du massacre des étudiants d'Addis Abeba, Mengistu est reçu triomphalement à Moscou et assiste, de la tribune du mausolée de Lénine, à la parade qui se déroule sur la place Rouge. Brejnev, qui a parfois le sens des formules, le proclame publiquement « héros » de la révolution en Afrique. Mengistu est effectivement devenu l'homme lige de la bureaucratie du Kremlin en Ethiopie, non certes dans l'intérêt de la révolution, mais au contraire au service de la contre-révolution, dans le cadre de la Sainte-Alliance qui s'est nouée entre l'impérialisme et la bureaucratie lors des accords de Yalta et de Potsdam (1944-1945).

Face au développement du mouvement révolutionnaire des masses, dans tout le pays et spécialement dans la capitale, le DERG ne pouvait plus, après trois ans d'échecs de plus en plus graves, ni s'appuyer sur une bourgeoisie atrophie ni recourir ouvertement à l'aide de l'impérialisme haï par les travailleurs et les paysans pauvres éthiopiens. Son seul moyen politique de survie et son seul moyen de reconstruire l'Etat était d'abuser les masses en leur tenant le langage de la révolution à travers des références propagandistes et mensongères au « socialisme

scientifique » et au « marxisme-léninisme ». Plus matériellement, à défaut de l'impérialisme mis en déroute sur place par l'explosion révolutionnaire, seule la bureaucratie du Kremlin pouvait fournir à la dictature éthiopienne les instruments de son maintien temporaire. Elle ne s'est pas fait faute de les lui accorder « généreusement » sous la forme d'assistants techniques nombreux et divers — notamment de spécialistes militaires et policiers — et d'équipements massifs pour l'armée. Quelques mois après le coup d'Etat de Mengistu, la bureaucratie castriste, agence de l'appareil international du Kremlin, particulièrement spécialisée dans les interventions en Afrique, dépêchait en Ethiopie ses conseillers militaires auxquels venaient s'ajouter des spécialistes en provenance d'Allemagne de l'Est et de quelques autres pays d'Europe orientale.

Le 20 novembre 1978, un « traité d'amitié et de coopération » est signé entre les gouvernements de Moscou et d'Addis Abeba, traité aux termes duquel l'Ethiopie est considérée par le Kremlin comme un « allié privilégié » et un pays du « camp anti-impérialiste ».

De février 1977 à novembre 1978, le parti du nouveau chef de l'Etat s'empare de la direction de la centrale syndicale unique qui devient une simple « courroie de transmission » de la dictature du DERG. Les militants du PRPE, qui avait pourtant donné son « soutien critique » au DERG, sont assassinés ou contraints à l'exil, ceux du MEISON — membre du bloc des cinq — sont emprisonnés ou obligés de s'enfuir.

Avec l'aide des conseillers soviétiques et cubains, le DERG organise un véritable quadrillage de la population rurale, contrainte d'entrer dans des associations assujetties au gouvernement, et de la population urbaine incorporée dans des comités de quartiers (kebele) qui sont de véritables organismes de surveillance et de dénonciation. Par ces moyens, le DERG s'oriente vers l'établissement d'un parti unique constituant la pièce maîtresse de son système institutionnel.

Alors que « L'Humanité » qualifie ce régime de « progressiste » comme

elle l'a fait pour l'Afghanistan, avant et après l'intervention des forces armées de l'URSS dans ce pays à la fin de 1979, la presse bourgeoise des pays occidentaux va, si l'on peut dire, encore plus loin. Elle traite l'Ethiopie de Mengistu de « pays faisant une expérience socialiste » ou même de « pays socialiste », quand elle ne qualifie pas son régime de « régime marxiste ». Tout cela est faux, mais il se s'agit pas d'erreurs innocentes.

Comment, en effet, parler d'« expérience socialiste » et, à plus forte raison, de « socialisme », quand il s'agit d'un régime politique imposé aux masses par une dictature militaire et quand aucune organisation indépendante, qu'elle soit ouvrière ou paysanne, n'est le moins du monde tolérée par la junte au pouvoir. Comment, en outre, confondre avec le marxisme le prétendu « marxisme-léninisme » dont se sert la bureaucratie du Kremlin, depuis plus d'un demi-siècle, pour tenter de camoufler son effroyable oppression du prolétariat et sa politique contre-révolutionnaire, menée en collaboration avec l'impérialisme ?

En réalité, le cours des événements en Ethiopie est tout à fait exemplaire. Il nous confirme que, depuis 1944-1945, la bureaucratie du Kremlin est amenée à prendre en charge les tâches de la contre-révolution là où le dispositif de domination de l'impérialisme se trouve tellement disloqué ou détruit par le mouvement révolutionnaire des masses que l'impérialisme n'est plus en mesure de le restaurer.

Cela ne veut nullement dire que l'impérialisme évacue de lui-même ses bastions pour en remettre gracieusement le contrôle à la bureaucratie du Kremlin. Cela signifie seulement que là où l'impérialisme ne peut plus maintenir, face au mouvement des masses, son système de domination, il est contraint d'abandonner — à travers des tiraillements et des conflits localisés — à la bureaucratie du Kremlin le soin de faire obstacle au processus historique de la révolution. Ainsi Roosevelt, Truman et Churchill ont été contraints par la vague révolutionnaire de 1943-1945 de partager avec Staline les tâches de la contre-révolution en abandonnant, faute de mieux, l'Europe orientale et la Corée

du Nord à la domination de la bureaucratie stalinienne.

En ce qui concerne la Chine, tous les documents historiques aujourd'hui connus montrent qu'à Yalta et à Potsdam, les représentants de l'impérialisme et de la bureaucratie s'étaient mis d'accord pour qu'elle demeure sous le contrôle de l'impérialisme par le moyen du gouvernement du Kuomintang, auquel le PC chinois apportait son soutien complet en y participant. Comme on le sait, le mouvement révolutionnaire des masses chinoises en a décidé autrement en entraînant, en 1948-1949, l'effondrement du régime du Kuomintang. Malgré l'obstination de Staline à demeurer fidèle aux accords passés avec l'impérialisme, le PC chinois a été contraint, par l'effondrement dont nous venons de parler, d'assumer la tâche de barrer la route à la révolution prolétarienne, du moins de la canaliser et de la dévoyer en mettant en place le carcan d'un nouvel Etat ouvrier bureaucratique.

En Indochine, un processus comparable s'est déroulé par suite de l'effondrement successif de la domination colonialiste française (1954) et de la domination impérialiste américaine (1975). Par les accords de Genève (1954), les puissances impérialistes et les bureaucraties de Moscou et de Pékin ont partagé le Vietnam entre un Sud demeurant sous le contrôle de l'impérialisme, et un Nord placé sous celui de la bureaucratie. Enfin, malgré les accords de Paris (1973) qui établissent, pour le Sud, un nouveau compromis entre l'impérialisme et la bureaucratie, le mouvement des masses et la décomposition corrélative du régime de Saïgon, ont littéralement contraint l'impérialisme américain à abandonner son protectorat et la bureaucratie de Hanoï à réunifier le Vietnam pour contenir et dévoyer la nouvelle poussée révolutionnaire.

En Afghanistan, un processus analogue s'est déroulé, sans aller toutefois aussi loin. En 1973, l'Etat féodal verrouillé s'est effondré, et le prince Daoud a tenté vainement d'instaurer un Etat bourgeois de type bonapartiste. Aussi, depuis 1978, ce sont les hommes de la bureaucratie de Moscou qui ont pris en charge directement les tâches de la restauration de

l'« ordre » et de la reconstruction de l'Etat. Mais les rapports entre les classes — beaucoup moins favorables au prolétariat, au demeurant embryonnaire, qu'en Chine et en Indochine — n'ont nullement entraîné la formation d'un Etat ouvrier bureaucratique, jugé sur le moment « inutile » par le Kremlin. Après les très graves échecs de Taraki et d'Amin, l'installation de Karmal par une intervention massive des armées de l'URSS n'est que la continuation de la politique commencée en 1978, tout en constituant une menace potentielle contre le mouvement révolutionnaire des masses dans l'Iran voisin.

En Afrique, le dispositif de domination de l'impérialisme s'est successivement effondré au Congo-Brazzaville, en Somalie et au Bénin — sans parler, pour le moment, de l'Ethiopie. Dans ces trois cas, la dictature militaire se réclame d'abord du nationalisme bourgeois et de l'« union nationale » ; ensuite, la poussée continue des masses la contraint à prendre directement appui sur la bureaucratie du Kremlin et à faire une consommation propagandiste mensongère de « socialisme scientifique » et de « marxisme-léninisme ». Plus tard, un processus assez comparable s'est déroulé dans les anciennes colonies portugaises : Angola, Mozambique, Guinée-Bissao et Cap-Vert.

S'il est vrai que des journalistes occidentaux parlent périodiquement de l'« expansion des Russes en Afrique » ou de la compétition entre les deux « super-puissances » pour la domination de l'Afrique et, plus généralement, du monde, il n'en est pas moins vrai que Nixon, Ford et Carter n'ont jamais emboîté le pas aux sénateurs frénétiques qui dénonçaient la « mainmise progressive de Moscou sur l'Afrique », car ils savaient, eux, de quoi il retournait vraiment et quel rôle jouait la bureaucratie du Kremlin là où Washington n'était plus — au moins temporairement — en état d'agir. En février 1976, Kissinger ne rencontra-t-il pas Brejnev à Moscou pour ajuster les rapports respectifs de l'impérialisme et de la bureaucratie relativement à l'Angola, et, deux ans plus tard, Andrew Young, représentant de Carter à l'ONU, ne disait-il pas, dans une déclaration célèbre, que

les Cubains avaient joué un rôle stabilisateur en Angola ?

Au milieu de cas dont nous venons de parler, celui de l'Éthiopie est d'autant plus clair qu'il s'est accompagné de conflagrations armées dans la Corne de l'Afrique permettant de mieux discerner le mouvement des classes dans les pays concernés et l'évolution des rapports entre l'impérialisme et la bureaucratie, eux-mêmes en proie, depuis 1968, à une crise sans cesse plus profonde et plus étendue.

LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU DERG

Le 4 mars 1975, le DERG, alors dirigé par Teferi Banté, avait promulgué une loi de réforme agraire dont les termes ambitieux se sont heurtés au mouvement réel de la masse de la paysannerie pauvre.

Selon cette loi, l'ensemble de la propriété terrienne était désormais nationalisée et le sol devenait « propriété collective du peuple éthiopien », la terre devenait un bien collectif, « comme l'air que l'on respire ou l'eau que l'on boit ». Elle préconisait un partage égalitaire de l'usufruit du sol à raison de dix hectares maximum par cultivateur, ainsi que la « formation d'associations paysannes prenant en charge la mise en place d'un système de coopératives » et assurant aux paysans des « prix justes et rémunérateurs » (1).

Pour apprécier la portée de cette réforme agraire, il convient de distinguer les régions amhariques soumises aux vieux régimes de latifundia féodaux et cléricaux, et les régions périphériques, notamment au nord, où existait un régime de petites propriétés fondées sur des structures villageoises traditionnelles.

Dans le pays amharique, les masses paysannes n'avaient pas attendu la législation des nouveaux maîtres du pouvoir pour agir : dès 1974, elles fai-

saient voler en éclats la propriété domaniale des grands seigneurs et de l'Église copte. Lorsque le DERG légiféra, il ne fit qu'entériner l'appropriation spontanée des terres par les paysans pauvres. La loi avait pour but d'épouser le mouvement des masses, en le faisant, en quelque sorte, rentrer dans l'ordre.

Autrefois, Nasser, Ben Bella et Boumediène avaient consacré également, en Égypte et en Algérie, une situation de fait que le mouvement spontané des masses avait engendrée et qu'il aurait été périlleux, pour les nouveaux régimes, de chercher à remettre en cause.

En revanche, dans le nord de l'Éthiopie, la réforme agraire apparaissait comme une menace pour la grande majorité des paysans, insérée depuis des siècles dans un système de propriété communautaire du sol. Le résultat de cette contradiction se traduit par d'énormes difficultés d'approvisionnement d'Addis Abeba et par un développement monstrueux du marché noir des produits de l'agriculture et de l'élevage.

Ne disposant toujours pas des garanties promises par la loi en matière de prix rémunérateurs, les masses paysannes se tournent vers l'auto-consommation et provoquent une baisse générale de la production. Face aux réquisitions lancées par le gouvernement de Mengistu Hailé Mariam, elles résistent par divers moyens. En mars 1980, on signalait des émeutes paysannes contre ces réquisitions à Mojo, à cent kilomètres au sud d'Addis Abeba. Et, en raison du black-out sur l'information minutieusement organisé par le régime, il est permis de penser que ce cas connu renvoie à bien d'autres qui ne le sont pas encore.

Suivant les avis de ses conseillers soviétiques et cubains, le DERG tente d'imposer à la paysannerie éthiopienne un système de coopératives de type bureaucratique. Mais là comme ailleurs, cette entreprise se heurte à la résistance des masses qui voient, à juste titre, dans les fonctionnaires de Mengistu, les successeurs des anciens agents impériaux.

Sur le plan de l'industrie, le bilan de l'actuel régime est encore plus médio-

(1) Cf. J. Quartin : *Éthiopie, la fin du servage*, dans *L'Économiste du tiers monde* n° 24, mai 1978.

cre. Entre la chute du négus (1974) et la prise du pouvoir par Mengistu (1977), les capitalistes éthiopiens ont eu le temps d'exporter l'essentiel de leurs richesses en Europe ou aux Etats-Unis. On connaît le cas d'Hailé Sélassié lui-même, dont l'immense trésor est resté entre les mains des banquiers suisses en vertu du secret professionnel dont ils entourent jalousement le montant de leurs comptes à numéros.

Ce que le DERG a nationalisé, ce sont des installations industrielles de faible importance et d'âge assez élevé. Mais sur ce point, il est révélateur que la loi ait confisqué les biens des traîtres, des immigrés, des contre-révolutionnaires, sans s'en prendre à la propriété privée des moyens de production comme telle. Ainsi, le programme de la « révolution nationale, démocratique et populaire » couvre le refus de détruire les rapports capitalistes de production et, plus précisément, la volonté contre-révolutionnaire de les maintenir en sacrifiant ce qui ne peut plus être sauvé (latifundia, une partie du grand capital) pour préserver ce qui peut l'être encore (le capital commercial et les possibilités de corruption qu'il offre, l'Etat bourgeois, ses privilèges face à l'assaut des masses). Il en est de l'Ethiopie actuelle comme de l'Algérie : éliminé de l'industrie, assez largement sous les coups de boutoirs des masses, le capital continue à fonctionner dans la sphère commerciale, dans les transactions intérieures et dans les transactions internationales portant sur des biens mobiliers, et même, pour ce qui est de l'intérieur, sur des biens immobiliers.

Tout en multipliant les déclarations de propagande en faveur du « socialisme scientifique » et du « marxisme-léninisme », le DERG lance périodiquement des appels aux investisseurs étrangers, comme le font de leur côté les dirigeants de l'Angola, du Mozambique et du Zimbabwe. Mais ces investisseurs ont suffisamment peur du mouvement révolutionnaire des masses éthiopiennes pour se garder de placements trop risqués. Aussi, la « révolution nationale, démocratique et populaire » pourrit-elle sur pied et couvre-t-elle une aggravation générale de la situation économique porteuse de nouveaux affrontements sociaux.

LA GUERRE SOMALO-ETHIOPIENNE (1977-1978)

La conflagration militaire qui s'est déroulée durant le deuxième semestre de 1977 et durant le premier semestre de 1978 nous semble très largement confirmer les appréciations que nous venons de porter. Avant d'examiner le déroulement des opérations, il convient de porter attention au cas de la Somalie.

Résultat de la fusion, en 1960, de la Somalie ex-italienne et de la Somalie ex-anglaise, la République de Somalie fait, pendant neuf ans, l'expérience d'un « parlementarisme à la britannique », que les pressions de l'impérialisme et la corruption consécutive ont conduit à l'effondrement. En 1969, un putsch de l'armée met au pouvoir le chef de la police et des forces militaires, le général Syaad Barré. Pendant deux ans, les nouveaux maîtres du pays tâtonnent sur le meilleur moyen de stopper le mouvement des masses qui a déterminé la chute de l'ancien régime étroitement lié à l'impérialisme anglais.

En 1971, Syaad Barré prend le tournant qui convient par la promulgation d'une « Charte » se réclamant du « socialisme scientifique » et affirmant la « compatibilité » du « marxisme-léninisme » et de l'islam. Quelques nationalisations sont opérées et, surtout, la bureaucratie du Kremlin est appelée à la rescousse ; Syaad Barré lui livre le port de Berbera, qui devient la plus grande base aéronavale de l'URSS hors d'Europe. En 1974, un « traité d'amitié et de coopération » est signé entre les gouvernements de Moscou et de Mogadiscio. Ainsi, le cas somalien illustre parfaitement l'analyse précédente relative à l'effondrement, ici ou là, des dispositifs de l'impérialisme.

Malheureusement pour la collaboration entre la dictature militaire somalienne et la bureaucratie du Kremlin, le soutien de Moscou au régime de Mengistu Hailé Mariam bouleverse les rapports entre les Etats de la Corne de l'Afrique.

En effet, la décomposition de l'Etat éthiopien détermine, à partir de 1974,

un mouvement spontané de la population somali de l'Ogaden pour échapper au contrôle du pouvoir d'Addis Abeba et pour fusionner avec la République de Somalie. Et voici que la bureaucratie du Kremlin, qui s'est engagée dans la tâche de sauvetage de l'Etat éthiopien menacé, pour une part, par le soulèvement des Somalis de l'Ogaden et par l'appui militaire que le régime de Syaad Barré ne pourra que, tôt ou tard, leur accorder.

Lié au gouvernement de Mogadiscio, le Front de libération de la Somalie occidentale déclenche, durant l'été de 1977, une offensive, en Ogaden, contre les forces éthiopiennes passablement affaiblies par la révolution qui déferle sur le pays. Par solidarité ethnique, et pour détourner de son gouvernement le mécontentement des masses, Syaad Barré est obligé de donner l'appui de l'armée somalienne à l'offensive en question, car les masses de la République de Somalie, largement déçues par ses procédés de gouvernement, n'auraient ni compris, ni admis qu'il n'exploite pas une situation de faiblesse de l'ennemi traditionnel éthiopien.

De juin à octobre 1977, les insurgés somalis de l'Ogaden, appuyés par des unités régulières de l'armée de Mogadiscio, non seulement libèrent la totalité de la province irrédentiste, mais encore coupent le chemin de fer d'Addis Abeba à Djibouti et occupent les villes éthiopiennes de Harrar et de Dire-Dawa ; ainsi se trouve gravement menacée la dictature de Mengistu Haïlé Mariam à Addis Abeba.

Le 9 juin 1977, Syaad Barré, tout en déplorant l'appui de la bureaucratie du Kremlin à l'Etat éthiopien, déclarait encore : « Nous ne mettons nullement en cause nos rapports avec l'URSS. » Mais les opérations militaires dans l'Ogaden et l'impétuosité des Somalis partant en guerre, au cœur même de l'Ethiopie, devaient le conduire à changer radicalement d'attitude. Devant l'afflux des fournitures d'armes provenant d'URSS en Ethiopie, face à la menace d'une contre-offensive destinée à reconquérir l'Ogaden, Syaad Barré a besoin de se procurer des armes et des soutiens politiques ailleurs.

En novembre, il expulse de Somalie les nombreux conseillers et assistants

techniques soviétiques et cubains. Il s'adresse à divers Etats arabes, rend visite au roi d'Arabie Saoudite et obtient son appui, ainsi que celui du chah d'Iran. En quelques jours, la propagande officielle somalienne en faveur du « socialisme scientifique » et du « marxisme-léninisme » est remplacée par l'exaltation du nationalisme « grand somalien » et de la communauté « pan-islamique ». Ainsi s'effondrent les mythes naguère entretenus par le journalisme occidental.

Malgré les efforts de Syaad Barré pour se protéger contre la contre-offensive éthiopienne, malgré les soutiens que nous venons de voir et malgré les promesses de Washington et de Paris de lui envoyer des armes, le rapport des forces militaires joue contre le peuple somali. Après tout, la Somalie n'a que cinq millions d'habitants, alors que l'Ethiopie en compte près de trente millions — ce qui ne laisse indifférente aucune des grandes capitales du monde.

Conseillée et encadrée par des experts soviétiques et cubains, disposant de fournitures en provenance de l'URSS et de l'Europe de l'Est, qui s'ajoutent à ce qui lui reste d'armes américaines, l'armée éthiopienne reconquiert l'Ogaden et reconduit les forces somaliennes aux frontières du vieil Etat impérial en janvier 1978.

Quelques journalistes occidentaux feignent de se demander si l'armée éthiopienne, désormais en situation de force, ne va pas pénétrer sur le territoire de la République de Somalie. Mais Brejnev déclare opportunément qu'il n'est pas question de violer les frontières établies en Afrique ; aussi l'offensive éthiopienne s'arrête-t-elle là où il faut. Giscard et Schmidt se rencontrent le 2 février 1978, et se félicitent de ce respect des frontières naguère imposées aux peuples d'Afrique par le colonialisme européen. Ils respirent ! L'ordre de Yalta et de Potsdam est sauf !

Ainsi la guerre somalo-éthiopienne nous confirme l'inexistence d'un prétendu expansionnisme de l'URSS en Afrique. A la manière des pompiers qui interviennent pour éteindre les incendies, les forces de la bureaucratie du Kremlin sont intervenues en 1971

pour éteindre l'incendie révolutionnaire en Somalie, et, en 1977, pour tenter d'éteindre un incendie plus violent en Ethiopie — ce qui les a placées dans une contradiction localement redoutable et qui a permis à l'impérialisme de renouer ses liens avec l'Etat somalien, par l'intermédiaire du roi d'Arabie et du chah d'Iran.

En vérité, la bureaucratie du Kremlin n'exporte pas la révolution, sans quoi elle n'aurait fait qu'une bouchée de la faible Somalie en 1978. Ce qu'elle exporte, c'est la contre-révolution, là où l'impérialisme n'est pas en mesure de le faire, et en accord fondamental avec lui, même s'il est vrai qu'un tel accord planétaire n'évite pas les affrontements locaux et les ajustements difficiles entre Washington et Moscou.

Subissant la loi fondamentale de l'histoire du monde actuel, la bureaucratie du Kremlin, menacée de l'intérieur par la révolution politique, est néanmoins contrainte d'étendre sa domination par suite des défaillances de plus en plus graves et fréquentes de l'impérialisme en crise, et d'aggraver ainsi sa propre crise.

L'action du Kremlin en Somalie et son action en Ethiopie, ainsi que les contradictions qui s'en sont suivies pour son appareil, le montrent d'une manière remarquable. Dans la Corne de l'Afrique, la politique de Moscou n'a été ni aventuriste ni inconséquente ; elle a été ce qu'elle pouvait et devait logiquement être dès lors que l'on a compris que le maintien au pouvoir de la couche bureaucratique en URSS et dans tous les Etats apparentés implique que soient jugulées partout dans le monde les entreprises de la révolution prolétarienne.

Contrainte au coup par coup — avant-hier la Somalie, hier l'Ethiopie, aujourd'hui l'Afghanistan, demain l'Iran ou un autre pays —, la bureaucratie du Kremlin procède, comme l'avait parfaitement discerné Trotsky, par zigzags ; elle pare au plus pressé en fonction des intérêts de la contre-révolution qui la lient fondamentalement à l'impérialisme et qui l'opposent partiellement, sectoriellement et occasionnellement à lui lorsqu'il s'agit d'ajuster les intérêts mouvants de ces deux forces contre-révolutionnaires.

LA QUESTION DE L'ERYTHREE

La tragédie du peuple érythréen est un produit du colonialisme du XIX^e siècle et de l'action de l'impérialisme au XX^e siècle. Il s'agit d'une population actuelle de quatre millions d'habitants, dont le colonialisme italien a annexé le territoire en 1890.

Mais, comme on l'a déjà dit, ce colonialisme italien est éliminé par l'impérialisme anglais au cours des opérations militaires de la Deuxième Guerre mondiale. Enfin, l'impérialisme des Etats-Unis cherchant à renforcer son bastion éthiopien décide, en 1950, avec l'appui de l'ONU, que l'Erythrée fera désormais partie de l'Etat impérial éthiopien, à charge pour le négus d'« accorder » l'autonomie interne à l'Erythrée.

Fort de l'appui impérialiste, Hailé Sélassié non seulement néglige d'accorder à l'Erythrée la moindre autonomie, mais encore soumet ce pays à une politique d'éthiopianisation forcée : en 1958, le drapeau érythréen est aboli, et, en 1962, Addis Abeba proclame que l'Erythrée est une province de l'Ethiopie — ce qui ne suscite alors aucune protestation de l'ONU, en raison du fait que la Corne de l'Afrique est en ce temps-là une chasse gardée de l'impérialisme américain, reconnue comme telle dans les capitales occidentales et à Moscou.

Cependant, la violence faite au peuple érythréen détermine un mouvement de résistance anti-éthiopienne, qui prend la forme d'un mouvement pour la libération nationale et dont certains éléments se réclamant de l'« union sacrée » contre l'occupant, cherchent et trouvent des appuis surtout en Arabie Saoudite, tandis que d'autres — partisans de la « révolution nationale démocratique et populaire » — se retournent vers l'URSS, Cuba, la Corée du Nord, la Chine, et, plus tard, le Yémen du Sud.

Après l'annexion de 1962, se crée le Mouvement de libération de l'Erythrée (MLE) qui exprime les intérêts de la bourgeoisie d'Asmara, la capitale, et aussi ceux des grands féodaux, en exigeant une Fédération éthiopo-érythréenne et en utilisant des moyens légaux de propagande. Mais cela ne

suffit pas aux masses, c'est-à-dire au prolétariat et au sous-prolétariat d'Asmara et du port de Massawa, ainsi qu'aux paysans pauvres que l'Etat impérial éthiopien exploite de plus en plus féroce. Une autre organisation se constitue, sous la direction d'éléments petits-bourgeois partisans de la lutte armée : le Front de libération de l'Erythrée.

Ce FLE connaît les plus graves contradictions internes entre nationalistes bourgeois et « marxistes-léninistes », entre musulmans et chrétiens, et il est traversé par les influences du Caire, de Riad, de Moscou et de Pékin. En 1970, une scission engendre le FLECR (Front de libération de l'Erythrée — Conseil révolutionnaire) et le FPLE (Forces populaires de libération de l'Erythrée), la seconde organisation se voulant plus « radicale » que la première. La lutte contre l'occupant éthiopien se complique alors d'une guerre civile opposant le FLECR, appuyé et ravitaillé en armes par divers Etats arabes féodo-bourgeois, et le FPLE qui reçoit ses fournitures militaires de la bureaucratie du Kremlin et, pour une plus faible part, de celle de Pékin.

L'effondrement du régime impérial à Addis Abeba, en 1974, détermine les dirigeants des deux mouvements érythréens à s'entendre à nouveau pour exploiter la situation et libérer le territoire de leur pays. De fait, du début de 1975 à la fin de 1977, notamment durant la guerre somalo-éthiopienne, les guérilleros érythréens libèrent la quasi-totalité du territoire national sur lequel l'armée éthiopienne ne conserve que le contrôle des principales villes, notamment Asmara et Massawa.

Néanmoins, l'unité politique entre les deux mouvements de libération demeure fragile : le FLECR se réclame de l'« union entre les classes » et de la « voie de développement à l'irakienne », tandis que le FPLE se réclame de la « révolution nationale démocratique et populaire » et de l'exemple du Sud-Yémen.

La guerre somalo-éthiopienne terminée, Mengistu Haïlé Mariam obtient l'appui des Soviétiques et des Cubains pour lancer une offensive de grand style contre la résistance érythréenne. Il reçoit, à cette fin, un

important matériel militaire en provenance d'URSS. Ainsi, des maquisards érythréens dotés de mitraillettes soviétiques vont affronter des soldats éthiopiens dotés à leur tour de mitraillettes soviétiques et aussi de chars et d'avions made in URSS.

Cela ne montre-t-il pas amplement que la politique de la bureaucratie du Kremlin n'a d'autre logique que celle de pallier les déficiences de l'impérialisme au bénéfice de la contre-révolution internationale et du maintien de l'« ordre mondial » existant.

En juillet 1978, l'armée éthiopienne lance son offensive en Erythrée. Brejnev et Castro, sans lesquels une telle entreprise n'aurait pas été réalisable, montrent une fois de plus quel cas ils font du principe léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Au même moment, le sommet de l'OUA réuni à Khartoum refuse de se prononcer sur l'affaire érythréenne au nom du prétendu principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats.

Durant la campagne 1978-1979, l'armée éthiopienne a rétabli son contrôle sur un cinquième environ du territoire érythréen, alors que les mouvements de résistance — surtout désormais le FPLE qui s'est révélé militairement plus efficace — demeurent les maîtres des quatre cinquièmes et administrent complètement certaines zones rurales.

Pour atteindre ce résultat limité, et en tout état de cause non décisif, l'armée éthiopienne a fait, en Erythrée, 100 000 morts, rasé mille villages et provoqué l'exode hors du pays de 800 000 personnes (2). Ce que l'impérialisme devenait de plus en plus impuissant à sauver, à savoir le maintien du peuple érythréen dans la prison des peuples qu'est l'Etat éthiopien, c'est la bureaucratie du Kremlin et c'est son agence castriste qui le réalisent temporairement, et par des moyens tels que des observateurs parlent d'un commencement de génocide. Aussi les gouvernements des puissances impérialistes se gardent-ils bien de gêner en quoi que ce soit ce qui se fait en Erythrée, dans l'intérêt de la

(2) Voir Frank Terraille : *Les 56 Afriques*, Maspéro, 1979, tome 1 p.155.

Sainte-Alliance contre-révolutionnaire.

L'AVENIR DU MOUVEMENT DES MASSES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Six ans après la chute du régime impérial, où en est, aujourd'hui, l'Éthiopie ? Malgré la reconquête militaire de l'Ogaden, le régime de Mengistu Hailé Mariam se heurte, en permanence, à la guérilla des Somalis qui demeurent, plus que jamais, hostiles au pouvoir d'Addis Abeba. Malgré les offensives de 1978 et de 1979, l'armée éthiopienne ne s'est pas vraiment assurée le contrôle de l'Erythrée où les guérilleros restent maîtres, grâce à leur mobilité, d'une part importante des zones rurales. Bref, les importants moyens mis en œuvre par le Kremlin et par la bureaucratie castriste n'ont pas eu raison de la résistance des Somalis et des Erythréens parce que, en dépit de la faiblesse de ses directions, cette résistance est enracinée dans les masses d'une paysannerie extrêmement pauvre et, en ce qui concerne l'Erythrée, dans le prolétariat et le sous-prolétariat d'Asmara et de Massawa.

Phénomène plus grave pour la dictature militaire d'Addis Abeba parée des plumes du « socialisme scientifique » et du « marxisme-léninisme », les masses de l'Abyssinie, c'est-à-dire du cœur de l'Éthiopie, subissent le quadrillage policier des Kebele et la répression féroce du DERG sans que, pour autant, le mouvement révolutionnaire qui les emporte ait été brisé. Et il ne fait pas de doute que le déferlement des masses en Iran, en 1979 et en 1980, contribue à la continuité du processus révolutionnaire en Éthiopie.

Sans doute, le régime de Mengistu Hailé Mariam s'efforce-t-il d'abuser les masses et de leur faire croire qu'il s'emploie à « construire le socialisme ». Il reste que ces masses font l'expérience quotidienne de la condition dans laquelle les maintient la junte au pouvoir, et des entreprises guerrières dans lesquelles elle cherche à les engager.

En fait, dès le mois de novembre 1978, le colonel Berhanu Bayeh, res-

pensible du DERG pour les Affaires étrangères, s'est rendu à Paris et y a rencontré Giscard en vue d'établir des liens de coopération et de bonne entente. Car l'explosion révolutionnaire en Éthiopie avait largement contribué à la transformation par l'impérialisme français du territoire des Afars et des Issas en un Etat formellement doté de la souveraineté nationale : le République de Djibouti (27 juin 1977). Tout permettait donc à la rencontre Giscard-Bayeh d'être fructueuse. Et elle l'a été : le premier promettant d'augmenter le nombre de coopérants français en Éthiopie, et le second invoquant les « bonnes relations traditionnelles » entre les deux pays et soulignant que, lorsque l'Éthiopie avait été « envahie » par la Somalie, le gouvernement français avait condamné cette invasion.

Cet épisode de politique étrangère montre qu'en dépit des déclarations anti-impérialistes de Mengistu, le régime éthiopien cherche des accommodements avec l'impérialisme français et les autres, et que ce qui compte pour lui, c'est la sauvegarde de l'Etat et le refoulement, voire — s'il le pouvait — l'écrasement de la révolution entreprise par les masses éthiopiennes. Ainsi, l'affrontement des forces de la révolution et des forces de la contre-révolution en Éthiopie est hautement significatif tant du point de vue national que du point de vue international, le second commandant d'aileurs le premier.

En effet, le déclenchement de la révolution éthiopienne en 1974, bien qu'il se soit produit dans le cadre de l'ancien Etat impérial qu'il a détruit, n'a été possible que comme un moment localisé du processus de la révolution mondiale — entrée dans un nouveau cours en 1968 — et que comme un effet de la crise de l'impérialisme courant à sa terrible défaite, quelques mois après, au Sud-Vietnam.

Par ailleurs, le déferlement des masses en Éthiopie montre que si le prolétariat et la paysannerie pauvre sont capables de détruire l'appareil d'Etat — comme ce sera plus tard le cas en Iran et au Nicaragua —, la victoire irréversible du processus révolutionnaire implique l'extension de ce processus à l'échelle internationale et exige l'existence du parti ouvrier révo-

lutionnaire mondial, capable de le diriger jusqu'à son objectif final. Dès lors que cette implication ne se réalise pas suffisamment et que manque la condition subjective de la victoire de la révolution mondiale, à savoir la IV^e Internationale reconstruite et enracinée à travers ses sections nationales, s'ouvre une période d'affrontements dont la contre-révolution impérialiste aidée par la bureaucratie tire momentanément parti.

L'absence en Ethiopie d'organisations syndicales et politiques prolétariennes indépendantes, l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire internationaliste a permis au corps des officiers, institution résiduelle de l'ancien Etat impérial, de reprendre en main le pouvoir ; elle a permis, dans une situation marquée par l'effondrement du dispositif de l'impérialisme, à la bureaucratie du Kremlin de prendre en charge les tâches de la contre-révolution. La guerre pour la reconquête de l'Ogaden et la guerre pour l'écrasement de la résistance nationale érythréenne ont été commandées par la nécessité pour la dictature militaire d'Addis Abeba de reconstruire l'Etat que les deux insurrections précitées, s'ajoutant au mouvement des masses en Ethiopie proprement dite, menaçaient de conduire à l'éclatement et à une complète destruction. Et cette nécessité interne rejoint la nécessité pour la Sainte-Alliance entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin de sauvegarder les Etats existants. Nécessité d'autant plus exaspérée dans une période où l'on assiste à la destruction de l'Etat du chah en Iran et de l'Etat somoziste au Nicaragua et à une sorte d'effondrement sur eux-mêmes d'Etats africains hier relais de la domination impérialiste, comme la Mauritanie et le Tchad — sans parler de l'Ouganda et de la Centrafrique.

Il reste qu'en Ethiopie et dans la Corne de l'Afrique, comme ailleurs dans le monde actuel, rien n'est terminé en ce qui concerne le mouvement révolutionnaire des masses. En effet,

la résistance érythréenne et l'irréductibilité somali de l'Ogaden persistent et rongent la cohésion de l'Etat éthiopien de Mengistu.

La bureaucratie du Kremlin, contrainte de s'engager militairement, économiquement et politiquement en Indochine et en Afghanistan, est de moins en moins en mesure de fournir à la dictature d'Addis Abeba les moyens de sa survie. Enfin, l'agence castriste du Kremlin chargée des tâches supplétives de la contre-révolution en Angola, au Congo-Brazzaville et dans d'autres pays du continent africain, en proie à des contradictions à l'intérieur même de Cuba, ne dispose que de moyens limités pour sauver le DERG éthiopien.

C'est donc dans les masses d'Ethiopie et dans les masses du continent africain, dont la lutte est partie intégrante de la lutte mondiale des classes, que se trouve le potentiel révolutionnaire qu'il s'agit d'organiser pour en finir avec l'impérialisme et les classes compradore ainsi qu'avec les bureaucraties régnautes collaborant avec l'impérialisme. Plus que tout autre événement s'étant récemment produit entre Le Caire et Le Cap, la révolution éthiopienne montre qu'en Afrique comme dans l'ensemble du monde, l'heure du trotskysme a aujourd'hui sonné.

Construire des organisations prolétariennes indépendantes, construire des sections de la IV^e Internationale elle-même reconstruite, rassembler toutes les forces anti-impérialistes en déterminant leur rupture avec la bourgeoisie et les agences des bureaucraties régnautes, telle est la voie qu'il convient de prendre pour résoudre positivement les problèmes posés par l'affrontement historiquement exemplaire de la révolution et de la contre-révolution en Ethiopie.

**Pierre Fougeyrollas,
15 août 1980.**

LA VERITE

**Rédaction et administration
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS**

Tous versements à l'ordre de l'APIO

**Le directeur de la publication : Pierre Lambert
imprimerie ABEXPRESS - BONDY**



LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
unifiée
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)



■ Stéphane JUST
« Correspondance internationale -
La Vérité »

■ Rapport au congrès
de l'OCI unifiée

■ Adresse adoptée
par le congrès
de l'OCI et de la LCI
constituant l'OCI unifiée

■ Pologne :
déclaration du Comité paritaire
pour la réorganisation (reconstruction)
de la IV^e Internationale

■ Les sections du Comité d'organisation
préparent la conférence mondiale
convoquée par le Comité paritaire

■ Benjamin STORA
L'Algérie et la révolution permanente
(1^{re} partie : les origines de la révolution
algérienne de 1954)

■ Pierre FOUGEYROLLAS
Révolution et contre-révolution
en Ethiopie

Octobre 1980 Prix 10F

N°

593

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
unifiée
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

Numéro 593 - Octobre 1980

SOMMAIRE

3 - ■ Stéphane JUST

« Correspondance internationale -
La Vérité »

21 - ■ Rapport au congrès
de l'OCI unifiée

33 - ■ Adresse adoptée
par le congrès
de l'OCI et de la LCI
constituant l'OCI unifiée

41 - ■ Pologne :
déclaration du Comité paritaire
pour la réorganisation (reconstruction)
de la IV^e Internationale

49 - ■ Les sections du Comité d'organisation
préparent la conférence mondiale
convoquée par le Comité paritaire

63 - ■ Benjamin STORA

L'Algérie et la révolution permanente
(1^{re} partie : les origines de la révolution
algérienne de 1954)

99 - ■ Pierre FOUGEYROLLAS

Révolution et contre-révolution
en Ethiopie

LA VÉRITÉ

Le message que nous exposons est simple et clair. Le message est de l'Organisation Communiste Internationale pour les masses. C'est une vérité qui est nécessaire aux ouvriers révolutionnaires de l'action révolutionnaire, comme un instrument de la IV^e Internationale (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). La vérité est un mot bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.

Léon TROTSKY

Numéro 593 - Octobre 1980

SOMMAIRE

- 3 - ■ Stéphane LUST
« Correspondance internationale -
La Vérité »

- 21 - ■ Rapport au congrès
de l'OCI unifiée
- 23 - ■ Adresse adoptée
par le congrès
de l'OCI et de la LCI
constituant l'OCI unifiée

- 41 - ■ Pologne :
déclaration du Comité paritaire
pour la réorganisation (reconstruction)
de la IV^e Internationale
- 48 - ■ Les sections du Comité d'organisation
préparent la conférence mondiale
convoquée par le Comité paritaire
- 63 - ■ Benjamin STORA
L'Algérie et la révolution permanente
(1^{re} partie : les origines de la révolution
algérienne de 1954)
- 99 - ■ Ferné FOUGEYROLLES
Révolution et contre-révolution
en Éthiopie

« Correspondance internationale - La Vérité »

par Stéphane JUST

Ce numéro de « La Vérité », le n° 593, est le dernier publié en tant qu'« organe du comité central de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) ». En accord avec le comité central de l'OCI, la III^e session élargie du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale a pris la décision définitive

1. de publier sous le titre « Correspondance internationale » un mensuel politique ;

2. de fusionner l'ancienne revue qui paraissait trimestriellement sous le titre « Correspondance internationale » avec « La Vérité », qui devient de ce fait « Correspondance internationale - La Vérité », revue politique et théorique paraissant tous les trois mois.

Le premier numéro de « Correspondance internationale-La Vérité » sortira en novembre 1980 et publiera le projet de thèses programmatiques que le Comité paritaire soumet à la conférence mondiale qu'il convoque pour la fin décembre.

Cette décision a été prise en raison de l'étape nouvelle que franchit le Comité paritaire. En effet, au cours de la III^e session élargie, le Comité paritaire a mis la dernière main à l'élaboration des thèses sur la reconstruction de la IV^e Internationale. En conclusion de la discussion et de l'adoption de ces thèses, le Comité paritaire propose à la conférence mondiale convoquée en décembre de constituer : « IV^e Internationale (Comité international) ». Il s'agit d'un saut qualitatif vers la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale. La résolution de la III^e session élargie du Comité paritaire qui fait cette proposition se conclut ainsi :

« La constitution de "IV^e Internationale (Comité international)" ne signifie pas que la tâche de réorgani-

sation-reconstruction de la IV^e Internationale soit achevée ; elle signifie que nous entendons réaliser ce que, par la faute du SWP, le Comité international de 1953 n'a pas réalisé : chasser des rangs de la IV^e Internationale le révisionnisme liquidateur, former au cours de ce combat une nouvelle direction de la IV^e Internationale, achever la réorganisation-reconstruction de la IV^e Internationale.

La constitution de "IV^e Internationale (Comité international)" signifie pourtant que d'ores et déjà le révisionnisme liquidateur a subi une profonde défaite, que s'affirment les conditions de sa dislocation et de sa défaite totales. La constitution de "IV^e Internationale (Comité international)" signifie que s'est reconsti-

tuée sur une base de principe une organisation internationale qui assure la continuité de la IV^e Internationale proclamée en 1938, réorganisée à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et que le révisionnisme a disloquée en 1950-1953. Dans la conjoncture présente, le développement de la lutte des classes mondiale ouvre la possibilité de la construction, dans de multiples pays, de partis, sections de la IV^e Internationale, ayant une influence de masse. C'est seulement à partir de "IV^e Internationale (Comité international)", sous son impulsion et dans son cadre que de tels partis seront construits. »

D'importantes mesures politiques et organisationnelles seront prises par la conférence mondiale, qui traduiront dans la pratique la décision de constituer « IV^e Internationale (Comité international) ». Parmi celles-ci, la plus importante sera la décision de dissoudre les composantes du Comité paritaire : le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI), la Fraction bolchevique (FB) et la Tendence léninistrotrotskyte (TLT). Les décisions de publier le mensuel politique « Correspondance internationale », de publier fusionnées l'ancienne revue et « La Vérité » qui deviennent « Correspondance internationale - La Vérité », revue trimestrielle, s'inscrivent dans ces mesures.

Dès sa constitution, le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale a affirmé sa volonté de ne pas être, ainsi que l'avait été en 1953 et au cours des années qui suivirent sa constitution, le « Comité international de la IV^e Internationale », un simple front unique « idéologique » d'organisations nationales se bornant à la défense des principes de la IV^e Internationale.

Son nom l'indiquait, il entendait combattre pour la « réorganisation-reconstruction » de la IV^e Internationale. Néanmoins, une phase préliminaire était indispensable, celle où le Comité paritaire devait définir ses bases et ses contours en relation avec le développement de la lutte des classes, face au révisionnisme liquidateur et contre lui, en assumant pourtant la continuité de la IV^e Internationale sur

la base de son programme. Dès cette étape, le Comité paritaire décidait de publier une revue trimestrielle, « Correspondance internationale », ce qui tranchait radicalement avec la passivité du « Comité international » de 1953, lequel n'a jamais eu d'expression théorique et politique internationale propre. La tâche de la revue « Correspondance internationale » a été de publier les textes et documents, les prises de position du Comité paritaire, des informations émanant des organisations appartenant soit au CORQI, soit à la FB, soit à la TLT, plus quelques articles qui, généralement, polémiquaient avec les prises de position du Secrétariat unifié et de ses organisations, le tout éclairé par un éditorial.

La progression de la clarification théorique et politique au sein du Comité paritaire, de sa cohésion, a été extrêmement rapide. Il n'est pas un événement capital de la lutte des classes mondiale qui se soit produit depuis sa constitution qui n'ait suscité des prises de position du Comité paritaire sans aucune divergence majeure entre ses composantes. Avec l'élaboration des thèses sur la reconstruction de la IV^e Internationale et la convocation sur leur base de la conférence internationale, une étape se termine. Une autre commence. La revue trimestrielle doit se modifier en conséquence et répondre aux tâches de la nouvelle étape qui verra se constituer et se construire « IV^e Internationale (Comité international) ».

« Correspondance internationale - La Vérité » devra répondre à différentes exigences :

— publier les documents, textes, déclarations, résolutions émanant des organismes dirigeants, aujourd'hui encore du Comité paritaire, bientôt de « IV^e Internationale (Comité international) » ;

— publier les textes ou articles émanant des sections nationales exprimant leur activité, leur combat, leurs prises de position dans les pays où elles agissent et contribuent à la constitution progressive d'une seule organisation dans chaque pays ;

— analyser les questions politiques d'importance mondiale ;

— contribuer à la discussion des questions théoriques et politiques que les thèses soulèvent, et de toutes les questions fondamentales que posent la nouvelle période de la révolution (celle de « l'imminence de la révolution »), la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, la lutte contre le révisionnisme et la réorganisation-reconstruction de la IV^e Internationale.

Comme on le voit, la tâche est immense, et elle va commencer par la publication dans le premier numéro de « Correspondance internationale - La Vérité » (n° 4 de « Correspondance internationale », n° 594 de « La Vérité ») du projet de thèses programmatiques. Elle implique, pour être menée à bien, la concentration des ressources politiques dont va disposer l'organisation internationale bientôt constituée « IV^e Internationale (Comité international) », leur collaboration la plus serrée et harmonieuse possible. Cela justifie pleinement la fusion « Correspondance internationale - La Vérité ».

« Correspondance internationale » et « La Vérité » ont une origine et une histoire particulièrement significatives en relation avec les tâches historiques que s'assigne « IV^e Internationale (Comité international) ». Comme on le sait, « Correspondance internationale » a été une publication de la III^e Internationale (l'Internationale communiste), apportant une contribution décisive à sa construction et à la construction de ses sections avant que l'IC ne dégénère, publication à laquelle ont collaboré les dirigeants les plus éminents du Parti bolchevique et de l'Internationale communiste. Quant à « La Vérité », son premier numéro date de 1929. Elle a été le premier journal de l'Opposition de gauche publié hors d'Union soviétique lorsque Trotsky en fut expulsé par Staline et que se constitua l'Opposition de gauche internationale.

Toute l'histoire de « La Vérité » est intimement liée à celle de l'Opposition de gauche, puis à celle du combat pour la IV^e Internationale et de la IV^e Internationale. En 1944, la fusion entre le POI, le CCI et le groupe Octobre aboutissait à la constitution du Parti communiste internationaliste (PCI). Son premier congrès décidait non seu-

lement que « La Vérité » serait l'organe central du PCI, mais encore elle jouait un grand rôle dans la IV^e Internationale reconstituée à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le Secrétariat international qui siégeait à Paris l'utilisant largement.

Dans la lutte contre le révisionnisme liquidateur pabliste, « La Vérité » a été une arme indispensable entre les mains du PCI à partir de 1951. C'est dans les colonnes de « La Vérité » que furent publiées les « Dix Thèses » que Mandel, au moment où il esquissait une résistance au pabliste, avait écrites. Le congrès du PCI les adoptait, et sa délégation au III^e Congrès mondial demandait, contre l'avis de son auteur, qu'elles soient soumises au vote. Ce qui fut refusé. C'est dans les colonnes de « La Vérité » que Bleipretre publia, en réponse à l'article de Pablo « Où allons-nous ? », un article en plusieurs feuillets : « Où va le camarade Pablo ? ». C'est « La Vérité » qui, alors que le PCI était exclu en 1953 de l'Internationale, cimentait la résistance de ses militants. La publication « La Vérité » empêchait la liquidation du PCI tandis qu'il poursuivait seul le combat contre le pabliste, et cela jusqu'en novembre 1953 où le Socialist Workers Party publiait sa « Lettre ouverte aux trotskystes du monde entier » et où se constituait le « Comité international de la IV^e Internationale ».

Par la suite, « La Vérité » devait maintenir la continuité politique et organisationnelle du PCI sur les plans national et international. En 1959, après que de Gaulle eût pris le pouvoir, la décision était prise de convertir « La Vérité », de journal, en revue théorique. Un bulletin paraissant chaque semaine, qui allait devenir l'hebdomadaire « Informations ouvrières », était publié. Depuis, c'est en tant que revue que « La Vérité » a poursuivi le combat pour la IV^e Internationale, la construction du parti de la IV^e Internationale en France. Le comité central de l'OCI, en mettant la tradition de « La Vérité », son titre, le capital politique qu'elle représente, à la disposition de « IV^e Internationale (Comité international) », en se prononçant pour la fusion de « Correspondance internationale » et de « La

Vérité » proposée par le Comité paritaire, est donc bien fidèle à toute l'histoire de « La Vérité », à toute la lutte politique qu'elle mène depuis plus de cinquante ans. L'essentiel est toujours l'Internationale.

Il est vrai que toute une série d'articles particulièrement axés sur la France et les problèmes de la construction du parti révolutionnaire en France qui paraissent dans « La Vérité », organe central de l'OCI, ne pourront prendre place de la même façon dans « Correspondance internationale - La Vérité ». Pourtant, l'amélioration d'« Informations ouvrières », la publication du mensuel politique « Correspondance interna-

tionale » devraient permettre de combler, et au-delà, ces lacunes.

En conclusion, nous appelons les fidèles lecteurs de « La Vérité » à lire tout aussi fidèlement « Correspondance internationale - La Vérité ». Nous appelons les diffuseurs de « La Vérité » à diffuser plus largement encore « Correspondance internationale - La Vérité ». Ensemble, il s'agit de faire un nouveau pas sur la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale, et « La Vérité », par toute son histoire, s'identifie à la lutte pour la IV^e Internationale et au combat de la IV^e Internationale pour résoudre la question de la direction révolutionnaire.

Pologne : une nouvelle étape de la révolution politique commence

Cela nous mène directement au combat que le prolétariat polonais a engagé depuis le début juillet 1980. Dans ce numéro de « La Vérité », la déclaration du Comité paritaire datée du 24 août 1980 est intégralement publiée. Elle met l'accent sur ce qui caractérise essentiellement ce combat : en finir avec les organismes d'Etat que la bureaucratie camoufle sous le nom de « syndicats » ; arracher le droit de construire d'authentiques syndicats ouvriers, gérés par les ouvriers ; conquérir les libertés indispensables à l'exercice de ces droits. En bref, le prolétariat polonais a engagé le combat pour arracher le droit à s'organiser comme classe. Aujourd'hui, il s'agit du droit à constituer ses syndicats, à les unifier en une centrale syndicale nationale indépendante de l'Etat et du parti de la bureaucratie parasitaire au pouvoir. Inéluctablement, le droit de s'organiser indépendamment de l'Etat et du parti de la bureaucratie sur le plan syndical pose la question de l'organisation, sur le plan politique, en partis indépendants de la bureaucratie et contre elle.

Une riche et douloureuse expérience a appris aux prolétariats de l'Europe de l'Est que la mobilisation révolutionnaire spontanée est indispensable mais ne suffit pas pour vaincre les bureaucraties parasitaires, la chasser du pouvoir et instaurer un authentique pouvoir ouvrier. Ils savent que le combat que mène chaque prolétariat contre « sa » bureaucratie fait partie de la lutte d'ensemble que mènent tous les prolétariats de l'Europe de l'Est, le prolétariat de l'URSS, contre les bureaucraties parasitaires au centre desquelles est celle du Kremlin. Ils savent que pour mener la lutte jusqu'à son terme, remporter la victoire finale, il leur faut non seulement des organismes surgis spontanément au cours des grèves et des manifestations (comités de grève, comités ouvriers), mais des organisations permanentes qui les regroupent, les organisent, les centralisent nationalement, qui soient capables d'agir sur une ligne politique qui tienne compte des conditions et des circonstances politiques, d'où se dégage une direction politique : c'est pour disposer des moyens de cons-

truire de telles organisations, et d'abord ses syndicats, sa centrale syndicale, que le prolétariat polonais lutte aujourd'hui.

**DU MOUVEMENT
REVOLUTIONNAIRE
DE L'ALLEMAGNE DE L'EST
(JUIN 1953)
A LA REVOLUTION HONGROISE
DES CONSEILS
(NOVEMBRE 1956)**

Une nouvelle étape de la révolution politique s'ouvre ainsi, non seulement pour la Pologne, mais pour tous les pays de l'Europe de l'Est et l'URSS. Jusqu'alors tous les mouvements révolutionnaires au cours desquels le prolétariat, les masses se sont dressés contre les bureaucraties parasitaires ont fait surgir des comités de grève, des comités ouvriers ayant un caractère soviétique plus ou moins développé.

Dès juin 1953, en Allemagne de l'Est, les ouvriers constituent leurs comités. Les travailleurs de Berlin-Est lancent le mot d'ordre d'un «gouvernement des métallurgistes». En juin 1956, les ouvriers de Poznan se mettent en grève, manifestent, se battent contre la police politique, se lancent à l'assaut des locaux du parti de la bureaucratie. La classe ouvrière surgit ainsi sur la scène politique de Pologne et approfondit la crise politique qui déchire la bureaucratie. L'activité politique des masses s'intensifie et se généralise. Gomulka, qui jouit alors, en tant que victime de la répression au cours des années antérieures, d'une certaine popularité, réhabilité, prend la tête du parti de la bureaucratie. Le Kremlin menace d'intervenir militairement. Dans les usines, les entreprises, surgissent les comités.

En cette fin octobre 1956, le mouvement des masses surgit et se précipite également en Hongrie. Le 24, Nagy devient président du Conseil, et c'est la première intervention russe. Le 25, c'est la grève insurrectionnelle dans toute la Hongrie. L'armée passe du côté des insurgés. Le pays se couvre de conseils ouvriers, de comités révolutionnaires. S'estimant couvert par Gomulka, le Kremlin tempore en

Pologne. Il concentre ses coups contre la révolution montante en Hongrie. Mais son recul tactique en Pologne favorise le surgissement révolutionnaire en Hongrie.

Le PC hongrois et l'appareil d'Etat se disloquent. Le fait dominant est l'activité et le rôle des conseils. Un nouveau gouvernement Nagy est constitué, qui reconnaît les conseils ; il leur propose même de «coordonner leurs activités et de former une sorte d'états généraux de l'insurrection».

A leur tour, les conseils reconnaissent le gouvernement Nagy. Le 28 octobre, le conseil central des ouvriers de Budapest est élu. Le 31 octobre, les Russes évacuent Budapest. Mais c'est pour réorganiser leur dispositif militaire et remplacer les troupes qui ont subi le contact de la révolution par de nouvelles troupes venues du fin fond de l'URSS. Tandis que Imre Nagy et Kadar annoncent la fondation d'un nouveau parti, le Parti socialiste ouvrier hongrois, les troupes du Kremlin se concentrent. Le gouvernement Nagy porte plainte devant l'ONU, dénonce le pacte de Varsovie, déclare la neutralité de la Hongrie. Le 3 novembre, nouveau gouvernement Nagy excluant tous les anciens rakosistes et où entre le colonel Maleter, héros du combat contre les troupes russes. Maleter est envoyé négociateur avec les Russes sur la présence de leurs troupes et sur leurs mouvements. Ils l'arrêtent en pleine négociation. Le 4 novembre, les troupes russes attaquent Budapest. Kadar, abrité derrière les chars russes, forme un nouveau gouvernement aux ordres du Kremlin. Imre Nagy, contraint de fuir, se réfugie à l'ambassade de Yougoslavie. Les combats en certaines régions de Hongrie dureront jusqu'au 14 novembre.

**LA BUREAUCRATIE
DETRUIT
LES CONSEILS OUVRIERS**

Cependant, en Pologne comme en Hongrie, les conseils ouvriers subsistent. Comment la bureaucratie va-t-elle s'y prendre pour les détruire ? En Hongrie, le Kremlin et Kadar vont combiner la discussion avec les conseils et la répression contre eux. Le

14 novembre, si toute résistance militaire a cessé, la grève générale continue. Le gouvernement Kadar reconnaît les conseils. Le conseil ouvrier central de Budapest envoie une délégation auprès de Kadar, délégation qui réaffirme ses revendications, déclare ne reconnaître que le gouvernement d'Imre Nagy. Mais, après que le conseil de Csepel a décidé la reprise du travail, il appelle lui aussi à la reprise du travail. Arrestations et déportations se poursuivent, que l'armée de l'URSS opère elle-même. Le 19 novembre, le conseil central de Budapest décide de convoquer un conseil ouvrier national. Le 21 novembre, l'armée de l'URSS empêche que se tienne cette réunion que Kadar a interdite. Le conseil central appelle à une grève de protestation de quarante-huit heures. Le 9 décembre, nouvel appel à une grève générale de quarante-huit heures contre la répression qui s'abat contre les membres des conseils ouvriers. Kadar décide la dissolution du conseil central de Budapest, « dont les membres préféreraient s'occuper exclusivement des questions politiques pour construire un nouveau pouvoir à opposer aux organes exécutifs de l'Etat ». Les agents du Kremlin constitués en gouvernement hongrois annoncent clairement comment ils entendent mener la lutte pour liquider les conseils ouvriers.

Les lecteurs de « La vérité » compareront avec intérêt le texte qui suit, édité par un organe central de la bureaucratie hongroise fin 1956, et les déclarations actuelles de la bureaucratie polonaise.

« NOUS FAISONS CONFIANCE AUX CONSEILS OUVRIERS »

... Après le 23 octobre, la revendication de réaliser l'auto-administration ouvrière a jailli avec une force irrésistible. Ce qui explique que partout dans le pays naissaient, dans un court laps de temps, de nouveaux organes importants de la classe ouvrière, les conseils ouvriers. Il est vrai qu'ils sont nés à une époque où les forces contre-révolutionnaires ont de plus en plus gagné du terrain et lorsque la majorité même des ouvriers ne voyaient pas clair. Mais les masses ouvrières ont créé et ont soutenu les conseils ouvriers avec la ferme décision qu'à travers eux les

usines et les mines leur appartiendraient réellement. Dans cette question, les forces de la contre-révolution elles-mêmes ne pouvaient s'annoncer sous leur vraie couleur. Elles ne pouvaient pas démasquer leur vrai but, la restauration du capitalisme, puisque cela aurait signifié leur dévoilement et leur isolement complets devant les ouvriers...

La majorité des membres des conseils ouvriers se composait, naturellement, dès leur création..., d'ouvriers et d'intellectuels qui ont, à juste titre, mérité la confiance des travailleurs. Cependant, à plusieurs endroits, pendant un certain temps, les ennemis des intérêts ouvriers ont accaparé la direction ou, du moins, ont été des porte-parole contraignant les membres honnêtes et réfléchis des conseils ouvriers à accepter leur opinion... Ce qui s'est passé dans beaucoup d'usines, au cours de la grève du début de la semaine dernière.

L'arrestation de certains membres des conseils ouvriers, la dissolution des conseils ouvriers territoriaux ont donné à beaucoup de membres des conseils l'impression que le gouvernement ne fait pas confiance aux conseils ouvriers.

(Mais) Janos Kadar a déclaré dans de nombreux discours qu'il ne faut pas affaiblir les conseils ouvriers d'usine mais, au contraire, les renforcer et qu'à l'avenir le gouvernement souhaite s'appuyer fermement sur ces organes de la classe ouvrière.

(En même temps), le gouvernement prend des mesures énergiques et dures contre les émeutiers et les intriguants qui se sont introduits dans les conseils ouvriers.

Naturellement, l'épuration des conseils ouvriers d'éléments étrangers ne peut pas être une question uniquement de service de sécurité. Mais, au cours des dernières semaines, lorsque le retard aurait pu entraîner des dommages matériels de l'ordre de plusieurs millions, nécessairement, le service de sécurité primait tout...»

(Editorial de *Népszabadság*,
16 décembre 1956)

C'est au nom de l'« auto-administration ouvrière » que les conseils

ouvriers, ou ce qu'il en reste, vont être dénaturés, sous prétexte de leur attribuer des « fonctions économiques » qui ne sont rien d'autre que la « participation » à l'application de la politique de la bureaucratie au niveau de l'entreprise. Les uns après les autres, les conseils ouvriers seront dissous, à moins qu'ils ne décident eux-mêmes de démissionner comme le fait le conseil ouvrier de Csepel en protestation contre les arrestations d'ouvriers et les conditions faites à son activité. Le 28 septembre 1957, le gouvernement Kadar décide la dissolution des derniers conseils ouvriers, pour autant que l'on puisse parler encore de conseils ouvriers.

En Pologne, l'appareil du parti de la bureaucratie n'a pas été détruit, Gomulka a assumé la continuité gouvernementale de la bureaucratie, le mouvement révolutionnaire a été contenu. Il s'agit simplement de le faire refluer. Dès son discours du 20 octobre, Gomulka explique: les comités ouvriers doivent être subordonnés au parti. Pour le reste:

« Il faut saluer de tout cœur l'initiative de la classe ouvrière pour rationaliser la gestion de l'industrie et pour faire participer les travailleurs à la gestion de leurs entreprises. Cela témoigne de la foi vigoureuse et légitime de la classe ouvrière dans le socialisme. Les organes dirigeants de notre économie, de notre politique et de l'Etat doivent travailler intensément en vue d'aider l'initiative ouvrière et en vue de procéder, là où cela est possible, à une certaine généralisation des formes proposées. Mais, en pratique, si on veut travailler sur une plus large échelle, il faut avancer lentement. »

Le 29 octobre, en pleine crise, il affirme encore:

« Pour le moment, nous ne pouvons pas toucher à la question des organes d'autogestion ouvrière, nous ne pouvons rien organiser de concret si notre appareil du parti, nos instances dirigeantes du parti restent dans l'état dans lequel ils se trouvent dans de nombreux centres et de nombreuses provinces. Or il faut observer que les changements qui se produisent en ce moment dans l'appareil du parti, les conférences qui se réunissent ne

résolvent que pour une courte période le problème des instances dirigeantes. »

Mais, dans son rapport au IX^e plénum du comité central, le 15 mai 1957, il est net et tranchant:

« Les conseils ouvriers ne sont pas les organes du pouvoir politique de la classe ouvrière que furent, dans l'histoire du mouvement ouvrier, les soviets de députés ouvriers. Ils ne sont pas les maillons de l'appareil administratif de l'Etat populaire. Les conseils ouvriers sont des organes à travers lesquels la classe ouvrière participe à la gestion de l'économie nationale en prenant bien plus largement et beaucoup plus profondément qu'avant part aux fonctions organisationnelles et économiques de l'Etat de la démocratie populaire, c'est-à-dire de l'Etat qui édifie le socialisme.

La question se pose: les conseils ouvriers sont-ils la seule forme de participation des ouvriers à la gestion des entreprises? Dans le passé, quand nous n'avions pas de conseils ouvriers — et d'ailleurs, actuellement, il n'y a pas de conseils ouvriers élus dans toutes les entreprises — les ouvriers n'avaient-ils donc pas de possibilités, ne se trouvaient-ils pas dans les conditions favorables pour participer à la gestion de leurs usines et de toute l'économie nationale?

On ne peut donner une réponse négative. Dans le passé la classe ouvrière a eu en mains de telles possibilités, quoique dans un domaine plus restreint. Si on laisse de côté toute forme directe de participation, ces possibilités s'exprimaient dans les droits définis des syndicats, des comités d'entreprise et des organisations du parti. Jamais il n'exista chez nous une situation telle que la classe ouvrière, le personnel ouvrier fussent privés de la possibilité de participer à la gestion de l'économie nationale et des usines et où ils ne tirèrent pas profit de ces possibilités. (...)

Il serait erroné pourtant de croire que dans les pays socialistes où il n'y a pas de conseils ouvriers la classe ouvrière est privée de moyens de gérer ses usines et l'économie nationale. De bons syndicats et des comités d'entreprise armés des droits nécessaires peuvent constituer ce

moyen. Chez nous, cependant, la volonté de la classe ouvrière a donné naissance à la forme des conseils ouvriers.»

Le 14 avril, au congrès des «syndicats», Gomulka déclare que les grèves sont désormais illégales. Les conseils ouvriers sont privés de toute autonomie et sont subordonnés au parti de la bureaucratie et aux «syndicats».

La première période de la révolution politique s'étend du mouvement révolutionnaire de juin 1953 en Allemagne de l'Est à la révolution hongroise des conseils de novembre 1956, en passant par le mouvement révolutionnaire de l'été et de l'automne 1956 en Pologne. Elle a eu son sommet avec la révolution hongroise des conseils. Cette première période a souligné la nécessité, le rôle indispensable des conseils ouvriers, des comités, de leur centralisation nationale. Elle a vérifié que ce sont les parlements et éventuellement les exécutifs du prolétariat et des masses opprimées dans leur lutte contre les bureaucraties parasitaires comme ils le sont dans la lutte contre la bourgeoisie. Mais au cours de cette période a également été démontré que les comités de grève, les conseils, les soviets ne suffisent pas. Ils ne peuvent se substituer aux organisations traditionnelles du prolétariat, ses syndicats et ses partis. Au contraire, la démonstration évidente s'est faite: c'est seulement sous l'impulsion des syndicats, des partis ouvriers, que les comités de grève, les comités ouvriers, les conseils, les soviets peuvent jouer pleinement leur rôle de parlement et d'exécutif de la classe ouvrière et des masses opprimées.

TCHECOSLOVAQUIE, POLOGNE: 1968, 1970.

En 1968, une nouvelle période de la révolution politique a commencé, où se dégage et se renforce la conscience que les prolétariats des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS doivent non seulement constituer leurs comités, mais construire leurs organisations classiques, partis et syndicats, pour affronter et vaincre les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires.

Le processus de la révolution politique du printemps et de l'été 1968 en Tchécoslovaquie a été totalement lié à la question de savoir s'il fallait un ou plusieurs nouveaux partis ou si le Parti communiste de Tchécoslovaquie était réformable. Sous l'effet de contradictions de plus en plus tendues (crise de la bureaucratie tchécoslovaque, subordination au Kremlin et action des masses), le PCT se désagrège. En juin 1968, la direction du PCT convoque un congrès extraordinaire qui doit se tenir au début septembre 1968. La bureaucratie du Kremlin décide d'intervenir militairement lorsqu'il est clair que le XIV^e Congrès du PCT, qui doit se réunir le 9 septembre, marquera la dislocation du PCT en tant que parti de la bureaucratie et sera certainement l'acte de naissance d'un ou plusieurs nouveaux partis. Mais l'intervention militaire fait au contraire sentir plus brutalement l'exigence d'un nouveau parti. Le 21 août, les troupes du pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie, Dubcek et quatre membres du présidium sont arrêtés. P. Broué écrit dans sa brochure «Le Printemps de Prague»:

«C'est le comité de Prague, entièrement renouvelé en avril par un vote démocratique «à la manière de Wladno», qui, dès le matin de l'invasion, appelle les délégués, par radio, à se rendre à Prague, par tous les moyens en leur possession, à s'y réunir et à décider eux-mêmes s'ils se constituent en congrès.»

Le 22 août, la majorité des délégués du XIV^e Congrès se réunit dans l'usine CKD de Prague et décide de se constituer en congrès. Un nouveau parti se constitue. La «normalisation» passera par la dénonciation du XIV^e Congrès du PCT, du comité central qu'il a élu, la destruction de ce parti et la construction sous l'égide du Kremlin d'un nouveau parti de la bureaucratie.

A partir de 1970-1971, le prolétariat polonais occupe à nouveau le premier rang du combat contre la bureaucratie. Le 14 décembre 1970, en protestation contre l'augmentation en moyenne de 30% des prix dans les ports de la Baltique, Gdansk, Gdynia, Szczecin, Sopot, éclatent grèves et manifestations. La répression est très dure et les grèves et manifestations se

transforment en émeutes. Les manifestants ont pris d'assaut les sièges du parti de la bureaucratie et de la milice. La police a tiré sur les manifestants. Il y a des dizaines de morts. Pourtant, la puissance de l'agitation ouvrière contraint l'appareil à manœuvrer en retraite: Gomulka est destitué; Gierk est nommé premier secrétaire du POUK; huit milliards de zlotys seront consacrés à des augmentations de salaires. Dans sa préface à la brochure «Pologne, 24 janvier 1971 - Gierk face aux grévistes de Szczecin», P. Broué rapporte:

«La nouvelle équipe d'Edward Gierk se veut celle du "renouveau", multiplie les gestes d'apaisement, les promesses aux masses. Pourtant l'agitation persiste et la répression continue. Presse écrite, radio, télévision continuent, sauf dans le nord du pays —où mentir serait trop dangereux—, à faire le silence sur ce qui s'est réellement passé en décembre, sur les revendications ouvrières, les responsabilités endossées par les dirigeants chargés du maintien de l'ordre. Mieux, elles diffusent de fausses nouvelles tendant à faire croire que les travailleurs des chantiers sont désormais satisfaits et ne songent plus qu'à augmenter la production. A Szczecin, le comité central de grève constitué à partir des comités de grève élus dans les différentes entreprises s'est transformé en "commission ouvrière". Il a organisé une "milice ouvrière armée" qui, au cours de la grève, a assuré la "protection de l'outil" contre d'éventuels sabotages. Il s'est rendu maître de l'émetteur radio des chantiers, qu'il contrôle sans partage. Après la reprise du travail, à la fin de décembre, il a pris en main la direction de la production.

Le 20 janvier, c'est à l'appel du comité de grève que les ouvriers des chantiers de Szczecin et d'une dizaine d'autres entreprises de l'agglomération, où les débrayages se succèdent depuis le 10 janvier, se sont de nouveau mis en grève. Ils estiment les concessions gouvernementales insuffisantes, refusent de se contenter de promesses, exigent satisfaction immédiate et intégrale de leurs revendications, et, d'abord, la venue à Szczecin, dans leurs chantiers en

grève, devant eux, des dirigeants du Parti et de l'Etat, afin d'obtenir réponse aux questions qu'ils ont posées depuis plusieurs semaines. Cette exigence de la part des travailleurs et de leurs dirigeants élus, le fait que les autorités cèdent et acceptent, afin de pouvoir tenir ce débat sans précédent, de reporter la VIII^e session plénière du comité central, ce sont là des faits en eux-mêmes profondément significatifs: la classe ouvrière polonaise a l'initiative, elle a pris conscience de sa propre force et, face à son déploiement dans les entreprises et dans la rue, la bureaucratie se divise et éclate — et elle ne dispose pas d'une autre issue.

Les revendications ouvrières, telles que les formule, au nom du comité de grève, son président, l'ouvrier Baluka, sont nettes et sans la moindre ambiguïté. Les ouvriers exigent —le mot est répété dans chaque point— l'annulation des hausses de prix de décembre, des élections immédiates et démocratiques à tous les organismes responsables du Parti, des syndicats, des organisations de jeunesse, des "conseils ouvriers d'entreprise", le paiement intégral des journées de grève, une information complète et honnête sur les événements de décembre, dans tout le pays, comportant démenti des fausses nouvelles et publication des revendications ouvrières, des garanties personnelles de sécurité pour les grévistes et leurs dirigeants élus, la possibilité, pour la commission ouvrière, de conserver sa milice et le contrôle de la radio et, par là, d'assurer son contrôle sur les conditions de la reprise et de la réélection des organismes responsables, enfin l'arrêt de toute activité anti-ouvrière des "organismes de sécurité".»

A la fin de ce mémorable débat, la décision est prise de cesser la grève:

«Il faut donner sa chance à Gierk... un an ou deux»,

dit le délégué de W2. Baluka, président du comité de grève, dit à la suite du vote:

«En ce moment, nous avons terminé la grève. Ce qui nous reste, ce sont... nos douze revendications sur deux morceaux de papier. Pour le

moment, ces revendications n'existent littéralement que sur le papier.»

Quelques jours plus tard, Gierk annule les hausses de prix. La bureaucratie s'appuie sur l'illusion encore vivante d'une possible «démocratisation» des «syndicats», du parti, des différents organismes de la bureaucratie. C'était une question de temps pour qu'elle disloque, démantèle et liquide la commission ouvrière de Szczecin, d'autant plus que celle-ci était isolée par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière de Pologne.

VERS DES ORGANISATIONS DE CLASSE INDEPENDANTES

Mais la tradition du combat des travailleurs de Szczecin, Gdansk, Gdynia, Sopot est restée vivante. C'est elle qui resurgit au cours des grèves d'Ursus et de Radom à la fin juin 1976 — à nouveau contre la hausse des prix — et des émeutes qui suivent. Gierk annule alors les hausses de prix mais déclenche une terrible répression, des milliers d'arrestations, de condamnations, des dizaines de morts.

Mais quelque chose commence à changer dans les pays de l'Europe de l'Est et en URSS: le besoin de construire des organisations pour combattre les bureaucraties s'affirme et commence à se concrétiser.

En Pologne se constitue, à l'instigation d'intellectuels, le Comité de défense des ouvriers dont font notamment partie Jacek Kuron et Adam Michnik. Il subit lui-même une dure répression, mais son action sera couronnée de succès: le 22 juillet 1977, les derniers grévistes emprisonnés ainsi que les militants du KOR sont remis en liberté.

En octobre 1977, le KOR change de nom et s'appelle désormais Comité d'autodéfense sociale — KOR (KSS-KOR). Il prend position sur tous les problèmes importants pour le présent et l'avenir de la société polonaise. L'une de ses principales activités est, selon C. Pomian:

«(...) d'abord la publication du bimensuel *Robotnik* (l'ouvrier), dont

vingt-cinq numéros sont parus à ce jour. Nous en donnons quelques extraits dans ce recueil, mais il mérite une présentation plus détaillée. Le choix du titre est déjà significatif; c'était, en effet, celui d'un journal publié, depuis 1892, par le Parti socialiste polonais, éliminé de la scène politique en 1948. C'est à la tradition de ce parti que *Robotnik* se réfère en rappelant le souvenir de militants socialistes dont on ne parle jamais dans la presse officielle (ainsi dans les nos 15, 16 et 19). Mais il se réfère aussi à un passé plus récent du mouvement ouvrier en Pologne, quand il commémore les événements que la censure veut condamner à l'oubli: la révolte de Poznan en juin 1956 (n° 17) ou celle de décembre 1970 à Gdansk (n° 7). D'autre part, *Robotnik* manifeste son orientation par les nouvelles de l'étranger: sur les activités des syndicats en Occident (nos 13 et 15), sur la grève en Roumanie (n° 6) et à Zagreb, en Yougoslavie (n° 8), sur les manifestations du mécontentement en RDA et la condamnation de Bahro (nos 16 et 19), sur la création d'un syndicat libre en URSS (nos 10 et 24), sur la situation en Tchécoslovaquie (n° 20); le n° 24 consacre trois articles à l'élection du pape Jean Paul II. Nous reproduisons plus loin, à titre d'exemple, un article sur les commissions ouvrières en Espagne.

Mais ce sont naturellement les problèmes des travailleurs polonais qui occupent le plus de place dans *Robotnik*. On y présente les activités de l'opposition: la Société des cours scientifiques (TKN), les Comités d'autodéfense paysanne (cf. nos 11, 14 et 25). On décrit, dans presque chaque numéro, les persécutions policières. On publie des articles de fond sur les droits des travailleurs (n° 12) et, en particulier, sur le droit de grève (n° 17), sur la censure (n° 5), sur les conditions de travail en théorie et en pratique (nos 7, 8, 10, 16 et 17), sur les normes (n° 23), sur les inégalités dans la société polonaise (nos 12, 16 et 19), sur les prix des denrées de première nécessité et l'approvisionnement du marché (nos 5, 11 et 13). Et cette liste est loin d'être exhaustive, certains numéros ne nous étant pas parvenus.»

Au cours de cette même année, en Tchécoslovaquie, s'est constitué un regroupement sur le terrain de la lutte pour les libertés dans le cadre de la «Charte 77». Un événement important se produit le 7 avril 1978. Vingt-trois membres de la «Charte 77» publient, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation du parti social-démocrate tchèque, une déclaration, «Cent ans de socialisme tchèque», qui rappelle les principes du programme de fondation de ce parti en les mettant en opposition avec la pratique du PCT. De ce texte, il résulte implicitement la nécessité de balayer la bureaucratie au pouvoir et, pour ce faire et faire triompher les principes du socialisme, la nécessité d'un nouveau parti. Conjointement et essentiellement commence dans tous les pays de l'est de l'Europe et en URSS la lutte pour la construction de syndicats indépendants de l'Etat et du parti. Au point de départ, il peut sembler que les Khlebanov et leurs camarades sont faibles et isolés et leurs tentatives sans avenir. En réalité, ils expriment une aspiration profonde des masses prolétariennes et une nécessité historique: s'organiser comme classe de façon indépendante pour défendre les intérêts du prolétariat contre l'appareil bureaucratique de l'Etat et le parti de la bureaucratie. Ils traduisent une progression considérable dans la conscience des masses et dans les méthodes de lutte contre la bureaucratie: les comités de grève, les comités ouvriers ne suffisent pas, il faut aussi l'organisation du prolétariat en syndicats et partis indépendants. C'est ce que les ouvriers ont comme objectif de réaliser dans la pratique et d'imposer à la bureaucratie polonaise, en commençant par la constitution de syndicats indépendants.

NATURE DE LA CRISE DANS LES PAYS OU LE CAPITAL A ETE EXPROPRIÉ

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites sont dans l'impasse. Cela se manifeste de façon évidente sur le plan économique. L'énorme dépendance de l'économie polonaise par rapport aux grandes puissances impérialistes est frappante:

vingt milliards de dollars de dette; quatre à cinq milliards par an doivent être consacrés au service de la dette; ce qui n'empêche pas l'endettement de s'accroître; la presse explique en général la nécessité de l'austérité, d'une réduction du niveau de vie pour rétablir l'équilibre des balances des comptes et commerciale. Cette vue est partielle.

L'ensemble du fonctionnement de l'économie polonaise est imbriqué à la division internationale du travail, mais de façon subordonnée. C'est ce que traduit ce gigantesque endettement.

L'arrêt de la croissance de l'endettement signifierait l'asphyxie, la paralysie de l'économie polonaise. Une crise qui disloquerait le marché mondial aurait les mêmes conséquences. Déjà, l'aggravation des contradictions économiques en Pologne au cours de ces dernières années est en grande partie la conséquence de la marche à cette crise.

La dépendance de l'économie polonaise par rapport à la division internationale du travail et au marché mondial, que dominent les grandes puissances impérialistes, est extrême. Elle ne lui est pas propre. Tous les pays de l'Europe de l'Est dépendent des crédits occidentaux, de la technique importée d'Occident, de leur capacité à exporter sur le marché mondial — y compris l'URSS.

En URSS, dans les pays de l'Europe de l'Est, mais plus manifestement en Pologne, on aboutit au point où l'incompatibilité entre les rapports sociaux de production et leur gestion par les bureaucraties parasitaires devient absolue. La nature sociale des bureaucraties, la place politique qu'elles occupent dans la lutte des classes dans leur pays et dans le monde font qu'elles sont incapables d'apporter les réponses à la poursuite du développement de l'économie des pays où le capital a été exproprié. Les réponses qu'elles tentent d'apporter mettent en cause ces rapports de production: elles font appel à la régulation de l'économie par les lois du marché et à la subordination à la concurrence qui règne sur le marché mondial. Mais, par là même, ce sont les conditions de vie et de travail, à la limite d'existence, de la principale force productive, le prolétariat, qu'elles mettent en cause.

Les contradictions qui assaillent l'économie des pays où le capital a été exproprié ne sont pas pour autant de même nature que celles qui menacent de disloquer le mode de production capitaliste. Dans le cas du mode de production capitaliste, il s'agit de rapports sociaux de production qui ne permettent plus le développement des forces productives. Dans les pays où le capital a été exproprié, le développement des forces productives rend insupportable la gestion des rapports de production par des bureaucraties parasitaires: en ce sens, ce sont des crises de croissance. C'est par la médiation sociale et politique des bureaucraties que l'impérialisme projette ses contradictions sur l'économie des pays où le capital a été exproprié et qu'elles se nouent à celles résultant des insuffisances du développement économique de ces pays.

Ni aujourd'hui, ni demain, l'économie des pays où le capital a été exproprié ne «rattrapera et ne dépassera dans les plus brefs délais» (selon la formule de Staline en 1930) l'économie des pays capitalistes avancés du point de vue de la productivité, de la quantité et de la qualité. Sa dépendance par rapport à la division internationale du travail n'a fait qu'augmenter et ne peut qu'augmenter en raison de sa croissance. Mais il s'agit d'une crise de croissance, ne serait-ce que par la puissance fantastique que le prolétariat des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS a acquise depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale en même temps que sont développées les autres composantes des forces productives. L'irruption du prolétariat correspond à un besoin organique fondamental urgent du mode de production social et de toutes les couches sociales productives: en finir avec la gestion bureaucratique, c'est-à-dire chasser du pouvoir politique et balayer la bureaucratie parasitaire. C'est aujourd'hui un besoin vital que le prolétariat chasse la bureaucratie, s'empare du pouvoir politique, réorganise l'économie planifiée sous le contrôle des producteurs et en fonction des besoins des masses, comme c'est une nécessité pressante que le capital soit exproprié dans les principaux pays capitalistes pour que se produise un nouveau développement des forces productives dans le cadre d'une

nouvelle division internationale du travail dans laquelle doivent s'inscrire les économies des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS. Tels sont au fond les causes et le sens du combat que vient à nouveau d'engager le prolétariat de Pologne.

NOUVELLE AVANCEE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Il n'y a cependant aucun automatisme. Le prolétariat de l'URSS, les prolétariats de l'Europe de l'Est restent évidemment confrontés à une menace directe contre leurs conditions de vie et de travail. Pourtant, en d'autres temps, ils ont subi des conditions de spoliation et d'oppression infiniment plus brutales. La profondeur et la dimension du combat du prolétariat polonais ne peuvent être appréciées qu'en relation avec les développements de la lutte des classes mondiale, de la nouvelle période de la révolution prolétarienne, «la période de l'imminence de la révolution», au stade où est parvenue la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires dont celle de la bureaucratie du Kremlin. C'est précisément parce que le combat du prolétariat polonais exprime au plus haut degré le mouvement du prolétariat mondial qu'il a cette puissance. La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites sont angoissées, mais les bourgeoisies et les gouvernements des grandes puissances impérialistes ne le sont pas moins. La déclaration du Comité paritaire le souligne:

«Une fois encore, le prolétariat polonais ébranle l'Europe et le monde. Gierek, dans le discours déjà cité, tire la sonnette d'alarme:

«C'est un problème d'importance internationale. Seule la Pologne socialiste peut être un Etat indépendant et libre, ayant des frontières sûres et reconnues. La Pologne est un facteur de stabilité en Europe. Notre régime social a une grande influence internationale, c'est un élément fondamental de l'ordre instauré en Europe après la Deuxième Guerre mondiale. Il y a des limites qu'on ne

peut dépasser, c'est la raison d'Etat polonaise."

On ne saurait être plus clair. Dans le langage de Gierek, la "Pologne socialiste", c'est le maintien au pouvoir en Pologne de la bureaucratie parasitaire satellite de celle du Kremlin. Il rappelle que la division de l'Europe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, réalisée à Yalta et à Potsdam, a été la première condition pour qu'ensemble l'impérialisme américain, la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, épaulés par les bureaucraties de toutes les organisations, contiennent la vague révolutionnaire issue de la guerre, limitent ses effets, reconstruisent le système impérialiste, et ainsi établissent un nouvel "ordre" européen et mondial. Aujourd'hui encore, la bureaucratie du Kremlin reconnaît la dictature terroriste de Videla.

Mais cet édifice craque de toutes parts. A nouveau, la révolution est à l'ordre du jour sur tous les continents. L'impérialisme US n'a jamais pu se remettre de sa défaite au Vietnam. La révolution portugaise a été le prologue à de nouveaux développements révolutionnaires en Europe et en Afrique. La révolution en Iran a renversé un des piliers de l'"ordre" de Yalta et Potsdam. Le Kremlin a été obligé de s'engager en Afghanistan pour tenter de verrouiller le développement de la révolution dans cette région du monde. La révolution au Nicaragua annonce une vague révolutionnaire en Amérique latine. La marche à une crise économique majeure du mode de production capitaliste, qui disloquera le marché mondial et la division internationale du travail et ne laissera de la prétendue "postérité" que décombres et ruines, se conjugue aux crises politiques de domination de classe des bourgeoisies, celles des métropoles impérialistes en Europe et aux USA, celles des pays semi-coloniaux. La crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires atteint un nouveau seuil où l'"ordre" édifié à Yalta et à Potsdam contre les aspirations des masses au socialisme authentique risque de s'effondrer, et où un déferlement révolutionnaire sans précédent, notamment en Europe, risque de se produire. Gierek

le dit à sa façon : la révolution sociale et la révolution politique sont à l'ordre du jour en Europe. La bureaucratie polonaise est un facteur d'ordre indispensable en Europe. Il adresse un appel aux principales puissances impérialistes, à toutes les forces de conservatisme social et politique: *"Notre régime social a une grande influence internationale, c'est un élément fondamental de l'ordre instauré en Europe après la Deuxième Guerre mondiale"*, contre les aspirations et la volonté des masses d'avancer vers un socialisme véritable. »

L'EGLISE DEFEND L'«ORDRE» DE YALTA ET DE POTSDAM

Gierek a été entendu. L'impérialisme allemand met à nouveau à la disposition de la bureaucratie polonaise des centaines de millions de marks. Le gouvernement américain et les banques des USA discutent de nouveaux crédits à mettre à la disposition du gouvernement polonais pour qu'il puisse notamment acheter aux Etats-Unis des céréales. Il est vrai qu'il ne s'agit pas là d'une «aide» désintéressée ; en arrière-plan, il y a l'objectif d'une profonde pénétration capitaliste dans l'économie polonaise.

Cela n'empêche pas, bien au contraire, que les bourgeoisies des grandes puissances impérialistes et leurs gouvernements apportent leur appui total à la bureaucratie polonaise contre la classe ouvrière et les masses. L'agent le plus efficace de cette politique est la Sainte Eglise catholique, apostolique et romaine. Répétons-le une fois encore, l'Eglise est la plus vieille institution réactionnaire, force économique et politique immense qui, au cours d'une histoire bi-millénaire, a toujours soutenu les classes exploiteuses au pouvoir : la noblesse et l'aristocratie contre la bourgeoisie quand celle-ci était encore une classe révolutionnaire ; ultérieurement, la bourgeoisie contre le prolétariat ; éventuellement, les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires contre le prolétariat. L'Eglise a mobilisé toutes ses forces, tous ses moyens pour contenir et limiter, sinon faire refluer le prolé-

tariat polonais au cours de ces dernières semaines — de l'extérieur de la grève et de l'intérieur de la grève. Dès le 24 août, une dépêche de l'AFP annonçait :

«Gdansk, 24 août. L'évêque Lech Kaczmarek de Gdansk a incité dimanche les grévistes à reprendre le travail dans un message lu dans les églises de son diocèse, au lendemain d'un premier round infructueux de négociations entre le comité inter-grève et les autorités polonaises.

"Les grèves ne servent pas votre bien, elles ne servent pas vos familles, elles approfondissent la crise et alourdissent l'atmosphère déjà tendue", a déclaré le prélat, qui a néanmoins souligné que les travailleurs avaient *"le droit"* de formuler certaines revendications.

Ce message a notamment été lu au cours de la messe qu'a célébrée en plein air, comme le dimanche précédent, dans la cour du chantier naval "Lénine", le curé de la paroisse. Outre les grévistes qui occupent le chantier, quelque cinq mille paroissiens ont participé à la cérémonie. *"Toutes les paroisses de la province, a encore dit Mgr Kaczmarek dans son message, prient pour que les nuages qui se sont accumulés sur le littoral s'éloignent. Il faut que tout se déroule dans une atmosphère d'ordre et de dignité... Tout doit être fait pour éviter des émeutes et que le sang ne soit versé",* a ajouté l'évêque.

Le message fait d'autre part état de la rencontre de jeudi entre l'évêque de Gdansk et le cardinal Stefan Wyszynski, primat de Pologne, ce qui semble lui donner l'autorité et le poids de toute l'Eglise catholique romaine polonaise. »

Le 26, c'est le cardinal Wyszynski, primat de l'Eglise de Pologne, qui s'engage ouvertement. Il lance un appel à terminer la grève, que la télévision polonaise diffuse. Mais rien n'y fait. Tout au contraire, les grèves s'étendent encore, notamment aux aciéries de Nowa Huta et en Silésie. Le 28, la grève généralisée menace de devenir purement et simplement la grève générale. Ce n'est un secret pour personne que c'est de l'intérieur de la grève, du sommet de la grève générali-

sée, le comité de grève de Gdansk, que la Sainte Eglise va jouer pour empêcher la grève générale, «savoir terminer la grève» comme a dit en d'autres temps Maurice Thorez. Lech Walesa, militant catholique, président du comité de grève de Gdansk, s'efforce d'appliquer l'orientation de l'Eglise. C'est lui qui introduit les «commissions d'experts». C'est lui qui mène les discussions avec la commission gouvernementale. Dans sa hâte de conclure, il s'engage au cours des journées des 29 et 30 août sur des accords que le comité de grève et les grévistes repoussent. Finalement, il parvient à faire accepter le «compromis» du 31 août.

UN COMPROMIS INVIABLE

Le «compromis» se situe sur le terrain des revendications de la classe ouvrière de Pologne :

«On (*sic*) estime qu'il serait utile de créer des syndicats nouveaux autogérés qui seraient une représentation authentique de la classe laborieuse». Plus loin : «Le droit de grève sera garanti dans la nouvelle loi sur les syndicats.»

Mais en même temps, il affirme le respect des «droits» et des organismes de la bureaucratie parasitaire :

«En créant des syndicats nouveaux indépendants et autogérés, le comité inter-entreprises (MKS) affirme que ces derniers respecteront les principes de la Constitution de la Pologne populaire. Les nouveaux syndicats défendront les intérêts sociaux et matériels des ouvriers. Ils n'ont pas l'intention de jouer le rôle de partis politiques. Ils se fondent sur le principe de la propriété sociale des moyens de production, base du système socialiste polonais. Ils reconnaissent que le POUP (Parti ouvrier unifié) joue un rôle dirigeant dans l'Etat et ils ne s'opposent pas aux alliances internationales existantes.»

Il subordonne le droit de grève à des limitations qui dépendent de l'Etat :

«Cette dernière (*la nouvelle loi sur les syndicats*) devra fixer les condi-

tions permettant de déclarer et d'organiser les grèves, les méthodes par lesquelles les conflits devront être résolus, ainsi que les pénalités en cas de violation de la loi.»

Il est dénié le droit aux syndicats «indépendants et autogérés» de se constituer en une centrale syndicale polonaise, et cela de manière subtile :

«Le gouvernement prend l'engagement de créer les conditions permettant l'enregistrement des nouveaux syndicats en dehors du conseil central des syndicats.»

C'est dire que la seule centrale reconnue et qui puisse exister est la centrale officielle. Pour ce qui concerne les revendications «économiques», aucune n'est vraiment satisfaite.

Ce compromis est inviable. Les travailleurs de toutes les entreprises de Pologne vont prendre avantage de la reconnaissance du droit à constituer des «syndicats indépendants et autogérés» reconnus aux travailleurs des entreprises de la côte balte pour constituer leurs propres syndicats et exiger qu'ils soient reconnus. Déjà les mineurs de Silésie se sont mis en grève, ont constitué leur comité central de grève qui a signé un accord de même nature que celui signé par le comité de Gdansk. Mais les travailleurs ne peuvent respecter la Constitution, le rôle dirigeant du parti de la bureaucratie, les clauses bloquant la constitution d'une authentique centrale syndicale, celles réglant étroitement le droit de grève. Ils ne peuvent accepter l'arbitraire bureaucratique en ce qui concerne les libertés. Ils ne peuvent accepter que leurs revendications économiques ne soient pas satisfaites, le gaspillage et la gabegie bureaucratiques.

C'est tout l'ordre politique actuel, la gestion bureaucratique des rapports de production, le fonctionnement de l'Etat qui sont en cause. Les limites contraignantes et étouffantes dans lesquelles le «compromis» tente d'enserrer la constitution de syndicats par les ouvriers eux-mêmes sont significatives des craintes de la bureaucratie et de sa claire compréhension de la logique du combat de la classe ouvrière pour constituer ses organisations. Inélucta-

blement, de l'existence de syndicats authentiquement ouvriers surgit la question d'une centrale syndicale et d'un authentique parti ouvrier en opposition et contre les partis de la bureaucratie. La lutte pour d'authentiques organisations ouvrières indépendantes de l'Etat et du parti de la bureaucratie participe de la révolution politique; il s'agit d'une tranchée ouverte en vue de préparer un nouvel assaut.

La bureaucratie ne peut pas non plus respecter ce «compromis» inapplicable. La bureaucratie polonaise certes, mais aussi toutes les bureaucraties de l'Europe de l'Est et d'abord et avant tout celle du Kremlin se sentent directement menacées dans leur existence même. Le mouvement de constitution d'organisations ouvrières authentiques, à commencer par la constitution de syndicats, ne peut être circonscrit et limité à la Pologne. Obligatoirement, s'il se développe et s'amplifie en Pologne, il s'étendra à tous les pays de l'Europe de l'Est et à l'URSS. Il ne peut pas plus être cadencé dans les limites des frontières d'un pays que ne peut l'être la révolution politique dont il est un moment, une forme déterminée. Déjà, il est un facteur de crise qui déchire brutalement la bureaucratie polonaise. Quelques mois après le VIII^e Congrès du POUP qui s'est tenu en février 1980, la grève se généralisant, les revendications des ouvriers ont provoqué une crise qui déchire jusqu'en ses sommets la bureaucratie polonaise, crise qui s'est d'ores et déjà traduite par le limogeage du Premier ministre Babiuch, son remplacement par Jozef Pinkowski, un bouleversement du bureau politique et le retour de Stephan Olszowski qui en avait été exclu au VIII^e Congrès, et par des limogeages à la direction des «syndicats» officiels. Il est possible que Gierak ne soit qu'en sursis (1). La crise est d'autant plus grave que la bureaucratie ne dispose plus d'«hommes de rechange» comme Gomulka en 1956 et Gierak en

(1) On sait que, depuis, Gierak a été limogé et remplacé par Stanislaw Kania au poste de premier secrétaire du parti stalinien polonais, que d'autres «remaniements» importants sont intervenus parallèlement au sommet de l'appareil de la bureaucratie.

1970. L'autocritique de Gierek est tombée à plat et a laissé indifférents les grévistes de la côte balte et le prolétariat polonais en général à qui la bureaucratie a déjà fait le coup de l'autocritique et des promesses... pour l'avenir. Le «compromis» accentue nécessairement cette crise. La réaction de la bureaucratie du Kremlin est significative. Le jour même de la signature, un article de la «Pravda» signé Petrov, signature utilisée pour signifier qu'il s'agit d'un texte émanant de la direction du PC de l'URSS, écrivait :

« Les éléments antisocialistes continuent à pousser au premier plan des revendications politiques qui démontrent leurs véritables projets étrangers aux intérêts économiques et sociaux de la classe ouvrière de Pologne: la tactique de ce genre d'éléments dans plusieurs entreprises de la côte vise à prolonger les arrêts de travail et à désorganiser la vie du pays)...(Les grévistes) «veulent restaurer les liens du parti avec la classe ouvrière, source principale de force du parti et de l'Etat polonais».

Traduit du vocabulaire particulier de la bureaucratie du Kremlin en langage normal, cela signifie: la classe ouvrière ne doit disposer d'aucune forme d'organisation indépendante de l'Etat bureaucratique et du parti de la bureaucratie. Toute concession sur ce plan est une menace mortelle contre le monopole politique de la bureaucratie, contre son contrôle absolu de l'Etat et son existence même. Aussi est-il esquissé en pointillé dans le «compromis» des dispositions (qui ont été citées plus haut) dont la bureaucratie espère qu'elles lui assureront la possibilité d'étrangler, de décomposer et de liquider les «syndicats autogérés» en les soumettant à l'Etat et à l'appareil. Il s'agit d'opérer comme Gomulka l'a fait pour décomposer, détruire et finalement liquider les comités ouvriers surgis en 1956.

Tout au plus s'agit-il d'une pause vers de nouveaux affrontements.

SUR UN NOUVEL AXE

Une chose est certaine: le combat que le prolétariat polonais a engagé au cours de l'été 1980 ouvre une nouvelle

étape dans le processus de la révolution politique: celle où le prolétariat des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS dans sa masse, pour combattre la bureaucratie, assurer son indépendance de classe, reconstruit ses organisations de classe, syndicats et partis.

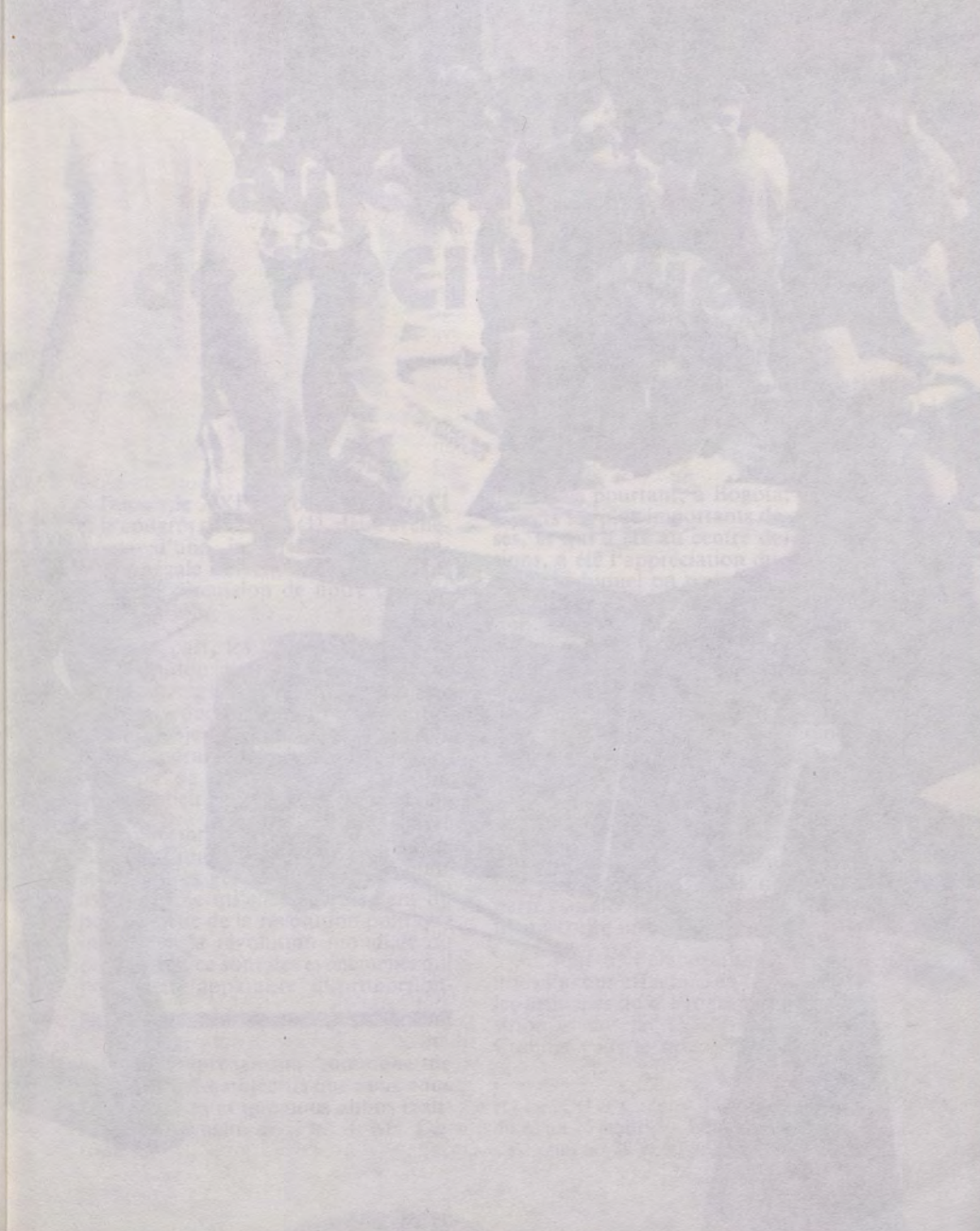
C'est aussi d'une importance majeure pour les prolétariats des pays capitalistes: la tendance du prolétariat à se regrouper sur un nouvel axe est devenue un processus politique de masse. Le combat du prolétariat polonais pour construire de nouvelles organisations ouvrières, aujourd'hui syndicats, demain partis, indique aux prolétariats de tous les pays: la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites sont étrangères à la classe ouvrière et sont ses ennemies; les appareils bureaucratiques liés au Kremlin qui sévissent dans le mouvement ouvrier des pays capitalistes (comme tous les appareils bureaucratiques) sont étrangers à la classe ouvrière et sont ses ennemis. L'indépendance de classe du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie ne peut être assurée que par le combat contre les appareils bureaucratiques au sein des organisations syndicales qui ont gardé leur caractère d'organisations syndicales malgré leurs déformations, et la constitution de partis révolutionnaires dans chaque pays.

A l'échelle internationale, les rapports au sein de la classe ouvrière se modifient. L'exigence de l'unité ouvrière, de la rupture avec la bourgeoisie, de la démocratie ouvrière, contre les appareils bureaucratiques qui dénaturent les organisations ouvrières et les subordonnent à la bourgeoisie, reçoit une puissante impulsion. Des possibilités sans précédent existent de s'inscrire, de s'enraciner dans le mouvement des masses, pour les organisations qui se situent sur le terrain de la IV^e Internationale, dans le cadre de son programme. En effet, seules de telles organisations sont en mesure d'exprimer consciemment les aspirations et les besoins des masses prolétariennes en mouvement pour se regrouper sur un nouvel axe, nourrir ce mouvement et en devenir les organisateurs. L'échéance est là qui donne aux organisations de la IV^e

Internationale les moyens de devenir d'authentiques partis, ayant une influence de masse. C'est en quoi existe un lien entre la constitution prochaine de « IV^e Internationale (Comité international) » et le combat que le prolétariat polonais, dans le cours de

la nouvelle période de la révolution prolétarienne, « la période de l'imminence de la révolution », a engagé pendant l'été 1980.

Stéphane Just,
le 3 septembre 1980.



ENTREE
PIETONS



LE RAPPORT L'UNIFIÉE
CONGRES
D'UNIFICATION OCI-LCI
XXV^e CONGRES DE L'OCI UNIFIÉE

le rapport au congrès de l'OCI unifiée

présenté le 13 septembre 1980

Depuis le XXIV^e Congrès de l'OCI et le congrès de la LCI (1), deux événements d'une importance apparemment inégale doivent être mis au centre de la discussion de notre congrès d'unification.

D'une part, les développements de la révolution politique en Pologne, d'autre part, la réunion de Bogota où le Comité paritaire s'est mis d'accord sur un projet de thèses programmatiques préparant la discussion et la convocation de la conférence mondiale qui aura lieu dès la fin de cette année.

Apparemment, une réunion à Bogota d'une vingtaine de camarades et les grèves généralisées de Pologne, avec tout ce qu'elles représentent du point de vue de la révolution politique intégrée à la révolution mondiale du prolétariat, ce sont des événements qui pourraient apparaître disproportion-

nés. Mais pourtant, à Bogota, un des aspects les plus importants de ces thèses, et qui a été au centre des discussions, a été l'appréciation du moment à partir duquel on peut dire qu'il y a période de l'imminence de la révolution. Dans la discussion, il est apparu que l'importance essentielle de 1968 résidait dans la signification du XIV^e Congrès du Parti communiste tchécoslovaque — ce congrès qui a été convoqué, comme vous le savez, au moment où les chars de la bureaucratie ont envahi la Tchécoslovaquie. Pourquoi ? Parce que les débats qui se menaient dans tout le pays, qui se déroulaient dans les séances de ce congrès, étaient concentrés sur un point : faut-il garder ou faut-il détruire le parti stalinien tchécoslovaque ? Faut-il construire un nouveau parti ?

A Bogota, l'élaboration politique, nous l'avons effectuée en relation avec les principes du « Programme de transition » de la IV^e Internationale. Comme vous le savez, le programme

« Une compréhension commune de l'ensemble des objectifs que nous nous sommes fixés et que nous allons réaliser dès demain. » (Ph. J.-M. Derouand)

(1) Le XXIV^e Congrès de l'OCI s'est tenu du 23 au 26 mai 1980. Le congrès de la LCI s'est tenu les 29 et 30 juin.

explique que la solution de la crise de l'humanité, c'est la solution de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, que la relation entre « subjectif » et « objectif » est donnée par la construction du parti et la reconstruction de l'Internationale, dans ce mouvement dialectique entre les lois de l'histoire et leur expression dans la conscience de l'avant-garde, c'est-à-dire dans la construction, la reconstruction de l'outil indispensable à la victoire du prolétariat, à savoir la IV^e Internationale.

En relation avec ces principes du programme, nous sommes convenus tous ensemble qu'il fallait effectivement considérer 1968 — la grève générale française et ses prolongements internationaux, la révolution politique et ses développements en Tchécoslovaquie — comme le moment qui ouvre la période de l'imminence de la révolution. Bien entendu, et je n'y reviendrai pas, il ne s'agit pas pour nous d'une période distincte de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, et, dans les thèses, nous avons réglé aisément leur compte à toutes les lubies révisionnistes du néo-capitalisme, du capitalisme du troisième âge, du néo-impérialisme et toutes sortes d'autres inventions.

Cela dit, je crois que cette discussion démontre, avant même que le développement tempétueux de la révolution politique ne prenne son essor en Pologne, combien la IV^e Internationale, ceux qui ont vocation de la reconstruire, posaient le problème central qui se pose aujourd'hui en Pologne, dans tous les pays de l'Est, à l'échelle mondiale.

Sur la Pologne, je voudrais simplement dire ceci : il y a contradiction visible entre le niveau de la lutte politique engagée par le prolétariat polonais et son degré d'organisation politique, et dans cette contradiction se trouve posée la solution des problèmes. Mais celle-ci ne peut être rapide, parce qu'il n'y a pas parallélisme entre le développement de la lutte de classe en Pologne contre la bureaucratie et la cristallisation autour de la IV^e Internationale d'un noyau susceptible d'ouvrir la perspective du nouveau parti nécessaire à la classe ouvrière polonaise. Disons que ces processus ne marcheront pas d'un même pas.

Il faut considérer ces développements sur un cours historique, dans lequel seront posées notre capacité à reconstruire la IV^e Internationale, à construire des partis dans chaque pays, notre capacité à amplifier le travail — un travail à l'honneur de la IV^e Internationale — mené par l'OCI depuis maintenant des dizaines d'années dans les pays de l'Est, dans lesquels nous avons renoué les liens avec la tradition bolchevique, dans lesquels nous tissons un par un, dans des conditions très difficiles, les liens nécessaires à la reconstruction du parti révolutionnaire, du parti bolchevique détruit par Staline et les staliniens. Ainsi, cette année, au mois de février, il y a eu une réunion de travailleurs polonais dans l'immigration, de travailleurs polonais en Pologne, et il a été constitué en commun un Comité provisoire pour le Parti socialiste polonais du travail, c'est-à-dire pour ouvrir la perspective du parti, pour la concrétiser par le travail politique patient et tenace sur la base des enseignements de Lénine, de Trotsky, de la IV^e Internationale.

Alors, camarades, je pense que nous pouvons dire à bon droit que la réunion de Bogota a une importance historique. Elle a permis, dans un laps de temps extrêmement court (il y a à peine un an, les trois composantes qui ont constitué le Comité paritaire étaient seulement en voie de regroupement), d'adopter un projet de thèses programmatiques qui sont, comme vous le verrez, des réponses aux questions principales qui se posent à notre mouvement.

Je n'ai pas l'intention de poursuivre sur le problème de la reconstruction de la IV^e Internationale, parce que je pense que nous allons décider de convoquer une conférence nationale de l'OCI unifiée, à la veille de la conférence mondiale, pour discuter du projet de thèses et des différentes propositions qui ont été élaborées à Bogota.

Je voudrais, justement à travers l'expérience de la révolution polonaise, montrer en quoi nous devons et nous pouvons utiliser ses enseignements dans le travail en France, aujourd'hui, pour la construction du parti des 10 000.

YALTA, POTSDAM, UN EQUILIBRE PRECAIRE

Camarades, comme vous le savez, le fruit des accords de Yalta et de Potsdam a été la création, en 1945, d'un équilibre entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne sur la base d'un compromis contre-révolutionnaire. Au moment même où Staline, Truman et Churchill signaient les accords de Yalta et de Potsdam, cet équilibre était déjà remis en question par les développements de la révolution, au travers du cours que celle-ci a pris dans les pays de l'Est, c'est-à-dire la constitution, à ce moment, d'Etats ouvriers bureaucratiques. Yalta et Potsdam représentent un équilibre précaire que la révolution a constamment remis en question, que l'impérialisme a constamment cherché à remettre en question.

Mais que nous confirme la révolution polonaise ? Elle nous confirme que cet équilibre de Yalta et Potsdam, qui lie d'une manière organique la bureaucratie et l'impérialisme, cet équilibre que l'impérialisme veut remettre en question, ce sont avant tout les masses qui le remettent en question. Le démantèlement du compromis, de l'équilibre politique entre révolution et contre-révolution mis au point à Yalta et à Potsdam, c'est la révolution politique en Pologne qui le met finalement à l'ordre du jour. Elle le fait après que l'impérialisme américain ait subi la défaite historique qu'il a essuyée au Vietnam. Réfléchissons à ce que signifie, dans le cadre des accords de Yalta et de Potsdam, le problème de l'Indochine. Il était prévu dans ces accords que l'Indochine resterait sous le contrôle de l'impérialisme. Les accords ne prévoient évidemment ni 1954, ni Dien Bien Phu, ni l'écrasement de l'impérialisme français. Après, il fut décidé que l'impérialisme américain assurerait le maintien de cet accord contre-révolutionnaire édifié à Yalta et à Potsdam, et la bureaucratie fut là pour appuyer les accords de Paris. La bureaucratie stalinienne de Moscou, celle de Pékin, celle de Hanoï acceptèrent donc ces accords de Paris, c'est-à-dire la partition du Vietnam, le Nord étant placé sous le contrôle de la bureaucratie et le

Sud restant sous celui de l'impérialisme.

Mais ces accords de Paris, continués de ceux de Yalta et de Potsdam, ont volé en éclats par la volonté des masses, à la suite de l'effondrement de l'Etat du Sud, de l'impuissance totale de l'impérialisme américain à pouvoir le structurer face à la montée et aux aspirations des masses laborieuses.

Je crois qu'en Pologne, il s'agit encore d'un niveau supérieur.

L'impérialisme cherche des voies de pénétration dans les pays qui ont échappé à son orbite, et il ne peut le faire que dans la voie du maintien en place de la bureaucratie contre la classe ouvrière, contre les masses laborieuses. Nous voyons, avec la Pologne, comment la bourgeoisie, les gouvernements du monde entier ont apporté leur soutien total à la bureaucratie polonaise, à la bureaucratie du Kremlin.

Et nous voyons combien cet appui est exercé par une force que nous avons toujours caractérisée pour ce qu'elle est : l'Eglise, dont nous n'avons jamais estimé qu'elle puisse être progressiste dans quelque pays que ce soit. Aujourd'hui, l'Eglise dit elle-même, par la bouche d'un conseiller du pape, qu'il lui revient, à elle, de reconstituer le parti stalinien polonais. Bien entendu, l'Eglise n'est pas une force de la bureaucratie. Elle a ses propres revendications, ses propres besoins. En même temps qu'elle apportait son appui à la bureaucratie du Kremlin, à la bureaucratie polonaise, l'Eglise disait qu'il faut revenir à la propriété du sol, parce que la propriété du sol correspond en fait à tous les privilèges de cette caste, qui était le principal des propriétaires fonciers semi-féodaux dominant la Pologne avant la guerre. L'objectif de l'appui que donne aujourd'hui l'Eglise à la bureaucratie est lié au fait qu'elle sait pouvoir avancer dans cette voie avec la bureaucratie.

Si nous regardons le développement de l'ensemble des problèmes tels qu'ils se sont trouvés posés depuis quarante ans, à partir de Yalta et de Potsdam, nous voyons les forces de la révolution être les éléments essentiels qui minent cet accord contre-révolutionnaire ; nous voyons les formes dont la classe ouvrière ne peut pas ne pas se doter.

La signification historique de ce qui s'est passé en Pologne, c'est le MKS. Le MKS a d'abord lancé le mot d'ordre de la centrale syndicale indépendante. Nous l'avons écrit, tout le monde le comprend, il y a incompatibilité absolue entre la centrale syndicale libre et indépendante et les « syndicats » officiels qui sont les rouges de l'appareil d'Etat. Détruire les syndicats officiels, c'est détruire l'un des rouages essentiels de l'appareil d'Etat bureaucratique. Par là même, la forme que prend le MKS est celle du syndicat et, en même temps, c'est autre chose que cette forme du syndicat. C'est déjà le pouvoir de la classe ouvrière, et nous savons effectivement, par tous les renseignements que nous avons sur la Pologne, qu'il y a véritablement dans ce pays un régime, ou plutôt une situation politique, de double pouvoir. Il est clair que cette situation de double pouvoir connaîtra des hauts et des bas. Il est possible que la bureaucratie du Kremlin soit obligée d'intervenir. Elle aura d'ailleurs l'appui de l'impérialisme, ainsi que ce fut le cas pour les interventions de la bureaucratie en 1953 à Berlin-Est, en 1956 en Pologne et en Hongrie, en 1968 en Tchécoslovaquie. Là, on a pu mesurer à quel point il y a accord entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme : les plus beaux temps de la coexistence pacifique et de la détente ont justement commencé après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars de la bureaucratie.

Ce qu'il faut comprendre aujourd'hui, c'est que la bureaucratie s'appuie sur les forces de l'impérialisme. Il y a là, camarades, une leçon très importante pour notre combat en France.

**« LES RELATIONS D'OCTOBRE
VIVENT
DANS LA CONSCIENCE
DES MASSES »**

En s'appuyant sur l'Eglise, que vise la bureaucratie ?

Les conquêtes d'Octobre qui existent, la propriété d'Etat, la réforme agraire, etc., matérialisent, dans les pays où l'impérialisme a été chassé et exproprié, l'alliance des ouvriers et des

paysans. En s'appuyant sur l'Eglise, le principal propriétaire foncier du pays avant la guerre, qui revendique aujourd'hui la propriété du sol, que cherche la bureaucratie, sinon à couper la paysannerie du prolétariat, à grouper la paysannerie et la petite bourgeoisie contre le prolétariat. Si vous suivez dans le détail les discussions qui se mènent aujourd'hui au comité central du parti stalinien polonais, vous verrez que l'effort consiste à tenter de donner quelques accommodements aux paysans et aux forces qui pourraient rétablir la propriété privée des moyens de production par l'intermédiaire de la propriété du sol. Cela dit, c'est une perspective vaine, et je rappellerai ce que j'ai dit à différentes reprises de ce que Trotsky expliquait dans « La Révolution trahie » et dans le « Programme de transition », lorsqu'il écrit que « les relations d'Octobre vivent dans la conscience des masses ».

Camarades, c'est quelque chose d'une énorme importance. Je me souviens que, lorsque j'étais jeune trotskyste, en 1936, j'ai été convaincu parfaitement par « La Révolution trahie », et je crois avoir toujours été d'accord avec la nécessité de la défense de l'URSS. Cela dit, cette phrase de Trotsky sur les conquêtes d'Octobre vivant dans la conscience des masses, j'avoue avoir pensé alors que Trotsky l'avait écrite un peu par romantisme... Je ne comprenais pas ce que cela voulait dire.

Pendant la guerre, au moment où les armées allemandes arrivèrent devant Moscou, au moment où, du fait de l'incurie de Staline, l'impérialisme allemand et Hitler menaçaient de pouvoir détruire la révolution d'Octobre, il y eut un appel dans les camps, et ce sont les survivants d'Octobre qui combattirent devant Moscou, avec un matériel extrêmement précaire, pour arrêter les armées hitlériennes. Ils se sont fait exterminer, mais, malgré tout, ils ont défendu Moscou.

La collectivisation forcée, vous le savez, avait fait ses ravages en Ukraine beaucoup plus que dans n'importe quelle autre région de l'URSS. Quand les paysans ont vu arriver les armées allemandes en 1941, ils n'ont pas bougé, ils ne sont pas intervenus. Mais propriété d'Etat et propriété privée

sont incompatibles. Pour rétablir la propriété privée des moyens de production, il fallait que l'impérialisme allemand détruise physiquement des millions et des millions d'ouvriers russes, de paysans qui avaient accédé à la culture avec la révolution d'Octobre. Il aurait fallu les coloniser. Voilà pourquoi il y eut en Ukraine les plus importantes bandes de partisans, la résistance acharnée que l'on sait. « Les relations d'Octobre vivent dans la conscience des masses » parce qu'elles sont le lien matériel qui unit la révolution prolétarienne victorieuse de 1917, trahie par Staline, à tout le développement historique de la révolution mondiale.

Aujourd'hui, plus encore que pendant la guerre, en dépit des méfaits de la bureaucratie, le prolétariat se dresse de toute sa puissance contre la destruction des conquêtes d'Octobre, parce qu'elle aboutirait à sa propre destruction physique.

C'est la même chose en Pologne. Quel que soit le cours que prendra l'histoire, et ce sera un cours douloureux, il n'y a pas moyen d'y échapper ; ou plutôt, pour raccourcir les délais de l'histoire, construisons le plus rapidement possible la IV^e Internationale et le parti révolutionnaire. C'est la seule conclusion à donner pour raccourcir ce cours douloureux de l'histoire. Il reste que, objectivement, en URSS, dans les pays de l'Est, en Pologne et ailleurs, les rapports de forces sont en faveur du prolétariat et non de la bureaucratie. Quelles que soient, pour l'heure, les illusions des masses dans l'Eglise, la destruction des conquêtes d'Octobre et de leurs prolongements en Pologne signifierait le retour des « biens de l'Eglise », et d'autres, à la classe des propriétaires fonciers, et remettrait en cause la révolution agraire opérée après la guerre.

PROLETARIAT, PAYSANNERIE, PETITE BOURGEOISIE

Mais la politique de la bureaucratie est celle de la contre-révolution la plus consciente. Il lui faut casser cette alliance des ouvriers et des paysans matérialisée par l'expropriation des

capitalistes et des propriétaires fonciers, et c'est dans ce sens-là qu'elle a besoin de l'Eglise, de l'appareil de la hiérarchie ecclésiastique.

Examinons la politique contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie à la lumière des événements dans notre propre pays : regardons la signification des grèves tournantes, des actions exemplaires. Regardons ces choses qui commencent à se dessiner, à prendre une forme beaucoup plus aiguë en Italie, partiellement en Espagne. Lorsqu'on voit l'appareil stalinien se relier à la décomposition le 23 mars, quelle signification tout cela a-t-il ? Il s'agit pour lui de s'efforcer de scinder la petite bourgeoisie du prolétariat. Depuis des années, depuis 1968, il y a cette alliance de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, qui s'est matérialisée dans le vote au référendum de 1969, puis dans les différentes élections. L'appareil stalinien veut en finir avec cela.

Et cette aide de l'appareil stalinien à la bourgeoisie coïncide avec la politique de Giscard-Barre qui, eux aussi, voudraient donner, certes pas des « avantages », mais quelques miettes à cette petite bourgeoisie pour essayer de la grouper autour du régime bonapartiste décrépi. C'est aussi de cette façon qu'il faut comprendre la politique de la bureaucratie du Kremlin, telle qu'elle s'exprime dans chaque pays, et en particulier en France.

Comme chacun sait, personne ne parle plus de l'« eurocommunisme ». C'est très curieux. Il y a encore un an, un an et demi, les partis staliniens n'étaient plus staliniens. Essayez de voir, maintenant, dans « Rouge » ou dans « Le Monde », s'ils le sont ou non. Vous verrez qu'ils sont tous staliniens. Toutes ces prétentions pseudo-théoriques se sont heurtées — c'était prévisible et nous l'avions dit à l'époque — à l'épreuve des faits, à l'épreuve de la théorie qui n'est pas autre chose que la généralisation de la pratique, la réalisation de l'expérience de la lutte des classes et de toute l'histoire de l'humanité.

Prenons des exemples. Il y a Manu-france. Il y a le PCF votant le minimum familial qui est une honte. Que signifient les « brèches », les « succès » ? Leur objet n'est pas de prou-

ver aux travailleurs qu'il y a des « brèches » et des « succès », parce qu'ils savent qu'il n'y en a pas. Il s'agit d'assener à la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, qui commence à être écrasée de plus en plus : vous ne pouvez pas avoir confiance dans le prolétariat, qui n'est pas capable d'ouvrir une perspective puisqu'il accepte des choses qui vont à l'encontre de ses propres intérêts. Toute la politique stalinienne est extrêmement précise, orientée dans ce sens et appliquée avec une véritable science consommée de la trahison.

Cette volonté contre-révolutionnaire d'opposer, au sein de la classe ouvrière, catégories contre catégories, d'opposer la petite bourgeoisie au prolétariat, est tout à fait dans la ligne du soutien au gouvernement Giscard. Cela devient visible même dans le détail. Beullac fait par exemple une déclaration provocante ; Marchais hausse d'abord le ton, puis dit, immédiatement après : « premier succès ». La « brèche » est ouverte, et on recommence. Cela devient tellement ridicule que ça saute aux yeux de tout le monde. Et il ne faut pas croire que les staliniens cherchent à se justifier. Ça ne les intéresse pas ; ce qu'ils veulent, c'est démoraliser les travailleurs, mais ils n'y arrivent pas. Les masses ne sont pas démoralisées, et ceux que les dirigeants du PCF démoralisent, ce sont finalement leurs propres militants. Il est extrêmement important pour nous de comprendre ces processus internes qui existent dans le parti stalinien, des processus que nous arrivons à exprimer dans la campagne que nous menons pour l'unité PCF-PS pour la candidature unique dès le premier tour.

**STALINISME
ET SOCIAL-DEMOCRATIE,
BONAPARTISME
ET PARLEMENTARISME,
DEMOCRATIE
ET V^e REPUBLIQUE**

Avant de poursuivre sur la campagne politique et sa signification, il est nécessaire de revenir sur la nature des partis ouvriers.

Le PCF est un parti ouvrier-bourgeois, relié à l'impérialisme par l'intermédiaire de la bureaucratie du Kremlin. C'est une agence de l'impérialisme au même titre que la social-démocratie. Il est lié aux couches les plus contre-révolutionnaires de la bureaucratie du Kremlin parce que sélectionné depuis des dizaines d'années par Staline et ses successeurs afin de monter la garde contre la révolution, ce qui est absolument indispensable pour le maintien des privilèges de la bureaucratie du Kremlin.

Le parti social-démocrate est un parti ouvrier-bourgeois, mais un parti ouvrier-bourgeois parlementaire. Ce que n'est pas le PCF. Il s'agit là d'un problème théorique ayant une implication pratique sur laquelle Trotsky a d'ailleurs écrit beaucoup de choses. Pendant toute la période de 1934-1936, il a particulièrement insisté sur la différence de nature qu'il y a entre social-démocratie et stalinisme quant à leurs liens avec l'impérialisme, c'est-à-dire par l'intermédiaire de la bureaucratie du Kremlin ou en tant qu'agence directe de l'impérialisme. Le parti social-démocrate n'existe qu'en tant que parti ouvrier parlementaire, sinon il n'est rien, et nous le voyons clairement depuis 1958. Le parti ouvrier-bourgeois social-démocrate aspire à la gestion de l'Etat bourgeois ; il ne peut le gérer que si celui-ci a une certaine forme parlementaire.

Nous ne sommes pas intervenus dans toutes les discussions qui ont eu lieu en 1976-1977 pour savoir si le parti stalinien, si Marchais voulaient ou non le pouvoir. Ce sont des discussions ayant tellement peu de réalité ! Le parti stalinien n'est pas un parti ouvrier parlementaire, et là se pose le problème de la nature du régime, sur laquelle il faut revenir rapidement.

Qu'est-ce que le bonapartisme ? Il s'agit d'une forme de gestion de l'Etat bourgeois. Qu'est-ce que la démocratie parlementaire bourgeoise, plus ou moins frelatée ? Une autre forme de gestion de l'Etat bourgeois. Il y a différence de nature, non pas du point de vue du contenu de l'Etat bourgeois, mais du point de vue de sa forme politique. Nous savons, nous, marxistes, la signification que prennent, dans la lutte des classes, les formes politiques.

Marx a expliqué cela dans « Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte », dans « Les luttes de classes en France ».

Où réside la différence, du point de vue de la forme du régime politique ? La démocratie bourgeoise correspond à une gestion commune par la bourgeoisie et ses partis de ses propres affaires. Avec le bonapartisme, il n'y a plus cette gestion commune. La direction de l'Etat est exercée par une couche particulière, et surtout par l'exécutif, qui se trouve en fait face à la bourgeoisie, qui gère les intérêts communs de la bourgeoisie au compte de certaines de ses couches particulières.

Le bonapartisme ne pouvait durer que sur la base de l'écrasement du prolétariat. Son impuissance à l'écraser signifie que sa gestion des affaires communes de la bourgeoisie est menacée par le prolétariat, et l'exécutif concentre contre lui toute la lutte des classes, toute la lutte politique de la société. Dans ces conditions, il faut comprendre que ce sont les développements de la situation politique qui détermineront les formes conscientes que prendront les classes et les partis dans la lutte qui se développe, que les solutions qui sont recherchées aujourd'hui le sont sous les formes les plus contradictoires et confuses, parce que la conscience des classes en ce domaine est très relative.

La question centrale posée aujourd'hui est de donner un certain contenu parlementaire au bonapartisme. Pompidou a essayé, et il n'a pas réussi. Giscard a essayé et essaie encore, avec l'histoire de l'ouverture vers le PS, avec Rocard. Il est clair qu'il est impossible qu'il y ait « conciliation » en la matière. La forme de l'Etat bonapartiste et celle de la démocratie bourgeoise sont inconciliables comme formes politiques. Nous trouvons là, en fait, tout le problème de la démocratie, non pas de la démocratie bourgeoise, ni des revendications démocratiques, des libertés d'opinion, de presse, d'organisation, etc., mais du rôle de levier que représente aujourd'hui la question de la démocratie pour les partis qui se réclament de la classe ouvrière.

Le parti stalinien, bien que n'étant pas un parti ouvrier parlementaire, est obligé de se présenter comme tel. Le

parti social-démocrate ne peut survivre que comme parti ouvrier parlementaire. Dans ces conditions, la revendication de la démocratie est un levier pour abattre la V^e République et sa Constitution, mais c'est un levier qui place en porte-à-faux tous les partis, et particulièrement le parti stalinien.

A partir de là, il faut comprendre tous les conflits qui existent, y compris dans le parti social-démocrate. D'un côté Mitterrand se présente et veut se présenter comme le nouveau Jaurès. Mais sa destinée politique est aujourd'hui reliée au maintien et au développement de la social-démocratie, au retour à la démocratie parlementaire. C'est aussi le destin du Parti socialiste comme tel, et il y a là une contradiction majeure entre le destin politique de Mitterrand, le destin politique de la social-démocratie et les institutions de la V^e République.

C'est là un phénomène objectif, ce n'est pas une question de savoir si on a une préférence ou non pour Mitterrand. La question posée est celle de la destruction du PS, et c'est tout le sens de l'opération Rocard. Celui-ci a évidemment le soutien de Giscard, et il y a concordance entre les dirigeants du PCF, Rocard, Giscard, parce que, pour maintenir la V^e République, il faut détruire ce pilier de la démocratie parlementaire bourgeoise qu'est le PS.

C'est à partir de là que nous pouvons comprendre pourquoi nous posons les problèmes du point de vue de la démocratie, non parce que ce point de vue est le nôtre, mais parce que les dirigeants du PCF et du PS s'en réclament et que, à travers lui, c'est la destruction ou plutôt l'effondrement du bonapartisme qui est posé.

Quand nous posons ce problème, nous posons celui de la tâche que la classe ouvrière doit accomplir, et pour cela nous disons : il faut chasser Giscard, sans condition. Le prolétariat a un intérêt immédiat et majeur à chasser Giscard, et c'est à partir de là que nous construisons notre politique. Car chasser Giscard, c'est ouvrir la crise révolutionnaire par les moyens de la mobilisation de la classe ouvrière. Posés ainsi, les problèmes deviennent d'une simplicité élémentaire. Le

marxisme nous permet d'expliquer aujourd'hui les choses de telle façon que des millions et des millions de travailleurs et de jeunes nous comprennent, parce que c'est ce à quoi ils aspirent. On ne peut dissocier la campagne pour une candidature unique PCF-PS au premier tour du sort du régime, et dans ce sens, on ne peut la dissocier de la question de la démocratie.

COMMENT POSONS-NOUS LES PROBLEMES ?

Il y a des questions et des arguments sur lesquels il nous faut revenir. Serions-nous devenus des parlementaristes ? « Rouge » publie aujourd'hui une photo de notre affiche de 1978 pour le désistement en faveur de Mitterrand avec ce commentaire :

« Quand l'OCI, annonçant que Mitterrand s'était prononcé pour l'unité, demandait des comptes à Marchais sur le désistement. »

La réponse à apporter à « Rouge » est d'une simplicité élémentaire. Mais oui, nous avons condamné Marchais qui divisait. Nous étions pour que l'engagement de désistement pour le second tour soit pris immédiatement. On a vu les résultats de cette division. Il y a une majorité UDF-RPR à l'Assemblée nationale. Les dirigeants de la LCR préféreraient-ils la majorité UDF-RPR à la majorité PCF-PS ? Nul ne peut le croire, et je pense que ce sont des arguments vraiment peu sérieux, sans importance politique, et qui ne sont que le reflet d'un total déséquilibre politique.

La question essentielle est : ce que nous faisons est-il électoraliste ? Je dirai de la manière la plus simple ceci : aujourd'hui, il y a le gouvernement Giscard-Barre. Tout le monde supporte les effets du maintien au pouvoir de Giscard, personne ne peut le nier. Y a-t-il un travailleur qui pense que le gouvernement Giscard-Barre soit un gouvernement à lui ? Non, pas du tout. Ce sont les stalinien qui disent qu'il y a des « succès ». Mais les travailleurs, eux, ne le disent jamais. Alors, réaliser l'unité PCF-PS, c'est réaliser les conditions pour chasser Giscard, et le plus tôt sera le mieux. Que les dirigeants du PCF et du PS prennent l'engagement dès aujourd'hui de décider une candidature uni-

que avant le premier tour, et nous avons les conditions pour chasser Giscard tout de suite. Les conditions d'unité peuvent être réalisées encore plus facilement au niveau de l'entreprise. Qu'est-ce qui permet, en effet, au patron de porter des coups contre les travailleurs ? C'est la division. Réalisons l'unité PCF-PS dans l'entreprise, et nous construisons les conditions pour arracher les revendications. Tout de suite, tout de suite, le plus tôt sera le mieux, qu'ils fassent l'unité ; Giscard ne tient que par la division. Avec l'unité, il est balayé.

Camarades, ce langage est celui de millions, c'est un langage que tout le monde comprend, qui n'a rien à voir avec l'électoralisme, et il faudrait vraiment se contorsionner sérieusement pour y trouver un contenu électoraliste, comme tentent de faire les dirigeants de la LCR qui, eux, épousent très exactement la politique de division du PCF, comme ils l'ont fait en 1978.

Si nous disons qu'on ne peut dissocier le combat pour l'unité PCF-PS de la question du sort du régime, de la démocratie, si nous disons que la démocratie est incompatible avec la V^e République, nous rétorquera-t-on alors que nous sommes pour la démocratie bourgeoise ? Non. Nous disons de manière très précise aux dirigeants : c'est vous qui vous réclamez de la démocratie ; appliquez la démocratie, et nous vous soutiendrons inconditionnellement, parce que Giscard ne doit pas rester au pouvoir. Ce sont là les problèmes de tous. Ce sont nos problèmes parce que ce sont les problèmes de tous.

Si on ne peut pas dissocier le combat pour l'unité PCF-PS du sort du régime, de la démocratie, de l'incompatibilité de la démocratie avec la V^e République, de la crise révolutionnaire, on ne peut dissocier l'ensemble de ce combat de la bataille pour la construction du parti des 10 000, car le problème se retrouve posé de la même façon. Mais attention, on ne peut pas trouver de réponse en segmentant notre politique. Il faut faire tout le tour de l'argumentation. Si l'on veut trouver une réponse à quelque problème que ce soit, sur les luttes revendicatives, sur les grèves tournantes, sur la grève générale, en isolant chaque question de tout le processus

— qui est le mouvement même de la lutte des classes —, alors on n'y parvient pas, ou on aboutit à une réponse qui déporte politiquement. Depuis une semaine, dix jours, je passe mon temps dans les réunions, en particulier dans mes réunions de cellule, à dire aux camarades :

— « Tu as fait signer ? — Oui.
— Alors, qu'est-ce que tu proposes ?
— On va faire une réunion. »

Alors, je pose la question :
— « Pour quoi faire ? — Pour faire un comité pour l'unité. — D'accord. A quoi servira le comité pour l'unité ? »

On avance comme cela, et on se rend compte qu'on tombe, à la fin du compte, sur l'idéologie. Pourtant, le problème est simple, mais il faut reprendre tout le cours de la démonstration, l'unité PCF-PS, chasser Giscard, comme je l'ai expliqué. Nous combattons. Nous avons des revendications pressantes, nous devons réaliser l'unité. Nous faisons signer pour l'unité PCF-PS. Réaliser l'unité, c'est réaliser les conditions pour gagner sur telle revendication.

On ne dit pas : « Unité pour la revendication, il y a telle ou telle revendication, on va engager la lutte, unité... », parce que, à partir de ce moment-là, vous avez évacué tout le mouvement qui amène à dire, au contraire : « Unité PCF-PS qui réalise les conditions de l'unité qui permet aux travailleurs et aux jeunes d'engager la lutte. »

On peut maintenant préciser ce que nous avons discuté pendant des années, à savoir ce qu'est le contenu politique de la lutte. Ce contenu, c'est l'ensemble de ce processus, de ce mouvement. Chaque revendication a un contenu politique, et nous devons le lui donner. Et si l'on ne donne pas ce contenu politique, on tombe dans les grèves tournantes, politique qui est vomie, à l'étape actuelle, par la classe ouvrière et par les syndiqués. Et donc, là, est posé le problème de regrouper, non d'associer — parce que cela voudrait dire que nous sommes un état-major qui s'autodésigne — mais de regrouper, parce qu'il s'agit d'une affaire commune à tous, donc de notre affaire en tant que militants de l'OCI. Nous ne disons plus que nous

allons aider les masses à réaliser l'unité. Nous allons leur permettre de la réaliser, nous allons la réaliser. Mais cela n'est possible qu'en partant des problèmes politiques et de la réponse politique que l'OCI y apporte. Il ne s'agit pas d'une « réunion à convoquer », mais de la tâche politique que nous allons accomplir avec les travailleurs et, à partir de là, peuvent se poser la réponse au problème de savoir à quoi sert l'OCI, de pourquoi elle seule développe cette politique, et ainsi la possibilité d'ouvrir la perspective et de construire le parti des 10 000 comme un instrument pour chasser Giscard, parce que le combat pour l'OCI des 10 000 est l'instrument de la réalisation de l'unité PCF-PS pour une candidature unique ; parce qu'il est l'instrument de l'unité politique de la classe ouvrière pour la satisfaction des revendications pressantes, l'instrument de la grève, de la préparation de la grève générale.

Nous rencontrons des difficultés. Je pense que c'est normal, mais il est urgent, non pas d'attendre, mais d'avancer. Nous discutons et nous travaillons sur « Informations ouvrières », et je vais prendre un exemple.

Dans le n° 965, il y a deux articles sur la rentrée scolaire. Le premier article : « Les classes, ce sont nos enfants, la division est criminelle. » Et le second : « Des points d'appui pour l'unité. » Camarades, ce dernier article est correct. Mais celui qui le précède ne conduit pas à cela, car la perspective de l'unité PCF-PS, dans son contenu réel, est abandonnée, parce qu'est abandonnée la perspective de la grève générale en conclusion de la bataille pour l'unité PCF-PS. Voilà pourquoi nous arrivons à des formules générales.

Il y a une bataille qui s'est menée dans une école de l'Oise. Une autre s'est menée à Taverny. Attention, des batailles de ce type existent partout, mais les staliniens les font rentrer dans leur stratégie de grèves tournantes. Là est le problème. Alors, comment fallait-il écrire ? Je lis :

« Partout dans le pays, dans toutes les localités, classes fermées, classes surchargées, enfants hors des maternelles, enseignants jetés au chômage. »

Il fallait écrire tout de suite : « Voilà la situation. Que faut-il faire ? » Les réponses sont là : on dit ce qui s'est passé dans l'école de l'Oise. L'inspecteur d'académie dit : jamais ! Il refuse. Grèves tournantes, dit le PCF. Les parents d'élèves disent : en aucun cas ! Et ils réalisent l'unité PCF-PS. Ils gagnent.

L'autre problème, c'est celui du licenciement. Faut-il accepter ? Non. L'unité PCF-PS est réalisée, il n'y a pas de licenciement. Unité PCF-PS, grève générale avec les organisations en relation avec l'unité PCF-PS, voilà la réponse qui prendra nécessairement des formes concrètes.

Alors camarades, bien entendu, réaliser aujourd'hui le parti des 10 000 sur la ligne définie à cette signification de préparer, de la manière la plus concrète qui soit, les masses laborieuses et la jeunesse à réaliser la chute du gouvernement Giscard, par la réalisation du front unique, la grève générale. Nous avons écrit la semaine dernière dans « Informations ouvrières » : « Convaincre et submerger », et ce n'est pas un hasard si on lit très souvent, au contraire : convaincre ou submerger. Non : convaincre et submerger. « Convaincre », c'est dire que les travailleurs veulent convaincre leurs organisations ; et « submerger », parce que, aujourd'hui, les conditions de la grève générale se constituent, ses conditions politiques, pas à partir « des luttes, des luttes », mais en sens inverse, en partant de la perspective politique qui débouche sur des luttes partielles efficaces.

Voilà comment le comité d'initiative et d'unité, tel que je l'ai défini, prend le contenu du comité d'action, tremplin pour construire le parti révolutionnaire, dont parle Trotsky. Maintenant, nous allons de l'avant. Si, dans les semaines qui viennent, et je n'en doute pas, nous avons trois ou quatre cents comités d'initiative et d'unité en France, alors, camarades, nous n'attendrons pas. Nous savons ce qu'il faut faire et comment le faire.

Je voudrais aborder maintenant le problème de l'OJR.

Camarades, nos difficultés politiques, la manière dont nous posons les problèmes avec un certain contenu d'extériorité sont reliées aux hésita-

tions à développer tout le cours complet de la situation politique. Pourquoi ce cours est-il saisi par les masses ? Parce qu'il s'agit du cours que suivent des millions d'hommes, de la pensée de millions d'hommes, de leur volonté. C'est de cette manière que l'organisation devient l'expression même de leur volonté.

Ce langage dont j'ai parlé tout à l'heure, le langage de millions, est plus encore sensible chez les jeunes. Oublier l'ensemble du processus politique, c'est expulser les jeunes de leur combat. La question qui est fondamentale est que nous avons la possibilité d'avancer à brève échéance. Mais il y a quelque chose sur lequel on bute, auquel on se heurte encore. L'OJR s'est fixé comme objectif d'avoir 5 000 militants à la fin de l'année. Cet objectif, sa réalisation ne dépendent que de la manière dont on va poser les problèmes et y répondre. Celui qui va nous lire va dire : quoi faire ? Comment faire ? Il ne s'agit pas de seulement poser la question, mais de partir de l'expérience de la classe ouvrière et de la jeunesse pour répondre à cette question.

Sur la fédération des délégués de classe : il est vrai que, chez les lycéens, existe particulièrement la pression des gauchistes et des stalinien. Mais la question a été posée : faut-il un syndicat lycéen ou non ? C'est une question réelle, qu'il ne faut pas éluder. Toute organisation de jeunesse a toujours un certain contenu syndical, comme une organisation de femmes. Nous le savons, nous l'avons appris dans les livres, l'expérience et la vie nous l'ont confirmé.

Pourtant, cette discussion est oiseuse, parce qu'elle vise à une discussion idéologique pour empêcher les jeunes lycéens de s'organiser. Où est la vraie discussion ? Il y a tel et tel problème dans chaque classe : constituons-nous en comités de classe, désignons nos délégués. A partir de ce moment-là, on dépasse le problème de savoir si c'est un syndicat ou non.

Etant donné l'ensemble des problèmes qui se trouvent posés dans les lycées, il y a la possibilité de construire, dans des délais rapides, une fédération de délégués de classe s'appuyant sur des comités de classe.

Par là, nous répondons à la question que les jeunes lycéens peuvent se poser, et la réponse que nous apportons est politique.

L'objectif, c'est la constitution de véritables comités de la FER, de comités OJR, de comités qui se constituent au feu de l'action, pas des comités dans le vide où les trotskystes arrivent, font signer et proposent une réunion pour la semaine d'après.

Il faut laisser foisonner les initiatives, c'est une organisation de jeunes, non une organisation structurée comme la IV^e Internationale.

Tout le monde a le droit de dire : qu'est-ce qu'on fait, qu'est-ce qu'on va faire, on le fait tout de suite, et le droit de décider. On organise, et à partir de ce moment ceux qui sont organisés sont les combattants qu'on va recruter dans l'OCI. Cela ne veut d'ailleurs pas dire qu'il ne faut pas convoquer de réunions, mais il faut savoir comment le faire, avec le langage qui est nécessaire, la perspective politique qui est nécessaire.

POUR LE PARTI DES 10 000 MILITANTS

Camarades, avant de conclure sur le parti des 10 000, je voudrais aborder un dernier problème.

Quand nous nous adressons au PCF et au PS, est-ce que nous pensons que ce sont des partis révolutionnaires ? En aucun cas. Ce sont des partis ouvriers-bourgeois. Mais ils sont suivis par les masses et nous devons faire éclater, dans et par le développement même du mouvement des masses, la conscience que la classe pourra acquérir en fonction du développement de sa lutte de classe dans les conditions données, le besoin, la nécessité du « nouveau parti », du parti révolutionnaire. Dans ce sens, nous disons unité PCF-PS comme condition pour avancer vers la réalisation du front unique, c'est-à-dire pour chasser Giscard. Nous n'avons aucune illusion sur le PCF et le PS.

Mais, camarades, allons-nous accepter de renvoyer dos à dos le PCF et le PS, comme le fait la LCR qui, d'ailleurs, concentre — sur la même

ligne que le PCF — ses feux sur le « tournant à droite » du PS ? Non pas que nous ayons quelque illusion que ce soit sur la social-démocratie. Il faut être stupide pour penser que c'est notre position. Mais quel est aujourd'hui l'instrument qui permet d'étayer Giscard ? Le PCF écrit à longueur de colonnes dans « L'Humanité » : Mitterrand est à droite de Giscard et du RPR. Si on se place sur le même terrain que le PCF et le PS, le terrain électoraliste qui est le leur, comment est-il possible d'arracher les revendications avec l'addition de l'UDF, du RPR et du PS ? Et nous accepterions cela ? Que travailleur peut-il l'accepter ?

La question est : l'axe politique est-il le front unique ? Est-ce que nous réalisons par la candidature unique PCF-PS, comme je l'ai expliqué tout à l'heure, les conditions de la mobilisation de la classe ouvrière ? A partir de là, seulement, on peut définir la tactique qui est, en définitive, question de circonstances, de temps et de lieu.

Notre politique est une politique de masse, qui ouvre une perspective aux masses. Nous devons dégager de cette politique le parti des 10 000. Les difficultés sont en nous, et dans les pressions qui s'exercent sur nous. Nous avons déjà les éléments qui nous permettent de dire que nous pouvons avancer. Il faut que ce congrès donne une ampleur totale, une compréhension commune de ce que nous allons réaliser dans les semaines qui viennent, de l'ensemble des objectifs que nous nous sommes fixés et que nous allons réaliser dès demain.

L'OCI unifiée ne sera pas simplement l'addition de l'OCI et de la LCI. Nous l'avons écrit dans « Informations ouvrières », nous l'avons écrit également dans « Tribune ouvrière », il ne s'agit pas d'une absorption de la LCI par l'OCI. Ce n'est pas une clause de style.

D'ores et déjà, le travail que nous menons en commun, les batailles politiques que nous avons engagées ensemble, le résultat de nos batailles démontrent qu'il n'y a pas simplement addition, qu'il y a des expériences politiques diverses. Je l'ai dit à Bogota au mois de février : nous avons chacun notre propre histoire, mais cette

Adresse adoptée par le congrès de fusion de l'OCI et de la LCI constituant l'OCI unifiée

Les 13 et 14 septembre 1980, les délégués régulièrement élus de l'OCI (Organisation communiste internationaliste, section française du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale) et de la LCI (Ligue communiste internationaliste), réunis en congrès extraordinaire, ont fusionné en une organisation unique et constitué ensemble l'Organisation communiste internationaliste unifiée, l'OCI (u).

L'une et l'autre organisation sont adhérentes du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale, constitué par le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la Fraction bolchevique et la Tendence léniniste-trotskyiste.

C'est un fait très remarquable : pour la première fois depuis des dizaines d'années, trois tendances qui font leur le programme de la IV^e Internationale ont opéré en France un premier regroupement des forces révolutionnaires. La dispersion organisée par ceux qui, bien que se réclamant de la IV^e Internationale, ont abandonné les principes marxistes du combat pour la révolution prolétarienne, commence à être surmontée. L'unification réalisée en France annonce et précède les unifications en cours en de nombreux pays. Elle s'inscrit dans le processus de reconstruction de la IV^e Internationale engagé dans le cadre et sous l'impulsion du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale qui a convoqué une conférence mondiale, laquelle se tiendra en décembre 1980.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Le 20 août 1940, l'agent de la GPU Mornard-Mercader, d'un coup de piolet dans le crâne, assassinait Léon Trotsky, le dirigeant aux côtés de Lénine de la première révolution prolétarienne victorieuse, la révolution russe d'Octobre 1917, le bâtisseur du premier Etat ouvrier, l'Etat soviétique, l'Etat de la démocratie ouvrière réalisant la dictature du prolétariat, le constructeur de l'Armée rouge. L'organisateur de ce crime, de l'assassinat de milliers et de milliers de cadres et de militants du parti de Lénine et de Trotsky, le Parti bolchevique, exultait au Kremlin. Staline semblait triompher. Ultérieurement, il décorait l'assassin du dirigeant de la révolution d'Octobre que fut Léon Trotsky.

Agonisant, avant de sombrer dans l'inconscient, Léon Trotsky prononçait ses dernières paroles, un appel au combat : « *Dites aux camarades que je suis sûr de la victoire finale de la IV^e Internationale. En avant !* » Il affirmait ainsi sa certitude de la victoire de la révolution prolétarienne, de la construction du socialisme en dépit de tous les obstacles, sa certitude de la construction de l'Internationale et de ses partis, indispensables à la victoire.

Tous dénoncent aujourd'hui les meurtres, les crimes, les assassinats de Staline. Y compris ses successeurs. Mais ils ne disent pas la raison de ces crimes. Staline a cherché à rompre la continuité historique, celle qui va de la I^{re} à la IV^e Internationale, dont les principes sont : la lutte de classe du prolétariat, l'affirmation de la I^{re} Internationale « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». C'est pour défendre ces principes que se sont successivement constituées les I^{re}, II^e, III^e et IV^e Internationales. La I^{re} Internationale s'est dissoute au lendemain de la défaite de la Commune de Paris. Les partis de la II^e Internationale se sont ralliés chacun à leur bourgeoisie en 1914, trahissant les principes, ceux de l'internationalisme prolétarien, au profit du social-patriotisme. L'Internationale communiste fondée sous la direction de Lénine et de Trotsky s'est saisie du drapeau de l'internationalisme prolétarien, de la révolution prolétarienne mondiale. Mais en URSS s'est constituée une bureaucratie privilégiée et avide qui a monopolisé le pouvoir politique, réduisant au silence le prolétariat. Staline a été le représentant de cette bureaucratie privilégiée et féroce anti-ouvrière. Mais le capitalisme n'a pu être restauré. Au contraire, il a été exproprié en Europe de l'Est, en Chine, en Indochine, en Corée du Nord, à Cuba. Et aujourd'hui, le prolétariat polonais a, comme les travailleurs d'Allemagne de l'Est, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de l'URSS, engagé le combat contre cette bureaucratie privilégiée et parasitaire, pour prendre ou reprendre le contrôle d'une économie et d'une société sans patrons ni bureaucrates, en commençant par reconstruire ses propres organisations, syndicats et partis.

Staline a échoué. Trotsky avait raison. La IV^e Internationale à son tour s'est saisie du drapeau de la révolution prolétarienne. Malgré toutes les vicissitudes, la fusion de l'OCI et de la LCI, constituant l'OCI unifiée, la réunification-reconstruction en cours de la IV^e Internationale d'une part, la grève générale du prolétariat polonais de l'autre, en témoignent : « la victoire finale de la IV^e Internationale » est une certitude ; tous les obstacles qui s'opposent à la construction du socialisme seront balayés.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Que disent les dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière ?

Ils disent, dirigeants du PS et dirigeants du PCF : la conquête du pouvoir politique n'est plus le premier devoir de la classe ouvrière, puisqu'ils condamnent les uns et les autres la « dictature du prolétariat », c'est-à-dire la république ouvrière des conseils se substituant à la république bourgeoise. Ils se disent — au moins ceux qui dirigent le PCF — « marxistes », mais, en abandonnant le combat pour la dictature du prolétariat, ils abandonnent le combat pour la révolution prolétarienne, ils abandonnent la lutte de classes pour se ranger sur une politique de collaboration de classes. N'est-ce pas la preuve que, liant leur sort à la bureaucratie du Kremlin, les PC ont dégénéré, qu'ils sont passés comme les partis social-démocrates du côté de la défense de l'ordre bourgeois, de la contre-révolution ?

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Que disaient les fondateurs de la I^{re}, de la II^e et de la III^e Internationales ?

Ils revendiquaient hautement le combat pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sans lequel il ne saurait être question d'œuvrer à la réalisation dans les faits de l'internationalisme prolétarien.

Que voyons-nous ?

Nous voyons par exemple les dirigeants du Parti socialiste espagnol et les dirigeants du Parti communiste espagnol se dresser contre la lutte nationale du peuple basque et du peuple catalan, des autres peuples opprimés par l'impérialisme castillan. Nous les voyons appuyer de toutes leurs forces la politique d'oppression de la monarchie franquiste en décomposition.

Que voyons-nous ?

Alors que le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky a fidèlement tenu ses engagements après la révolution d'Octobre en garantissant aux peuples opprimés par le tsarisme la libre disposition d'eux-mêmes, nous voyons Staline et ses successeurs exercer l'oppression sur des peuples soviétiques, occuper avec troupes, tanks, canons et avions, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, l'Afghanistan.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Que disait la I^e Internationale avec Marx ? « *L'œuvre de l'Association internationale est de combiner, de généraliser et de donner l'uniformité aux mouvements spontanés des classes ouvrières, mais non de les diriger ou de leur imposer n'importe quel système doctrinaire.* »

Enseignements repris et élargis ensuite par la II^e Internationale, avant qu'elle ne sombre dans la collaboration de classes en 1914, et par les partis communistes avant que Staline n'en fasse des instruments de défense de la caste privilégiée du Kremlin.

Que disent aujourd'hui les dirigeants, que font-ils ? Alors que les mouvements spontanés de la classe ouvrière en lutte contre le capital se dirigent pour chasser Giscard-Barre, alors que si les dirigeants étaient restés fidèles aux principes du mouvement ouvrier, ils devraient « œuvrer à combiner, à généraliser et donner l'uniformité à ces mouvements spontanés de la classe ouvrière », que voyons-nous ?

Nous voyons les dirigeants casser ces mouvements avec les grèves tournantes, les journées d'action, les lâchers de ballons, nous les voyons certes combiner, non pour aider la classe ouvrière à réaliser la grève générale et uniformiser son action de classe, mais pour pratiquer une politique systématique de dislocation qui permet aux capitalistes et au gouvernement d'appliquer leurs plans anti-ouvriers.

Est-ce là une accusation sans preuves ? Faut-il rappeler les licenciements au *Parisien libéré*, dans le Livre, présentés comme des succès par Krauski ? Faut-il rappeler les licenciements dans la sidérurgie, le textile ? Sous nos yeux, ne voyons-nous pas Sanguedolce, maire de Saint-Etienne, membre du comité central du PCF, élu parce qu'il s'était engagé à refuser tout licenciement à Manufrance, ce que permettaient les actions possédées par le maire de Saint-Etienne au conseil d'administration de la société, ne le voyons-nous pas présider aux licenciements, au démantèlement ?

Il faut le dire, chacun peut le constater, cette politique est imposée aux travailleurs au nom de la politique de « coexistence pacifique », qui n'est rien d'autre que la politique de collaboration de classes.

Cette politique est dictée par en haut, par les dirigeants qui par tous les moyens veulent expulser les travailleurs, les jeunes, la base, de la gestion démocratique de leurs propres affaires, cela parce que les dirigeants vou-

laient imposer le système de collaboration de classes, et c'est pourquoi ils dirigent les luttes sur la voie sans issue de la division.

La 1^{re} Internationale proclamait : face au capital, dont la force sociale est concentrée dans l'Etat bourgeois, le seul pouvoir social que possèdent les travailleurs, c'est qu'ils sont les producteurs, c'est leur nombre, ainsi que les organisations, les conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe. La force des producteurs, la force du nombre, est annulée par la désunion que la bourgeoisie entretient pour garantir son système de profit.

Que voyons-nous ?

La plus effroyable campagne de division, qui ne peut avoir comme seul objectif que celui de faire passer Giscard, que celui de maintenir Giscard au pouvoir.

A quoi assistons-nous ?

Les travailleurs sont la principale force productive, ils sont le nombre, et les dirigeants des organisations qui se réclament de la défense de leurs intérêts, principalement les dirigeants du PCF, organisent systématiquement, scientifiquement, la division qui seule garantit à Giscard son pouvoir, et aux capitalistes leurs profits.

Le congrès qui a constitué l'OCI unifiée, conformément aux engagements et à l'action politique entrepris, a décidé d'amplifier le combat pour permettre aux masses laborieuses de surmonter les effets néfastes de la politique de désunion. Pour l'unité PS-PCF, la mobilisation de masse de la base est engagée pour la candidature unique et commune du PS et du PCF avant le premier tour des élections présidentielles. Par dizaines et dizaines de milliers, travailleurs, militants, jeunes, vous avez déjà signé cet appel.

Vous l'avez signé parce que vous savez, comme des milliers de travailleurs et de jeunes le savent, qu'avec l'unité PS-PCF réalisée tout de suite, c'est Giscard et son gouvernement qui seront chassés tout de suite ; avec la disparition de ce gouvernement serait ouverte la voie à un gouvernement uni des organisations ouvrières, un gouvernement Mitterrand-Marchais.

Vous avez signé. D'autres, par milliers et dizaines de milliers, signeront l'appel d'unité parce que vous savez, comme des millions de travailleurs et de jeunes le savent : avec l'unité PS-PCF réalisée tout de suite, dans les entreprises, les écoles, les lycées, ce sont les revendications pressantes qui seront arrachées au patronat, qui ne mise que sur la désunion.

Vous avez signé. Des milliers et des milliers signeront avec la campagne qui se poursuit, parce qu'avec des millions et des millions nous savons que c'est là la voie de la grève générale qui balayera les mesures prises par Beullac - Saunier-Seïté contre l'école, les lycées et les universités, la voie de la grève générale qui en finira avec les licenciements et le chômage, la voie de la grève générale qui arrachera les revendications vitales.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

L'union sera plus forte que la désunion : les mesures anti-ouvrières, la hausse des prix et des tarifs des services publics, les licenciements, le chômage, le démantèlement de l'école, de la Sécurité sociale et du dispositif de la santé ne peuvent que réaliser l'unité de tous contre le patronat et le gouvernement.

Le président du CNPF, M. Ceyrac, se trompe, lui qui se croit « fort ». Forts le grand capital et le gouvernement Giscard-Barre ? Ils ne sont forts que de la désunion. Mais l'union vaincra, l'unité sera réalisée ; le nombre, la majorité, le peuple travailleur auront raison de la minorité des capitalistes qui ne produisent rien, qui gouvernent au travers d'un président de la V^e

République discrédité, couvert de la boue des scandales. Le mouvement d'unité qui se réalise autour de la campagne pour l'unité PS-PCF réveille déjà toutes les espérances de voir se réaliser l'union de tous les efforts que la division voudrait tendre à isoler, l'union pour dresser la force unie du monde du travail contre le capital et son gouvernement.

C'est pour ces raisons que, pour assurer le succès du mouvement ouvrier, lequel ne peut être issu que de la force, de l'union et de l'organisation, l'OCI et la LCI ont décidé de réunir leurs efforts en réalisant leur unification dans l'OCI unifiée.

En combattant aujourd'hui pour ces objectifs politiques précis, l'OCI unifiée combat pour la mobilisation et l'organisation du prolétariat dans les comités, dans les conseils. Elle ouvre la voie à la révolution prolétarienne, à la prise du pouvoir par un gouvernement ouvrier et paysan qui expropriera le capital, s'appuiera sur le prolétariat et les masses exploitées et substituera au pouvoir de la bourgeoisie celui du prolétariat.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Nous venons de vous exposer ce pour quoi combattent les militants de l'OCI unifiée. Les résultats obtenus par ceux qui ont répondu et répondent à l'appel de Léon Trotsky démontrent que Staline et les staliniens français n'ont pu rompre la continuité historique de l'Internationale ouvrière.

Les combattants de la IV^e Internationale ont commencé à surmonter l'état de dispersion. L'unification en France des tendances et organisations en est la preuve. La convocation de la conférence mondiale du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale le démontrera avec plus de force encore à la fin de cette année.

Ceux qui ont conduit la IV^e Internationale dans cet état de dispersion disaient en 1950 : « *La bureaucratie stalinienne réalisera le socialisme à sa manière.* » Nous nous sommes dressés, au nom du programme de la IV^e Internationale, contre ces assertions fallacieuses, dictées par un refus de prendre les initiatives pour construire le nouveau parti, le parti révolutionnaire de la IV^e Internationale.

Ceux-là ont axé leur politique sur la révision du programme de la IV^e Internationale, qui disait : « *La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître, les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle.* » Ceux-là qui embellissent le stalinisme ont été amenés à embellir le capitalisme à sa phase impérialiste, « *capitalisme en putréfaction, réaction sur toute la ligne* » (Lénine), en lui prêtant une nouvelle jeunesse, un nouveau cours progressif. Ils ont qualifié le cours pris par l'économie après la guerre de « *néo-capitaliste* ». Ils ont même réussi à trouver de nouveaux impérialismes qui soi-disant se constitueraient en Iran ou au Brésil ! Dans cette recherche éperdue, ils ne cherchaient pas autre chose que de remettre en question le programme marxiste, que de remettre en question la place du prolétariat, qu'ils considéraient comme « *embourgeoisé* », dans la révolution mondiale. Cela pour combattre contre la lutte pour la construction de sections de la IV^e Internationale (Cuba, Nicaragua, etc.).

Ceux-là se refusaient à comprendre ce dont les faits les plus aveuglants témoignent.

Depuis 1950, le moteur de l'économie capitaliste en déclin, ce sont les crédits militaires, l'injection grandissante de crédits militaires dans l'économie. Pour ne prendre qu'un exemple — le plus frappant, parce qu'il s'agit

de l'impérialisme américain, celui qui domine le monde et rythme les économies de tous les pays :

En 1968, le budget militaire américain s'élevait à 83 milliards de dollars. En 1977, après la fin de la guerre du Vietnam où l'impérialisme US s'est vu infliger une défaite historique, le budget de guerre se monte à 120 milliards de dollars. Comparons ces chiffres avec le montant des budgets en 1913, à une époque où le capitalisme ascendant met en œuvre toutes ses ressources, où les Etats-Unis sont devenus la première puissance industrielle, économique et financière du monde. Le budget militaire des USA se montait alors à 335 millions de dollars. En 1968, 83 milliards affectés officiellement aux crédits militaires, auxquels il faut ajouter 10 milliards et demi pour les intérêts d'une dette publique héritée des guerres passées, et encore 7 milliards de dollars pour les pensions d'anciens combattants. En fait, les dépenses militaires directes avouées se sont élevées en 1968 à près de 100 milliards de dollars, plus de 400 milliards de francs. Et ces chiffres ne donnent qu'une image partielle du déclin des forces productives qui, maîtrisées par la révolution, deviendraient sources de bien-être et de culture, et que l'impérialisme, « réaction sur toute la ligne », transforme en leur contraire, en forces de destruction, sous le régime de la propriété privée des grands moyens de production.

Les dépenses militaires en 1968 étaient à l'origine de l'emploi de 20 % de la population active, auxquels devaient être ajoutés les 2 millions et demi de soldats engagés dans la guerre du Vietnam. En 1968, les dépenses militaires contribuaient déjà à la formation de près de 30 % du produit national brut aux Etats-Unis, garantissant de fait tous les produits capitalistes. Pour se faire une idée précise de l'importance de la défense nationale dans l'économie des USA, il faut savoir que les forces armées de ce pays emploient un pourcentage de diplômés de l'enseignement secondaire plus élevé et un pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur aussi élevé que n'importe quelle entreprise civile. En deuxième lieu, elles dépensent directement 8 milliards et demi de dollars pour la recherche et le développement, et les sommes dépensées indirectement sont telles que le tout représente la moitié du total des dépenses faites pour la recherche et le développement par le gouvernement, l'industrie et les universités tous ensemble. Et la plus grande partie des dépenses de recherche et de développement, dans l'industrie et les universités, est directement affectée par le gouvernement à des recherches militaires.

En troisième lieu, le Pentagone adjuge directement chaque année pour 45 milliards de contrats à 22 000 entreprises qui, à leur tour, sous-traitent des contrats à plus de 100 000 entreprises. Quatrièmement, le même Pentagone a sous contrat 20 % de tous les physiciens, 60 % de tous les ingénieurs en électronique. Cinquièmement, il exerce une pression considérable sur toutes les branches des services de transports, entreprises et commerce de détail. Sixièmement, enfin, il maintient l'économie de cinq Etats dans une dépendance étroite des emplois militaires.

Il est donc évident que les dépenses militaires exercent une influence puissante aussi bien sur la structure que sur le fonctionnement de l'économie. Et le poids de ce complexe militaro-industriel se fait sentir tout aussi lourdement dans toute la vie politique du pays. Voilà les bases de ce que le monde entier, des libéraux bourgeois aux bourgeois moins libéraux, des sociaux-démocrates aux stalinien, des centristes aux pablistes, des rédacteurs de *Rouge* aux rédacteurs de *Lutte ouvrière*, etc., appelle la capacité du capitalisme à surmonter en partie ses contradictions.

Près de 55 000 milliards d'anciens francs ont été officiellement affectés, en 1968, dans le « monde libre », aux crédits de guerre, ce qui ne comprend

pas les milliers de milliards qui, indirectement, sont dévolus à la préparation de la troisième guerre mondiale. Le journaliste allemand qui, en 1968, a établi ce chiffre, estime que le montant des dépenses militaires à l'échelle du « monde libre » s'élèvera à 95 000 milliards d'anciens francs très bientôt.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Tel est le tableau d'une société dominée par le système de la propriété privée des grands moyens de production, où les forces productives mises en œuvre par toute l'histoire de l'humanité, par le travail de générations, se transforment en forces destructives ; telle est la marche réelle d'une société dominée par l'impérialisme qui sape les bases mêmes de la civilisation humaine, qui voue au chômage des millions de travailleurs, qui détruit systématiquement les conditions de la culture et de l'enseignement pour les jeunes générations. Répétons-le : le succès du mouvement ouvrier ne peut être assuré que par la force de l'union.

L'OCI unifiée poursuivra son combat pour que soit établie l'unité, une unité sans condition ni préalable, parce que, sans combat pour l'unité des organisations se réclamant de la classe ouvrière, sans le combat pour l'unité PCF-PS, il n'y a que la désunion, et la désunion permet à Giscard — qu'il faut chasser — de poursuivre ses méfaits contre les travailleurs et la jeunesse. Dans ce combat pour l'unité, le congrès de l'OCI unifiée fait sien le programme de la IV^e Internationale, que tous les événements ont vérifié depuis qu'il a été rédigé et adopté en 1938. Avec le programme de la IV^e Internationale, nous disons :

« La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. Les ouvriers avancés réunis au sein de la IV^e Internationale montrent à leur classe la voie pour sortir de la crise. Ils lui proposent un programme fondé sur l'expérience internationale de la lutte émancipatrice du prolétariat et de tous les opprimés du monde. Ils lui proposent un drapeau que ne souille aucune tache. »

L'OCI unifiée s'est donné comme objectif dans le combat d'unité de construire le parti révolutionnaire de 10 000 militants, tâche prescrite par le congrès qui vient de se réunir et qui devra être réalisée à son prochain congrès, dont la date est d'ores et déjà fixée à juin 1981.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Le combat du prolétariat français pour exproprier le capital, pour réaliser un gouvernement ouvrier et paysan, la dictature du prolétariat, est partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale, du combat pour en finir avec le capital et les bureaucraties parasitaires, pour réaliser les Etats-Unis socialistes d'Europe et la république universelle des conseils ouvriers.

C'est le drapeau qu'ont brandi tour à tour les I^e, II^e et III^e Internationales et dont, à son tour, s'est saisie la IV^e Internationale. C'est votre drapeau à tous.

Travailleurs, militants, jeunes, camarades,

Rejoignez les rangs du combat pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale.

Rejoignez les rangs de l'OCI unifiée !



Pologne : déclaration du Comité paritaire

pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale

Le 24 août 1980, au plein cœur de la grève généralisée en Pologne, le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale publie une déclaration qui appelle au « soutien inconditionnel du prolétariat polonais », au « soutien inconditionnel du MKS, noyau constitutif du syndicat indépendant ».

Voici le texte intégral de cette déclaration du Comité paritaire.

Pour que soient satisfaites toutes ses revendications politiques de salaires et de conditions de travail :

- reconnaissance de syndicats libres indépendants du parti et des employeurs sur la base de la convention n° 87 de l'OIT (Organisation internationale du travail), ratifiée par la Pologne ;
- garantie du respect du droit de grève, de la sécurité des grévistes et des personnes qui les aident ;
- respect des libertés d'expression, de publication et d'impression garanties par la Constitution ; arrêt de la répression contre les publications indépendan-

tes et accès aux médias des représentants de toutes les Eglises ;

- rétablissement des droits des personnes licenciées après les grèves de 1970 et 1976 et des étudiants exclus de l'enseignement supérieur à cause de leurs opinions politiques ; libération de tous les prisonniers politiques, notamment : E. Zdrozinski, J. et M. Koslowski, et cessation des représailles pour raison d'opinion ;
- diffusion par les mass media de l'information sur la création du comité de grève inter-entreprises et publication de ses revendications ;
- lancement d'actions réelles ayant pour but de sortir le pays de la situation de crise, comme par exemple : diffusion publique de toutes les informations sur la situation socio-

Gdansk, 26 août 1980. Les grévistes écoutent, au chantier naval « Lénine », le compte rendu des négociations (Ph. Sygma).

économique de la Pologne ; et possibilité donnée à tous les milieux et couches sociales de participer aux discussions sur un programme de réformes ;

— désignation des managers en se fondant uniquement sur leur qualification et non sur l'appartenance au parti ; suppression des privilèges de la police, de la sécurité et de l'appareil du parti par l'égalisation des allocations familiales et la suppression du système des ventes spéciales. »

Pour la libération des travailleurs et militants emprisonnés.

Le 16 août, le comité inter-entreprises de Gdansk (MKS) a adopté la résolution suivante :

« Après consultation des grévistes des différentes usines et entreprises de la Baltique, il a été fondé, le 16 août, le comité de grève inter-entreprises (MKS), dont le siège se trouve aux chantiers navals de Gdansk.

Le MKS a pour objectif de coordonner les revendications et les actions des entreprises et des usines en grève.

Le texte contenant nos revendications et nos exigences est une déclaration commune à tous les comités de grève.

Nous avons décidé de continuer la grève jusqu'à satisfaction de nos exigences et de nos revendications.

Le MKS est mandaté pour mener les discussions avec le pouvoir central.

C'est le MKS qui annoncera la fin de la grève.

Une fois la grève terminée, le MKS ne se dissoudra pas ; il contrôlera l'obtention de nos revendications et organisera également les syndicats libres, en tant que Conseil régional des syndicats. »

Une fois encore, le prolétariat polonais se dresse, unanime, contre la bureaucratie polonaise, satellite de la bureaucratie du Kremlin. C'est le même combat que celui qu'en juin 1953 les ouvriers de l'Allemagne de l'Est ont engagé. C'est le même com-

bat qu'en octobre 1956, déjà, les masses polonaises ont engagé. C'est le même combat que celui qu'ont engagé les ouvriers et paysans de Hongrie au cours de la révolution des conseils ouvriers en novembre 1956. C'est le même combat que le prolétariat et les peuples opprimés de Tchécoslovaquie ont engagé en 1968. C'est le même combat que le prolétariat polonais avait engagé en 1970-1971, et encore en 1976. Ce combat est celui des ouvriers et des paysans pour chasser du pouvoir, dans les pays où le capital a été exproprié, les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires. C'est la révolution politique. Les ouvriers, les paysans, les masses opprimées veulent conquérir ou reconquérir le pouvoir, gérer eux-mêmes, sur la base d'une authentique démocratie socialiste, les nouveaux rapports de production en fonction des besoins des masses travailleuses. Ils en ont assez de ces bureaucraties qui, non seulement sont entièrement parasitaires, non seulement, fortes du monopole politique qu'elles exercent, pillent les richesses du pays, mais encore dont la gestion prépare la catastrophe économique, la ruine de l'économie planifiée, met l'économie de ces pays sous la coupe des grandes puissances capitalistes : rien qu'en ce qui concerne la Pologne, elles ont accumulé une dette de 17 milliards de dollars par rapport aux pays capitalistes.

Le prolétariat polonais se dresse, car c'est le seul moyen d'éviter la catastrophe, conséquence inéluctable du maintien au pouvoir de la bureaucratie parasitaire. Le prolétariat polonais est l'avant-garde des prolétariats de l'est de l'Europe et de l'URSS, également en lutte contre les bureaucraties satellites du Kremlin et contre la bureaucratie du Kremlin elle-même. Des centaines de milliers d'ouvriers polonais en grève ouvrent une période de nouveaux développements des révolutions politiques contre les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires.

Gierek en porte témoignage :

« Il est de notre devoir de déclarer avec une totale fermeté qu'aucune action menaçant les fondements de l'ordre politique et social en Pologne ne peut être et ne sera tolérée. Sur ce problème fondamental, il n'y a pas

de compromis possible. Seuls les gens de mauvaise volonté ne peuvent le comprendre. »

De quoi s'agit-il donc ? La bureaucratie de Pologne ne peut tolérer que les ouvriers balayent les organismes d'Etat, instruments de la bureaucratie, qu'elle maquille en leur accolant le nom de « syndicats ». Elle ne peut tolérer que les ouvriers s'organisent eux-mêmes, constituent aujourd'hui leurs syndicats indépendants des partis et de l'Etat, et demain leurs propres partis. Au-delà des revendications de salaires, de conditions de travail — si importantes soient-elles —, c'est là l'objectif essentiel de la lutte. Le prolétariat polonais porte à un niveau supérieur le mouvement qui s'est engagé dès 1968, qui voit les prolétaires des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS chercher à s'organiser comme classe, à constituer leurs organisations indépendantes de la bureaucratie, de son parti, de l'Etat, pour lutter contre eux. Confrontés à l'invasion par les troupes de la bureaucratie du Kremlin en août 1968, les travailleurs de Tchécoslovaquie ont affirmé au XIV^e Congrès du PCT, convoqué clandestinement dans une usine : il faut balayer le vieux parti de la bureaucratie, il faut constituer un nouveau parti ouvrier. Depuis, en Pologne, en Tchécoslovaquie, se sont constituées des organisations qui combattent de façon permanente pour les libertés. Dans tous les pays d'Europe de l'Est et en URSS, la lutte a été engagée pour d'authentiques syndicats, constitués par les travailleurs eux-mêmes, indépendants de l'Etat, des bureaucraties parasitaires et de leurs partis. Dans tous ces pays, la nécessité de construire de nouveaux et authentiques partis ouvriers s'affirme. Aujourd'hui, c'est le prolétariat polonais comme classe qui commence à constituer, dans le combat et pour le combat, ses organismes indépendants de classe, et d'abord ses syndicats.

Ce qui se passe aujourd'hui en Pologne est une manifestation éclatante du bien-fondé de la lutte de la IV^e Internationale, de son programme de fondation tel qu'il a été formulé par Léon Trotsky il y a plus de quarante ans. Il suffit de mettre en parallèle les revendications des travailleurs

polonais aujourd'hui avec ce paragraphe du « Programme de transition » pour s'en rendre compte :

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique.

A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique.

La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Goebbels. Il faut rendre aux soviets, non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des travailleurs des kolkhozes, des paysans et des soldats rouges.

La démocratisation des soviets est inconcevable sans la *légalisation des partis soviétiques*. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.

— REVISION DE L'ECONOMIE PLANIFIEE du haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. Les coopératives de consommation, démocratiquement organisées, doivent contrôler la qualité des produits et leurs prix.

— REORGANISATION DES KOLKHOZES en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !

La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire

place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. A BAS LA DIPLOMATIE SECRETE !

Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtement mérité. »

Voilà vingt-sept ans que le prolétariat de l'Allemagne de l'Est engageait le premier combat pour renverser la bureaucratie parasitaire et instaurer un gouvernement ouvrier. Depuis, les prolétariats de l'Europe de l'Est ont engagé maints combats, de multiples luttes révolutionnaires pour chasser les bureaucraties qui usurpent le pouvoir, prendre ou reprendre le pouvoir. Ils ont appris qu'il ne s'agit pas seulement d'une bataille, mais d'un combat long et difficile, d'un combat à mort non seulement contre la bureaucratie de tel ou tel pays, mais contre l'ensemble des bureaucraties parasitaires, et au premier chef contre la bureaucratie du Kremlin. Les travailleurs constatent que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites du Kremlin bénéficient, contre les travailleurs et les masses opprimées de leurs pays, du soutien des gouvernements capitalistes. C'est pourquoi ils veulent construire leurs organisations indépendantes de classe, syndicats et partis, gagner des positions, se renforcer, s'organiser pour pouvoir vaincre dans ce combat politique.

Une fois encore, le prolétariat polonais ébranle l'Europe et le monde. Gierek, dans le discours déjà cité, tire la sonnette d'alarme :

« C'est un problème d'importance internationale. Seule la Pologne socialiste peut être un Etat indépendant et libre, ayant des frontières sûres et reconnues. La Pologne est un facteur de stabilité en Europe. Notre régime social a une grande influence internationale, c'est un élément fondamental de l'ordre instauré en Europe après la Deuxième Guerre mondiale. Il y a des limites qu'on ne peut dépasser, c'est la raison d'Etat polonaise. »

On ne saurait être plus clair. Dans le langage de Gierek, la « Pologne socialiste », c'est le maintien au pouvoir en Pologne de la bureaucratie parasitaire satellite de celle du Kremlin. Il rappelle que la division de l'Europe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, réalisée à Yalta et à Potsdam, a été la première condition pour qu'ensemble l'impérialisme américain, la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, épaulés par les bureaucraties de toutes les organisations, contiennent la vague révolutionnaire issue de la guerre, limitent ses effets, reconstruisent le système impérialiste et ainsi établissent un nouvel « ordre » européen et mondial. Aujourd'hui encore, la bureaucratie du Kremlin reconnaît la dictature terroriste de Videla.

Mais cet édifice craque de toutes parts. A nouveau, la révolution est à l'ordre du jour sur tous les continents. L'impérialisme US n'a jamais pu se remettre de sa défaite au Vietnam. La révolution portugaise a été le prologue à de nouveaux développements révolutionnaires en Europe et en Afrique. La révolution en Iran a renversé un des piliers de l'« ordre » de Yalta et de Potsdam. Le Kremlin a été obligé de s'engager en Afghanistan pour tenter de verrouiller le développement de la révolution dans cette région du monde. La révolution au Nicaragua annonce une vague révolutionnaire en Amérique latine. La marche à une crise économique majeure du mode de production capitaliste, qui disloquera le marché mondial et la division internationale du travail, et ne laissera de la prétendue « postérité » que décombres et ruines, se conjugue aux crises politiques de domination de classe des bourgeoisies, celles des métropoles impérialistes en Europe et aux USA, celles des pays semi-coloniaux. La crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires atteint un nouveau seuil où l'« ordre » édifié à Yalta et à Potsdam contre les aspirations des masses au socialisme authentique risque de s'effondrer, et où un déferlement révolutionnaire sans précédent, notamment en Europe, risque de se produire. Gierek le dit à sa façon : la révolution sociale et la révolution politique sont à l'ordre du jour en Europe. La bureaucratie polonaise est un facteur d'ordre indispensable en Europe. Il adresse un appel aux princi-

pales puissances impérialistes, à toutes les forces de conservatisme social et politique :

« Notre régime social a une grande influence internationale, c'est un élément fondamental de l'ordre instauré en Europe après la Deuxième Guerre mondiale ».

contre les aspirations et la volonté des masses d'avancer vers un socialisme véritable.

Et il est entendu. L'impérialisme et le capital affirment ouvertement, au cours des derniers jours, leur soutien à la bureaucratie au pouvoir. Le « New York Times » a constaté cela dans un récent éditorial :

« Aux USA, le *Washington Post* et le *New York Times* insistent sur le caractère "politique" de cette grève. Pour le *New York Times*, "deux circonstances inhabituelles donnent un relief particulier à la révolte polonaise : l'élection d'un pape polonais qui saura apporter une réponse mesurée aux événements, et la campagne électorale américaine." Espérant que "la violence n'éclatera pas", le *New York Times* conclut qu'"Américains et Soviétiques ont un intérêt commun à un nouveau succès de M. Gierak". »

Les masses polonaises ont pleinement conscience que l'armée de la bureaucratie du Kremlin peut intervenir. Les grévistes, le peuple polonais cherchent à éviter l'entrée des troupes de la bureaucratie du Kremlin. On les comprend.

L'Eglise catholique, dont on connaît le poids politique en Pologne, après quelques hésitations, est montée en première ligne en défense du régime. Avant même le discours de Gierak, elle appelle aujourd'hui à la reprise du travail.

L'appui le plus spectaculaire à la bureaucratie sera néanmoins venu de la part de l'impérialisme allemand, par la voix d'un de ses porte-parole :

« Durant sa brève conférence de presse, M. Grünewald avait eu le temps d'indiquer que Bonn était "naturellement intéressée" par le maintien de la stabilité politique en Pologne. D'une manière générale, les Allemands de l'Ouest considèrent

avec sympathie la situation difficile que connaissent les autorités de Varsovie. »

Ce n'est pas par hasard. L'Allemagne est au cœur de la révolution prolétarienne en Europe. La crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires rend de plus en plus intolérable sa division en deux. En Allemagne, la lutte contre le capital et la bureaucratie fusionnent dans la lutte pour l'unité de l'Allemagne.

Le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale s'adresse à tous les travailleurs, à tous les exploités, à tous les opprimés :

La lutte que le prolétariat de Pologne a engagée est notre combat à tous. C'est le combat pour le droit des ouvriers, de tous les travailleurs, à s'organiser syndicalement et politiquement comme ils l'entendent, pour conquérir les libertés indispensables à l'existence du mouvement ouvrier indépendant, pour arracher leurs revendications. C'est le combat contre l'oppression nationale exercée par la bureaucratie de Moscou, dont les tanks occupent la Tchécoslovaquie et qui opprime le peuple polonais, les peuples de l'Europe de l'Est et de l'URSS. C'est le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe et du monde. C'est le combat contre la bureaucratie parasitaire et contre l'impérialisme. C'est la marche à la révolution prolétarienne qui, en Pologne et dans tous les pays où le capital a été exproprié, prend la forme de la révolution politique pour chasser la bureaucratie parasitaire.

La lutte du prolétariat polonais donne un nouveau coup d'accélérateur à la marche vers la révolution mondiale qui verra l'humanité se débarrasser définitivement du capital et de la bureaucratie stalinienne qui est son plus puissant allié.

La lutte que vient d'engager le prolétariat polonais concerne directement toute la classe ouvrière internationale. Au nom du prolétariat polonais, Jacek Kuron, représentant du KOR, arrêté le 20 août 1980, s'est adressé aux travailleurs, au mouvement ouvrier de tous les pays :

« Tous les actes de solidarité internationale sont décisifs pour nous. Nous demandons que toutes les organisations du mouvement ouvrier répondent à l'appel des travailleurs de Pologne. Cela représente la volonté de l'immense masse des travailleurs polonais. »

Le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale affirme très clairement une fois encore : nous sommes inconditionnellement aux côtés des travailleurs polonais. Nous appelons à la

mobilisation massive, immédiate, de tous les travailleurs. Nous les appelons à manifester massivement et dans la plus grande unité leur soutien aux travailleurs polonais.

Unité de toutes les organisations ouvrières pour exiger : reconnaissance des seuls syndicats authentiques : ceux constitués par les ouvriers ! Satisfaction des revendications ! Libération de tous les militants emprisonnés !

Tel est le combat de la IV^e Internationale.

24 août 1980.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

**travailleurs,
militants,
jeunes**

Chaque semaine,

Informations ouvrières

tribune libre de la lutte des classes.

JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »

	1 an	150 F
NOM, Prénom	[pli clos]	250 F
	6 mois	80 F
Adresse	[pli clos]	130 F
	Etranger [1 an] ...	210 F
Code postal et ville	[pli clos]	320 F

- Rayer les mentions inutiles
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « **INFORMATIONS OUVRIERES** »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
C.C.P. 21 831 - 73 Paris — Tél. : 247 13 34

POLÔNIA:

Sindicatos
livres contra
a burocracia

Págs. 10, 11 e 12

TRABALHO

A emancipação dos trabalhadores será obra dos próprios trabalhadores

Diante dos atentados, o povo exige:

PUNIÇÃO!



Atos públicos em 8 cidades do país:

TROTSKY VIVE!

Brésil. La «une» de l'un des derniers numéros du journal ouvrier indépendant *O Trabalho*. En haut, photo d'une manifestation unitaire contre la provocation visant l'Organisation socialiste internationaliste (OSI). En bas, le meeting de Sao Paulo, organisé en commun par l'OSI et les camarades des autres sections du Comité paritaire à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Trotsky. 1200 participants à ce meeting.



Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Les sections du Comité d'organisation préparent la conférence mondiale convoquée par le Comité paritaire

Au cours de cet été, les conséquences des pas en avant accomplis par le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale se sont matérialisées dans les travaux de la commission représentant les différentes composantes internationales du Comité paritaire, et qui avait été désignée lors de la deuxième réunion élargie tenue à Paris en juin 1980. Les accords de caractère programmatique et principal qui s'étaient dégagés ont été traduits dans un document (« Projet de thèses pour la reconstruction de la IV^e Internationale »). Sur la base de ce document, les organisations affiliées au Comité paritaire préparent pour la fin de l'année 1980 une conférence mondiale.

La base politique est ainsi donnée pour que soient réalisés les objectifs que dégagait la résolution sur « l'action internationale de l'OCI », adoptée par le XXIV^e Congrès :

« (...) 6/ L'OCI combattra pour qu'un pas en avant soit réalisé lors de la conférence mondiale du Comité paritaire, avec l'adoption de thèses programmatiques. Nous continuerons

à combattre pour que le SU et ses organisations participent pleinement à cette conférence mondiale, afin que celle-ci comprenne toutes les forces pouvant légitimement se réclamer de la IV^e Internationale, et pour permettre de progresser ainsi vers la restauration du centralisme démocratique à l'échelle internationale, sur la base du programme de la IV^e Internationale et de ses principes.

Cela ne signifie pas que nous pensons pour autant qu'il sera possible, lors de la conférence mondiale, de proclamer le « parti mondial de la révolution socialiste » reconstruit. Mais cela signifie que nous pensons possible de réaliser un nouveau pas en avant en dégagant la nécessité d'une direction internationale méthodique du combat pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale.

Dans ce sens, sur la base de l'adoption des thèses, la conférence pourrait désigner sur une base paritaire une nouvelle direction et procéder à la dissolution des fractions, Tendance léniniste-trotskyste, Fraction bolchevique, Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Sur la base d'une plus grande centralisation du combat international du Comité paritaire, les résolutions adoptées à l'unanimité par la direction désignée par la conférence mondiale devront être appliquées de façon disciplinée à l'échelle internationale (...). »

Comme le disait cette résolution :

« Chacune des trois composantes du Comité paritaire a son histoire. Mais cette histoire particulière de chacune des trois composantes s'est réalisée sur la base d'une histoire commune : celle de la IV^e Internationale. Dans les conditions de la crise de désagrégation de la IV^e Internationale ouverte en 1950-1953 avec l'émergence du révisionnisme pabliste et qui a resurgi sous une forme explosive en 1979, les trois composantes qui constituent aujourd'hui le Comité paritaire ont combattu pour défendre la IV^e Internationale et rester fidèles à son programme. »

Pour sa part, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI) considère le nouveau stade atteint dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale comme la matérialisation de l'orientation qui avait présidé à sa fondation. Le CORQI disait en effet dans sa déclaration constitutive :

« Adhérent au Comité d'organisation les organisations, groupes, qui

proclament leur volonté de combattre sur le programme de la IV^e Internationale, pour reconstruire le centre dirigeant dont ils admettent qu'il n'existe pas encore.

La deuxième session de la pré-conférence constate ce qui est. Il faut reconstruire la IV^e Internationale comme parti mondial de la révolution socialiste, c'est-à-dire reconstruire le centre dirigeant de la lutte pour la révolution mondiale. La crise de la IV^e Internationale, répétons-le, n'a cessé de s'approfondir depuis 1950-1953, tant dans les organisations adhérentes du Secrétariat unifié que dans celles qui ont constitué le Comité international.

La deuxième session dit nettement : le Comité d'organisation ne constitue pas dans le moment présent une direction internationale centralisée. Ce faisant, la deuxième session de la pré-conférence reste fidèle à la résolution adoptée par la 3^e Conférence du Comité international de 1966. Les organisations, groupes et militants participant déclarent être décidés à engager le combat pour la reconstruction de cette direction internationale centralisée. »

Le combat politique pour la reconstruction de la IV^e Internationale est inséparable de l'action pour construire le parti révolutionnaire dans chaque pays, comme section de la IV^e Internationale : c'est de cette unité que cette rubrique a cherché à rendre compte, au travers des interventions et des problèmes politiques des sections du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Aussi, la signification de la constitution de l'OCI unifiée, le combat pour la construction d'un parti de 10 000 militants devraient naturellement occuper cette fois une place centrale dans la rubrique consacrée à l'activité du CORQI et de ses sections. Mais cette question est traitée dans l'un des principaux articles de ce numéro de « La Vérité », le rapport politique présenté au congrès de fusion.

Aussi est-ce à d'autres éléments de l'activité du CORQI que ces pages sont consacrées.

ACTIVITE DES SECTIONS EUROPEENNES

Bien évidemment, l'activité du CORQI et de ses organisations s'est pleinement inscrite dans le cadre du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale, dans l'action pour son développement et son renforcement.

De ce point de vue, le stage organisé pour les cadres des organisations européennes du CORQI a une importance toute particulière.

Ce stage, ouvert à toutes les organisations du Comité paritaire et dont l'OCI et la LCI avaient pris la responsabilité, s'est tenu à Paris du 30 juillet au 3 août.

101 militants, venus de 12 pays d'Europe (Etat espagnol, Belgique, Suisse, Portugal, Grèce, Danemark, Angleterre, Irlande, Italie, Pologne, France, Allemagne) et 21 organisations y ont participé. Des militants d'Argentine, d'Algérie, des Antilles et du Sénégal ont également participé à ce stage.

Trois rapports, qui ont été largement discutés en séance plénière et dans des commissions de travail, ont été présentés :

— un rapport sur la crise du système mondial de l'impérialisme et la marche à la dislocation du marché mondial (rapport présenté par le camarade Stéphane Just, du comité central de l'OCI) ;

— un rapport sur la bureaucratie stalinienne, sa nature, le développement actuel de sa crise et de celle de son appareil international (rapport présenté par le camarade François Morin, du comité directeur de la LCI) ;

— un rapport sur le moment actuel du combat pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale et les tâches du Comité paritaire.

Les participants ont été unanimes, tout en soulignant les problèmes posés par une préparation préalable insuffisante et par un ordre du jour trop chargé, à considérer ce stage comme positif et à se prononcer pour la réalisation d'autres stages du même type.

Cette initiative, le travail effectué sur la base des éléments essentiels du programme de la IV^e Internationale et de l'analyse de la situation mondiale actuelle, en liaison avec les problèmes de combat immédiat pour la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, a incontestablement été un élément d'homogénéisation politique des organisations européennes, au moment où les responsabilités de celles-ci dans la lutte des classes s'affirment face à des échéances importantes de la lutte des classes.

Il n'est possible ici de mentionner brièvement que quelques exemples.

Au Portugal se préparent les élections législatives (le 15 octobre) et les élections présidentielles (en décembre).

L'Alliance démocratique, coalition électorale des partis bourgeois réactionnaires qui siègent actuellement au gouvernement, présente comme candidat le général Soares Carneiro, qui fut secrétaire général (gouverneur) de l'Angola au temps du fascisme.

Le PS se rallie à la candidature de l'actuel président, le général Eanes, l'homme qui a constitué le gouvernement qui organise aujourd'hui toutes les attaques pour remettre en cause les conquêtes de la révolution.

Le Parti ouvrier d'unité socialiste (POUS - section portugaise du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale) et le Parti socialiste des travailleurs (PST, organisation trotskyste qui rassemble les militants portugais de la Fraction bolchevique et de la Tendence léniniste-trotskyste) présentent ensemble des listes aux élections législatives et présentent comme candidat à l'élection présidentielle le camarade Aires Rodrigues, l'un des dirigeants ouvriers du Parti socialiste au lendemain du déclenchement de la révolution en avril 1974, exclu du PS pour son opposition à la politique de Mario Soares, et aujourd'hui militant du POUS.

Aires Rodrigues se prononce inconditionnellement pour une candidature unique du PSP et du PCP, contre tous les candidats de la bourgeoisie, civils et militaires. Si une telle candidature se réalise, il se retirera.

Comme il le déclare :

« Les divergences entre les généraux Soares Carneiro et Eanes résident uniquement dans la meilleure manière d'attaquer et de défaire la révolution portugaise.

Il n'y a pas de raison de se laisser tromper, il n'y a pas de raison de les laisser passer !

La solution existe : unité PCP-PSP pour un candidat ouvrier unique du PSP et du PCP, pour un gouvernement PSP-PCP sans représentant de la bourgeoisie.

C'est là la volonté du peuple travailleur. »

Sur cette orientation qui exprime et qui centralise politiquement les aspirations des masses travailleuses portugaises, qui s'appuie sur la réalité des rapports fondamentaux entre les classes, produits de la révolution qui n'a pas été vaincue, comme sur l'expérience accumulée depuis 1974 par la classe ouvrière, le POUS et le PST développent une large campagne.

En Allemagne, en liaison avec les autres groupes allemands affiliés au Comité paritaire, la section allemande du CORQI anime un combat pour la défaite de Strauss, pour la victoire du SPD, dans la voie du combat pour un gouvernement du seul SPD.

En Espagne, la lutte pour la légalisation du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI, section du CORQI dans l'Etat espagnol), à laquelle coopèrent pleinement les autres organisations du Comité paritaire (LC, PST, Fraction publique de la LCR), a d'ores et déjà atteint une grande ampleur.

L'hebdomadaire publié par l'OCI, « Informations ouvrières », a largement rendu compte de ces luttes politiques dans lesquelles sont engagées les organisations européennes du CORQI.

L'EXPERIENCE DE LA SECTION VENEZUELIENNE

Nous publions ci-dessous des extraits du document adopté par le Groupe « Cuarta Internacional »

(GCI) du Venezuela, section du CORQI, à l'issue d'une conférence de cette organisation tenue cet été, à laquelle ont participé des représentants du secrétariat du Comité d'organisation et des délégués du PST vénézuélien (organisation du Comité paritaire, affiliée à la Fraction bolchevique).

Si nous publions dans ce numéro de « La Vérité » de larges extraits de ce document, c'est parce que, au travers d'une situation nationale concrète et du bilan de l'intervention de l'organisation trotskyste, il traite de problèmes vitaux de la stratégie du parti révolutionnaire.

Le MIR vénézuélien, qui s'était reconstitué en 1970 comme une organisation se réclamant de la classe ouvrière et de la nécessité de se construire comme un parti de classe, avait accepté en 1973 la participation au sein du MIR, comme tendance, des militants trotskystes affiliés au Comité d'organisation. Dans les dernières années, le MIR a connu un processus de décomposition et de paralysie, alors même que la combativité du prolétariat et la crise de la bourgeoisie dominaient de plus en plus nettement la scène politique.

C'est face à cette situation que le courant trotskyste appela à la constitution du « MIR prolétarien », appelant tous les militants qui s'étaient rassemblés dans le MIR parce qu'ils le considéraient comme l'instrument de la construction du parti révolutionnaire à être partie prenante dans cette nouvelle étape du combat pour l'indépendance politique de la classe ouvrière vénézuélienne, pour la construction de son parti révolutionnaire.

C'est donc directement en relation avec les exigences de cette bataille politique que le GCI a procédé à un bilan de son activité et à un examen des problèmes théoriques et politiques qu'il impliquait.

EXTRAITS DE LA RESOLUTION ADOPTEE PAR LA CONFERENCE

« 1. Partant de la nécessité d'implanter le trotskysme dans la lutte des classes, dans les usines, dans les

universités, dans les syndicats, le Groupe Cuarta Internacional (GCI) a décidé en 1973 l'entrisme dans le MIR, dans des conditions où la direction du MIR acceptait de respecter le maintien de notre affiliation au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale et notre droit d'expression en tant que trotskystes.

2. La conférence considère que la décision d'entrisme a été entièrement justifiée :

- a) le MIR a connu un afflux de cadres ouvriers dans les années 1974-1975 ;
- b) notre travail dans le MIR a permis qu'un premier pas soit réalisé au Venezuela pour constituer le trotskysme comme courant national.

3. Produit de l'échec du nationalisme bourgeois et de la trahison du stalinisme, la IV^e Internationale étant faible et en crise, le MIR s'est transformé en une organisation ayant influence de masse. Il avait contribué au cours des années 1960-1962 à infliger une sévère défaite aux masses travailleuses. Si le MIR a pu renaître à partir de 1973, c'est pour une double raison : la direction de Moleiro a abandonné le guérillisme, et nous, nous sommes entrés dans le MIR en tant que trotskystes.

4. L'effondrement du MIR est la conséquence d'une nouvelle montée du mouvement ouvrier, de la crise politique de la bourgeoisie et de ses partis. Le MIR, organisation petite-bourgeoise, produit de la stabilisation qui a suivi la défaite de 1960-1962 et le boom pétrolier, est déstabilisé par la crise économique et politique. Sa direction historique a éclaté entre Martin, qui cherche à la réintégrer ouvertement sur le terrain bourgeois, et Moleiro qui reste fidèle au castrisme.

Le castrisme, en tant que courant politique en Amérique latine, n'a jamais été un courant autonome. La direction petite-bourgeoise que nous pouvons appeler classique, le castrisme, a été amenée à rompre avec la bourgeoisie et à se lier avec le stalinisme, agence de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers. La faiblesse du courant de Moleiro, qui n'a pas suivi Cas-

tro dans son cours stalinien, est motivée par le fait que le castrisme n'est pas la même chose que le stalinisme, courant fondamental du mouvement ouvrier mondial. Voilà ce qui est à la base de l'éclatement du MIR.

5. L'entrisme, ou le travail de fraction selon les cas ou les possibilités, est une des tactiques pour construire les partis révolutionnaires de la IV^e Internationale. La tactique entriste part du principe que jamais une organisation centriste, réformiste ou stalinienne, ne peut se transmuter en un parti révolutionnaire de la IV^e Internationale. Les dirigeants, ou une partie d'entre eux qui dirigent les organisations centristes, réformistes ou stalinienne, peuvent évoluer vers le trotskysme. Mais jamais une organisation centriste, réformiste ou stalinienne, en tant que telle, ne peut changer de nature. Nous condamnons la prétendue théorie de l'existence d'un « marxisme naturel », avec laquelle l'actuelle direction du SWP prétend par exemple qu'il faudrait abandonner à Cuba le combat pour la construction d'une section de la IV^e Internationale. Une telle position équivaut à l'abandon du programme de la IV^e Internationale, et c'est un pas clair sur le terrain du révisionnisme le plus ouvert (...).

9. Nous réaffirmons que la tactique entriste utilisée dans des circonstances politiques concrètes est une tactique de principe qui fait partie intégrante de la stratégie de la IV^e Internationale pour la construction des partis révolutionnaires.

Le congrès considère par contre que les difficultés rencontrées dans l'application de l'entrisme par le GCI résident dans une appréciation erronée de la nature du MIR qui a amené en même temps la recherche de substituts politiques qui ont fait obstacle au combat pour la construction du parti trotskyste au Venezuela.

Ayant considéré que le MIR pouvait évoluer en tant que tel vers une organisation trotskyste, le GCI a été amené, pour combattre l'offensive pro-bourgeoise de Martin, à constituer un bloc avec Moleiro. Le bilan caractérise de la manière suivante ce bloc :

« Nous avons fait bloc en défense de ce qui a été appelé un cours prolétarien léniniste pour l'organisation. Il

a été possible un certain moment de dissoudre notre indépendance de fraction, mais une telle chose était plus ou moins inévitable. »

Il était correct de réaliser un bloc contre Martin avec Moleiro, mais il n'était pas inévitable de dissoudre y compris un instant notre indépendance de fraction. Nous avons été amenés à dissoudre notre indépendance parce que nous avons accepté de fait la caractérisation de l'aile castriste dirigée par Moleiro de ce bloc, comme suivant un cours prolétarien et léniniste, caractérisation que Moleiro s'est donnée à lui-même (...).

10. Répétons-le, l'ensemble de ces erreurs trouve sa racine dans des erreurs théoriques. C'est parce que nous avons commis ces erreurs théoriques que le GCI n'a pas élaboré une revue politique ou un journal « national » pour tout le MIR comme expression de notre courant, ce que le CORQI a demandé à de nombreuses reprises, et en particulier en 1975. Il est inutile de préciser l'importance du journal pour les bolcheviks. L'acte de fondation du bolchevisme est inscrit dans « Que faire ? », où Lénine, en 1902-1903, concentre tout son combat sur un journal pour toute la Russie comme facteur centralisateur afin de construire le parti centralisé démocratiquement.

Léon Trotsky dit en 1936 :

« Le journal marxiste ne peut se fonder sur des mots d'ordre délibérément imprécis, conjoncturels et éphémères. Un journal de masse est l'instrument d'un parti marxiste en préparation. Le journal doit voir son programme complet. Nous proposons le projet de ce programme, la discussion de ce projet, c'est-à-dire essentiellement les mots d'ordre du nouveau parti et de la IV^e Internationale. Il est pour nous la condition préalable non de la collaboration sur tel ou tel point avec telle ou telle organisation, mais de la fusion des journaux, c'est-à-dire l'unité organique, ces deux choses-là sont équivalentes. L'unité est une chose excellente. Mais la délimitation du point de vue des programmes doit précéder l'unité. »

Le bulletin de Carabobo, bulletin régional, aussi bon qu'il ait pu être, ne

pouvait pas constituer ce journal national. C'est parce que nous ne nous sommes pas dotés de ce journal national (ou revue) que nous n'avons pas présenté à la discussion des ouvriers du MIR le programme complet, condition préalable pour qu'ils s'organisent dans nos rangs, condition préalable à la réalisation de l'unité de ces ouvriers avec les trotskystes dans nos rangs. C'est parce que nous n'avons pas réalisé le journal pour tout le MIR que nous avons basé notre politique sur des mots d'ordre imprécis, éphémères et conjoncturels, que notre politique à l'intérieur du MIR sur la question centrale n'a pas abouti au regroupement des cadres ouvriers du MIR qui se sont dégagés du centrisme, cela afin de les orienter vers la IV^e Internationale. En d'autres termes, nous avons substitué à une politique de principe l'empirisme et le dogmatisme.

11. Le congrès considère indispensable de caractériser comme nous venons de le faire les oscillations et les erreurs. Il considère que le bilan du travail entriste ne peut pas être caractérisé comme négatif. Le GCI a commis des erreurs. Mais il a conduit son travail entriste, ayant comme objectif de construire une organisation de la IV^e Internationale au Venezuela.

Nous avons limité nous-mêmes, par notre orientation oscillante et incertaine, les acquis que nous avions pu obtenir. Nous n'avons pas renforcé notre organisation et notre influence comme il aurait fallu le faire.

Nous avons formé des cadres d'envergure nationale. Nous avons rompu les relations avec tous les courants centristes capitulaires. Cela est l'essentiel. C'est à partir de ces conquêtes que nous devons agir pour récupérer, sur la base d'une politique de principe, ce qui est essentiel de ce que nous avons comme résultat de ce notre travail entriste.

12. Répétons-le, le travail entriste est utilisé par les trotskystes comme un élément de la stratégie et du combat pour la construction du parti de la IV^e Internationale. C'est-à-dire pour la construction d'un parti qui se présente devant les masses comme capable de conduire le combat émancipateur. Déjà, le « Manifeste du Parti communiste » indiquait que toute lutte politi-

que est une lutte nationale intégrant et dépassant les luttes locales. La place du MIR dans la lutte des classes au Venezuela était « nationale ». Par le travail entriste, nous avons conquis des positions nationales. A cause de nos erreurs théoriques et de nos hésitations, nous n'avons pu gagner l'essentiel des ouvriers qui sont entrés dans le MIR, organisation « nationale », avec des illusions sur le MIR, qui pour eux était un parti révolutionnaire. Nous avons partagé ces illusions. La majorité de ces ouvriers qui ont vu dans le MIR une direction révolutionnaire, déçus par la politique centrisme de la direction du MIR, ont quitté le MIR. Partageant leurs illusions, nous n'avons pas pu capter leur confiance sur le fait qu'ils devaient s'organiser avec nous. Mais nous avons rompu avec la direction centrisme du MIR et nous avons conquis grâce au travail entrisme une dimension nationale. Le MIR prolétarien est placé en condition de réussir sur la base d'une politique de principe et avec une tactique adéquate, par le fait qu'il se présente partiellement comme une organisation « nationale » en conservant la tradition « nationale » du MIR.

Récupérer dans le MIR prolétarien une large fraction de ces ouvriers déçus, le MIR prolétarien le peut, à condition de poser ouvertement et publiquement, avec une large discussion, le problème central de l'affiliation à la IV^e Internationale, et ensuite avec une politique active d'intervention dans la lutte des classes sur tous les terrains, à partir des positions conquises dans le travail entrisme.

13. Evidemment, la constitution du MIR prolétarien doit être considérée comme une formule transitoire vers la constitution d'une organisation trotskyste sur le programme de la IV^e Internationale. Le pire serait de procéder avec la méthode de l'ultimatum. Nous devons gagner ceux qui ont signé pour le MIR prolétarien, les ouvriers déçus qui ont quitté le MIR. Nous ne pouvons pas atteindre ces objectifs, sinon à travers la libre et franche discussion dans le combat de la lutte des classes, pour convaincre et non imposer. Cela implique un effort d'organisation qui, nécessairement, exige un délai dans lequel le MIR prolétarien doit se présenter et agir comme une

organisation. Ce délai ne peut pas être long, car nous ne serions pas en train de construire une organisation trotskyste, mais un nouveau MIR centrisme sans avenir. La durée de ce délai peut être de quelques mois, mais en aucun cas s'étendre sur des années. Ce sera notre capacité qui nous permettra de nous maintenir fermes sur une orientation de principe (...).

17. Les progrès réalisés depuis la constitution du Comité paritaire sur la base de la déclaration de principe constitutive représentent déjà une conquête dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Toutes les étapes de cette progression vers une homogénéisation des positions politiques entre les différentes composantes du Comité paritaire ont été consignées dans les textes, résolutions et documents élaborés, discutés et adoptés responsablement.

C'est cette méthode que notre 2^e Congrès extraordinaire doit adopter. C'est pour cela que le congrès soumet à la discussion qui conduit à l'unification entre le PST et le GCI le projet de bilan de la tactique entrisme dans le MIR et cette résolution. Le congrès auquel a participé une délégation du PST propose :

- a) le GCI va continuer à capitaliser son travail entrisme en vue de regrouper et d'organiser dans le MIR prolétarien les cadres ouvriers du MIR ;
- b) parallèlement, le GCI et le PST établiront les bases politiques à soumettre à la discussion des militants du GCI, du MIR prolétarien et du PST, en vue de la fusion dans une seule organisation des trotskystes au Venezuela ;
- c) cette discussion pourra se développer publiquement dans les journaux des deux organisations (MIR prolétarien et PST). Comme conclusion de ce processus, l'organisation unifiée pourra prendre comme dénomination PST (MIR prolétarien), cela pour qu'apparaisse la continuité de l'important travail d'entrisme réalisé par les trotskystes dans le MIR au compte de la IV^e Inter-

nationale et de la construction du parti révolutionnaire au Venezuela.

18. Le congrès décide de soumettre à la discussion internationale du CORQI l'ensemble des documents préparatoires à cette conférence ainsi que les résolutions adoptées. Le Secrétariat international du CORQI organisera la discussion. Evidemment, le processus d'unification sera discuté entre le GCI et le Secrétariat international d'un côté, et de l'autre entre les deux organisations — PST-GCI — et le Comité paritaire. »

AU BRÉSIL, DES PAS EN AVANT CONSIDÉRABLES

Répétons-le, la reconstruction de la IV^e Internationale est indissolublement liée aux pas en avant dans la voie de la construction de partis révolutionnaires, sections de la IV^e Internationale.

De ce point de vue, les progrès considérables des organisations trotskystes au Brésil constituent un élément majeur de la préparation du congrès mondial convoqué pour la fin de l'année 1980.

Il est inutile de souligner l'importance objective du Brésil pour toute l'Amérique latine. Aujourd'hui, le plus puissant prolétariat d'Amérique latine est en mouvement. Par la force de son action de classe, il déstabilise la dictature militaire, met à l'ordre du jour la constitution et la centralisation d'organisations syndicales indépendantes de l'Etat, pose pratiquement la question de son organisation politique. Dans ce mouvement, les trotskystes s'inscrivent dès maintenant comme un facteur politique, comme des acteurs de la crise révolutionnaire qui prépare l'action des masses.

Dans les principales villes du pays, et en particulier à Sao Paulo, le cœur des gigantesques grèves de la métallurgie, l'Organisation socialiste internationaliste (OSI, section du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale) a organisé, en commun avec « Convergencia Socialista » (l'autre organisation du Comité

paritaire, affiliée à la Fraction bolchevique), une série de meetings lors du 40^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky. Plus de 2 000 travailleurs et jeunes y ont été rassemblés et, parmi eux, des militants qui ont joué un rôle décisif dans l'histoire du trotskysme au Brésil, comme José-Maria Crispim, ancien membre du comité central du Parti communiste brésilien, ou Herminio Sachetta, fondateur, en 1938, du Parti socialiste révolutionnaire.

Ce considérable succès politique a lieu à un moment où la dictature militaire tente de lancer une offensive de grande envergure contre la classe ouvrière, entamant notamment des poursuites contre Lula, dirigeant syndical, membre fondateur du Parti des travailleurs, et se livrant contre l'OSI à une provocation, certes grossière, mais destinée à frayer la voie à la répression, l'accusant d'être mêlée à des attentats dont il est clair que les auteurs sont à rechercher dans l'appareil policier du pouvoir lui-même.

Dans ce contexte, les décisions du IV^e Congrès de l'OSI, tenu cet été, sont de la plus haute importance. Nous reproduisons ci-dessous des extraits des résolutions adoptées par ce congrès et publiées dans « O Trabalho », le journal qu'éditent nos camarades de l'OSI.

EXTRAITS DE LA RESOLUTION SUR LE MOT D'ORDRE DE LA CONSTITUANTE SOVERAINE

« Comment se caractérise la lutte des classes au Brésil ? Comment se combinent les diverses revendications mises en place par la lutte des travailleurs, de l'ensemble des masses exploitées, contre la dictature militaire ? Quelle est la perspective politique qu'il est nécessaire d'avancer, en ce moment où se prépare la grève générale dans le pays, où le régime militaire entre dans une crise profonde marquée par l'échec de ses projets, de ses réformes politiques ? Que l'on reste clair, il n'y a aucune revendication qui puisse être garantie par ce gouvernement de patrons et de généraux. Ce fut là la grande discussion menée par le

IV^e Congrès de l'OSI. Et sa conclusion a été claire : en considérant qu'au Brésil, nation arriérée dominée par l'impérialisme, se développe une situation que les marxistes caractérisent comme pré-révolutionnaire, la perspective politique qui est capable de nourrir le combat des masses contre la dictature militaire est la lutte pour la convocation d'une Assemblée constituante souveraine et démocratique, incompatible avec le régime militaire.

La résolution générale du IV^e Congrès explique pourquoi existe au Brésil une situation pré-révolutionnaire :

« Au Brésil, les institutions de la dictature militaire sont la forme politique actuelle de domination de classe de la bourgeoisie. Ces institutions ne peuvent pas transiter « pacifiquement » vers des institutions « démocratiques ». Chaque tentative effectuée par la bourgeoisie qui s'aperçoit de la crise du régime et qui vise à « démocratiser » les institutions avec l'objectif de dévier et de contenir la mobilisation des masses ouvre et continuera à ouvrir des brèches au travers desquelles la mobilisation des masses s'engouffrera pour détruire les institutions de la dictature militaire considérée comme intolérable. La situation actuelle, au Brésil, doit être considérée comme pré-révolutionnaire, l'activité des masses ébranlant l'Etat bourgeois. »

Cette situation pré-révolutionnaire ne se développe pas dans n'importe quel pays du monde, mais au Brésil, nation dominée par l'impérialisme qui empêche le développement des forces productives, où la bourgeoisie nationale a été incapable d'accomplir les tâches démocratiques comme la réforme agraire, l'indépendance nationale, ainsi que de garantir les libertés politiques. Ce sont ces questions qui explosent dans une situation pré-révolutionnaire soulevant l'ensemble du peuple brésilien, du peuple exploité et opprimé contre la dictature militaire, le gouvernement de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale. Il est nécessaire, dans ce cas, de mettre en avant un mot d'ordre de transition vers le pouvoir, mot d'ordre qui prenne en compte l'ensemble des revendications posées par la situation politique dans le pays, par son carac-

tère de nation arriérée. Ce mot d'ordre est la convocation d'une Assemblée constituante souveraine et démocratique, où le peuple puisse décider du destin de la nation de façon souveraine, c'est-à-dire sans la dictature militaire.

La résolution montre de quelle façon le mot d'ordre de Constituante s'articule à l'ensemble des luttes du peuple opprimé. En prenant comme unique exemple la lutte pour l'annulation sans indemnisation de la dette extérieure, presque 60 milliards de dollars, la résolution affirme :

« Le peuple considère que ce n'est pas lui qui a endetté le pays. Le peuple ne doit pas payer avec son travail et son sang la dette extérieure, le peuple exige le non-paiement de la dette. Evidemment, ce ne sont pas la dictature et ses institutions, fidèles serviteurs de l'impérialisme, qui vont abolir la dette extérieure. Seule l'Assemblée constituante souveraine et démocratique, expression de la souveraineté du peuple qui rejette le paiement de la dette, peut prendre la décision d'abolir la dette. »

A travers son IV^e Congrès, l'OSI reconnaît la pleine actualité de la lutte pour une Constituante souveraine et démocratique comme l'arme de combat du prolétariat contre la dictature militaire, comme un mot d'ordre capable d'unir, autour de la classe ouvrière, l'ensemble des masses exploitées et opprimées du pays. »

EXTRAITS DE LA RESOLUTION SUR LE PARTI DES TRAVAILLEURS

« Dès qu'il existe comme classe, le prolétariat lutte contre l'exploitation et l'oppression. Il a été confronté tout d'abord aux anarchistes, qui se sont refusés, au début du siècle, à compléter sur le terrain de la construction d'un parti l'indépendance syndicale, et, après, au Parti communiste brésilien qui, stalinisé, a trahi la volonté d'indépendance politique qui était à son origine.

Le prolétariat s'est trouvé, pendant des décennies et des décennies, dans la condition d'une classe pratiquement

dépourvue d'organisations propres, et cette situation se prolonge jusqu'à aujourd'hui. Le mouvement des travailleurs cherche à surmonter ce manque. Avec la grève de la région de Sao Paulo, le Parti des travailleurs, qui en était encore à sa création, a fait des pas importants dans le sens de sa définition comme parti politique.

Dans son IV^e Congrès, l'OSI, qui lutte pour le parti ouvrier, a analysé qu'elle ne peut rester indifférente au développement de ce processus. Pour l'OSI, la construction d'un parti des travailleurs sans patrons est une nécessité objective pour les travailleurs. C'est donc le devoir de l'OSI d'intervenir dans le Parti des travailleurs avec toutes ses forces, afin d'aider à mener ce parti à un stade supérieur, à la constitution, par n'importe quelle voie, d'un parti des travailleurs sans patrons, cela en agissant par tous les moyens disponibles pour le faire à l'intérieur du Parti des travailleurs, c'est-à-dire en étant membres du Parti des travailleurs sans aucune restriction. Le combat pour un parti des travailleurs sans patrons — sans qu'un tel parti soit nécessairement révolutionnaire — pose dans les faits le besoin de l'indépendance de classe, indépendance qui est la condition pour la construction du parti révolutionnaire. Le rassemblement national du Parti des travailleurs a été la scène d'un combat politique entre deux orientations qui exprimaient la politique de forces sociales opposées : "parti sans patrons" et "parti de la société". Bien que le rassemblement ait adopté une méthode qui laisse ouverte la porte au développement futur de toutes les contradictions, que nous rencontrons dans d'autres décisions du rassemblement national, le programme approuvé a décidé la création du "Parti des travailleurs". L'OSI considère cela comme une défaite pour les forces qui cherchaient et qui cherchent toujours à détruire le Parti des travailleurs comme possibilité de combat pour un véritable parti ouvrier au Brésil.

Plus que jamais, le "Parti des travailleurs" se transforme, depuis qu'il a été fondé, au feu du combat dur et immédiat de la lutte des classes. En amplifiant la construction du "Parti des travailleurs", l'OSI se déclare

prête à combattre sans aucune condition, en mettant en avant de façon concrète dans la lutte des classes la question de l'existence du "Parti des travailleurs" comme parti ouvrier pour tous, groupes, dirigeants, militants disposés à combattre sur la base des principes constitutifs du "Parti des travailleurs", qui le définissent comme un réel parti des travailleurs. »

EXTRAITS DE LA RESOLUTION SUR LE TRAVAIL SYNDICAL

« Le mouvement du prolétariat n'obéit à aucun schéma pré-établi, il utilise toutes les contradictions qui explosent à l'intérieur des institutions de la bourgeoisie et de son Etat, en particulier à l'intérieur de l'appareil des syndicats officiels. La crise qui ronge le syndicat corporatiste et ses agents, les "pelegos", ne peut être comprise que comme l'expression même de la crise de l'Etat bourgeois. Les travailleurs utilisent ces contradictions et approfondissent leur mouvement. En réalité, cette crise reflète de façon claire la totale inadéquation des institutions de la dictature militaire, face au nouveau rapport de forces apparu après le début des grèves de masse.

D'une situation où n'existaient pratiquement que les syndicats officiels contrôlés par les "pelegos" et les "oppositions syndicales" internes à ces organismes, on est arrivé à une situation considérablement plus riche avec l'apparition de dizaines d'associations indépendantes, avec la prolifération d'oppositions et de commissions d'usine, des initiatives par secteurs et régions aussi bien que nationales, et l'apparition significative d'une couche de syndicalistes cherchant à exprimer les aspirations des travailleurs dans le sens de leur organisation indépendante.

Face à ce mouvement surgissent des obstacles qui cherchent justement à éviter la chute des syndicats corporatistes. Le principal d'entre eux à l'intérieur du mouvement est l'"Unidad Sindical", qui est en train de structurer le CONCLAT, un rassemblement de tous les syndicats officiels construit pour sauvegarder les "pelegos" sur le

dos des travailleurs. Ils masquent la question des liens des syndicats avec l'Etat en se basant sur l'argumentation qu'il est possible de se servir pleinement des syndicats officiels. Le travail de l'OSI a son axe dans l'élargissement de l'ENTOES (regroupement national des travailleurs en opposition aux structures syndicales officielles), qui possède toutes les conditions pour exprimer démocratiquement et souverainement le processus profond qui se développe à l'intérieur du mouvement ouvrier, passant y compris à l'intérieur du syndicat corporatiste, et qui met à l'ordre du jour la nécessité d'une centrale syndicale indépendante. Mais on ne peut pas nourrir l'illusion que le syndicat officiel puisse se transformer graduellement. Cette illusion est nourrie par ceux qui ont mis en place l'"Unidad Syndical", à savoir le Parti communiste brésilien. Ce sont les mêmes qui, du fait qu'ils ont compris toute la signification de l'ENTOES, avancent la perspective d'un "CONCLAT démocratisé", nouvelle manière d'étouffer le mouvement indépendant qui trouve dans l'ENTOES son expression consciente.

On ne doit pas partir d'une « unité ENTOES-CONCLAT », qui ne pourrait être qu'un accord d'appareils. Ce qui est fondamental, c'est de s'adresser à l'"Unidad Syndical" et au CONCLAT sur la ligne du front unique ouvrier, contre l'intervention du ministère du Travail dans les syndicats. Pendant ce processus, on doit faire ressortir le poids des associations indépendantes créées ainsi comme des syndicats libres. Le travail à l'intérieur des syndicats libres doit avoir comme priorité la nécessité de les transformer en organes des larges masses, présents dans la vie quotidienne des travailleurs. »

Le numéro 3 de *Correspondance internationale* est paru en septembre. Les lecteurs de *La Vérité* y trouveront de nombreuses informations sur les activités des sections du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale, particulièrement en Europe et en Amérique latine.

CONSTITUTION DE L'ORGANISATION SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS D'ALGERIE

Le développement du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, c'est aussi la constitution de nouvelles organisations trotskystes.

Cet été, les militants trotskystes algériens rassemblés dans le Comité de liaison des trotskystes algériens ont tenu une conférence qui a décidé la constitution de l'Organisation socialiste des travailleurs, section algérienne du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Nous concluons cette rubrique en publiant le salut adressé au congrès de fusion de l'OCI et de la LCI par l'OST d'Algérie.

Camarades,

« C'est avec joie que, au nom de notre organisation trotskyste d'Algérie, l'OST, je salue ce congrès, le XXV^e Congrès de l'OCI unifiée.

Camarades, c'est la première fois qu'un congrès de ce type se tient, un congrès d'unification de deux organisations trotskystes sur la base des principes du "Programme de transition", le programme de la IV^e Internationale.

Oui, c'est un pas considérable qui est franchi. C'est un réel tournant vers la construction du parti révolutionnaire en France.

L'OCI unifiée des 10 000 militants en 1981, cet objectif que vous vous êtes fixé, que nous nous sommes fixé, dans la situation politique que nous vivons, avec les pas conscients franchis, sera réalisé, c'est une certitude.

Pour la victoire de la révolution prolétarienne, nous avons besoin de la IV^e Internationale, nous avons besoin de fortes sections nationales, construites dans la lutte de classe, dans le combat acharné contre la bourgeoisie, contre l'impérialisme épaulé par les bureaucraties contre-révolutionnaires.

Camarades, vous savez qu'il n'a jamais existé en Algérie de parti ouvrier révolutionnaire, d'organisation marxiste, d'organisation trotskyste. Aujourd'hui, une organisation trotskyste — l'Organisation socialiste des travailleurs — a été constituée fin juillet 1980 comme section du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

En cette occasion particulièrement importante, permettez-moi de rappeler brièvement son histoire, l'histoire de sa naissance.

Sous l'impulsion de l'OCI, des militants africains gagnés au "Programme de transition" se regroupent dans le "Groupe marxiste africain", dont l'objectif central était de se former en tant que cadres et de se préparer ainsi à rentrer dans leurs pays pour y construire la section nationale de la IV^e Internationale. Le retour des militants en Algérie, leur intervention, leur implantation et le recrutement de militants algériens en France nous permettent de fonder, en septembre 1974, le Comité de liaison des trotskystes algériens, qui s'affilie au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Il décide la publication de "Tribune algérienne", axée sur l'Assemblée constituante et sur toutes les revendications démocratiques et ouvrières ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et paysan ; il décide la publication de "L'Étincelle" comme organe théorique du CLTA.

Ce combat a été mené durant des années en Algérie par un nombre très restreint de camarades, et dans l'émigration en France.

Le combat mené sous le régime militaro-policié de Boumediène, régime étayé par toutes les forces conjuguées de l'impérialisme et de la bureaucratie, ensuite sous le régime du bonaparte chancelant Chadli, ce combat a porté, ce combat porte aujourd'hui ses fruits : c'est la proclamation, cet été, de l'OST comme section du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Camarades, quarante-deux ans après la proclamation de la IV^e Internationale par Léon Trotsky, vingt-sept ans après sa destruction organisa-

tionnelle par le pablisme, aujourd'hui nous nous dirigeons à grands pas vers sa reconstruction. Le Comité international, puis le Comité d'organisation, enfin le Comité paritaire sont les jalons de ce combat. « IV^e Internationale (Comité international) » exprimera, nous en sommes persuadés, un pas qualitatif vers le parti mondial centralisé — la IV^e Internationale —, l'Internationale ouvrière totalement reconstruite.

L'OST, en rapport avec ses moyens, mais très sérieusement, contribuera à la reconstruction de la IV^e Internationale. C'est le gage de la construction du parti révolutionnaire, pour la victoire de la révolution prolétarienne en Algérie.

"Tribune ouvrière" sera l'organe central de l'OST.

Camarades, à l'origine de ce résultat, il est nécessaire de souligner la place particulière qu'a tenue l'OCI, qui a joué son rôle internationaliste de façon conséquente et qui est pour beaucoup dans la constitution de l'OST.

Parce que combattant dans la lutte des classes, dans la classe ouvrière, dans la jeunesse et plus précisément chez les étudiants, pour l'indépendance de classe du prolétariat, pour les revendications nationales et démocratiques, sur la stratégie de la révolution prolétarienne, celle de la révolution permanente où la question centrale est celle du pouvoir, c'est-à-dire la victoire de la révolution prolétarienne, les trotskystes algériens expriment en mots d'ordre précis les buts et objectifs des combats engagés contre le régime bourgeois exploiteur et oppresseur des colonels algériens ; ils mettent en application quotidiennement ce principe fondamental du "Manifeste du Parti communiste" : "Les communistes n'ont pas d'intérêt qui divergent des intérêts de l'ensemble du prolétariat. (...) L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes."

La remontée du prolétariat algérien depuis 1974, la crise du régime bonapartiste de Boumediène, marqué du sceau de l'échec, les grèves généralisées de 1977, la maladie, puis la mort du dictateur mettent à nu la crise de l'appareil d'Etat incarné par la clique

des officiers supérieurs, colonels de l'ex-Conseil de la révolution, la paralysie et la faillite du régime du coup d'Etat du 19 juin 1965.

L'arrivée du colonel Chadli, incarnant un bonapartisme moribond marqué de déchirements, et le déferlement des grèves de masse (dont la grève générale des postiers de 1979 et celle des lycéens qui, obtenant satisfaction, ont préparé la grève générale de Kabylie) posent, dans les faits, la question du pouvoir. Ce mouvement énorme de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses opprimées, marque un tournant décisif dans la lutte des classes en Algérie et exprime l'initiative qu'a prise le prolétariat dans ce pays.

La place qu'ont occupée les trotskystes du CLTA, leur intervention, particulièrement chez les étudiants, chez les travailleurs de l'enseignement, les rapports qu'ils ont tissés avec les masses, la confiance mise en eux par celles-ci, le recrutement de militants qui se sont dégagés dans le combat, expriment l'assimilation du "Programme de transition", une compréhension commune des événements et des tâches. Ce facteur est à la base de la proclamation de l'OST.

La déclaration du CLTA du 18 avril 1980 : "Vive la grève générale de la population de Kabylie ! Vive la lutte des masses travailleuses ! A bas le régime de l'arbitraire ! Assemblée constituante souveraine et gouvernement responsable devant elle !" a été concrétisée dans les différents secteurs de notre intervention, à travers la bataille pour le syndicat étudiant indépendant et démocratique, la bataille pour un syndicat ouvrier indépendant de l'Etat, pour une UGTA indépendante du gouvernement, de l'Etat et du parti FLN, et dans la lutte pour les revendications matérielles et morales des masses exploitées.

La tenue de la conférence constitutive, la discussion politique, le niveau atteint dans la compréhension de nos tâches nationales et internationales, l'appréciation du pas qualitatif franchi dans la reconstruction de la IV^e Internationale, la démocratie qui a régné durant les travaux de la conférence, y compris les difficultés qui ont surgi et que nous avons surmontées, tout cela nous a permis, expression concentrée de la théorie et de la pratique, de réaliser un tournant capital, de proclamer l'OST.

Aujourd'hui, l'OST représente l'élément décisif de la constitution du prolétariat en parti politique pour chasser le régime de la dictature militaro-policière.

Pour la dictature du prolétariat, pour l'expropriation de la bourgeoisie et de l'impérialisme, pour la victoire du socialisme, pour les Etats-Unis socialistes d'Afrique du Nord, jalon de la révolution prolétarienne mondiale, de la république universelle des conseils ouvriers !

A la veille de combats de classes gigantesques, à l'échelle de la planète, la garantie de la victoire de la révolution prolétarienne réside dans la reconstruction de l'Internationale ouvrière, du parti mondial de la révolution, la IV^e Internationale, ainsi que dans la construction de fortes sections nationales. La constitution de l'OST est un chaînon de cette bataille.

Camarades, à ce congrès de l'OCI unifiée, je viens de faire, au nom de l'OST, sa première déclaration officielle et solennelle. Je suis certain que tous les camarades présents ici en saisissent l'importance. Je suis sûr que nous construirons nos sections nationales respectives. Je suis sûr que nous reconstruirons la IV^e Internationale. »

l'Algérie et la révolution permanente

première partie : les origines de la révolution algérienne de 1954

par Benjamin STORA

L'OCI et le Comité d'organisation ont considéré comme une nouvelle période de la révolution mondiale celle qui s'est ouverte en 1968 avec la grève générale française et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie. La combinaison de la révolution sociale et de la révolution politique en France et en Tchécoslovaquie a exprimé, sur le terrain et avec les méthodes de la lutte de classe du prolétariat, l'extrême concentration et la profondeur des contradictions conjointes de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires. Alors que se prépare un saut qualitatif dans cette nouvelle période de la révolution prolétarienne, nous combattons pour que le Comité d'organisation franchisse une nouvelle étape sur la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale et également chacun des organisations, groupes et noyaux politiques qui en sont membres. Dans ce cadre, ce premier article va aborder la théorie de la révolution permanente et la question de la Constituante au Maghreb, plus particulièrement en Algérie.

Pour la construction du parti ouvrier en Algérie, il est nécessaire de préciser la place des tâches démocratiques dans la révolution prolétarienne. L'indépendance de classe du prolétariat, c'est-à-dire la lutte pour ses propres objectifs de classe dominante, pour la dictature du prolétariat, est

Malgré leur mauvaise qualité, nous publions ci-contre deux documents exceptionnels : en haut, en 1934, l'une des premières réunions de l'Etoile nord-africaine ; en bas, la manifestation de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs algériens, le 1^{er} mai 1954 à Vincennes, sous la bannière du « Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques ».

l'axe stratégique de notre politique dans tous les pays. C'est évident dans tous les pays capitalistes avancés et dans tous ceux où le capital a été exproprié, mais aussi dans ceux où une bureaucratie monopolise le pouvoir politique. C'est également vrai, ou ne devrait pas l'être moins, dans les pays économiquement arriérés que contrôle l'impérialisme, et où les tâches démocratiques n'ont pas été, ou pas totalement, réalisées, ou même ont été remises en cause.

Trotsky écrivait :

« Les pays coloniaux sont, par leur nature même, des pays économiquement arriérés. Mais les pays arriérés vivent donc dans les conditions de la domination mondiale de l'impéria-

lisme. C'est pourquoi leur développement a un caractère combiné : il réunit en lui les formes économiques les plus primitives et le dernier mot de la technique de la civilisation capitaliste. C'est ce qui détermine la politique du prolétariat des pays arriérés : il est contraint de combiner la lutte pour les tâches les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. Dans cette lutte, les mots d'ordre démocratiques, les revendications transitoires et les tâches de la révolution socialiste ne sont pas séparées en époques historiques distinctes, mais découlent immédiatement les unes des autres. A peine le prolétariat chinois eut-il commencé à organiser les syndicats qu'il fut contraint de penser aux soviets. C'est dans ce sens que le programme est pleinement applicable aux pays coloniaux et semi-coloniaux, au moins ceux où le prolétariat est déjà capable d'avoir une politique indépendante. »

Sur ce plan fondamental, l'importance de la révolution algérienne ne saurait être considérée comme l'expression d'une « révolution coloniale », mais d'un maillon de la révolution mondiale, expression particulière du processus unifié de la révolution prolétarienne. D'autre part, le déclenchement de la révolution algérienne le 1^{er} novembre 1954 se situe dans un contexte politique précis. En

1953, le contenu objectif et historique de la vague révolutionnaire de la fin de la guerre s'est manifesté au grand jour : en Europe, la marche à la révolution sociale (grève générale d'août 1953 en France) suivait de près le premier acte de la révolution politique (mouvement révolutionnaire de juin 1953 en Allemagne de l'Est) contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Les masses n'avaient certes pas conscience de l'unité de la révolution sociale et de la révolution politique, ce qui n'empêche pas que celle-ci existe objectivement. L'unité de la révolution prolétarienne mondiale se manifestait au cours des années suivantes d'une autre façon : par la défaite historique de l'impérialisme français à Dien Ben Phu et le commencement de la guerre révolutionnaire du peuple algérien.

L'importance de la révolution algérienne en soi et comme enseignement général pour les pays semi-coloniaux justifie une analyse remontant aux sources. Il s'agira donc, dans ce premier article, d'étudier la structure économique et sociale de l'Algérie avant 1954, de revenir sur les conditions de la création de l'Etoile nord-africaine, sur le mouvement nationaliste algérien dans son ensemble, sur ses rapports avec le mouvement ouvrier français et international. Cette analyse s'appuie sur les principaux faits de la période située entre la Première Guerre mondiale et 1954.

les caractères généraux de la situation sociale algérienne

Depuis la conquête de la Régence d'Alger en 1830 et jusqu'en 1871, le colonialisme français a mené une politique d'extermination des cadres économiques et politiques traditionnels. L'histoire de l'Algérie à ce moment est largement celle de l'insurrection des tribus et des sociétés villageoises et montagnardes pour conserver leurs terres et s'opposer à l'expropriation des terres collectives pour la colonisa-

tion.

Ce processus long, sanglant et brutal est illustré par la résistance d'Abd El-Kader de 1834 à 1848.

Dans son article « Algérie » pour la « New American Encyclopaedia » en 1857, Engels décrit ce processus :

« Depuis la première occupation de l'Algérie par les Français et

jusqu'à présent, ce pays malheureux a été l'arène d'incessantes effusions de sang, de rapines et de violences. Chaque ville, grande et petite, a été conquise successivement au prix d'immenses sacrifices. Les tribus arabes et kabyles qui apprécient l'indépendance par-dessus tout et pour qui la haine de la domination étrangère est un principe plus cher que la vie elle-même ont été écrasées par de terribles razzias, au cours desquelles leurs habitations et leurs biens ont été brûlés et démolis, les récoltes détruites sur pied et les malheureux survivants massacrés ou livrés à toutes les horreurs de la débauche et de la brutalité (...). Les bulletins et les journaux français abondent en affirmations concernant la paix et la prospérité en Algérie. Ce n'est cependant qu'un tribut à la vanité nationale. Les régions intérieures du pays ne sont pas colonisées jusqu'à présent. La domination française est parfaitement illusoire, sauf sur le littoral et à la proximité des villes. Les tribus manifestent toujours leur indépendance et leur haine du régime français, et le système atroce des razzias n'a pas été abandonné. »

Cette implantation armée, base première de la colonisation, donne lieu à des hésitations continuelles qui sont le fait du gouvernement de Paris. La France ne sait toujours pas ce qu'elle veut. L'armée du Second Empire, après des méthodes d'installation sanglantes, préconise une politique d'assimilation dont elle n'a pas les moyens. Les colons savent ce qu'ils veulent, mais mal comment y parvenir.

De plus, l'Algérie demeure divisée en zones où pouvoirs militaire, civil et autochtone se côtoient longtemps. Faute d'une ligne directrice, la bourgeoisie française ne sait finalement que faire d'une ville prise dans des conditions ambiguës, ni des territoires qui l'entourent.

C'est à la III^e République qu'il appartient de définir une politique et de concevoir une organisation propre à l'Algérie. La Commune écrasée, le conflit avec l'Allemagne terminé, la bourgeoisie française tenta d'imposer une politique clairement définie. La révolte des Mokrani, l'une des plus

importantes tribus traditionnelles de Kabylie, en 1871, et la défaite des insurgés, furent pour l'histoire de l'Algérie un événement de la plus haute importance.

Pendant toutes ces années de conquête, l'Algérie était demeurée aux mains des militaires ; désormais, elle devint le bien presque exclusif des colons installés dans le pays.

Aux incertitudes des précédentes années concernant le destin de l'Algérie succéda, après 1871, une politique continue, fermement appliquée, qui donne tout son sens à la période proprement coloniale de l'Algérie française. L'Algérie, assimilée à la France, devait devenir son simple prolongement outre-Méditerranée. Une Algérie constituée de trois départements français « franciserait » à jamais les territoires du Maghreb central. Par cette assimilation administrative et politique qui intégrerait définitivement le pays au sein de la « République une et indivisible », la bourgeoisie française entendait rejeter toute éventualité de retour en arrière, et même toute possibilité de protectorat comme ce sera le cas en Tunisie et au Maroc, ainsi que nous le verrons plus loin.

Les structures politiques et administratives imposées à l'Algérie par l'impérialisme français visaient à y assurer l'assujettissement absolu et complet des liens et de la force de travail de sa population aux besoins et intérêts de la colonisation. Les colons bénéficiaient de tous les droits. Les colonisés restaient justiciables de dispositions d'exception oppressives, répressives, faisant d'eux non point des « citoyens » mais des « sujets » taillables, corvéables et condamnables à merci.

En 1881, est établi un code de l'indigénat qui codifie ces dispositions répressives.

A ce moment-là, le cadre politique général n'est déjà plus celui d'une province française. L'Algérie est d'ailleurs rattachée administrativement au ministère de l'Intérieur. Les lois de 1898 et 1900 avaient doté le pays d'une personnalité civile, d'une Assemblée coloniale élue, de délégations financières et d'un budget spécial.

L'Algérie française était constituée.

UN ENJEU DES RIVALITES INTER-IMPERIALISTES

Ces textes élaborés à Paris concernant Alger dépendaient aussi d'un « climat » international, des compétitions entre puissances impérialistes, comme du degré d'avancement du capitalisme français. Toute la période de 1871 à 1919 en fut marquée. En effet, la reprise de la conquête coloniale et la compétition mondiale impliquaient un contrôle plus direct de l'Algérie. Aussi le conflit avec l'Allemagne à propos du Maroc, le réarmement européen imposèrent-ils la conscription pour les Algériens. Conscription qui provoqua une vive résistance et l'exode d'une partie des habitants de Tlemcen en 1911 en direction du Moyen-Orient. C'est ce contexte international, marqué par la concurrence entre les différentes puissances impérialistes à la fin du XIX^e siècle et à l'aube du XX^e siècle, et l'opposition des impérialismes anglais, puis allemand, à l'impérialisme français qui expliquent en grande partie les conditions relatives au Maroc et à la Tunisie.

La défaite de 1870 marque un coup d'arrêt à la politique d'expansion coloniale. Suivant le mot du ministre des Affaires étrangères en 1873, Decazes, « la France se recueille et attend ». Cette faiblesse apparaît au Congrès de Berlin (13 juin - 13 juillet 1878), congrès de dépeçage des colonies. Waddington, représentant la France, compte pour la défense des intérêts de la bourgeoisie française « sur l'autorité que lui donnait l'absence de toute convoitise personnelle ». Avec J. Ferry, il y a redémarrage de la politique coloniale. Il déclare :

« La France ne peut pas être absente du partage du monde (...). La politique des mains nettes, c'était, de toute évidence, l'Italie à Tunis, nous prenant à revers, l'Allemagne en Cochinchine, l'Angleterre au Tonkin, toutes deux à Madagascar comme en Nouvelle-Guinée, en un mot la banqueroute de nos droits et de nos espérances (...). D'ailleurs, la prépondérance économique suit la prépondérance politique (...), et la

politique coloniale est fille de la politique industrielle. »

DIFFERENCES AVEC LES PROTECTORATS MAROCAIN ET TUNISIEN

L'enjeu est déjà clairement défini : l'industrie ne peut compter uniquement sur le marché intérieur ; il lui faut des débouchés, il faut donc s'affronter aux autres puissances impérialistes. Mais il convient, pour atteindre ce but, d'employer des méthodes différentes que celles pratiquées pour l'Algérie. J. Ferry précise :

« C'est pour n'avoir su tenir compte, ni de la force du passé, ni de la résistance des milieux sociaux, c'est pour avoir cru à la vertu universelle et quasi unanime de nos lois, de nos institutions, de nos procédés administratifs, que nous avons pris tant de fausses mesures en Algérie et que nous n'y sommes pas encore arrivés, je le crois, au bout de nos déceptions (...). Il eût fallu donner une administration localisée, attachée au sol, identifiée avec sa tâche, inspirée et centralisée par une autorité supérieure, armée de grands pouvoirs, localiste elle-même, vivant au sein de la population dont elle a la charge familière, enfin avec leur esprit et même leurs préjugés. » (*Discours du 26 août 1881.*)

Et, s'il n'est plus possible de revenir en arrière en Algérie sans se heurter à l'hostilité des colons, il faudra s'orienter pour la Tunisie et le Maroc vers la forme politique et économique du protectorat. J. Ferry en explique les avantages :

« La forme politique du protectorat est très supérieure à la conquête : il n'impose pas au conquérant les mêmes responsabilités ; il est beaucoup plus économique pour la métropole ; il n'exige pas cette nuée de fonctionnaires et d'employés qui, quoi qu'ils fassent et quelque connaissance qu'ils puissent avoir de la langue et des mœurs, restent toujours des Français d'origine, peu capables de manier dans le détail la population indigène. » (*Discours du 20 octobre 1884.*)

Retenons essentiellement qu'il n'est donc pas question de peupler de colons français les territoires du protectorat. En Tunisie, protectorat par le traité du 12 mai 1881, comme au Tonkin et plus tard au Maroc en 1912, il suffit que la terre soit aux Français : la main-d'œuvre sera indigène. On fera donc appel à de grandes sociétés capitalistes pour la mise en valeur. J. Ferry précisera d'ailleurs, pour la Tunisie, contre la conception de « colonie de peuplement » :

« Je ne sais pas si l'heure de la petite colonisation, de la petite propriété, sonnera un jour pour la Tunisie ; pour le moment, tout le monde estime que c'est un pays de grande et moyenne cultures (...). Par conséquent, on n'y doit pas aller si l'on ne possède pas un certain capital. »
(Discours de mars 1888.)

L'établissement du protectorat au Maroc dura près de douze ans, de 1900 à 1912, car la course aux territoires africains, régularisée et organisée à Berlin en 1878, se précipitait. C'est là également une des raisons du choix politique du protectorat, car il eût été impensable de faire au Maroc et en Tunisie la même chose qu'en Algérie, face aux appétits impérialistes de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Italie et du Portugal... La bourgeoisie française fut donc contrainte de ne pas procéder de la même manière pour tout le Maghreb. Ainsi, en Tunisie, le bey s'engageait à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le gouvernement français jugeait utiles, mais s'interdisait de contracter à l'avenir aucun emprunt sans l'autorisation du gouvernement français. La Tunisie ne devint donc pas une colonie administrée par des fonctionnaires français, elle resta un Etat relevant du ministère des Affaires étrangères. Le contrôle français s'exercerait par l'intermédiaire d'un résident général, théoriquement ministre des Affaires étrangères du bey, mais qui en fait commanderait l'armée, nommerait les caïds à la tête de chaque village, etc. Le même scénario se répéta au Maroc avec un sultan et un résident général.

En Algérie, après la première guerre impérialiste, va s'accentuer la mise en place de l'Algérie française. Dès 1919,

le Parlement français vote des lois qui accentuent le caractère autonome de l'Algérie. Ainsi, les lois et décrets de février et mars 1919 accordent à une fraction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie musulmane francisée une représentation plus grande au sein des Assemblées. Pour appliquer cette politique, Clemenceau envoie à Alger le gouverneur Jonnart. Mais les colons empêchent toute application du code de l'indigénat, véritable code de l'apartheid, et obtiennent un large emprunt destiné à financer un programme de grands travaux, dans lequel l'irrigation des terres de la colonisation et la modernisation des chemins de fer se taillent la part du lion. Cette politique coloniale va avoir comme conséquences : concentration des terres entre les mains d'une couche étroite de colons, développement du machinisme dans l'agriculture entraînant l'endettement des petits colons envers les banques, ruine de l'artisanat, chômage massif pour les Algériens, contraints de s'exiler en France.

LE COLONIALISME DE PEULEMENT, LES PIEDS-NOIRS (1)

A la veille du XX^e siècle, aux caractères politiques et économiques du colonialisme propres à l'impérialisme (pillage des matières premières, exploitation de main-d'œuvre transformée en esclavage moderne, exportation de capitaux, monopole des marchés extérieurs) s'ajoute, dans le cas de l'Algérie, les desseins propres au colonialisme de peuplement. En fait, il s'agissait d'implanter dans le pays une population européenne bénéficiant d'avantages sociaux qui l'attachaient à la France, tandis que la population autochtone n'était bonne qu'à offrir son travail dans les pires conditions d'oppression et de répression. Si, dans l'ensemble, la population européenne s'oppose en bloc aux musulmans, elle ne forme cependant pas un tout homogène. On peut la diviser selon l'origine, et surtout la place qu'elle occupe dans la production.

(1) Sur cette question, nous nous sommes appuyés sur l'article de M. Aklouf paru en février 1964 dans le n° 527 de *La Vérité*.

LA SOUCHE FRANÇAISE : jusqu'en 1900, période de peuplement par immigration, les Français fournissent la moitié des contingents qui se succèdent et qui proviennent de différentes régions de France. Jusqu'en 1875, les départs se font de la région parisienne et de l'Est (Alsace-Lorraine). Après 1875, la moitié nord de la France s'industrialise et garde ses habitants. Ce sont les régions du Sud et de la Loire qui fournissent les émigrants. Les Européens de souche française en Algérie ont une situation privilégiée. A qualification égale ou même inférieure, ils occupent les postes de l'administration, des travaux publics et des services publics. Ils se considèrent comme faisant partie de l'aristocratie des vainqueurs et, au mépris de leurs intérêts de classe, ils sont soudés à la grande colonisation.

LES JUIFS : avant la conquête, ils sont les intermédiaires entre l'Algérie et l'extérieur. Ils jouent aussi un rôle important dans les échanges de l'Algérie arabe. Assimilés aux Français par le décret Crémieux du 24 octobre 1870, leur nombre s'élèvera de 35 000 en 1871 à 110 000 en 1954. Leur situation au sein de la société algérienne se modifie. Ils tiennent un rôle prépondérant dans le commerce de gros et de demi-gros (tissus, épices, alimentation, etc.), la bijouterie et le commerce de luxe, la chaussure, la confection, la bonneterie, les cinémas. Ils tiennent une place également importante dans les professions libérales : médecins, enseignants, pharmaciens, avocats... Liés étroitement aux Européens par mille liens économiques, fortement solidaires entre eux, ils forment un bloc compact. Mais ils sont hostiles aux grands propriétaires fonciers (Borgeaud, etc.) et aux petits Blancs fortement antisémites d'Oranie.

LES ETRANGERS : jusqu'en 1870, une forte proportion d'immigrés autres que Français provient de l'Europe du Nord, de la Rhénanie, de la Suisse. Après 1870, la quasi-totalité est formée de méditerranéens : les Espagnols (deux tiers du total) se fixent en Oranie, où ils forment une population homogène. Dans la population active, ils détiennent la quasi-totalité des métiers suivants : pêche et ses branches annexes (conserverie, restauration), l'agriculture et en particu-

lier l'horticulture, conducteurs d'autobus, de cars, cheminots, électricité et gaz ; ils sont aussi salariés dans les commerces, sur les chantiers, dans la garde des eaux et forêts, la forge, la mécanique.

Les Italiens viennent de Toscane ou de Sicile, et les Maltais s'installent dans les grandes villes du Constantinois (Bône surtout). Ils occupent dans l'est les mêmes branches que les Espagnols à l'ouest. Concurrencés par les musulmans, ne pouvant rivaliser avec les juifs, ces couches ont lié leur sort à celui des gros colons (Borgeaud) qui tiennent l'administration.

En résumé, si, dans la société algérienne, l'antagonisme entre Européens et musulmans est fondamental (par exemple, en 1936, c'est le front unique des pieds-noirs qui a contribué à faire rejeter le projet Violette), il serait erroné de considérer que les pieds-noirs forment un « peuple » homogène. Très souvent, par leur place dans la production, ils se heurtent à la classe dirigeante — qui se scinde en deux à partir de 1950 :

— les colonialistes, dirigés par les gros propriétaires fonciers (Borgeaud, Germain, de Calan), sont liés au capital français qui tient le quasi-monopole du commerce extérieur, du tabac, de l'alcool, de la distribution du sucre, du ciment, des textiles, des allumettes, de l'exploitation des mines... Ils sont partisans du statu quo et ils s'expriment au travers de « L'Echo d'Alger », l'organe de Sérigny ;

— les colonialistes « libéraux », regroupant les grands capitalistes algériens (Blanchette, Tiné, etc.), l'Eglise, le RPF, assureront en 1953 l'élection du maire J. Chevallier. Ils sont liés au groupe Rotschild.

Il y a donc bien contradiction entre la masse des pieds-noirs et les gros colons. Mais le caractère particulier du salariat européen par rapport aux musulmans fait que la lutte se situe plus entre les trois groupes (Espagnols, Italiens, juifs) qui occupent chacun des positions fortes dans un domaine particulier de la production, qu'entre salariés et patrons.

LE PROBLEME AGRAIRE

Jusqu'en 1914, la colonisation lia presque uniquement son avenir économique à l'agriculture. La prédominance des intérêts agricoles dans l'économie algérienne allait sans cesse s'affirmer. Il ne fut jamais question de trouver à la colonisation d'autres vocations économiques. Colonisation et colonisation agricole devinrent en Algérie synonymes au point que le mot colon, qui désigne surtout les habitants des colonies par rapport à la métropole, en vient à signifier, pour les Européens d'Algérie, les seuls agriculteurs.

Sous prétexte de reconnaître aux « indigènes » des droits sur certaines propriétés, l'Etat en saisit la majeure partie. Ainsi, Napoléon III proposait de fixer des limites inaltérables aux domaines coloniaux et de circonscrire le territoire des tribus et communautés. Les tribus devenaient « propriétaires des territoires dont elles ont la jouissance permanente et traditionnelle », précisait le sénatus-consulte du 22 avril 1863. Que les meilleures parcelles aient changé de mains à l'occasion, que le fellah « cantonné » n'ait plus que trois hectares en moyenne pour survivre, peu importait ! Cette spoliation était présentée comme œuvre de progrès ! A la chute de l'Empire, délimitations et répartitions n'étaient qu'en partie effectuées. La guerre de 1870 et le changement de régime allaient bouleverser les données et les rapports de forces.

Les délimitations prévues par le sénatus-consulte de 1863, interrompues en 1870, ne repriront vraiment qu'à partir de 1897, pour ne se terminer qu'en 1927. Les lois du 26 juillet 1873 (loi Warnier) et du 22 avril 1887 permirent aux Européens d'acquérir 400 000 hectares, chiffre jamais atteint auparavant. Le but essentiel de toute loi sur la propriété n'était-il pas, comme le reconnaissait le président de la Cour d'Alger, « de livrer au marché français la terre indigène » ? Sous prétexte de protéger ces terres, on en « francisait » d'autres. Le bilan dressé par C.-R. Ageron dans « L'Histoire de l'Algérie contemporaine » démontre que, entre 1871 et 1919, près d'un million d'hectares (870 000) ont été

livrés aux colons. Ceux du département d'Alger avaient réussi à quadrupler leurs possessions durant cette période (de 100 000 à 400 000 hectares). Les musulmans avaient perdu, en 1919, 7 millions et demi d'hectares, que l'Etat et les particuliers, les grandes sociétés capitalistes, s'étaient partagés.

Le secteur « moderne » agricole va se concentrer dans la région la plus favorable de l'Algérie : le Tell (98 % des spoliations).

Le tournant dans l'histoire de l'agriculture algérienne sera provoqué par la crise du phylloxéra ravageant le vignoble du Midi français. Le vignoble va alors se développer en Algérie au détriment des céréales. La concentration va se renforcer, le contrôle des banques devenant plus étroit. Dans « Un Siècle de colonisation », écrit en 1930, au moment de la célébration des fêtes du centenaire de la conquête, E.-F. Gauthier écrit :

« Il y a un lien étroit entre la viticulture et la banque. La vigne n'atteint son plein rendement que quatre ou cinq ans après sa plantation. Lorsqu'elle est en plein rendement, les frais sont énormes, surtout depuis que les maladies parasitaires exigent des sulfatages, des traitements chimiques préventifs. Le colon compte ses hectares par dizaines, et son fonds de roulement dépasse ses possibilités personnelles. Son fonds de roulement n'est pas à lui, il l'emprunte à la banque. »

La crise mondiale de 1930 secoue fortement l'Algérie et généralise les rapports capitalistes dans l'agriculture et dans toute la société algérienne. Protégée par les pouvoirs publics, la grosse colonisation se renforce et s'agrandit jusqu'en 1940, au détriment des petits colons et des musulmans.

Le développement de la propriété privée européenne (terres agricoles et forêts) se résume finalement ainsi :

1850 :	_____	115 000 ha
1870 :	_____	765 000 ha
1880 :	_____	1 245 000 ha
1890 :	_____	1 635 000 ha
1900 :	_____	1 942 000 ha
1920 :	_____	2 581 000 ha
1940 :	_____	3 045 000 ha

Le problème agraire en Algérie domine tout. La terre, pour le fellah; est une question de vie ou de mort. Le processus qui a conduit, à la fin du XIX^e siècle, à la destruction de la paysannerie traditionnelle (fellahs, khammés — fermiers —, salariés, aristocratie foncière) va encore s'accroître au lendemain de la Première Guerre

mondiale. C'est ce que nous allons examiner maintenant.

LA PAYSANNERIE

Le tableau suivant permet de mesurer l'ampleur de la transformation paysanne.

	1930	1938	1948	1954
Propriétaires	617 544	549 395	537 800	494 500
Métayers	630 600	713 000	132 900	60 400
Khammés (fermiers)	50 771	55 600	—	—
Ouvriers journaliers	428 032	462 467	448 100	357 500
Ouvriers saisonniers	—	—	35 800	77 100
Ouvriers permanents	—	—	—	108 800
Main-d'œuvre familiale (chômeurs)	—	—	—	1 438 300

(Nouschi, « *La Naissance du nationalisme algérien* », page 120)

Ainsi, de 1930 à 1954, le nombre des propriétaires diminue de 20 %, celui des ouvriers agricoles (journaliers, saisonniers, permanents) croît de 29 %, tandis que disparaissent les métayers :

« La guerre semble avoir éliminé l'un des éléments de la société rurale algérienne. Les métayers et les khammés sont probablement passés en partie dans la catégorie des journaliers, catégorie qui fournirait elle-même l'essentiel du contingent des travailleurs algériens émigrant en France. Il s'agirait donc d'une véritable mutation de la structure sociale. » (Nouschi, *op. cit.*, page 121.)

Cette petite paysannerie ne cesse de se paupériser. Disposant de peu de capitaux, le fellah conserve la faucille, l'aire qui égratigne le sol, et l'âne pour le transport et la culture. Son bétail (chèvre, mouton) est maigre. Il conserve la culture aléatoire des céréales (orge et blé dur). Les rendements sont en baisse constante. La produc-

tion totale ne croît que légèrement, alors que la population s'est fortement accrue, comme le montre le tableau suivant (en milliers de quintaux) :

	1938	1955	1958
Blé dur ...	6 277	9 261	8 386
Orge	5 871	6 928	7 301

Le rôle de la femme, si important dans la transformation des produits (tissage, vannerie, poterie) et dans l'approvisionnement (collecte des plantes comestibles) a diminué, la misère s'est accrue dans le foyer. Enfin, signalons que la pratique de l'entraide (biens habbous, charité), si efficace dans les périodes de disette, a disparu avec l'éclatement des grandes familles.

Peut-on parler maintenant d'une expérience commune de la production agricole dans la paysannerie algé-

rienne ? On en revient encore à la distinction de deux régimes. Le secteur musulman n'est qu'un réservoir de main-d'œuvre non qualifiée. Mais, dans le secteur moderne (plaine d'Oranie, Mitidja, Constantinois), il existe un véritable prolétariat rural, constitué par les ouvriers permanents et les saisonniers, différencié, pour qui la principale ressource est le salaire en argent, possédant souvent une bonne qualification et une conscience de classe et de l'organisation qui s'est manifestée en 1936. A cette date,

« des grèves éclatent dans les régions agricoles à forte concentration ouvrière. C'est ainsi qu'à Aïn Témouchent, au cœur de l'Oranie, se fait sentir l'action des militants prolétariens de Beni Saf. Une Bourse du travail est fondée en 1936 (...). Les grèves se multiplient dans les régions à primeurs (...). On dénombre en Algérie, fin juin 1936, plus de 100 000 grévistes. » (J. Berque.)

Cependant, l'organisation syndicale s'est peu développée dans l'agriculture. Elle était récente, limitée géographiquement, et s'adressait à une main-d'œuvre trop souvent saisonnière et mobile. Par ailleurs, la moindre revendication syndicale débouchait sur l'action politique et remettait en cause tout le système colonial. Les militants étaient alors emprisonnés ou étaient absorbés dans les organisations nationalistes, PPA-MTLD.

LE PROLETARIAT ALGERIEN

Depuis le début du siècle, la population a doublé en Algérie. Il s'est constitué un « trop-plein rural », qui n'a pu être absorbé par les centres industriels trop peu importants. Par ailleurs, la mécanisation de l'agriculture a entraîné une réduction constante de l'emploi. Qu'est devenue cette masse sans cesse grandissante ? Une partie est restée sur place, une autre s'est entassée dans les bidonvilles, et une troisième a pris le chemin de l'émigration en France.

Dans l'agriculture, comme nous l'avons déjà vu, il existe un prolétariat rural authentique, englobant les travailleurs permanents, les saisonniers et les tâcherons, c'est-à-dire les travail-

leurs qui vivent essentiellement de leur salaire (de la vente de leur force de travail à un capitaliste), que ce salaire prenne la forme de l'argent ou soit payé en nature. Mais le problème devient plus complexe quand on aborde le secteur traditionnel, dans lequel il existe une masse de paysans sans terre ou possédant un lopin ridicule.

Là aussi, il nous faut distinguer paysans riches, paysans moyens et prolétariat, et englober dans cette dernière classe (2), tous ceux qui vendent, sous une forme ou sous une autre, leur force de travail pour subvenir à leurs besoins. Mais lorsque survient une crise importante (par exemple les mauvaises récoltes de 1951 dans le Constantinois), la seule manière de survivre est d'émigrer vers le « douar » (village arabe qui s'est constitué à proximité du marché local). Ce phénomène s'est généralisé depuis 1950, et a modifié la géographie humaine de l'Algérie.

Agglutinés près des villages, ces travailleurs trouvent leur subsistance dans l'élevage de chèvres, de poules, etc., et la vente intermittente de leur force de travail (ramassage des légumes secs, emplois domestiques).

Du village, une partie passe à la ville régionale, ou s'en va vers les grandes villes du littoral, grossir les bidonvilles. Une littérature abondante a décrit la condition de ces misérables, vivant d'expédients, la désintégration des traditions villageoises et de la morale traditionnelle, la prostitution des femmes, etc. Bref, autour des villes se regroupe une couche qui, par bien des traits, est plus proche du « lumpen » que du prolétariat.

(2) « Un autre type nouveau est le prolétariat rural, la classe des ouvriers salariés possédant un lot de terre. Ce type englobe la paysannerie non possédante, y compris celle qui est complètement dépourvue de terre ; mais le représentant le plus typique du prolétariat rural russe est le salarié agricole, le journalier, le manœuvre, l'ouvrier du bâtiment, ou tout autre ouvrier pourvu d'un lot de terre. » (V. Lénine : Le développement du capitalisme en Russie, Editions en langues étrangères de Moscou, pages 184 et 185).

Mais cette masse n'est pas stabilisée. Il ne s'agit nullement d'une classe lumpen, mais d'éléments « lumpénisés ». Souvent, d'ailleurs, certains de ses membres se détachent du bidonville lorsqu'ils ont trouvé un emploi à la ville, ou émigrent.

En effet, si l'Algérie n'a pas connu de véritable industrialisation, entraînant une modification profonde des rapports entre la ville et la campagne (en 1955, par exemple, 80 % de la population active musulmane relevait de l'agriculture), les besoins mêmes de l'impérialisme ont entraîné la création d'« îlots » industriels avancés (mines, pétrole, quelques industries de transformation) et d'une infrastructure nécessaire au fonctionnement de ces secteurs (transports, bâtiment, services publics, etc.). Ainsi s'est créé, en Algérie même, un véritable prolétariat industriel, né non comme conséquence d'un développement de la bourgeoisie nationale, mais comme produit direct de l'économie capitaliste mondiale.

Quelques chiffres, tirés de l'introduction à l'ouvrage « Les Algériens en France » (PUF, 1955, page 22) donnent une idée de l'importance numérique de cette couche :

« En dehors des professions agricoles, on trouve 350 000 hommes et 50 000 femmes. Les hommes appartiennent surtout aux catégories transports et manutention, techniciens et métiers manuels des industries de transformation et commerce.... La catégorie patrons-directeurs, gérants et chefs de service n'est presque pas représentée, les artisans forment près de 25 % du total, les ouvriers, employés et cadres inférieurs, 75 % ».

L'EMIGRATION EN FRANCE

L'émigration des Algériens en France a connu une grande ampleur dans la période de l'entre-deux-guerres. Un de ses traits, c'est son caractère saisonnier. Ainsi, de 1947 à 1953, il y a eu 746 300 arrivées en France et 561 000 retours, soit un solde de 184 700.

L'émigration provient d'abord des régions à très fortes densités et aux ressources limitées (Kabylie, plaines du Constantinois). Elle est relativement organisée. L'émigration ne se dilue pas dans la population française, mais reste regroupée avec des originaires de son douar ou de sa région. Les émigrés sont absorbés par les régions industrielles (Nord, Est, région parisienne, Lyon, Marseille).

Cette organisation des Algériens et le caractère limité de leur émigration les rend souvent imperméables à l'influence française. L'exploitation intense qu'ils subissent renforce leur hostilité au monde extérieur, en sorte qu'ils se frottent à la société moderne, mais ne la pénètrent pas réellement.

Cependant, aussi limité que soit son séjour, l'Algérien en usine travaille en équipe et côtoie des prolétaires français, portugais, marocains, africains — ou des Algériens d'autres régions. Et la même exploitation qui, par certains de ses effets, conduit le travailleur algérien à se replier sur lui-même, est, plus profondément, le ciment de sa solidarité avec tous ces travailleurs d'origines différentes. L'adversaire est le même : le capital et ses agents. La moindre grève, la moindre manifestation syndicale lui font prendre conscience de la réalité de la lutte de classes. Lorsqu'il retourne en Algérie, l'ouvrier algérien est transformé dans son comportement comme dans ses revendications.

Par ailleurs, ceux qui s'installent en France ne demeurent pas des émigrés, car le brassage constant, les arrivées incessantes rendent les informations vivantes et suivies, assurant la présence du pays et de ses luttes.

Dans l'histoire du mouvement nationaliste algérien, l'émigration en France a joué un rôle très important. C'est dans les centres industriels de la région parisienne, du Nord et de l'Est, qu'est née et s'est développée, au lendemain de la guerre 1914-1918, l'Etoile nord-africaine. Ce sont des militants passés par la France qui furent, en Algérie, les meilleurs cadres du PPA, du MTLD.

Le fait qu'une fraction très importante du prolétariat industriel algérien se soit trouvée géographiquement

séparée de son cadre national a certes pesé lourd dans l'histoire de la révolution algérienne. Mais cela ne change rien au fait que le prolétariat algérien est la seule force sociale capable de résoudre les problèmes de cette révolution.

Il faut toujours penser en termes internationaux. Ce qui fait du prolétariat algérien la seule force capable de diriger la révolution jusqu'au bout, ce n'est pas seulement son enracinement dans la société algérienne, mais le fait qu'il est partie intégrante du prolétariat international.

LA BOURGEOISIE ALGERIENNE ET LA QUESTION DU « PEUPLE-CLASSE »

L'impérialisme a pratiqué une politique d'extermination des cadres politiques et économiques traditionnels. Et cela signifie-t-il que les Algériens sont réduits à la condition d'un « peuple-classe » sans différenciation sociale ? Nous avons déjà commencé à répondre à cette question concernant la différenciation sociale (paysannerie-prolétariat). Mais, avant d'examiner ce qui constitue la bourgeoisie algérienne, il est nécessaire de préciser que la colonisation (installation d'escaliers commerciales européennes en Afrique, traites d'esclaves, expéditions militaires en Afrique du Nord, guerres de conquêtes et asservissement à l'administration française) n'est rien d'autre que l'extension forcée et l'imposition des rapports capitalistes de production aux sociétés dominées par des bourgeoisies étrangères. Ainsi la colonisation est partie intégrante du processus de création et d'organisation du marché mondial par la bourgeoisie. Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne constituent donc pas un monde à part. Ils sont en fait intégrés comme pays asservis au monde unique qui est celui du marché capitaliste. Les exigences de l'exploitation capitaliste ont précisément fait que, dans les pays en question, se trouvent à la fois des formes économiques archaïques permettant l'exploitation forcenée de la masse de la paysannerie pauvre, et des formes avancées d'organisation indus-

trielle assurant, par exemple, le fonctionnement d'entreprises minières ou d'entreprises de transport modernes.

A l'aube du XX^e siècle, l'Algérie est devenue, malgré les liens étroits de dépendance envers la France qui bloquent toute tentative de créer un secteur industriel indépendant, un pays capitaliste, avec des classes sociales de type moderne : la bourgeoisie européenne (grands propriétaires fonciers liés aux banques exploitant le secteur minier, industriels, armateurs, grands commerçants...) et son appendice, la bourgeoisie musulmane foncière et commerçante, numériquement limitée mais intégrée dans le marché capitaliste et dominant la poussière des exploitations des misérables fellahs, disposant d'un lopin de terre dans les régions steppiques ou montagnardes, les khammés, les saisonniers, etc.

Car à partir des années 1900, la bourgeoisie algérienne devait se constituer très lentement et sous une forme nouvelle.

Il s'agit, d'une part, des nouveaux citadins des petites villes de colonisation et des communes en plein exercice, formant une sorte de bourgeoisie de village composée de propriétaires fonciers résidant à la ville, de petits commerçants, de fonctionnaires ou agents de retraites.

D'autre part, des hommes d'affaires qui émergent peu à peu du milieu populaire. Il s'agit des expéditeurs et courtiers en légumes ou fruits, commerçants et grossistes en grain et tabac, industriels en huilerie et minoterie, propriétaires d'hôtels et de bains maures (3). A ces catégories qui constituent la bourgeoisie, il faut ajouter la couche des intellectuels (professeurs de medersas, instituteurs musulmans, officiers, interprètes) et les membres des professions libérales (pharmaciens, avocats, agents d'affaires, etc.). Entre cette bourgeoisie à prédominance agraire, comprador de l'impérialisme français, et un prolétariat urbain à composante européenne dans quelques secteurs limités (gaz, électricité, transports, pêche, petites industries) et à majorité musulmane (en par-

(3) C. Ageron : *Les Algériens musulmans et la France*.

ticulier dans les mines, les ports, les transports routiers, le bâtiment, les grands domaines), il y a une petite bourgeoisie qui se développe dans les grands centres urbains et l'immense armée des travailleurs sans terre, des chômeurs et des misérables. La société algérienne est littéralement clochardisée. Néanmoins, un jeune prolétariat urbain, faible et inorganisé, fait son apparition. En Algérie, en 1901, sur 51 502 ouvriers employés, 11 887 établissements industriels, on compte environ 20 000 Algériens, hommes, femmes et enfants (de moins de 15 ans). En 1902, ils sont 20 305 ; en 1903, 33 009 ; en 1904, 29 984 ; en 1905, 33 556 et en 1911, 79 940, y compris les commis et les employés (4).

Il y a donc bien différenciation sociale au sein du peuple algérien lui-même et apparition d'une bourgeoisie autochtone. Comme l'explique le « Programme de transition » de la IV^e Internationale, « les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont : la révolution agraire, c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal, et l'indépendance nationale, c'est-à-dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre. » Dans l'Algérie coloniale, les problèmes centraux à régler étaient la révolution agraire et l'indépendance nationale. Le jeune prolétariat algérien émergeant à ce moment-là, se posait en candidat au règlement de ces problèmes.

la dégénérescence de l'Internationale communiste la formation du mouvement nationaliste algérien

Au printemps 1921, quelques mois après la fondation du PCF, une enquête d'opinion fut menée auprès de ses fédérations algériennes quant à leur attitude sur ce qu'il était convenu d'appeler « la question indigène ». Voici quelques réponses typiques :

« Il faut combattre résolument les tendances nationalistes de la minorité indigène cultivée et la discréditer par tous les moyens aux yeux de leurs coreligionnaires (...). Il faut très énergiquement dénoncer les nationalistes et donner aux indigènes une grande impression de force (...). Un mouvement indigène aurait actuellement, en cas de réussite, les conséquences les plus tragiques pour les

Européens. Vainqueurs, les musulmans n'hésiteraient pas à massacrer les hommes et à réduire à l'esclavage les femmes et les enfants (...). En cas de réussite, la révolte ne pourrait aboutir qu'à la défaite du socialisme et à une régression de la civilisation. »

« MENTALITE ESCLAVAGISTE » OU BOLCHEVISME (1920-1923)

Réponses en contradiction flagrante avec la huitième des vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste (IC) acceptées par la majorité des socialistes algériens (sur 41 mandats algériens, 34 firent bloc

(4) C. Ageron, op. cit.

sur la motion d'adhésion à l'IC) en décembre 1920 au Congrès de Tours. Rappelons cette huitième condition :

« Tour parti appartenant à la Troisième Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les "prouesses" de "ses" impérialistes aux colonies; de soutenir non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux »

C'est cette contradiction qui constitue le point de départ de l'analyse. Pour l'IC, l'enjeu était clairement tracé. Ainsi, au II^e Congrès de l'IC (juillet 1920), Lénine part de la nécessité

« d'une alliance des prolétaires et des masses laborieuses de toutes les nations et de tous les pays engagés simultanément dans une lutte révolutionnaire visant à renverser les propriétaires fonciers et la bourgeoisie ».

Il s'agit donc d'un soutien de l'IC aux mouvements coloniaux et semi-coloniaux. Quels mouvements ?

« Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique et nationaliste, qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois; l'autre est celui des paysans et des ouvriers, ignorants et pauvres, qui luttent pour se libérer de toute espèce d'exploitation. Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis qui y adhèrent doivent combattre cette tendance et chercher à développer le sentiment d'appartenance à une classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies. L'une des plus grandes tâches en vue de cette fin est la formation de *partis communistes* qui organisent les ouvriers et les paysans

et les conduisent à la révolution et à l'établissement d'une république soviétique. » (Thèses sur les questions nationale et coloniale, II^e Congrès, 1920. Lénine fut le principal rédacteur de ces thèses).

La thèse de Serrati, à savoir que seule une révolution victorieuse dans les métropoles impérialistes serait à même de libérer les colonies, est battue en brèche au II^e Congrès de l'IC. La fédération algérienne du PCF n'ignorait donc pas les positions de l'IC. Or, elle ne fait que poursuivre les positions antérieures de la SFIO sur l'Algérie. Preuve, s'il en fallait, que la scission du Congrès de Tours n'a pas engendré un authentique parti communiste.

Au Congrès de Marseille, qui se déroule du 25 au 30 décembre 1921, le PCF adopte carrément des positions colonialistes. On pouvait lire, en effet, dans le « Bulletin communiste » du 14 février 1922, la résolution sur « Le communisme et les colonies » adoptée par le congrès :

« Une autre difficulté réside dans l'inaptitude à peu près générale des indigènes à s'émanciper eux-mêmes. Ils n'ont pas de pensée révolutionnaire; dans beaucoup de colonies, ils sont habitués à la servitude et ne conçoivent pas encore la possibilité de s'en délivrer. »

Faut-il, à partir de là, s'étonner de l'attitude foncièrement colonialiste et raciste des fédérations algériennes du PCF ? Ainsi, cette déclaration de la section de Sidi-Bel-Abbès :

« Considérant que les indigènes de l'Afrique du Nord sont composés en majeure partie d'arabes réfractaires à l'évolution économique, sociale, intellectuelle et morale indispensable aux individus pour former un Etat autonome, capable d'atteindre la perfection communiste (...) »

Le PCF en vient même à taire le fameux « Appel pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie » lancé le 10 mai 1922 par l'IC et qui ne fut publié qu'après que le député bourgeois Morinaud l'eut révélé à la Chambre des députés. On trouvera le texte de cet appel dans les pages suivantes.

Appel de l'exécutif de l'Internationale communiste pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie

*Prolétaires français !
Prolétaires algériens et tunisiens !*

Le président de la République française des ploutocrates, l'homme qui peut légitimement prétendre au titre de « premier social-traître » de France, l'ancien élu des ouvriers socialistes devenu le collègue du général de Gallifet massacreur en chef de la Commune de Paris, l'avocat des causes populaires acheté par les grandes sociétés financières, le principal complice de Poincaré dans les origines de la guerre mondiale — Millerand, vient de visiter les immenses domaines de l'impérialisme français en Afrique du Nord.

Tandis qu'il parcourait sous forte escorte ces terres d'esclavage, parmi les malheureuses populations asservies et spoliées, ses gendarmes redoublant de zèle traquaient et arrêtaient les communistes de Tunisie. Le social-traître Millerand au pouvoir et ordonnant la répression du mouvement émancipateur des indigènes, les communistes Louzon, El Kéfi et beaucoup d'autres en prison, tel est le tableau saisissant que présente la France métropolitaine et coloniale.

Pour la première fois depuis la conquête de l'Afrique du Nord par le capitalisme français, les indigènes écrasés sous la botte des grands colons et des fonctionnaires esclavagistes ont trouvé parmi les compatriotes de leurs exploiters un allié puissant et sûr, qui prend en main leur cause et la soutiendra jusqu'au triomphe : c'est le parti du prolétariat, le Parti communiste français, section de l'Internationale communiste.

L'aurore de la libération apparaît aux prolétaires arabes, soumis à l'exploitation la plus éhontée par l'aristocratie indigène et les conquérants français. La guerre impérialiste a stimulé l'esprit de révolte en Tunisie et en Algérie comme en Egypte et aux Indes. Et en même temps que les exigences nationales, on entend, de plus en plus pressantes, les revendications de classe.

Le soulèvement des masses musulmanes, que les exactions de l'impérialisme anglais n'ont pu intimider et qui renaît plus puissant que jamais après chaque répression, ne peut s'arrêter aux frontières de l'occupation britannique et menace déjà l'impérialisme français.

Les colonies françaises ont payé un lourd impôt du sang pendant la grande guerre impérialiste. Les dominateurs étrangers, profitant de l'ignorance des masses et imposant leurs volontés par la terreur, ont pu former de nombreux régiments indigènes qu'ils ont fait massacrer sur les fronts d'Europe occidentale et des Balkans pour la défense des coffres-forts bourgeois.

En Tunisie, la résistance à la conscription se manifesta dès 1914, mais fut étouffée dans le sang. La presse bourgeoise fit la conspiration du silence autour de ces événements tragiques, révélant le véritable caractère de la prétendue guerre « de la démocratie et de la civilisation ».

La civilisation française en Afrique s'exprime par une oppression impitoyable, une charge insupportable d'impôts, la misère indicible des prolétaires paysans et ouvriers. L'Algérie a récemment été frappée d'une famine désastreuse. La Tunisie subit depuis quarante ans, sous le nom cynique de « protectorat », un régime tsariste surmonté des trois couleurs du drapeau de la République.

Il est même impossible de faire paraître à Tunis un journal communiste en langue arabe, et les communistes français et tunisiens, fraternellement mêlés dans la lutte contre la dictature bourgeoise, sont englobés dans les mêmes persécutions.

Non contents d'exploiter jusqu'à l'épuisement les travailleurs arabes, juifs, français, italiens et espagnols qui peuplent l'Afrique du Nord, les esclavagistes français prétendent recruter parmi les indigènes une grande armée dont ils veulent faire leur principal instrument de répression de la révolution prolétarienne en France. Il s'agit d'enrôler des troupes noires pour en faire des gardes blanches. Il s'agit d'utiliser les prolétaires inconscients d'Algérie et de Tunisie contre les prolétaires conscients de France.

Mais l'heure est passée pour la bourgeoisie française de réaliser ce projet impunément. De même que les révoltés de Tunisie trouvent des alliés parmi les ouvriers, les soldats et les marins français, de même les révolutionnaires de France trouvent des alliés dans les régiments coloniaux. La fraternisation des exploités de toutes couleurs, de toutes religions, de toutes races, de plus en plus conscients de leur intérêt de classe, est déjà commencée. Elle ne s'arrêtera plus.

La répression qui redouble de violence en Tunisie ne brisera pas le courant libérateur. Au contraire, elle le stimulera, l'intensifiera et le rendra irrésistible. Les coups portés aux communistes renforcent le prestige du communisme, décuplent son influence, et font apparaître en pleine lumière devant les masses indigènes le Parti communiste comme l'unique champion de leurs droits.

Le prolétariat français comprend que la cause du prolétariat africain est sa propre cause et il la défendra comme telle. Il assurera la victoire de la révolution coloniale et frappera en même temps le capitalisme français dans ses œuvres vives, dans son expansion impérialiste.

La lutte pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie ne fait que commencer. Elle ne cessera qu'après le triomphe des esclaves.

L'Internationale communiste salue les camarades français et indigènes poursuivis et emprisonnés par la caste dominante, les camarades Louzon, El Kéfi, et tous les autres. Elle salue la Fédération communiste de Tunisie et le Parti communiste français, qui mènent la lutte contre l'oppression, et les assure de la solidarité absolue du prolétariat international.

L'Internationale communiste crie à tous les opprimés et exploités d'Algérie et de Tunisie :

Prolétaires musulmans, juifs et chrétiens ! Prolétaires arabes, français, italiens et espagnols ! Unissez-vous contre vos exploités, sous le drapeau du Parti communiste !

Soldats et marins français ! Ne tirez pas sur vos frères d'Algérie et de Tunisie ! Fraternisez avec le peuple en lutte pour son émancipation !

Prolétaires de France ! Au secours du prolétariat africain !

Vive le Parti communiste français, vivent les Fédérations communistes de Tunisie et d'Algérie ! Vive la République prolétarienne coloniale !

*Le Comité exécutif de l'Internationale communiste,
Moscou, 20 mai 1922.*

Dans son rapport du 1^{er} décembre 1922 au IV^e Congrès mondial de l'IC, Trotsky aborde la question du parti français. Sur les colonies, il aborde le cas de la section de Sidi-Bel-Abbès :

« La section de Sidi-Bel-Abbès ne peut pas admettre la révolte, et surtout la révolte victorieuse des indigènes dans les colonies, parce que s'ils commettent cette bêtise de se libérer de la domination bourgeoise française, ils retourneront à la féodalité, et les communistes français d'Algérie ne peuvent pas tolérer qu'à la suite d'une émeute révolutionnaire, les pauvres indigènes se libèrent de la bourgeoisie française et retombent dans la féodalité ! *Quant à nous, nous ne pouvons tolérer deux heures, ni deux minutes, des camarades qui ont une mentalité de possesseurs d'esclaves.* »

LA QUESTION CHINOISE ET LE MOT D'ORDRE DE LA CONSTITUANTE

La révolution prolétarienne de 1917 en Russie est, selon l'expression de Victor Serge, « l'étoile qui brille au ciel d'Orient » pour les peuples opprimés par l'impérialisme. Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, 1917 marque le point d'aboutissement du combat engagé par les masses depuis 1905 et le point de départ de nouvelles perspectives pour la révolution mondiale. En effet, liée à la révolution russe de 1905 et à la révolution iranienne de 1906, les révolutions chinoise et mexicaine de 1911 se développent selon la loi de la révolution permanente. Ainsi, pour la Chine, le Kuomintang, parti de la bourgeoisie fondé par Sun Yat-Sen et doté d'un programme démocratique et anti-impérialiste, se révèle rapidement incapable de mener à bien les tâches démocratiques de la révolution en cours. Deux ans après l'effondrement du régime impérial, en 1911, un ancien ministre de ce régime mettait le Kuomintang hors la loi et instaurait à son profit une dictature bonapartiste, en collaboration avec l'impérialisme international.

La victoire de la révolution prolétarienne en 1917 bouleverse les rapports de forces dans le monde et ouvre de nouvelles perspectives pour les masses chinoises. En 1923, trahi par la social-démocratie et desservi par l'appareil du PC allemand et la direction de l'IC, le prolétariat allemand est conduit à une défaite sans combat. Et cette défaite était grosse des plus terribles conséquences pour la révolution russe désormais isolée, pour l'Allemagne et pour le reste du monde.

Dans sa lutte contre l'Opposition de gauche, Staline met en avant, à partir de 1924, la « théorie » du socialisme dans un seul pays, qu'il oppose à la théorie de la révolution permanente. Et dans la période de 1927-1928, ce sont les développements de la révolution chinoise qui seront le terrain des affrontements essentiels, dans la III^e Internationale, entre la bureaucratie stalinienne utilisant comme moyen de justification de sa politique la « théorie » de la construction du socialisme dans un seul pays, et l'Opposition à la tête de laquelle Trotsky mènera le combat du prolétariat révolutionnaire en développant dans toutes ses conséquences la théorie de la révolution permanente.

Pour les pays d'Orient, la bureaucratie stalinienne va s'appuyer sur toutes les faiblesses de l'IC antérieures à 1923, exprimées entre autres dans le Congrès de Bakou, pour mener son combat contre la révolution.

Bakou (1^{er} septembre 1920), qui se voulait un congrès d'application des décisions de l'IC concernant l'Orient, sombre dans la confusion. On salue le mouvement kémaliste de Turquie comme « un mouvement de libération nationale » qui, son objectif atteint, « se transformera en révolution sociale ». Zinoviev, président de ce congrès, place ses espoirs dans le sentiment national des classes dirigeantes contre l'impérialisme. Les précisions données par Lénine au II^e Congrès de l'IC concernant l'Orient, à savoir le soutien au mouvement national-révolutionnaire dans les pays arriérés à condition de « préserver l'indépendance du mouvement communiste même sous sa forme la plus rudimentaire », sont restées lettre morte. La

montée de la bureaucratie en URSS, la réaction thermidorienne qui suit la mort de Lénine en janvier 1924 ne vont faire qu'amplifier les développements tragiques qui marquent la subordination du prolétariat aux bourgeoisies dites « nationales » des pays coloniaux. En Turquie, à partir de mars 1925, Mustapha Kemal interdit la presse communiste, emprisonne les dirigeants du PC, élimine les communistes de la direction des syndicats. En Perse, Riaza Khan, qui était considéré à Bakou comme le « leader du mouvement national-révolutionnaire persan », après avoir renversé le chah en octobre 1925, ne proclame pas la république, monte sur le trône disponible et persécute le mouvement ouvrier naissant.

En Egypte, Zaghibul, le fondateur du WAFD, devient chef du gouvernement en janvier 1924, interdit le PC égyptien et arrête ses dirigeants.

C'est en Chine que les développements vont connaître leur manifestation la plus spectaculaire et la plus importante.

En 1922, les membres du PC chinois étaient entrés individuellement dans le Kuomintang, tout en conservant leur organisation politique indépendante, conformément aux directives de l'IC. Car il est clair que les tâches démocratiques et anti-impérialistes de la révolution chinoise ne peuvent être accomplies que sous la direction du prolétariat. En 1925, Tchen Du-Siou, fondateur du PCC, propose la sortie du Kuomintang pour préparer le parti à prendre la tête du mouvement des masses face à la contre-révolution qui menace et à se battre pour une Constituante chinoise souveraine, sur la base de la lutte pour la révolution agraire et l'indépendance nationale, contre les capitalistes usuriers et compradores. Mais le comité central refuse cette proposition et se conforme aux directives de Staline prescrivant de demeurer à l'intérieur du Kuomintang. La subordination totale du PCC à Tchang Kaï-chek voulue par la bureaucratie stalinienne aboutit au massacre de milliers de travailleurs et de militants communistes en 1927.

Ce qui venait de se dérouler en Chine en 1925-1927 a donné aux pays arriérés l'exemple classique de la

manière dont on peut causer la ruine d'une révolution pleine de force et de promesses.

« Lors de l'impérialisme montée du mouvement des masses en Chine en 1925-1927, l'IC ne lança pas le mot d'ordre d'Assemblée nationale et, en même temps, interdit la formation de soviets. » (Programme de transition).

La crise révolutionnaire en Chine a souligné l'importance de la combinaison des mots d'ordre démocratiques et de ceux qui relèvent directement des tâches socialistes contre l'impérialisme. Le combat pour la Constituante se combine étroitement aux tâches d'expropriation du capital sans laquelle l'indépendance ne peut être conquise, et à la lutte pour que se constituent et s'organisent des formes soviétiques, ce que généralisera le « Programme de transition » en 1938 :

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou constituante) conserve toute sa valeur dans les pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie « nationale ». A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leur rapport avec l'Assemblée nationale, sont déterminés par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls, sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste. »

LE PCF ET LA CREATION DE L'ETOILE NORD-AFRICAINE

C'est au sein de l'émigration algérienne en France, parmi les ouvriers demeurés après la guerre dans les usines et mines du Nord, de Lorraine, de la région parisienne, de Lyon, de Marseille, que le PCF va recruter les premiers militants nord-africains. L'émigration ouvrière nord-africaine était composée essentiellement d'Algériens. De 1920 à 1924, où se situa le premier grand flux d'arrivée, sur 120 000 Maghrébins, on comptait 100 000 Algériens et à peine 10 000 Marocains et 10 000 Tunisiens (cela explique aussi pourquoi l'Etoile nord-africaine n'aura pas d'équivalent en Tunisie et au Maroc). Le 7 décembre 1924 se tient à Paris le « Premier Congrès des travailleurs nord-africains » organisé par le PCF. 150 délégués maghrébins des usines de la région parisienne adoptent un « programme de revendications politiques et économiques » qui, pour la première fois, se prononce, conformément aux positions du IV^e Congrès mondial de l'IC, « pour l'indépendance des colonies ». Pendant la guerre du Rif, en 1925, le PCF organise des grèves de dockers, la propagande antimilitariste dans la jeunesse, etc. Mais l'accent est déjà mis plus sur la « paix du Rif » que sur l'indépendance des colonies. Dans le même temps, le PCF présente l'émir Khaled, vieux réformiste bourgeois algérien, comme un « héros » au même titre qu'Abdelkrim, leader de la révolte rifaine. Dans la colonie immigrée en 1925, l'influence du Parti communiste, de plus en plus forte, a pour conséquence d'éveiller à la vie politique un certain nombre d'Algériens qui, progressivement, accèdent à une conclusion toute simple : si l'indépendance de l'Algérie est nécessaire, il faut un moyen pour la faire aboutir, et ce moyen c'est l'organisation de ceux qui entendent combattre pour cet objectif.

Pour créer cette organisation, ils se tournent vers le PCF pour solliciter une aide matérielle et politique. Messali Hadj, Algérien originaire de Tlemcen, pionnier de cette organisation qui

prendra pour nom l'Etoile nord-africaine, note à ce propos dans les « Mémoires » qu'il rédigera à la fin de sa vie :

« Ces hommes ont été très sensibles à la révolution bolchevique, à ses appels, à ses promesses. Ces hommes ont été touchés par la propagande du Parti communiste aussi bien en France que chez eux. Ces derniers ont adhéré au PCF, tout en créant eux-mêmes, comme ce fut le cas des Algériens, l'Etoile nord-africaine. »

Création de l'Etoile nord-africaine, recrutement de travailleurs algériens, mot d'ordre d'indépendance pour les colonies, campagne du Rif... Le PCF a-t-il « redressé » son orientation sur la question coloniale préconisée en 1922 et combattue par Trotsky sur le cas de la section de Sidi-Bel-Abbès ?

Nous répondrons par la négative. En effet, en 1925, 1926, 1927, commence la phase dite de « bolchevisation », véritable stalinisation du PCF. Jamais ce dernier ne situe son orientation sur la théorie de la révolution permanente. De 1925 à 1927, le PCF, pour les colonies, ne fait que se conformer aux directives de l'IC en voie de bureaucratization. Il se lance dans la constitution de « blocs nationaux révolutionnaires », politique de subordination des intérêts du prolétariat et des masses opprimées à la bourgeoisie « nationale », dont on a vu les résultats catastrophiques pour la Chine pendant cette période. Jamais il ne pose les fondements de véritables sections, partis communistes tunisien, marocain, algérien. Au Congrès anti-impérialiste de Bruxelles en 1927, l'IC encourage le soutien aux directions nationalistes bourgeoises et va jusqu'à inviter les généraux chinois de Tchang Kai-chek qui assassineront les militants communistes un mois après. Le PCF conçoit donc l'Etoile nord-africaine comme un cadre qui ne doit pas se développer sous la forme d'un parti communiste. En 1927, sous l'impulsion de Hadj Ali, responsable pour le PCF de la question nord-africaine, Chadly Khairallah, bourgeois tunisien, est nommé président de l'Etoile nord-africaine. Et c'est à ce titre que ce dernier conduit la délégation de l'Etoile nord-africaine qui se rend à Bruxelles au congrès de 1927.

Mais au printemps 1927, suite à la trahison de la révolution chinoise, Staline-Boukharine lancent le « classe contre classe », la lutte contre les organisations « national-révolutionnaires ». Les recommandations de l'IC enjoignent au PCF de veiller « à ce que l'Etoile nord-africaine ne se développe pas sous la forme d'un parti » (La Vague rouge, février 1929).

Hadj Ali avise Messali que le PCF suspend son aide matérielle à l'Etoile. Les locaux des organisations qu'il contrôle sont fermés à ses réunions. Les militants du PCF ont ordre de désertier les assemblées de l'Etoile nord-africaine. Une infirme minorité y reste pour empêcher les non-communistes de s'organiser. Dans le même temps, la répression s'abat sur les adhérents de l'Etoile nord-africaine. Les cafetiers algériens leur interdisent de fréquenter leurs établissements. En 1928, l'Etoile nord-africaine, qui comptait 3 500 membres en septembre 1927, se rétrécit comme une peau de chagrin. On n'y trouve plus que quelques militants autour de Messali.

En proie aux attaques convergentes du gouvernement qui dissout l'Etoile nord-africaine en novembre 1929 et du PCF, Messali note sur cette période, dans ses « Mémoires » :

« L'attitude du PCF nous a posé des problèmes aussi difficiles que ceux du colonialisme français. On peut dire qu'à cette époque, les attaques des communistes nous faisaient plus de mal que celles du colonialisme. Nous avons relevé le défi, accepté le combat en poursuivant nos activités avec le même courage et la même confiance. Avec les communistes, nous avons décidé de leur appliquer la loi du talion : œil pour œil, dent pour dent, et pour un coup, toute la gueule. »

Cette politique de « classe contre classe » se déroulant, selon la bureaucratie, dans la « troisième période » a donné naissance, pour Trotsky, dans « Comment vaincre le fascisme », à « des tendances aventuristes, à l'isolement des partis, à leur affaiblissement organisationnel ». En Algérie, le tirage de « Lutte sociale » tomba à moins de 200 exemplaires en 1932, et

la courbe des effectifs accuse la même tendance : 280 adhérents en 1929, 200 en 1931, 130 en 1932. En avril 1931, le bureau politique du parti stalinien français, contraint de faire son auto-critique devant l'exécutif de l'IC, devait confesser « une quasi-liquidation du travail anti-colonial et anti-impérialiste du PCF » (5).

PROGRAMME ET ORGANISATION DE L'ETOILE NORD-AFRICAINE

En février 1927, Messali, qui participe à Bruxelles au congrès anti-impérialiste organisé par la « Ligue contre l'oppression coloniale », énonce le programme de l'Etoile nord-africaine que l'on trouvera en page suivante.

Ce programme, qui préconise la réforme agraire, les libertés démocratiques, l'indépendance de l'Algérie dans le cadre du Maghreb unifié, met au centre de l'action politique la lutte pour les droits nationaux, l'indépendance, la Constituante. Incontestablement, l'Etoile nord-africaine subit à son point de départ l'attraction exercée par la révolution russe et la création de la III^e Internationale. Cette « pression » se retransmet au niveau de son programme. L'Etoile nord-africaine pouvait devenir un véritable parti ouvrier et adopter la révolution permanente. Et être, par conséquent, le Parti communiste algérien. Ce qui n'est pas le cas, car la période de sa création est celle de la stalinisation de l'IC, des partis communistes. Le sort de l'IC et du PCF va la rejeter sur des positions populistes, d'emblée, dès l'origine, et cela se voit dans le programme de Bruxelles. C'est le programme d'un parti de « tous les Algériens », sans différenciation sociale, voulant en finir avec la conquête. Il y est fait mention du respect de la propriété, pas un mot sur la laïcité,

(5) Renseignements extraits du livre de E. Sivan : *Communisme et nationalisme en Algérie*.

1927 : le programme de l'Etoile nord-africaine

Les revendications immédiates :

- 1) *Abolition immédiate de l'odieux code de l'indigénat et de toutes les mesures d'exception.*
- 2) *Amnistie pour tous ceux qui sont emprisonnés, en surveillance spéciale ou exilés pour infraction au code de l'indigénat ou pour délit politique.*
- 3) *Liberté de voyage absolue pour la France et l'étranger.*
- 4) *Liberté de presse, d'association, de réunions, droits politiques et syndicaux.*
- 5) *Remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un Parlement national algérien élu au suffrage universel.*
- 6) *Suppression des communes mixtes et des territoires militaires, remplacement de ces organismes par des assemblées municipales élues au suffrage universel.*
- 7) *Accession de tous les Algériens à toutes les fonctions publiques sans aucune distinction, fonction égale, traitement égal pour tous.*
- 8) *L'instruction obligatoire en langue arabe ; accession à l'enseignement à tous les degrés ; création de nouvelles écoles arabes. Tous les actes officiels doivent être simultanément rédigés dans les deux langues.*
- 9) *Application des lois sociales et ouvrières. Droit au secours de chômage aux familles algériennes en Algérie et aux allocations familiales.*

Le programme politique :

- 1) *L'indépendance totale de l'Algérie.*
- 2) *Le retrait total des troupes d'occupation.*
- 3) *Constitution d'une armée nationale, d'un gouvernement national révolutionnaire, d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel ;*
 - *le suffrage universel ;*
 - *le suffrage universel à tous les degrés et l'éligibilité dans toutes les assemblées pour tous les habitants de l'Algérie ;*
 - *la langue arabe considérée comme langue officielle.*
- 4) *La remise en totalité à l'Etat algérien des banques, des mines, des chemins de fer, des forts et services publics accaparés par les conquérants.*
- 5) *La confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières et la restitution aux paysans des terres confisquées. Le respect de la moyenne et petite propriété, le retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français.*
- 6) *L'instruction gratuite obligatoire à tous les degrés en langue arabe.*
- 7) *La reconnaissance par l'Etat algérien de droit syndical, de coalition et de grève, l'élaboration des lois sociales.*
- 8) *Aide immédiate aux fellahs pour l'affectation à l'agriculture de crédits sans intérêts pour l'achat de machines, de semences, d'engrais ; organisation de l'irrigation et amélioration des voies de communications, etc. (1)*

(1) Programme extrait des Mémoires de Messali Hadj.

absence complète du rôle du prolétariat algérien et des rapports du combat des masses algériennes avec le prolétariat français. Dans ces conditions, la Constituante et l'indépendance ne sont qu'un catalogue de mots d'ordre. Enfin, le lien organique avec la lutte de classes à l'échelle mondiale n'apparaît pas, donc la nécessité de l'Internationale est niée.

L'Etoile nord-africaine est une organisation populiste avec un programme radical. Elle n'est donc pas une organisation ouvrière, car comment peut-il exister l'indépendance de classe du prolétariat sans parti indépendant du prolétariat, ce que l'Etoile nord-africaine ne revendique pas d'être ? La responsabilité en incombe essentiellement à l'IC, que Trotsky combatta à propos de « l'idée réactionnaire des partis ouvriers et paysans bipartistes pour l'Orient », dans « L'Internationale communiste après Lénine » :

« Pour nous, la question centrale, ici comme partout et toujours, est celle du parti communiste, de sa complète indépendance, de son caractère de classe intransigeant. Dans cette voie, le danger le plus grand est celui de la création de prétendus partis ouvriers et paysans dans les pays orientaux. »

De 1927 à 1933, l'IC va abandonner la formule du « parti ouvrier et paysan ». Mais la substance politique couverte par ce terme, la subordination des intérêts du prolétariat à la bourgeoisie « nationale » n'a pas disparu.

De 1927 à 1933, Messali va réorganiser l'Etoile. Le fil conducteur de l'élaboration des statuts, c'est d'abord l'affranchissement de toute tutelle à l'égard du PCF. Ainsi l'article 9 des statuts adoptés en 1933 :

« Tous les membres de l'Etoile nord-africaine, et en particulier les membres dirigeants, ne peuvent appartenir à d'autres organisations que par autorisation du comité directeur de toutes leurs actions extérieures. L'association ne se recommande d'aucun parti politique. »

La stalinisation de l'Internationale, son passage définitif du côté de l'ordre bourgeois en 1933, ont rejeté l'Etoile sur des positions nationalistes. Ce qui ne l'empêchera pas, de manière empirique car coupée de tout cadre d'action programmatique à l'échelle internationale, de rechercher et pratiquer passionnément le front unique avec les organisations ouvrières françaises. Avec un cortège de plusieurs milliers de militants, l'Etoile participe à la manifestation de front unique ouvrier du 12 février 1934. A la veille de 1936, Messali prononce le 13 août 1935 un discours dans un meeting organisé par le comité local du Secours rouge international à Boulogne-Billancourt. Devant plusieurs milliers d'ouvriers français et nord-africains, il adresse un réquisitoire contre l'impérialisme français et en appelle à l'unité avec le prolétariat français :

« Je vous demande, camarades travailleurs français, d'étudier de près les revendications de nos coreligionnaires, car elles sont étroitement liées aux vôtres. »

Comme le prouvent les événements de Brest et de Toulon, le gouvernement impérialiste français, n'ayant plus confiance en ses troupes, envoie contre vous des travailleurs marocains et sénégalais. A cet effet, il a encaserné dans la région parisienne plusieurs régiments de troupes coloniales, dont les balles vous sont destinées.

Ouvrez donc les yeux et efforcez-vous de soutenir la lutte des peuples coloniaux, et, par là même, vous déjouerez les plans criminels de Laval et donnerez un peu de bien-être à ceux qui, à Oran, Casablanca ou Fez, disputent aux chiens, pour pouvoir subsister, leur pitance dans les poubelles. »

Sè tournant vers ses compatriotes, il leur conseille

« en cas de conflit mondial, de retourner leurs armes contre leurs dominateurs pour conquérir leur indépendance ».

Le ton de ce discours annonçait en quels termes allaient se poser les rapports entre l'Etoile nord-africaine et le Front populaire.

le Front populaire, la politique du stalinisme en Algérie, le PPA

En 1930, avec les fêtes du centenaire de la conquête, c'est l'apogée de l'Algérie coloniale. Mais, pressentant le danger, Maurice Violette, gouverneur de l'Algérie de 1925 à 1927, souligne dans son livre « L'Algérie vivra-t-elle ? » :

« Dans 15 ou 20 ans, il y aura plus de 10 millions d'Algériens en Algérie, sur lesquels près d'un million d'hommes ou de femmes pénétrés de la culture française. Allons-nous en faire des révoltés ou des Français ? Serions-nous assez aveuglés par ce que certains considèrent comme leur intérêt matériel immédiat pour leur sacrifier notre empire africain et le sort du pays ? S'il en était ainsi et si la métropole n'intervenait pas pour imposer un point de vue plus juste et plus humain, l'Algérie serait condamnée. »

Violette rédigea un projet, connu sous le nom de « projet Blum-Violette », visant à accorder l'égalité politique à 20 000 Algériens environ (titulaires de certains diplômes, grades ou distinctions militaires). C'est ce projet qui servira de politique au gouvernement de Front populaire.

Avant l'avènement du Front populaire, le PCF fait complètement disparaître le mot d'ordre d'indépendance des colonies et met en avant la défense de l'empire. En mai 1935, avec la signature du pacte Laval-Staline, c'est le ralliement du PCF à la « défense nationale contre la menace fasciste ». Désormais, il est « inopportun d'envisager d'affaiblir la France démocrate » en prônant la lutte pour l'indépendance de sa possession coloniale la plus essentielle, l'Algérie. A cet effet, le PCF crée le Parti communiste algérien en janvier 1936, à la veille des élections qui vont porter au pouvoir le gouvernement de Front populaire. De 1936 à 1938, l'essor des luttes nationales et sociales du peuple algérien, cons-

tatée depuis le début de la décennie des années 1930, ne se ralentit nullement, tout au contraire. Le 1^{er} mai 1936, la CGT réunifiée organise un grand rassemblement au stade d'Alger. 11 000 travailleurs, dont une majorité d'Algériens, répondent à son appel. Au début du mois de juin 1936, le mouvement de grève se développe à Alger. 6 000 ouvriers réunis au Foyer civique décident le 12 juin la grève générale. Les travailleurs vont dans la banlieue d'Alger, à Birtouta, Maison-Carrée, l'Arba, pour inciter et entraîner au débrayage les travailleurs des entreprises industrielles et agricoles. Le mouvement s'étend rapidement aux corporations du bâtiment, de la chaussure, de la métallurgie, des pétroles. La raffinerie Shell est occupée par les grévistes, ainsi que la centrale du port. Les drapeaux rouges sont hissés, mais les drapeaux tricolores, que Thorez vient de « revaloriser », les côtoient, alors qu'ils symbolisent, pour les Algériens, une occupation étrangère. Les grands magasins ferment leurs portes.

Au cours d'un meeting le 15 juin, le responsable stalinien Fayet (futur député en 1945) lance aux travailleurs algériens le mot d'ordre : « Gardez votre calme et votre dignité. » Mais les rassemblements, les défilés, les manifestations se succèdent. L'« Internationale » retentit dans les rues d'Alger, la place du Gouvernement est envahie par les grévistes. Des jeunes gens algériens brandissent des pancartes où l'on peut lire : « La liberté ou la mort. »

Pour contrecarrer toute tentative des masses algériennes pour leur droit à l'indépendance dans la foulée des grandes grèves ouvrières en France de juin 1936, le PCF impulse la constitution d'un « Congrès musulman » en Algérie. Le 7 juin 1936, dans une première réunion de ce congrès, une « Charte revendicative du peuple algérien » est adoptée, qui réclame « la

suppression de toutes les lois d'exception et le rattachement pur et simple à la France » (article 2). Ainsi, la Charte du congrès supprime la question nationale et préconise l'intégration totale, ce qui est aller plus loin encore que le projet Blum-Violette qui ne visait qu'à l'intégration d'une couche limitée de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie algérienne dans l'appareil administratif et politique colonial. Le Congrès musulman, ce n'est pas un congrès algérien, mais le congrès des musulmans aspirant à devenir des citoyens à part entière de l'Algérie française. Ce congrès rassemblait les Oulémas, organisation réformiste religieuse, le PCA, la Fédération des élus. Quelques citations des écrits d'un des leaders du Congrès musulman, Fehrat Abbas, futur responsable du FLN, montrent ce que représentait ce conglomérat :

« La patrie algérienne n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts, j'ai visité les cimetières, personne ne m'en a parlé (...). Nous avons écarté définitivement toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française en ce pays. Nous sommes fils d'un monde nouveau né de l'esprit et de l'effort français. » (Source : L'Entente franco-musulmane n° 24 - février 1936.)

L'Etoile nord-africaine, tout en ayant adhéré au rassemblement de Front populaire en 1935, ne participe pas au Congrès musulman. Le 2 août 1936 se tient à Alger un meeting du Congrès musulman. Les délégués venus de Paris où ils ont rencontré Blum et Violette se félicitent des vagues promesses faites. Messali se rend au meeting, demande la parole, l'obtient et déclare, en conclusion, prenant une poignée de terre : « Cette terre est à nous, nous ne la vendrons à personne. » Il est porté en triomphe. L'impact énorme du discours de Messali sur les masses algériennes lance l'ENA. Mais en posant la question décisive de l'indépendance, l'Etoile ouvre les hostilités avec toutes les tendances du Front populaire, notamment le PCF. Le projet Blum-Violette paraît le 30 décembre 1936. « El Ouma », journal de l'Etoile, en jan-

vier 1937, n'abandonne pas son idée-force :

« L'Etoile nord-africaine est contre le projet Blum-Violette parce qu'elle voit un grand danger en lui. Le peuple algérien est indivisible et ne doit pas se laisser diviser par fraction de 20 000. »

Le 24 janvier 1937, le service d'ordre du PCA expulse les militants de l'ENA d'un meeting organisé par le Congrès musulman, parce qu'ils avaient entonné l'hymne de l'indépendance algérienne. Cet incident ne fut qu'un prétexte facile pour les autorités, le « coup d'éventail » en quelque sorte. Le gouverneur général Lebeau obtient sans peine du gouvernement de Front populaire un décret de dissolution de l'Etoile, en application de la loi sur les milices et les ligues paramilitaires. Quelques jours auparavant, Ben Ali Boukhort, secrétaire général du PCA, avait dénoncé « la politique sectaire et anti-unitaire de l'ENA ».

A un sénateur qui trouvait que la dissolution de l'Etoile nord-africaine avait trop tardé, Blum explique au Sénat :

« Nous avons voulu faire cette opération à froid, et pour cela nous avons attendu pour laisser le Congrès musulman algérien lui-même condamner le mouvement séparatiste. »

Le 29 janvier 1937, une édition spéciale d'« El Ouma » paraît avec pour titre couvrant toute la page :

« Ils nous ont trahis ! Le Front populaire est parjure ! Le Front populaire a immolé un de ses membres avec l'appui des communistes ! »

L'Etoile avait adhéré au rassemblement de Front populaire tout en maintenant sa revendication d'indépendance pour l'Algérie. Elle se heurte au mur de ses propres illusions. Car il n'y avait dans la politique du Front populaire pas même l'esquisse d'un quelconque changement permettant le passage à l'indépendance pour l'Algérie. C'est le Parti radical, parti classique de la III^e République, du colonialisme, qui, dès son arrivée au pouvoir, « préside aux destinées » de l'Algérie dans le gouvernement de Front populaire,

gouvernement de collaboration de classes (6). En 1936, la plupart des grandes exploitations rurales, les grandes minoteries et les institutions de crédit sont entre les mains d'hommes du Parti radical.

La revue « IV^e Internationale » de mars 1937 dénonce « la répression impérialiste aux colonies, spécialement en Afrique du Nord, la dissolution de l'Etoile nord-africaine, les massacres de Tunisie ». En Tunisie, en effet, à Metlaoui (mines de Gafsa), la police du gouvernement de Front populaire a tiré et tué des mineurs en grève en février 1937.

LA FONDATION DU PARTI DU PEUPLE ALGERIEN

Le 11 mars 1937, à Nanterre, devant 2 000 ouvriers algériens, Messali annonce qu'il vient de déposer avec E. Filali, autre dirigeant de l'Etoile, les statuts du nouveau parti : le Parti du peuple algérien (PPA). Le 14 juillet 1937, des milliers d'Algériens défilent à Alger derrière un drapeau vert et blanc en chantant l'hymne nationaliste du PPA. Le même mois se tient le II^e Congrès musulman centré sur le projet d'assimilation Blum-Violette. Le PPA, qui a mené une campagne publique contre le projet, n'est pas invité et les quelques contradicteurs qui s'y présentent sont sauvagement matraqués et expulsés par le service d'ordre du PCA.

Le 27 août 1937, Messali est arrêté avec cinq dirigeants du PPA. Sous le titre « Six trotskystes arrêtés à Alger pour reconstitution de ligue dissoute », « L'Humanité » du 29 août 1937 approuve l'arrestation de ces « auxiliaires du fascisme ». « El Ouma » réplique ainsi au PCF en décembre 1937 :

« Le PC, persona grata de la République, puissant parti du ras-

(6) Citons entre autres, comme hommes politiques du Parti radical : Lebeau, gouverneur général d'Algérie ; Louis Millot, directeur des Affaires indigènes, commissaire du gouvernement ; Aubaud, secrétaire d'Etat à l'Algérie, ami de Daladier.

semblement populaire, pilier du gouvernement du même nom, prépare l'opinion publique à l'annonce de la dissolution du PPA. S'il réussit, aux pages glorieuses pleines d'abnégation et de dévouement infini qu'il a inscrites lors de la guerre du Rif et de Syrie dans le livre d'or du mouvement ouvrier, s'ajoutera une page pleine de honte et chargée d'opprobre portant ce titre : en 1937, le PC a abandonné les dernières positions du matérialisme dialectique qui sont celles de Marx et de Lénine, pour celles de la réaction et du colonialisme. »

Le 11 février 1939, Thorez peaufine l'élaboration « théorique » de la ligne contre-révolutionnaire des partis stalinien français et algérien assimilationniste, il donne une explication de l'Algérie « nation en formation dans le creuset de vingt races. »

« Où est maintenant dans votre pays la race élue, celle qui pourrait prétendre à la domination exclusive, celle qui pourrait dire : cette terre a été la terre de mes seuls ancêtres et elle doit être la mienne ? (...) Allons de l'avant, calmes, tranquilles. Notre cause, la cause de la liberté, la cause de la paix et de la France (souligné par nous) triomphera par l'unité. Vive l'unité ! »

L'audience du PCA s'effondre dans les masses algériennes. Malgré les efforts acharnés du PC à défendre l'empire, le Congrès musulman se disloque. Les élections de 1939 consacrent le triomphe du PPA et la défaite des stalinien qui jusqu'au bout s'acharnent à combattre le nationalisme algérien, en prenant comme cible principale son représentant, Messali Hadj. C'est l'époque où le PCF lance au PPA l'accusation de collusion avec les fascistes, à quoi « El Ouma » répond :

« Le PPA n'a rien de commun avec le PSF, et entre le PSF, nouvel espoir de la bourgeoisie, parti des gros colons d'Algérie, et le Parti du peuple algérien, il ne peut y avoir absolument rien de commun, sinon une lutte sans merci. »

Les stalinien, systématiquement, appelaient le PPA Parti populaire algérien et non Parti du peuple algé-

rien. L'allusion était claire : PPA = PPF (Parti populaire français de Doriot).

Cette calomnie stalinienne fut si longtemps répandue qu'elle continua à suivre Messali jusque dans sa mort. Le 5 juin 1974, une biographie du fondateur du mouvement nationaliste algérien établie par Jean Lacouture reprenait les allégations concernant les rapports de Messali et du PPF. Dès lecture de cet article, M^e Yves Dechezelles, avocat de Messali, adressa la lettre suivante au journal « Le Monde » :

« Certaines inexactitudes ont une résonance qui porte atteinte en profondeur à la personnalité de l'homme et du militant. Comment J. Lacouture a-t-il pu écrire que le leader de l'ENA fut séduit par les satellites du national-socialisme et notamment par le Parti populaire français ? (...) Messali Hadj, aussi bien que les travailleurs algériens qui militaient sous la bannière de l'ENA, puis du PPA, ont apporté leur participation et leur soutien actif aux manifestations et aux grèves qui ont marqué la période du Front populaire. Il est vrai que l'objectif de Messali Hadj était déjà l'indépendance de l'Algérie. Pour cette raison, c'est avec les syndicalistes révolutionnaires, les trotskystes, et à l'intérieur du Parti socialiste, avec la gauche révolutionnaire, que Messali Hadj noua les liens les plus étroits. Je ne suppose pas que J. Lacouture ait pu déduire de ces liens une quelconque attraction vers le national-socialisme. » (Cette lettre — non publiée par Le Monde — a été reproduite dans IO du 10 juin 1974.)

Le 29 septembre, le PPA est interdit et Messali, libéré quelques mois avant, retourne en prison. Il y restera jusque'en 1946.

Au moment où la deuxième guerre impérialiste commence, le gouvernement radical-socialiste de Daladier interdit le PPA mais aussi, par un décret du 26 septembre, le PCF, les organisations trotskystes. A ce point, il faut mentionner les « variations » de la politique du PCF. Afin de « protéger le pays contre le fascisme international », le groupe stalinien à l'Assemblée avait voté le 12 avril 1938 non seulement la confiance, mais les

pleins pouvoirs financiers au gouvernement Daladier. Au lendemain de l'Anschluss, le PCF ne saurait refuser au gouvernement de la France « les moyens de porter sa force armée au niveau de sa sécurité ». Mais le gouvernement Daladier signe les accords de Munich. Du côté des impérialismes français et anglais, ils visent à ouvrir à Hitler la route de l'agression contre l'URSS. Le PCF atteint à ce moment-là un point de chauvinisme qu'il ne dépassera qu'au cours de la guerre lorsque Hitler attaquera l'URSS. L'action du PCF se conjugue à celle de Daladier pour briser la grève générale du 30 novembre 1938. Jusqu'au bout, par orientation « défaitiste » et chauvine, il développe son action contre-révolutionnaire.

PROGRAMME ET COMPOSITION SOCIALE DU PPA

Le PPA reste fidèle au principe établi en 1926 avec les revendications de l'abrogation du code de l'indigénat, de l'octroi des libertés démocratiques, de l'indépendance, par le canal de la Constituante souveraine. Mais des différences majeures apparaissent avec l'Etoile nord-africaine.

Ainsi, la réforme agraire ne passe plus par une redistribution des grandes propriétés des colons, mais simplement par les terres domaniales. La Charte du PPA publiée dans « El Ouma » du 27 août 1938 s'adresse essentiellement « aux commerçants et artisans » et omet les travailleurs de l'industrie. « Les revendications générales » sont faites pour attirer la bourgeoisie algérienne. Le PPA réclame

« la participation des indigènes, par le moyen des obligations et actions nominatives au porteur, à la gestion et à l'exploitation des entreprises forestières et minières monopolisées par les trusts étrangers ou métropolitains, ainsi que leur participation également par la voie des actions à la gestion de tous les organismes de crédit, et notamment de l'organisme de la Banque d'Algérie. »

D'autre part, l'argumentation du PPA n'hésite pas à produire systématiquement des arguments religieux au

nom « du fonds culturel arabo-musulman ». Ainsi, « Le Parlement algérien » du 17 juin 1939, journal du PPA, utilise les mêmes termes que les oulémas, réformistes religieux, pour fustiger toute assimilation au cadre français :

« La nationalisation constitue, du point de vue religieux et conformément à la lettre et à l'esprit du Coran, une apostasie. »

La question se pose : est-ce qu'en traversant la Méditerranée le mouvement nationaliste algérien adapte sa politique aux populations algériennes auxquelles il compte désormais s'adresser, alors qu'à Paris, dans le milieu émigré prolétarien, il avançait les mots d'ordre d'indépendance et de socialisme ? Poser le problème de la sorte interdit d'établir la continuité ou la discontinuité entre l'ENA et le PPA.

La dégénérescence de l'Internationale communiste a rejeté l'ENA sur des positions populistes, alors que l'ENA aurait pu devenir un Parti communiste algérien, indépendant du PCF et lié directement à l'IC. Par suite de la dégénérescence de l'IC, il n'y aura pas d'organisation communiste en Algérie, et le PPA va se situer dans la logique de l'Etoile nord-africaine. Il lui donne sa physionomie définitive, en quelque sorte, d'organisation populiste.

Le PPA fait du « peuple-classe », pris dans sa totalité, le héros-acteur de la libération annoncée. Le PPA est un parti populiste petit-bourgeois, exprimant les aspirations des paysans et sous-prolétaires des villes, qui sont condamnés par le colonialisme à vivre en marge de la société.

Dès 1937, la petite bourgeoisie, qui s'était progressivement subordonné le parti populiste en voie de constitution, n'avait fait qu'exploiter à son profit, en les systématisant, des notions que la société algérienne transmettait par tous ses pores : poids de la domination française, apparence d'une société peu différenciée socialement d'où la bourgeoisie algérienne serait absente, apologie des structures traditionnelles préalablement vidées de leur contenu social.

La petite bourgeoisie avait donc pris possession de la scène politique pour l'indépendance, une scène que le parti de la bourgeoisie algérienne (pour des raisons tenant au caractère de l'Etat, de la société algérienne), le parti ouvrier (à cause de la trahison du stalinisme) avaient refusé d'occuper. Cette dernière explication (absence de parti ouvrier) est la plus décisive. Pendant le Front populaire, le PCF et le PCA sont largement responsables de l'isolement de l'Etoile et de Messali du prolétariat français, et en Algérie de la coupure entre les travailleurs européens des travailleurs musulmans, par suite du refus des staliniens de constituer en Algérie une centrale syndicale indépendante.

Cette politique a amené Messali et le PPA à aborder la « personnalité algérienne » par l'Islam (c'est la période où Messali devient Hadj).

Mais il n'a pas empêché que le PPA continue son combat centré sur la question nationale, l'indépendance, la Constituante, mots d'ordre qui remettaient en cause dans ses fondements l'ordre colonial en Algérie, clé de voûte de l'empire. Ce combat a empêché que le stalinisme ait des racines dans la classe ouvrière et la paysannerie pauvre d'Algérie. Et c'est dans ce combat impitoyable contre le colonialisme et le stalinisme que fut fondé le mouvement des AML (Amis du manifeste de la liberté) qui mène à la révolution de mai 1945.

Lorsqu'éclate la Deuxième Guerre mondiale, « El Ouma », journal du PPA interdit, écrit :

« L'Afrique du Nord n'est rattachée à la France par aucun sentiment, si ce n'est par la haine que cent ans de colonisation ont créée dans nos cœurs. Au nom de la République française, 60 millions d'êtres humains subissent la plus ignoble servitude. Notre patrie est le Maghreb et nous lui sommes dévoués jusqu'à la mort. Si vouloir vivre en hommes libres, c'est être anti-Français, alors nous le sommes et nous le serons toujours. Le colonialisme français cessera peut-être d'exister chez nous, sans laisser d'autres traces que le souvenir d'un cauchemar... »

A la suite de cet article, « El Ouma » et « Le Parlement algérien »

sont interdits, et Messali de nouveau arrêté après 33 jours de liberté.

En juin 1940, la France est défaite. C'est l'angoisse pour les gouverneurs et la population européenne d'Algérie, et la preuve de la faiblesse de la France pour les masses algériennes. Mais, très vite, le 25 juin, la population européenne apprend avec soulagement que l'intégrité de l'empire est maintenue. Avec ferveur, elle se rallie au régime du maréchal Pétain, représentant l'Etat fort, antirépublicain, autori-

taire, en fait un véritable retour aux sources : l'Algérie de l'armée d'Afrique, de l'Eglise africaine. Vichy sollicite Messali pour collaborer avec son régime. Ce dernier refuse et il est condamné,

« pour manifestation contre la souveraineté française et atteinte à la sécurité de l'Etat, à seize ans de travaux forcés, vingt ans d'interdiction de séjour, à la dégradation civique, à la confiscation de ses biens présents et à venir ». (Mémoire sur le cas Messali Hadj. *Archives du CERMTRI.*)

à la veille du 1^{er} novembre 1954

En novembre 1942, les troupes anglo-américaines débarquent en Afrique du Nord. Elles infligent une série de défaites à Alger, Oran, Casablanca, aux forces de Vichy.

C'est la première grande défaite de l'armée coloniale française depuis 1830. Intervenant après celles de juin 1940, de Syrie (1941), d'Indochine, les défaites de novembre 1942 ouvrent la crise de l'impérialisme français.

Lors de l'écroulement de la III^e République, les « pro-consuls » de l'empire s'étaient rangés (et y restèrent tant qu'ils eurent le choix) derrière Pétain. L'appareil d'Etat, les gros colons pratiquaient depuis longtemps la politique et les méthodes que Vichy introduisait dans la métropole. En s'installant à Alger (après un dédale d'intrigues, de marchandages et de complots de toutes sortes entre gouverneurs et chefs militaires), le premier souci de De Gaulle fut de consolider le « prestige » de l'impérialisme « partout dans le monde où flottent nos trois couleurs ».

Le « rétablissement des lois républicaines » et le maintien de certaines lois de Vichy « afin d'éviter les perturbations » n'attaquaient en rien le statut colonial et les fondements considérés comme immuables de la domination impérialiste. La continuité, de la III^e République à de Gaulle, en passant par Pétain, était assurée.

Le gouvernement « de résistance », avec l'appui complet des stalinien, maintint intégralement en Algérie comme dans les protectorats tous les maillons de la chaîne avec lesquels on rattache les peuples coloniaux « à l'empire » : code de l'indigénat, appui aux colons, renforcement des lois répressives... Mais cela dans une période de profonde décomposition de l'impérialisme français.

En effet, l'affirmation de la volonté d'indépendance des peuples des colonies, et par ailleurs les visées des impérialismes anglais et américain, mettent en jeu les fondements de l'empire. Des Antilles à l'Afrique, du Proche-Orient à l'Indochine, l'armature impérialiste française est battue en brèche et risque de s'effondrer.

Le premier désastre enregistré fut celui du Levant, en Syrie et au Liban. De Gaulle aurait pu reprendre pied en Syrie et au Liban. Mais les peuples syrien et libanais ripostèrent par une série de véritables soulèvements. D'autre part, devant la pression de l'impérialisme anglais, l'impérialisme français dut subir le désastre et reculer. C'est d'ailleurs l'application de Yalta, où se sont, entre autres, partagés les butins des impérialismes estropiés comme la France. En Indochine, colonie française où le personnel dirigeant français a été pratiquement liquidé par l'occupant japonais, l'impérialisme français, qui dispose de

moyens négligeables face aux impérialismes américain et anglais, doit faire face à une agitation croissante des masses.

Dans cette situation, la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme américain ont accepté à la fin de la Deuxième Guerre mondiale de permettre à l'impérialisme français de conserver l'essentiel de son domaine (Syrie et Liban exceptés) dans la mesure où, effrayés par les conséquences révolutionnaires en France, ils ont estimé que le meilleur barrage à la lutte des masses consistait à donner des assises solides à l'Etat bourgeois en reconstruction. L'impérialisme français a pu ainsi prendre sa place dans le camp des « vainqueurs ». Mais l'apparence et la réalité diffèrent considérablement. Saigné par la guerre et l'occupation, avec son capital productif réduit, l'impérialisme français n'a pu se reconstruire que par l'injection de dollars et par la politique contre-révolutionnaire du Kremlin dictée au PCF. C'est le « produire d'abord, revendiquer ensuite » de Thorez.

Cependant, les efforts contre-révolutionnaires de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme américain ne purent empêcher l'impérialisme français d'être confronté avec la vérité de ses positions réelles dans le monde. A la fin de la guerre, des mouvements révolutionnaires extrêmement amples secouèrent l'Afrique noire (7) et l'Algérie, dans des conditions que nous allons examiner pour ce dernier pays.

A l'initiative de F. Abbas (« déçu » par le régime de Pétain auquel il s'était adressé), les élus algériens (bourgeois fonciers, intellectuels) établissent un manifeste demandant un nouveau statut pour l'Algérie en 1943. Lors de son transfert à Sétif, Messali rencontre F. Abbas et lui propose un additif qui sera adopté :

« A la fin des hostilités, l'Algérie sera érigée en Etat algérien doté d'une Constitution propre qui sera élaborée par une Assemblée algérienne constitutive élue au suffrage

universel par tous les habitants de l'Algérie. »

Avec cet additif, on passait de la notion de « nationalité » algérienne mentionnée dans le manifeste à celle de « nation souveraine », et de l'idée d'une Constitution plus ou moins octroyée, prévue dans le premier texte, à celle d'une Constituante. L'additif de Messali fut rejeté par le gouvernement de Gaulle d'Alger. A cette occasion, Messali affirma à F. Abbas :

« Je ne fais pas du tout confiance à la France. La France ne te donnera rien. Elle ne cédera qu'à la force et ne donnera que ce qu'on lui arrachera. »

Le 14 mars 1944, naissent les « Amis du manifeste et de la liberté ». Le PPA décide de soutenir l'association. Le 2 avril 1945, lors de la conférence centrale des AML, la tendance PPA l'emporte largement. Dans la résolution générale, il n'est plus question de « République autonome fédérée à la République française », mais de la création d'un « Parlement et d'un gouvernement algériens ». A une énorme majorité, le congrès se prononce contre l'indépendance « sous l'égide de la France et dans le cadre du fédéralisme français », et « décide de réserver au futur Etat algérien la faculté de s'intégrer au système qui lui plairait ».

LA REVOLUTION MANQUEE DU 8 MAI 1945

C'est dans ce contexte de radicalisation politique qu'une grave crise économique accentuée par une mauvaise récolte touche l'Algérie et provoque la famine dans les campagnes.

On voit alors affluer vers les villes des milliers de paysans affamés, qui, faute de travail et de moyens, se raccrochent aux soupes populaires. Le 8 mai 1945, dans la plupart des villes d'Algérie, des cortèges défilent avec des banderoles portant comme mot d'ordre « A bas le colonialisme et le fascisme, vive l'Algérie indépendante ». A Sétif, la police tire sur la

(7) Cf. la brochure *La Théorie de la révolution permanente et l'Afrique* - Document de l'OCI sorti en novembre 1979.

C. G. T. UNION DES SYNDICATS CONFEDERES C. G. T.
DU DEPARTEMENT D'ALGER
 Maison des Syndicats : 2, Rue des Tanneurs

LA C.G.T. A FAIT DE GROS EFFORTS ET OBTENU DES RESULTATS IMPORTANTS
 POUR LES OUVRIERS DE NOS CAMPAGNES, SALAIRES, RAVITAILLEMENT, CONTROLE
 DE LA MAIN-D'OEUVRE.

Qu'a apporté le P. P. A. aux Masses Musulmanes ?

MUSULMANS ! TRAITÉZ COMME ILS LE MÉRITENT LES PROVOCATEURS HITLÉRIENS DU P.P.A.

EUROPÉENS ! CONFONDEZ LES PROPAGANDISTES DE LA DIVISION RACIALE

TRAVAILLEURS D'ALGER ! RESTEZ UNIS AU SEIN DE LA GRANDE CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

TOUS ENSEMBLE, NOUS IRONS VERS LE BIEN-ÊTRE DANS LA LIBERTÉ, NOUS
 PÉRONS UNE ALGERIE AMIE DE LA FRANCE NOUVELLE, PLUS BELLE, PLUS DÉMOCRATIQUE, PLUS HEUREUSE.

La Commission Exécutive
 de l'Union des Syndicats Confédérés
 du Département d'Alger

L'appareil stalinien de la CGT couvre l'Algérie d'un tract policier dénonçant les « provocateurs hitlériens du PPA ».

foule. Les manifestants ripostent en s'attaquant aux policiers et aux Européens.

C'est le début d'un soulèvement spontané. Dans les campagnes, les masses paysannes, à l'annonce de la répression, dirigent leurs coups contre les européens à Sillègue, Chevreuil, Kenata, Guelma. A Sétif, le secrétaire de la section communiste qui se porte contre les insurgés à les deux mains tranchées à coups de hache.

Le 10 mai, les autorités coloniales organisent une répression sauvage qui tourne au massacre (45 000 morts selon les chiffres du PPA). Le 12 mai 1945, « Alger républicain », journal contrôlé par les staliniens, écrit :

« Une délégation commune du PCF et du PCA a été reçue par le chef du cabinet du gouvernement général. Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle, après avoir vainement tenté de faire éclater des émeutes de la faim, a réussi à faire couler le sang (...). La délégation a estimé que des mesures appliquées sans délais contribueraient réellement à ramener le calme. »

A. Ouzegane, secrétaire général du PCA, va se charger de préciser le contenu de ces « mesures », dans « Liberté » (journal du PCA) :

« Il faut châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs de ces troubles, passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. » (*Liberté*, 7 juin 1945).

Le PCA ne s'est pas contenté de condamner par le verbe et la plume le soulèvement : ses militants constantinois en particulier, malgré leurs faibles effectifs, cautionnaient le massacre par des actes concrets. En voici quelques exemples. Le 9 mai à Guelma, un responsable PCF, Fouqueu, devant le cortège de manifestants qui s'est formé, interpelle le sous-préfet Achiary en ces termes : « Y a-t-il la France ici, oui ou non ? » Achiary sort son revolver et tire en l'air pour intimider les manifestants. A Taher, les militants du PCA assurent la garde du douar. « Liberté », journal du PCA, écrit le 24 mai 1945 :

« Pendant deux nuits, ils ont veillé armés de vieux fusils, de couteaux, prêts à verser leur sang pour barrer la route aux assassins. »

A Batna, voyant le mouvement se généraliser, la section locale du PCA effectue des démarches auprès des autorités coloniales. A Canrobert, la section du PCA a pris les décisions suivantes :

« 1) Surveiller de près la poignée de provocateurs sans entrer en discussion avec eux ; 2) prendre garde aux propagateurs de fausses nouvelles et les démentir dans les lieux publics ; veiller à ce que les personnes connues pour des manœuvres pseudo-nationalistes ou vichystes ne rôdent pas autour des foyers d'Européens. »

Avec une telle caution politique, la répression peut se développer contre les masses algériennes. Cela suppose la suppression du mouvement nationaliste, des libertés ouvrières et démocratiques, un changement de régime en France. Mais l'Algérie n'a pas de base économique pour devenir un Etat sud-africain, et les rapports entre les classes à l'échelle mondiale en 1945 interdisent une France algérienne ou même une France coloniale.

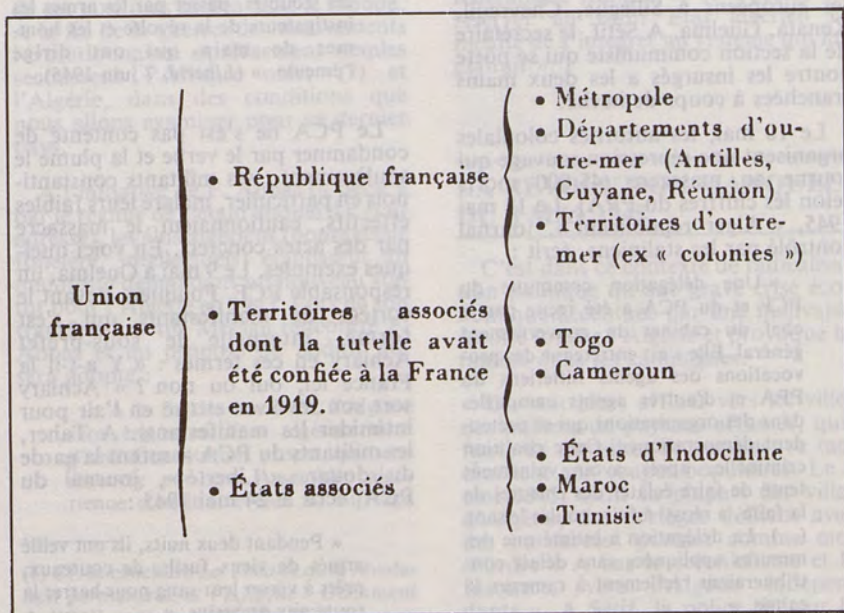
La révolution manquée du 8 mai 1945 est un véritable tournant. Le fossé s'est considérablement élargi

entre le peuple algérien et la minorité européenne. Les plébéiens des villes (sous-prolétaires, chômeurs), le prolétariat et la paysannerie algérienne ont fait la pratique de la puissance des actions collectives. Une nouvelle génération du PPA entre en scène, qui en viendra (en évacuant tout contenu politique) à faire de la lutte armée un principe absolu.

L'«UNION FRANÇAISE»

A la fin de la deuxième guerre impérialiste, la situation de l'Algérie à l'égard de la France présentait toujours l'équivoque juridique que lois et décrets, se succédant depuis la conquête, n'avaient pas réussi à dissiper. Le pays se présentait comme un ensemble de « départements juxtaposés » dont l'unification résultait de certains organismes centraux, au premier rang desquels se trouvait le gouvernement général.

La Constitution de 1946 détermine, sous le nom d'« Union française », les différents territoires sur lesquels la France avait dans le passé exercé sa juridiction :



L'Algérie faisait-elle partie des départements métropolitains suivant la thèse de l'assimilation ? La réponse à cette question allait être donnée par le statut pour l'Algérie de 1947. Déposé par E. Depreux, ministre de l'Intérieur, il reprend le projet de G. Bidault, ministre de De Gaulle, datant de septembre 1946. L'Algérie, pour le statut de 1947,

« constitue un groupe de départements dotés de la personnalité civile, de l'autonomie financière et d'une organisation particulière définie par les articles ci-après de la présente loi » (article 1).

Ce pouvoir exécutif est concentré entre les mains d'un gouverneur général qui représente le gouvernement de la république devant lequel il est responsable. Une Assemblée algérienne reprend le principe du double collège où les représentants d'un million d'individus maintiennent leur suprématie sur huit fois autant d'autres. Et si l'Algérie possédait l'autonomie financière, c'étaient les colons qui « contrôlaient » l'Assemblée à même d'en décider. « Contrôle » exercé au moyen d'élections totalement truquées en 1948 et 1951 pour le deuxième collège.

Le statut de 1947, dans le cadre de l'Union française, perpétue donc le système colonial, mais dans des conditions de crise de l'impérialisme français.

Les stalinienens vont s'en montrer les meilleurs défenseurs, les plus acharnés, dans l'Union française. Dès 1945, au lendemain de la révolution du 8 mai, Maurice Thorez explique dans « L'Humanité » du 27 juin :

« Nous manquons de viande. L'Algérie pourrait nous fournir un million de moutons chaque année, à condition de multiplier les points d'eau. Nous manquons de matières grasses : en Tunisie et en Kabylie, une grande partie de la récolte d'olives est perdue chaque année, faute de moyens appropriés.

Quant aux populations d'Afrique du Nord, elles savent que leur intérêt est dans leur union avec le peuple de France. Ainsi, le Parti communiste de Tunisie déclarait, les 9 et 10 juin der-

niers, sa volonté de tout mettre en œuvre pour consolider l'union du peuple tunisien et du peuple français... »

En défense acharnée de la Constitution de 1946 de la IV^e République, où pour les colonies le texte rappelle la division départementale de l'Algérie, les stalinienens vont concentrer leur tir, avant le vote du statut de 1947, sur le PPA. Dans « Démocratie nouvelle » de juillet 1947, Larbi Bouhali, secrétaire du PCA, explique :

« Partisan d'une Constituante algérienne souveraine, le PPA condamne tous les projets de statut en présence et les accuse d'être, à des degrés différents, des instruments tendant à perpétuer la domination impérialiste. En d'autres termes, c'est la politique du tout ou rien. Elle dénote un manque total de réalisme de la part des autres. »

Le « réalisme » des stalinienens consiste à renforcer davantage la « francisation » de l'Algérie dans le cadre de l'Union française, conformément aux directives de L. Feix (responsable pour le PCF de l'Algérie) qui considère que « l'indépendance de l'Algérie constituerait un leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Afrique » et que « l'Union française donne actuellement aux peuples d'outre-mer la seule possibilité de marcher à la conquête de la liberté et de la démocratie » (L. Feix : « Quelques Vues sur le problème algérien », septembre 1947, p. 969).

Quant à la SFIO, son projet de statut s'en tient dans ses grandes lignes à l'union extrêmement étroite entre l'Algérie et la France, dans le cadre de l'Union française. Le PCF et la SFIO prennent donc en charge la politique que de Gaulle, au lendemain de la guerre, avait le plus grand mal à appliquer dans une situation de crise de l'impérialisme français.

LA CRISE DU MOUVEMENT NATIONALISTE ALGERIEN

Les événements de mai 1945 avaient amené les masses paysannes et urbaines (prolétaires, sous-prolétaires, chômeurs) à rejoindre le PPA. Mais l'organisation attira aussi des intellec-

tuels petit-bourgeois (avocats, médecins, professeurs). Ces intellectuels algériens étaient déracinés, rejetés par les colons européens qui les considéraient toujours comme des « indigènes ». Leur ambition pouvait se situer au plan d'une carrière politique à accomplir. Le PPA, de par son cadre, sa nature populiste, que nous avons examinés, donc l'absence de politique principale centrée sur l'indépendance de classe du prolétariat, favorise l'émergence de cette couche de petits-bourgeois qui vont chercher l'alliance avec la bourgeoisie algérienne.

La reconstitution du PPA en mouvement légal, le « Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques » (MTLD) en vue des élections législatives prévues pour le 10 novembre 1946, leur donna l'occasion de s'imposer à la direction. L'affirmation de leur place au sein de cette direction était due au fait qu'étant cultivés et s'exprimant dans un français correct, ils devinrent élus municipaux, cantonaux. De ce fait, ils reléguèrent au second plan une partie des cadres du PPA et constituaient un corps nouveau, étranger à la lutte que l'Etoile nord-africaine avait menée au sein du prolétariat français, aux méthodes et au programme du PPA, « le parti des chômeurs et des misérables ». Dès 1949, ils dominent le comité central du MTLD où ils espèrent mener une carrière plus brillante qu'à l'UDMA (parti bourgeois de F. Abbas) ou au PCA discrédité. Les succès électoraux les amènent à penser qu'avec des élections libres, une politique réformiste doit être possible dans le cadre du statut de 1947.

En 1947 est constituée, à l'intérieur du MTLD, l'Organisation spéciale (OS) pour préparer l'insurrection armée (8). En 1950, la police démantèle l'OS. Effrayés, les hommes du comité central, les « centralistes », vont s'efforcer d'isoler et de liquider les jeunes militants de l'OS. Au comité central du 14 mars 1952, il apparaît nettement que Lahouel, dirigeant des centralistes, a adopté l'orientation « néo-coloniale » de J. Chevallier,

(8) Sur l'OS et la crise du MTLD, des renseignements importants figurent dans l'ouvrage de M. Harbi : *Aux origines du FLN*.

maire d'Alger. Partisan de renouer avec le projet Blum-Violette de 1936, Chevallier veut associer les conseillers municipaux du MTLD à la gestion de la ville d'Alger, et, pourquoi pas, au pouvoir lui-même. « Considérons aujourd'hui qu'il est plus sûr d'avoir auprès de soi des demi-rebelles que des domestiques », explique-t-il. Les centralistes acceptent de collaborer. En particulier, ils acceptent l'expulsion de milliers de musulmans des bidonvilles d'Alger, pour reloger quelques dizaines de leurs amis politiques dans les cités édifiées par J. Chevallier.

A Paris, le 14 juillet 1953, la police tire sur un défilé pacifique de travailleurs algériens. Le comité central ne proteste pas. Entre temps, au II^e Congrès du MTLD (4-6 avril 1953), la bataille politique s'est engagée entre messalistes et centralistes. Dans son message, Messali montre que la force de l'impérialisme français réside dans le fait qu'il fait partie d'un impérialisme qui, malgré ses rivalités internes, est une force unique. Il trouve également un appui à Moscou :

« La politique de coexistence prônée par Staline, et qui vient d'être reprise par Malenkov avec plus de précision, peut se développer dans le sens d'une entente au détriment des peuples coloniaux. »

Il ne faut donc compter ni sur l'ONU, ni sur l'aide diplomatique des pays afro-asiatiques, et encore moins de la Ligue arabe. Il ne faut compter que sur ses propres forces et combattre, car, dit Messali, il n'y a « nulle trace dans l'histoire de peuples libérés par d'autres peuples par amour de l'humanité ».

Le rapport des centralistes est à l'exact opposé de celui de Messali :

« La situation mondiale demeure dominée par l'antagonisme des deux blocs (...). Le Maghreb revêt de l'importance aux yeux des Occidentaux et essentiellement pour les Américains, promoteurs du bloc occidental (...). Au cours de la dernière session de l'ONU, les questions de l'AFN sont inscrites à l'ordre du jour immédiatement après la question de Corée. Les USA ont voté pour l'inscription. »

Les choses sont claires. Il est question d'obtenir l'indépendance par la voie diplomatique, problème résolu par l'ONU avec l'aide de la Ligue arabe et du bloc afro-asiatique, et le soutien des Etats-Unis, « promoteurs du bloc occidental ».

Entre les centralistes et les messalistes, il n'y a pas de conflit portant sur les « méthodes » de direction et l'« autocratie » de Messali, mais une lutte politique entre deux orientations antagonistes.

Cela dit, le message de Messali est de toujours se situer sur le terrain du parti-peuple-entier. Le contenu social de la crise du MTLD lui échappe parce que les divergences ne sont pas situées sur des fondements de classe. Il fonde, lui, son analyse sur le fait qu'en Algérie la base sociale de la lutte pour l'indépendance est exprimée par un peuple de dix millions d'hommes et de femmes, tous totalement expropriés, sans autre différenciation essentielle que celle d'une communauté de fellahs sans terre, de petits artisans et commerçants dont les intérêts sont liés de façon décisive à une masse de manœuvres et de chômeurs. A partir de là, il ne peut percevoir le fait que les représentants centralistes ne sont que les instruments de la politique de la bourgeoisie algérienne.

Son message est loin de constituer un programme politique dans la situation de décomposition de l'impérialisme français, au sens où la révolution algérienne est partie constituante de la révolution mondiale.

Enfin, il conclut par un appel à « l'unité de notre parti dans la clarté et autour de nos principes révolutionnaires ». Messali veut conserver la fiction de l'unité d'un parti dont la direction est passée à l'ennemi. Il faudra attendre une année (année durant laquelle les centralistes auront le temps de s'organiser et d'impulser la constitution d'un comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) qui jouera un rôle dans le déclenchement du 1^{er} novembre 1954) pour que la scission soit consommée entre les messalistes qui vont tenir leur congrès à Hornu en Belgique (juillet 1954) et les centralistes.

Mais dans ce combat livré, l'élément important est que Messali représente une tradition, depuis la création de l'Etoile nord-africaine, pour la Constituante souveraine. Et c'est à ce titre qu'il constitue un obstacle pour les centralistes du MTLD, les staliniens du PCA, les bourgeois de l'UDMA de F. Abbas qui se retrouveront au coude à coude dans la constitution du FLN.

la IV^e Internationale, le PCI et la question des colonies

Au sortir de la guerre, en 1945, dans une situation marquée par les confusions et les difficultés (9), le PCI, section française de la IV^e Internationale, poursuit un combat exemplaire sur le terrain de l'internationalisme prolétarien.

Seul comme parti, le 8 mai 1945, il se dresse contre les massacres de Sétif et Guelma, organisés par le gouvernement de Gaulle, avec l'approbation des ministres staliniens et sociaux-

démocrates pour noyer dans la plus sauvage répression la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale. Son journal, « La Vérité », de juillet 1945 écrit :

« Les travailleurs français ont le devoir de se solidariser avec la lutte de leurs frères coloniaux. Ils ne se laisseront pas prendre à la propagande chauvine du gouvernement bourgeois qui, au nom de ses intérêts, demande des bases pour l'aviation et la marine. Ils ne suivront pas non plus les staliniens qui ne cessent de

(9) Voir la brochure *Quelques enseignements de notre histoire*.

parler de la « sauvegarde des intérêts de la France ». Les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à sauvegarder en Algérie, pas plus qu'en Syrie, en Indochine ou ailleurs ! »

Seul comme parti, le PCI combat les plans de reconquête de l'Indochine, se prononce pour l'indépendance inconditionnelle des peuples indochinois, combat pour le retrait immédiat des troupes françaises et contre le maintien de l'Indochine dans l'Union française. Avec des militants formés parmi les travailleurs vietnamiens, le PCI construit une section vietnamienne de la IV^e Internationale qui renoue avec le combat dirigé par Ta-Thu-Tau assassiné sur ordre du stalinien Duong Bach Maih, dirigeant du parti de Ho Chi Minh, en 1945.

Mais ce qui a été fait pour le Vietnam (construction d'une section de la IV^e Internationale) n'a jamais été entrepris pour l'Algérie. Pour la section vietnamienne, il s'agissait de perpétuer une tradition d'avant-guerre, de renouer les fils. En 1945, la politique du PCI et de la IV^e Internationale n'était pas exempte de franches erreurs, d'ambiguïtés, qui vont connaître leur plein développement en 1950-1953 lors de la crise pabliste. Nous allons examiner rapidement deux questions : la « révolution coloniale » et l'intégration « au mouvement réel des masses ».

En septembre 1945, le comité exécutif européen lance un appel pour la défense des peuples coloniaux (10). Le mot d'ordre est : « A bas l'impérialisme ! Vive la révolution coloniale ! » Sur le plan fondamental du « Programme de transition », la révolution dans les pays arriérés ne saurait être « la révolution coloniale », comme une partie réagissant sur d'autres parties. Mais il s'agit « d'un maillon de la révolution mondiale », expression particulière d'un processus unifié de la révolution prolétarienne. Toute autre définition risquerait d'ouvrir la porte à la conception de la « théorie » de la révolution par étapes contre la théorie de la révolution permanente. Or, précisément, toutes les résolutions concernant les colonies, comme celle du VII^e plénum du CEI d'avril 1949, vont reprendre et « codifier » la question

de la « révolution coloniale », qui va trouver son aboutissement dans le pabliste par la division du monde en trois blocs : « capitaliste », « socialiste » et « colonial », niant par là même l'unité mondiale de la lutte des classes.

La politique de la IV^e Internationale et du PCI, avant la crise pabliste, se situe également sur le terrain du « parti du peuple entier », et pas de la construction d'une section de la IV^e Internationale.

Concernant l'Algérie et le PPA, « La Vérité » du 30 janvier 1948 écrit :

« Aux dernières élections municipales, le PPA a enregistré d'importants succès qui n'ont pas manqué de provoquer des réactions diverses selon les camps. Les résultats de ce scrutin mettent le PPA devant de lourdes responsabilités pratiques. Il sera important pour son avenir qu'il se montre à la hauteur de ces tâches. »

C'est le PPA, organisation populiste petite-bourgeoise, qui est chargé des tâches à accomplir. Il n'est jamais abordé, dans l'activité du PCI et de la IV^e Internationale, la tâche de construction d'un parti ouvrier en Algérie garantissant l'indépendance de classe du prolétariat.

En 1951, au III^e Congrès mondial, Pablo, dans son entreprise de destruction de la IV^e Internationale, va expliquer qu'il faut s'intégrer au « mouvement réel des masses ». Pour l'Afrique, la résolution spécifie :

« Dans les colonies nord-africaines françaises ainsi que dans celles de l'Afrique équatoriale française, nos forces doivent s'intégrer dans le mouvement national et les organisations qui l'expriment le mieux, afin d'y développer une aile marxiste conséquente et d'empêcher son exploitation par le stalinisme. »

C'est en relation avec les échéances de la lutte des classes à l'échelle mondiale que va éclater la crise de la IV^e

(10) *Quatrième Internationale* n° 22, septembre-octobre-novembre 1945.

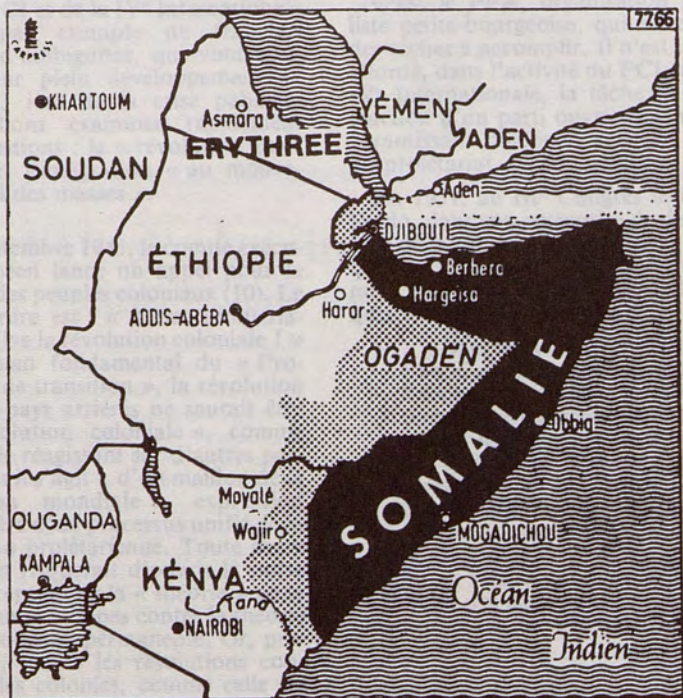
Internationale entre 1950 et 1953, qui va entraîner l'exclusion de la section française, le PCI.

L'année 1953 manifeste avec éclat le développement du processus unique de la révolution mondiale qui combine dans un même mouvement la révolution prolétarienne dans les pays coloniaux (Indochine, Tunisie, Maroc), la lutte des classes dans les pays capitalistes (grève générale d'août 1953) et la révolution politique en Europe de l'Est. Dien Bien Phu en 1954 sonna le glas de toute une époque pour l'impérialisme français. Les conséquences que la politique contre-révolutionnaire des staliniens a cru pouvoir empêcher de se manifester arrivent à échéance. Cette débâcle de Dien Bien Phu, combinée à la grève

générale d'août 1953 en France, ouvre une période où le processus de la désagrégation de l'impérialisme français va permettre à une mobilisation des masses algériennes de s'affirmer. La destruction de la IV^e Internationale par le pablisme va empêcher la clarification politique concernant l'application de la théorie de la révolution permanente, amoindrir la capacité d'intervention des trotskystes dans la révolution algérienne qui va s'ouvrir, et surtout ne pas poser le problème d'une section de la IV^e Internationale en Algérie. C'est ce que nous examinons dans la seconde partie de cet article.

**Benjamin Stora,
le 20 août 1980.**





LA CORNE DE L'AFRIQUE
DANS LE DEVELOPPEMENT
DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE

**révolution
et contre-révolution
en Ethiopie
(1974-1980)**

par Pierre FOUGEYROLLAS

En février 1974, deux mois avant le début de la révolution prolétarienne au Portugal et un an avant la défaite complète de l'impérialisme américain au Sud-Vietnam, un puissant mouvement des masses détruisait, en Ethiopie, le vieil Etat impérial d'Hailé Sélassié. Partie intégrante de la révolution mondiale, la révolution éthiopienne s'est heurtée et continue aujourd'hui à se heurter aux forces de la contre-révolution à l'intérieur du pays et à l'échelle internationale. Car elle mettait en cause l'« ordre mondial » issu des accords de Yalta et de Potsdam que les révolutions actuelles au Nicaragua et en Iran menacent encore plus gravement.

Pour comprendre les nouveaux développements de la révolution prolétarienne et pour travailler efficacement à la reconstruction de la Quatrième Internationale comme direction indispensable à la victoire complète de cette révolution, il est utile d'analyser l'affrontement des classes en Ethiopie durant les six dernières années, et le rôle joué dans ce pays et dans les pays voisins, pendant la même période, par l'impérialisme et les bureaucraties de Moscou et de Pékin.

Contrairement à une légende tenace, l'Ethiopie n'a pas échappé à l'exploitation et à la domination du colonialisme. En effet, l'ouverture du canal de Suez (1869) permet aux bourgeoisies anglaise, française et italienne de pénétrer dans le vieil Etat impérial dont les origines remontent à l'antiquité.

La victoire remportée par l'empereur Ménélik sur les troupes italiennes à Adoua (1896) a certes valeur d'exemple quant à la lutte contre la pénétration coloniale. Mais entre un Etat de type féodal et les forces des Etats

impérialistes, la partie allait devenir rapidement inégale. Dès le début de notre siècle, la bourgeoisie italienne s'installe en bordure de l'Ethiopie, en colonisant l'Erythrée et la Somalie méridionale, tandis que l'impérialisme anglais s'empare de la Somalie septentrionale et l'impérialisme français de Djibouti, d'où il construit le chemin de fer reliant Addis Abeba à la mer.

Les appuis accordés par les gouvernements de Londres et de Paris à la dictature fasciste de Mussolini permettent à l'impérialisme italien de réaliser — non sans se heurter à une

héroïque résistance — la conquête militaire de l'Ethiopie (1935-1936). Mais, durant la Deuxième Guerre mondiale, les troupes anglaises éliminent les forces italiennes de la Somalie, de l'Erythrée et de l'Ethiopie qui recouvre, en 1941, son indépendance formelle sous le gouvernement de l'empereur Haïlé Sélassié, grand féodal qui n'a rien à refuser à l'impérialisme.

Au lendemain de la guerre, l'impérialisme américain prend le relais de l'impérialisme britannique désormais affaibli. Truman fait de l'Ethiopie une base essentielle de l'impérialisme en Afrique. L'Etat d'Haïlé Sélassié, auquel l'impérialisme a donné en cadeau l'Erythrée pour que soit contenu le mouvement révolutionnaire des masses dans ce pays, devient une plaque tournante du dispositif de domination de l'Afrique orientale et même du continent africain dans son ensemble.

En 1963, les gouvernements des divers Etats africains créent l'Organisation de l'unité africaine (OUA), dont le rôle a consisté à faire obstacle à la poussée révolutionnaire dans ces divers Etats, avec le soutien de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Et il est hautement significatif que le siège de l'OUA ait été fixé à Addis Abeba et que le rôle de l'Etat éthiopien ait été par là même confirmé et renforcé.

L'EXPLOSION REVOLUTIONNAIRE ET SES SUITES

Il reste que la société éthiopienne était en proie à des contradictions internes que la soumission à l'impérialisme allait aggraver au point d'aboutir à l'effondrement de l'Etat, en 1974.

En effet, le régime d'Haïlé Sélassié a pour contenu fondamental la vieille domination des grands propriétaires terriens nobiliaires sur les masses de la paysannerie pauvre, à laquelle s'était tardivement ajoutée la formation d'une bourgeoisie compradore, incapable, par suite de son caractère historiquement atrophie, de transformer la société éthiopienne, dont l'agriculture et l'élevage continuent d'employer 90 % de la population active.

Il reste qu'un début d'industrialisation — donnant 4,5 % du PIB — a entraîné la formation d'un prolétariat embryonnaire essentiellement concentré à Addis Abeba et à Asmara, la capitale de l'Erythrée. Et ce sont précisément les travailleurs des transports de la capitale qui ont été, avec les étudiants, à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de 1974-1975.

Aux contradictions mettant aux prises ce prolétariat et la bourgeoisie compradore ainsi que la paysannerie pauvre et les féodaux, se sont ajoutées d'autres contradictions qui, sous des formes religieuses et ethniques, n'en sont pas moins des oppositions de classes. Ainsi, les grands féodaux des hauts plateaux, de religion chrétienne, exerçaient, à travers l'appareil d'Etat impérial, leur suprématie sur les féodaux des régions périphériques, le plus souvent musulmans. De plus, l'Eglise amharique, qui était elle-même le plus grand propriétaire foncier du pays, jouait un rôle oppressif énorme, en relation avec les féodaux de la région centrale.

Enfin, le peuple de l'Erythrée, jadis colonisé par la bourgeoisie impérialiste italienne, n'a jamais accepté l'annexion de son territoire par l'Etat éthiopien, tandis que la population de l'Ogaden, en majorité somali, aspirait et aspire encore à l'unification avec la république voisine de Somalie.

Nœud coulant autour du cou de la jeune classe ouvrière, carcan pour les masses paysannes, prison des peuples — comme disait Lénine de l'empire des tsars —, l'empire éthiopien était historiquement menacé de mort. La famine qui sévit dans la zone sahélienne du Sénégal à la Somalie, entre 1971 et 1973, fit, en Ethiopie, probablement plus de cent mille morts.

Fuyant les pâturages et les terres cultivables, désormais désolés, un nombre croissant de familles paysannes se réfugièrent dans les agglomérations urbaines, notamment à Addis Abeba, et accrurent considérablement les effectifs du sous-prolétariat. Ce fut là le choc circonscrit qui entraîna l'explosion révolutionnaire.

Au cours de l'année 1973, les grèves se succèdent dans la capitale : travailleurs des transports, étudiants, enfin fonctionnaires. Durant le deuxième

semestre, ces grèves engendrent des manifestations de masse qui ébranlent le pouvoir du négus dont les troupes deviennent incertaines.

Dans le même temps, les campagnes ravagées par la famine sont le théâtre d'émeutes paysannes qui revêtent, sur les hauts plateaux, un caractère anti-féodal et anticlérical évident, et qui prennent ailleurs, outre ce même caractère, une forme anti-amharique, donc plus ou moins anti-éthiopienne.

Au début de 1974, le régime d'Hailé Sélassié vit ses derniers soubresauts, en faisant tirer sur les étudiants et les travailleurs d'Addis Abeba et en utilisant contre les foules de manifestants les chars fournis par l'impérialisme américain. Bloqué dans son palais, le vieil empereur, ne se résignant pas à fuir ou n'en trouvant pas in extremis les moyens techniques, est réduit à l'impuissance en février 1974. A ce moment-là, l'appareil d'Etat en voie de décomposition depuis plus d'un an s'effondre par pans entiers. En province, les masses de la paysannerie pauvre déferlent et commencent spontanément à se partager les vastes propriétés des grands féodaux et de l'Eglise amharique ; dans la capitale, un « Comité de coordination des forces armées et de la police » cherche à préserver le pouvoir de l'Etat éthiopien, à la place du négus ; mais son « autorité » ne s'étend pas à tous les quartiers d'Addis Abeba et ne dépasse guère, à l'extérieur, un rayon de 50 kilomètres.

En réalité, l'Etat impérial s'est effondré sous les coups de boutoir des masses et la révolution prolétarienne a bel et bien commencé en Ethiopie, comme partie intégrante de l'énorme processus de la révolution mondiale. Vérification nouvelle de la théorie de la révolution permanente, ce n'est pas la bourgeoisie éthiopienne qui a vaincu le féodalisme et détruit l'Etat monarcho-féodal, c'est le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie pauvre qui a déterminé, dans une lutte spontanément antiféodale et anti-impérialiste, l'effondrement du régime d'Hailé Sélassié. La question décisive qui se pose alors est celle de l'expression politique de ce mouvement, de sa direction révolutionnaire.

L'ARMEE CONTRE LE MOUVEMENT DES MASSES

Des décombres du régime impérial, surgissent des organisations à faible audience populaire, qui se sont constituées à l'intérieur de l'Université d'Addis Abeba. Tirillées entre l'influence de la bureaucratie de Moscou et l'influence de celle de Pékin, ces organisations mettront trois ans à s'unir dans un « Bloc des cinq » prenant pour plate-forme programmatique la « révolution nationale démocratique et populaire » dont on sait qu'elle est la continuation directe de la « théorie » stalinienne de la révolution par étapes et de la construction du socialisme par pays. De ce « Bloc des cinq » émerge le Mouvement socialiste panéthiopien (MEISON), dans lequel l'influence de Moscou finira par l'emporter sur celle de Pékin.

En clair, cela signifie que le mouvement révolutionnaire des masses en Ethiopie ne disposait pas d'une direction révolutionnaire internationaliste, et que, en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, il était condamné à des difficultés et voué à des défaites que le développement actuel de la révolution en Iran permet de comprendre encore mieux.

Dans la situation de 1974 en Ethiopie, caractérisée par la décomposition et l'effondrement de l'Etat impérial et par l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, il était inévitable que le corps des officiers intervînt pour faire barrage au mouvement des masses et pour tenter de restaurer l'Etat bourgeois, sous la forme d'une dictature militaire. De février à septembre, le Comité de coordination des forces armées et de la police, qui représente ce qui subsiste de l'Etat, s'efforce de désamorcer le mouvement des masses en proclamant diverses « réformes sociales » et en faisant arrêter quelques fournées de ministres du négus et de hauts fonctionnaires accusés de corruption.

Cependant, ces mesures se révèlent impuissantes à arrêter les travailleurs qui exigent la collectivisation des entreprises, les paysans pauvres qui exproprient un certain nombre de féo-

daux, et les étudiants, maîtres de l'Université d'Addis Abeba. Le 12 septembre, Haïlé Sélassié, qui demeure prisonnier, est officiellement déposé. Un comité militaire — le DÉRÉ —, dont les noms des dirigeants ne sont pas divulgués au public, prend le pouvoir et jette ensuite en pâture à la vindicte des masses les corps de soixante fonctionnaires impériaux, fusillés dans la nuit du 23 au 24 novembre.

Du DÉRÉ émerge la personne du général Andom, qui lance le mot d'ordre nationaliste « Ethiopie d'abord » et qui espère rétablir l'« ordre » et désarmer la résistance érythréenne en faisant appel à la vieille « union nationale », c'est-à-dire à la collaboration des classes. Le malheur du DÉRÉ, c'est que la bourgeoisie éthiopienne, fondamentalement affaiblie et impuissante par le colonialisme et l'impérialisme, est incapable de réaliser le programme de « modernisation » qu'annonce le DÉRÉ, tant il est vrai que les tâches non accomplies de la révolution démocratique bourgeoise ne peuvent plus l'être que par le prolétariat dans le cadre même de la révolution socialiste, ainsi que Marx et Engels l'avaient compris en 1850 et ainsi que Trotsky devait le développer de 1905 à 1940 dans la théorie de la révolution permanente, élément central du marxisme.

En fait, Andom, qui semble avoir voulu négocier avec les mouvements de libération érythréens, n'était pas l'homme qui convenait à la politique du DÉRÉ. Après deux mois de pouvoir, il est fusillé en novembre 1974, en compagnie des fonctionnaires impériaux dont nous avons parlé. Le général Teferi Banté lui succède dans les fonctions incertaines de chef de l'Etat.

Durant les années 1975-1976, le mouvement révolutionnaire des masses, bien qu'il ne dispose pas d'une direction efficace, s'étend, et la décomposition de l'Etat progresse. Pour tenter de sortir de cette situation et réaliser l'« unité nationale » à tout prix, le DÉRÉ lance, le 31 janvier 1975, une vaste offensive en Erythrée. La population d'Asmara, la capitale de l'Erythrée, fait l'objet de ratissages et de tirs d'artillerie dont « Le Monde » indique qu'ils constituent les événements les plus graves que ce pays

ait connus depuis le début de la lutte de libération nationale, treize ans auparavant. C'est donc la politique du négus et de l'impérialisme qui est poursuivie par les hommes de la dictature militaire, tandis que le mouvement des masses se nourrit de la défaite du colonialisme portugais au Mozambique et en Angola, et de la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam.

L'offensive en Erythrée échoue par suite de la résistance du peuple érythréen et par suite aussi du mouvement qui se développe parmi les soldats de l'armée éthiopienne. Bref, Teferi Banté, pas plus qu'Andom, ne parvient à rétablir l'« ordre » ni même un minimum de sécurité dans les centres urbains, en proie à diverses formes — toutes plus ou moins suspectes — de « terrorisme », car les grands féodaux et les bourgeois compradores savent encore payer et utiliser des hommes de main.

En 1976, se constitue un « Bureau provisoire pour l'organisation des masses », composé des cinq mouvements dont nous avons précédemment parlé. Loin d'être un embryon de pouvoir ouvrier et paysan, ce bureau se propose d'infléchir le DÉRÉ et sa politique dans la direction de la « révolution nationale, démocratique et populaire ». A travers lui, c'est le stalinisme, ce sont les agents de l'appareil international du Kremlin qui posent leur candidature pour relayer le nationalisme bourgeois en déconfiture.

Parmi les organisations surgies au grand jour de l'effondrement de l'Etat impérial, le Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PRPE), qui se réclame, lui-aussi du « marxisme-léninisme » et d'une certaine version de la « révolution nationale démocratique et populaire », refuse d'entrer dans la coalition des « cinq ». Les attaches de ses dirigeants avec la bureaucratie de Pékin lui font redouter l'intervention de la bureaucratie du Kremlin, qui se prépare sous l'égide du « Bureau provisoire pour l'organisation des masses ». Aussi caractérisent-ils le régime du DÉRÉ comme un « régime fasciste » et utilisent-ils le « terrorisme » contre les hommes de ce régime ; ce qui contribue à précipiter la course des événements.

Le mouvement révolutionnaire des masses détermine à la fin de 1976 une crise aiguë parmi les membres du DERG. D'un côté, Teferi Banté et ses partisans prétendent remettre les ouvriers, les paysans et les étudiants au travail, en combinant l'emploi de la répression militaro-policière et l'usage de quelques réformes qui privilégieraient la bourgeoisie qualifiée par eux de « nationale » sur les grands féodaux et l'Eglise amharique ; de l'autre côté, le lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam — un ancien officier de l'armée impériale, comme les autres — et ses partisans estiment que les vieilles méthodes ont fait long feu et que, pour rétablir l'autorité de l'Etat démantelé, il faut recourir à des procédés d'apparence plus radicale et de caractère beaucoup plus démagogique.

Le 3 février 1977, les deux clans du DERG se heurtent à l'état-major et dans les casernes d'Addis Abeba. Mengistu Hailé Mariam l'emporte, au terme d'une « nuit des longs couteaux ». Teferi Banté et ses amis sont fusillés. Une nouvelle politique est mise en œuvre par ceux qui sont devenus désormais les maîtres du DERG.

Rendant compte de ces événements, « L'Humanité » du 7 février les qualifie de « victoire de la gauche » en Ethiopie. Voire !

En fait, le lieutenant-colonel Mengistu poursuit les mêmes objectifs que ses prédécesseurs : rétablissement de l'ordre, restauration de l'Etat, écrasement de l'insurrection érythréenne. Jusqu'à nos jours, le cours des événements l'a amplement confirmé. Mais pour atteindre ces objectifs, il abandonne le vieux langage du nationalisme bourgeois. Comme Ngouabi au Congo-Brazzaville, comme Syaad Barré en Somalie, comme Kerekou au Bénin — ex-Dahomey —, il fait profession de « socialisme scientifique » et se réclame du « marxisme-léninisme ».

A PROPOS DU « TOURNANT A GAUCHE »

Mais les masses ne sont pas dupes. Et les étudiants de l'Université d'Addis Abeba, qui ont conquis de

haute lutte leurs libertés d'expression contre l'Etat impérial et qui ont contribué à sa chute, se dressent face à un pouvoir qui prétend « octroyer le socialisme » à partir de son appareil militaire et qui s'oppose à la constitution et à l'action d'organisations indépendantes des travailleurs et de la paysannerie pauvre.

Les 29 et 30 avril, les milices dites « paysannes », qui sont en fait des bandes de tueurs à gages recrutés par le DERG pour relayer les soldats hésitant de plus en plus devant les basses besognes, envahissent le campus d'Addis Abeba et massacrent des centaines d'étudiants. Car, à travers les étudiants traditionnellement attachés aux libertés démocratiques, c'est l'ensemble des masses éthiopiennes que Mengistu entend placer sous un régime de terreur. De novembre 1977 à février 1978, un rapport d'Amnesty International estime que cinq mille jeunes ont été assassinés par les forces répressives du DERG. Singulier « tournant à gauche » !

Le lendemain du massacre des étudiants d'Addis Abeba, Mengistu est reçu triomphalement à Moscou et assiste, de la tribune du mausolée de Lénine, à la parade qui se déroule sur la place Rouge. Brejnev, qui a parfois le sens des formules, le proclame publiquement « héros » de la révolution en Afrique. Mengistu est effectivement devenu l'homme lige de la bureaucratie du Kremlin en Ethiopie, non certes dans l'intérêt de la révolution, mais au contraire au service de la contre-révolution, dans le cadre de la Sainte-Alliance qui s'est nouée entre l'impérialisme et la bureaucratie lors des accords de Yalta et de Potsdam (1944-1945).

Face au développement du mouvement révolutionnaire des masses, dans tout le pays et spécialement dans la capitale, le DERG ne pouvait plus, après trois ans d'échecs de plus en plus graves, ni s'appuyer sur une bourgeoisie atrophie ni recourir ouvertement à l'aide de l'impérialisme haï par les travailleurs et les paysans pauvres éthiopiens. Son seul moyen politique de survie et son seul moyen de reconstruire l'Etat était d'abuser les masses en leur tenant le langage de la révolution à travers des références propagandistes et mensongères au « socialisme

scientifique » et au « marxisme-léninisme ». Plus matériellement, à défaut de l'impérialisme mis en déroute sur place par l'explosion révolutionnaire, seule la bureaucratie du Kremlin pouvait fournir à la dictature éthiopienne les instruments de son maintien temporaire. Elle ne s'est pas fait faute de les lui accorder « généreusement » sous la forme d'assistants techniques nombreux et divers — notamment de spécialistes militaires et policiers — et d'équipements massifs pour l'armée. Quelques mois après le coup d'Etat de Mengistu, la bureaucratie castriste, agence de l'appareil international du Kremlin, particulièrement spécialisée dans les interventions en Afrique, dépêchait en Ethiopie ses conseillers militaires auxquels venaient s'ajouter des spécialistes en provenance d'Allemagne de l'Est et de quelques autres pays d'Europe orientale.

Le 20 novembre 1978, un « traité d'amitié et de coopération » est signé entre les gouvernements de Moscou et d'Addis Abeba, traité aux termes duquel l'Ethiopie est considérée par le Kremlin comme un « allié privilégié » et un pays du « camp anti-impérialiste ».

De février 1977 à novembre 1978, le parti du nouveau chef de l'Etat s'empare de la direction de la centrale syndicale unique qui devient une simple « courroie de transmission » de la dictature du DERG. Les militants du PRPE, qui avait pourtant donné son « soutien critique » au DERG, sont assassinés ou contraints à l'exil, ceux du MEISON — membre du bloc des cinq — sont emprisonnés ou obligés de s'enfuir.

Avec l'aide des conseillers soviétiques et cubains, le DERG organise un véritable quadrillage de la population rurale, contrainte d'entrer dans des associations assujetties au gouvernement, et de la population urbaine incorporée dans des comités de quartiers (kebele) qui sont de véritables organismes de surveillance et de dénonciation. Par ces moyens, le DERG s'oriente vers l'établissement d'un parti unique constituant la pièce maîtresse de son système institutionnel.

Alors que « L'Humanité » qualifie ce régime de « progressiste » comme

elle l'a fait pour l'Afghanistan, avant et après l'intervention des forces armées de l'URSS dans ce pays à la fin de 1979, la presse bourgeoise des pays occidentaux va, si l'on peut dire, encore plus loin. Elle traite l'Ethiopie de Mengistu de « pays faisant une expérience socialiste » ou même de « pays socialiste », quand elle ne qualifie pas son régime de « régime marxiste ». Tout cela est faux, mais il se s'agit pas d'erreurs innocentes.

Comment, en effet, parler d'« expérience socialiste » et, à plus forte raison, de « socialisme », quand il s'agit d'un régime politique imposé aux masses par une dictature militaire et quand aucune organisation indépendante, qu'elle soit ouvrière ou paysanne, n'est le moins du monde tolérée par la junte au pouvoir. Comment, en outre, confondre avec le marxisme le prétendu « marxisme-léninisme » dont se sert la bureaucratie du Kremlin, depuis plus d'un demi-siècle, pour tenter de camoufler son effroyable oppression du prolétariat et sa politique contre-révolutionnaire, menée en collaboration avec l'impérialisme ?

En réalité, le cours des événements en Ethiopie est tout à fait exemplaire. Il nous confirme que, depuis 1944-1945, la bureaucratie du Kremlin est amenée à prendre en charge les tâches de la contre-révolution là où le dispositif de domination de l'impérialisme se trouve tellement disloqué ou détruit par le mouvement révolutionnaire des masses que l'impérialisme n'est plus en mesure de le restaurer.

Cela ne veut nullement dire que l'impérialisme évacue de lui-même ses bastions pour en remettre gracieusement le contrôle à la bureaucratie du Kremlin. Cela signifie seulement que là où l'impérialisme ne peut plus maintenir, face au mouvement des masses, son système de domination, il est contraint d'abandonner — à travers des tiraillements et des conflits localisés — à la bureaucratie du Kremlin le soin de faire obstacle au processus historique de la révolution. Ainsi Roosevelt, Truman et Churchill ont été contraints par la vague révolutionnaire de 1943-1945 de partager avec Staline les tâches de la contre-révolution en abandonnant, faute de mieux, l'Europe orientale et la Corée

du Nord à la domination de la bureaucratie stalinienne.

En ce qui concerne la Chine, tous les documents historiques aujourd'hui connus montrent qu'à Yalta et à Potsdam, les représentants de l'impérialisme et de la bureaucratie s'étaient mis d'accord pour qu'elle demeure sous le contrôle de l'impérialisme par le moyen du gouvernement du Kuomintang, auquel le PC chinois apportait son soutien complet en y participant. Comme on le sait, le mouvement révolutionnaire des masses chinoises en a décidé autrement en entraînant, en 1948-1949, l'effondrement du régime du Kuomintang. Malgré l'obstination de Staline à demeurer fidèle aux accords passés avec l'impérialisme, le PC chinois a été contraint, par l'effondrement dont nous venons de parler, d'assumer la tâche de barrer la route à la révolution prolétarienne, du moins de la canaliser et de la dévoyer en mettant en place le carcan d'un nouvel Etat ouvrier bureaucratique.

En Indochine, un processus comparable s'est déroulé par suite de l'effondrement successif de la domination colonialiste française (1954) et de la domination impérialiste américaine (1975). Par les accords de Genève (1954), les puissances impérialistes et les bureaucraties de Moscou et de Pékin ont partagé le Vietnam entre un Sud demeurant sous le contrôle de l'impérialisme, et un Nord placé sous celui de la bureaucratie. Enfin, malgré les accords de Paris (1973) qui établissent, pour le Sud, un nouveau compromis entre l'impérialisme et la bureaucratie, le mouvement des masses et la décomposition corrélative du régime de Saïgon, ont littéralement contraint l'impérialisme américain à abandonner son protectorat et la bureaucratie de Hanoï à réunifier le Vietnam pour contenir et dévoyer la nouvelle poussée révolutionnaire.

En Afghanistan, un processus analogue s'est déroulé, sans aller toutefois aussi loin. En 1973, l'Etat féodal verrouillé s'est effondré, et le prince Daoud a tenté vainement d'instaurer un Etat bourgeois de type bonapartiste. Aussi, depuis 1978, ce sont les hommes de la bureaucratie de Moscou qui ont pris en charge directement les tâches de la restauration de

l'« ordre » et de la reconstruction de l'Etat. Mais les rapports entre les classes — beaucoup moins favorables au prolétariat, au demeurant embryonnaire, qu'en Chine et en Indochine — n'ont nullement entraîné la formation d'un Etat ouvrier bureaucratique, jugé sur le moment « inutile » par le Kremlin. Après les très graves échecs de Taraki et d'Amin, l'installation de Karmal par une intervention massive des armées de l'URSS n'est que la continuation de la politique commencée en 1978, tout en constituant une menace potentielle contre le mouvement révolutionnaire des masses dans l'Iran voisin.

En Afrique, le dispositif de domination de l'impérialisme s'est successivement effondré au Congo-Brazzaville, en Somalie et au Bénin — sans parler, pour le moment, de l'Ethiopie. Dans ces trois cas, la dictature militaire se réclame d'abord du nationalisme bourgeois et de l'« union nationale » ; ensuite, la poussée continue des masses la contraint à prendre directement appui sur la bureaucratie du Kremlin et à faire une consommation propagandiste mensongère de « socialisme scientifique » et de « marxisme-léninisme ». Plus tard, un processus assez comparable s'est déroulé dans les anciennes colonies portugaises : Angola, Mozambique, Guinée-Bissao et Cap-Vert.

S'il est vrai que des journalistes occidentaux parlent périodiquement de l'« expansion des Russes en Afrique » ou de la compétition entre les deux « super-puissances » pour la domination de l'Afrique et, plus généralement, du monde, il n'en est pas moins vrai que Nixon, Ford et Carter n'ont jamais emboîté le pas aux sénateurs frénétiques qui dénonçaient la « mainmise progressive de Moscou sur l'Afrique », car ils savaient, eux, de quoi il retournait vraiment et quel rôle jouait la bureaucratie du Kremlin là où Washington n'était plus — au moins temporairement — en état d'agir. En février 1976, Kissinger ne rencontra-t-il pas Brejnev à Moscou pour ajuster les rapports respectifs de l'impérialisme et de la bureaucratie relativement à l'Angola, et, deux ans plus tard, Andrew Young, représentant de Carter à l'ONU, ne disait-il pas, dans une déclaration célèbre, que

les Cubains avaient joué un rôle stabilisateur en Angola ?

Au milieu de cas dont nous venons de parler, celui de l'Éthiopie est d'autant plus clair qu'il s'est accompagné de conflagrations armées dans la Corne de l'Afrique permettant de mieux discerner le mouvement des classes dans les pays concernés et l'évolution des rapports entre l'impérialisme et la bureaucratie, eux-mêmes en proie, depuis 1968, à une crise sans cesse plus profonde et plus étendue.

LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU DERG

Le 4 mars 1975, le DERG, alors dirigé par Teferi Banté, avait promulgué une loi de réforme agraire dont les termes ambitieux se sont heurtés au mouvement réel de la masse de la paysannerie pauvre.

Selon cette loi, l'ensemble de la propriété terrienne était désormais nationalisée et le sol devenait « propriété collective du peuple éthiopien », la terre devenait un bien collectif, « comme l'air que l'on respire ou l'eau que l'on boit ». Elle préconisait un partage égalitaire de l'usufruit du sol à raison de dix hectares maximum par cultivateur, ainsi que la « formation d'associations paysannes prenant en charge la mise en place d'un système de coopératives » et assurant aux paysans des « prix justes et rémunérateurs » (1).

Pour apprécier la portée de cette réforme agraire, il convient de distinguer les régions amhariques soumises aux vieux régimes de latifundia féodaux et cléricaux, et les régions périphériques, notamment au nord, où existait un régime de petites propriétés fondées sur des structures villageoises traditionnelles.

Dans le pays amharique, les masses paysannes n'avaient pas attendu la législation des nouveaux maîtres du pouvoir pour agir : dès 1974, elles fai-

saient voler en éclats la propriété domaniale des grands seigneurs et de l'Eglise copte. Lorsque le DERG légiféra, il ne fit qu'entériner l'appropriation spontanée des terres par les paysans pauvres. La loi avait pour but d'épouser le mouvement des masses, en le faisant, en quelque sorte, rentrer dans l'ordre.

Autrefois, Nasser, Ben Bella et Boumediène avaient consacré également, en Égypte et en Algérie, une situation de fait que le mouvement spontané des masses avait engendrée et qu'il aurait été périlleux, pour les nouveaux régimes, de chercher à remettre en cause.

En revanche, dans le nord de l'Éthiopie, la réforme agraire apparaissait comme une menace pour la grande majorité des paysans, insérée depuis des siècles dans un système de propriété communautaire du sol. Le résultat de cette contradiction se traduit par d'énormes difficultés d'approvisionnement d'Addis Abeba et par un développement monstrueux du marché noir des produits de l'agriculture et de l'élevage.

Ne disposant toujours pas des garanties promises par la loi en matière de prix rémunérateurs, les masses paysannes se tournent vers l'auto-consommation et provoquent une baisse générale de la production. Face aux réquisitions lancées par le gouvernement de Mengistu Hailé Mariam, elles résistent par divers moyens. En mars 1980, on signalait des émeutes paysannes contre ces réquisitions à Mojo, à cent kilomètres au sud d'Addis Abeba. Et, en raison du black-out sur l'information minutieusement organisé par le régime, il est permis de penser que ce cas connu renvoie à bien d'autres qui ne le sont pas encore.

Suivant les avis de ses conseillers soviétiques et cubains, le DERG tente d'imposer à la paysannerie éthiopienne un système de coopératives de type bureaucratique. Mais là comme ailleurs, cette entreprise se heurte à la résistance des masses qui voient, à juste titre, dans les fonctionnaires de Mengistu, les successeurs des anciens agents impériaux.

Sur le plan de l'industrie, le bilan de l'actuel régime est encore plus médio-

(1) Cf. J. Quartin : *Éthiopie, la fin du servage*, dans *L'Economiste du tiers monde* n° 24, mai 1978.

cre. Entre la chute du négus (1974) et la prise du pouvoir par Mengistu (1977), les capitalistes éthiopiens ont eu le temps d'exporter l'essentiel de leurs richesses en Europe ou aux Etats-Unis. On connaît le cas d'Hailé Sélassié lui-même, dont l'immense trésor est resté entre les mains des banquiers suisses en vertu du secret professionnel dont ils entourent jalousement le montant de leurs comptes à numéros.

Ce que le DERG a nationalisé, ce sont des installations industrielles de faible importance et d'âge assez élevé. Mais sur ce point, il est révélateur que la loi ait confisqué les biens des traîtres, des immigrés, des contre-révolutionnaires, sans s'en prendre à la propriété privée des moyens de production comme telle. Ainsi, le programme de la « révolution nationale, démocratique et populaire » couvre le refus de détruire les rapports capitalistes de production et, plus précisément, la volonté contre-révolutionnaire de les maintenir en sacrifiant ce qui ne peut plus être sauvé (latifundia, une partie du grand capital) pour préserver ce qui peut l'être encore (le capital commercial et les possibilités de corruption qu'il offre, l'Etat bourgeois, ses privilèges face à l'assaut des masses). Il en est de l'Ethiopie actuelle comme de l'Algérie : éliminé de l'industrie, assez largement sous les coups de boutoirs des masses, le capital continue à fonctionner dans la sphère commerciale, dans les transactions intérieures et dans les transactions internationales portant sur des biens mobiliers, et même, pour ce qui est de l'intérieur, sur des biens immobiliers.

Tout en multipliant les déclarations de propagande en faveur du « socialisme scientifique » et du « marxisme-léninisme », le DERG lance périodiquement des appels aux investisseurs étrangers, comme le font de leur côté les dirigeants de l'Angola, du Mozambique et du Zimbabwe. Mais ces investisseurs ont suffisamment peur du mouvement révolutionnaire des masses éthiopiennes pour se garder de placements trop risqués. Aussi, la « révolution nationale, démocratique et populaire » pourrit-elle sur pied et couvre-t-elle une aggravation générale de la situation économique porteuse de nouveaux affrontements sociaux.

LA GUERRE SOMALO-ETHIOPIENNE (1977-1978)

La conflagration militaire qui s'est déroulée durant le deuxième semestre de 1977 et durant le premier semestre de 1978 nous semble très largement confirmer les appréciations que nous venons de porter. Avant d'examiner le déroulement des opérations, il convient de porter attention au cas de la Somalie.

Résultat de la fusion, en 1960, de la Somalie ex-italienne et de la Somalie ex-anglaise, la République de Somalie fait, pendant neuf ans, l'expérience d'un « parlementarisme à la britannique », que les pressions de l'impérialisme et la corruption consécutive ont conduit à l'effondrement. En 1969, un putsch de l'armée met au pouvoir le chef de la police et des forces militaires, le général Syaad Barré. Pendant deux ans, les nouveaux maîtres du pays tâtonnent sur le meilleur moyen de stopper le mouvement des masses qui a déterminé la chute de l'ancien régime étroitement lié à l'impérialisme anglais.

En 1971, Syaad Barré prend le tournant qui convient par la promulgation d'une « Charte » se réclamant du « socialisme scientifique » et affirmant la « compatibilité » du « marxisme-léninisme » et de l'islam. Quelques nationalisations sont opérées et, surtout, la bureaucratie du Kremlin est appelée à la rescousse ; Syaad Barré lui livre le port de Berbera, qui devient la plus grande base aéronavale de l'URSS hors d'Europe. En 1974, un « traité d'amitié et de coopération » est signé entre les gouvernements de Moscou et de Mogadiscio. Ainsi, le cas somalien illustre parfaitement l'analyse précédente relative à l'effondrement, ici ou là, des dispositifs de l'impérialisme.

Malheureusement pour la collaboration entre la dictature militaire somalienne et la bureaucratie du Kremlin, le soutien de Moscou au régime de Mengistu Hailé Mariam bouleverse les rapports entre les Etats de la Corne de l'Afrique.

En effet, la décomposition de l'Etat éthiopien détermine, à partir de 1974,

un mouvement spontané de la population somali de l'Ogaden pour échapper au contrôle du pouvoir d'Addis Abeba et pour fusionner avec la République de Somalie. Et voici que la bureaucratie du Kremlin, qui s'est engagée dans la tâche de sauvetage de l'Etat éthiopien menacé, pour une part, par le soulèvement des Somalis de l'Ogaden et par l'appui militaire que le régime de Syaad Barré ne pourra que, tôt ou tard, leur accorder.

Lié au gouvernement de Mogadiscio, le Front de libération de la Somalie occidentale déclenche, durant l'été de 1977, une offensive, en Ogaden, contre les forces éthiopiennes passablement affaiblies par la révolution qui déferle sur le pays. Par solidarité ethnique, et pour détourner de son gouvernement le mécontentement des masses, Syaad Barré est obligé de donner l'appui de l'armée somalienne à l'offensive en question, car les masses de la République de Somalie, largement déçues par ses procédés de gouvernement, n'auraient ni compris, ni admis qu'il n'exploite pas une situation de faiblesse de l'ennemi traditionnel éthiopien.

De juin à octobre 1977, les insurgés somalis de l'Ogaden, appuyés par des unités régulières de l'armée de Mogadiscio, non seulement libèrent la totalité de la province irrédentiste, mais encore coupent le chemin de fer d'Addis Abeba à Djibouti et occupent les villes éthiopiennes de Harrar et de Dire-Dawa ; ainsi se trouve gravement menacée la dictature de Mengistu Haïlé Mariam à Addis Abeba.

Le 9 juin 1977, Syaad Barré, tout en déplorant l'appui de la bureaucratie du Kremlin à l'Etat éthiopien, déclarait encore : « Nous ne mettons nullement en cause nos rapports avec l'URSS. » Mais les opérations militaires dans l'Ogaden et l'impétuosité des Somalis partant en guerre, au cœur même de l'Ethiopie, devaient le conduire à changer radicalement d'attitude. Devant l'afflux des fournitures d'armes provenant d'URSS en Ethiopie, face à la menace d'une contre-offensive destinée à reconquérir l'Ogaden, Syaad Barré a besoin de se procurer des armes et des soutiens politiques ailleurs.

En novembre, il expulse de Somalie les nombreux conseillers et assistants

techniques soviétiques et cubains. Il s'adresse à divers Etats arabes, rend visite au roi d'Arabie Saoudite et obtient son appui, ainsi que celui du chah d'Iran. En quelques jours, la propagande officielle somalienne en faveur du « socialisme scientifique » et du « marxisme-léninisme » est remplacée par l'exaltation du nationalisme « grand somalien » et de la communauté « pan-islamique ». Ainsi s'effondrent les mythes naguère entretenus par le journalisme occidental.

Malgré les efforts de Syaad Barré pour se protéger contre la contre-offensive éthiopienne, malgré les soutiens que nous venons de voir et malgré les promesses de Washington et de Paris de lui envoyer des armes, le rapport des forces militaires joue contre le peuple somali. Après tout, la Somalie n'a que cinq millions d'habitants, alors que l'Ethiopie en compte près de trente millions — ce qui ne laisse indifférente aucune des grandes capitales du monde.

Conseillée et encadrée par des experts soviétiques et cubains, disposant de fournitures en provenance de l'URSS et de l'Europe de l'Est, qui s'ajoutent à ce qui lui reste d'armes américaines, l'armée éthiopienne reconquiert l'Ogaden et reconduit les forces somaliennes aux frontières du vieil Etat impérial en janvier 1978.

Quelques journalistes occidentaux feignent de se demander si l'armée éthiopienne, désormais en situation de force, ne va pas pénétrer sur le territoire de la République de Somalie. Mais Brejnev déclare opportunément qu'il n'est pas question de violer les frontières établies en Afrique ; aussi l'offensive éthiopienne s'arrête-t-elle là où il faut. Giscard et Schmidt se rencontrent le 2 février 1978, et se félicitent de ce respect des frontières naguère imposées aux peuples d'Afrique par le colonialisme européen. Ils respirent ! L'ordre de Yalta et de Potsdam est sauf !

Ainsi la guerre somalo-éthiopienne nous confirme l'inexistence d'un prétendu expansionnisme de l'URSS en Afrique. A la manière des pompiers qui interviennent pour éteindre les incendies, les forces de la bureaucratie du Kremlin sont intervenues en 1971

pour éteindre l'incendie révolutionnaire en Somalie, et, en 1977, pour tenter d'éteindre un incendie plus violent en Ethiopie — ce qui les a placées dans une contradiction localement redoutable et qui a permis à l'impérialisme de renouer ses liens avec l'Etat somalien, par l'intermédiaire du roi d'Arabie et du chah d'Iran.

En vérité, la bureaucratie du Kremlin n'exporte pas la révolution, sans quoi elle n'aurait fait qu'une bouchée de la faible Somalie en 1978. Ce qu'elle exporte, c'est la contre-révolution, là où l'impérialisme n'est pas en mesure de le faire, et en accord fondamental avec lui, même s'il est vrai qu'un tel accord planétaire n'évite pas les affrontements locaux et les ajustements difficiles entre Washington et Moscou.

Subissant la loi fondamentale de l'histoire du monde actuel, la bureaucratie du Kremlin, menacée de l'intérieur par la révolution politique, est néanmoins contrainte d'étendre sa domination par suite des défaillances de plus en plus graves et fréquentes de l'impérialisme en crise, et d'aggraver ainsi sa propre crise.

L'action du Kremlin en Somalie et son action en Ethiopie, ainsi que les contradictions qui s'en sont suivies pour son appareil, le montrent d'une manière remarquable. Dans la Corne de l'Afrique, la politique de Moscou n'a été ni aventuriste ni inconséquente ; elle a été ce qu'elle pouvait et devait logiquement être dès lors que l'on a compris que le maintien au pouvoir de la couche bureaucratique en URSS et dans tous les Etats apparentés implique que soient jugulées partout dans le monde les entreprises de la révolution prolétarienne.

Contrainte au coup par coup — avant-hier la Somalie, hier l'Ethiopie, aujourd'hui l'Afghanistan, demain l'Iran ou un autre pays —, la bureaucratie du Kremlin procède, comme l'avait parfaitement discerné Trotsky, par zigzags ; elle pare au plus pressé en fonction des intérêts de la contre-révolution qui la lient fondamentalement à l'impérialisme et qui l'opposent partiellement, sectoriellement et occasionnellement à lui lorsqu'il s'agit d'ajuster les intérêts mouvants de ces deux forces contre-révolutionnaires.

LA QUESTION DE L'ERYTHREE

La tragédie du peuple érythréen est un produit du colonialisme du XIX^e siècle et de l'action de l'impérialisme au XX^e siècle. Il s'agit d'une population actuelle de quatre millions d'habitants, dont le colonialisme italien a annexé le territoire en 1890.

Mais, comme on l'a déjà dit, ce colonialisme italien est éliminé par l'impérialisme anglais au cours des opérations militaires de la Deuxième Guerre mondiale. Enfin, l'impérialisme des Etats-Unis cherchant à renforcer son bastion éthiopien décide, en 1950, avec l'appui de l'ONU, que l'Erythrée fera désormais partie de l'Etat impérial éthiopien, à charge pour le négus d'« accorder » l'autonomie interne à l'Erythrée.

Fort de l'appui impérialiste, Hailé Sélassié non seulement néglige d'accorder à l'Erythrée la moindre autonomie, mais encore soumet ce pays à une politique d'éthiopianisation forcée : en 1958, le drapeau érythréen est aboli, et, en 1962, Addis Abeba proclame que l'Erythrée est une province de l'Ethiopie — ce qui ne suscite alors aucune protestation de l'ONU, en raison du fait que la Corne de l'Afrique est en ce temps-là une chasse gardée de l'impérialisme américain, reconnue comme telle dans les capitales occidentales et à Moscou.

Cependant, la violence faite au peuple érythréen détermine un mouvement de résistance anti-éthiopienne, qui prend la forme d'un mouvement pour la libération nationale et dont certains éléments se réclamant de l'« union sacrée » contre l'occupant, cherchent et trouvent des appuis surtout en Arabie Saoudite, tandis que d'autres — partisans de la « révolution nationale démocratique et populaire » — se retournent vers l'URSS, Cuba, la Corée du Nord, la Chine, et, plus tard, le Yémen du Sud.

Après l'annexion de 1962, se crée le Mouvement de libération de l'Erythrée (MLE) qui exprime les intérêts de la bourgeoisie d'Asmara, la capitale, et aussi ceux des grands féodaux, en exigeant une Fédération éthiopo-érythréenne et en utilisant des moyens légaux de propagande. Mais cela ne

suffit pas aux masses, c'est-à-dire au prolétariat et au sous-prolétariat d'Asmara et du port de Massawa, ainsi qu'aux paysans pauvres que l'Etat impérial éthiopien exploite de plus en plus féroce. Une autre organisation se constitue, sous la direction d'éléments petits-bourgeois partisans de la lutte armée : le Front de libération de l'Erythrée.

Ce FLE connaît les plus graves contradictions internes entre nationalistes bourgeois et « marxistes-léninistes », entre musulmans et chrétiens, et il est traversé par les influences du Caire, de Riad, de Moscou et de Pékin. En 1970, une scission engendre le FLECR (Front de libération de l'Erythrée — Conseil révolutionnaire) et le FPLE (Forces populaires de libération de l'Erythrée), la seconde organisation se voulant plus « radicale » que la première. La lutte contre l'occupant éthiopien se complique alors d'une guerre civile opposant le FLECR, appuyé et ravitaillé en armes par divers Etats arabes féodo-bourgeois, et le FPLE qui reçoit ses fournitures militaires de la bureaucratie du Kremlin et, pour une plus faible part, de celle de Pékin.

L'effondrement du régime impérial à Addis Abeba, en 1974, détermine les dirigeants des deux mouvements érythréens à s'entendre à nouveau pour exploiter la situation et libérer le territoire de leur pays. De fait, du début de 1975 à la fin de 1977, notamment durant la guerre somalo-éthiopienne, les guérilleros érythréens libèrent la quasi-totalité du territoire national sur lequel l'armée éthiopienne ne conserve que le contrôle des principales villes, notamment Asmara et Massawa.

Néanmoins, l'unité politique entre les deux mouvements de libération demeure fragile : le FLECR se réclame de l'« union entre les classes » et de la « voie de développement à l'irakienne », tandis que le FPLE se réclame de la « révolution nationale démocratique et populaire » et de l'exemple du Sud-Yémen.

La guerre somalo-éthiopienne terminée, Mengistu Haïlé Mariam obtient l'appui des Soviétiques et des Cubains pour lancer une offensive de grand style contre la résistance érythréenne. Il reçoit, à cette fin, un

important matériel militaire en provenance d'URSS. Ainsi, des maquisards érythréens dotés de mitraillettes soviétiques vont affronter des soldats éthiopiens dotés à leur tour de mitraillettes soviétiques et aussi de chars et d'avions made in URSS.

Cela ne montre-t-il pas amplement que la politique de la bureaucratie du Kremlin n'a d'autre logique que celle de pallier les déficiences de l'impérialisme au bénéfice de la contre-révolution internationale et du maintien de l'« ordre mondial » existant.

En juillet 1978, l'armée éthiopienne lance son offensive en Erythrée. Brejnev et Castro, sans lesquels une telle entreprise n'aurait pas été réalisable, montrent une fois de plus quel cas ils font du principe léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Au même moment, le sommet de l'OUA réuni à Khartoum refuse de se prononcer sur l'affaire érythréenne au nom du prétendu principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats.

Durant la campagne 1978-1979, l'armée éthiopienne a rétabli son contrôle sur un cinquième environ du territoire érythréen, alors que les mouvements de résistance — surtout désormais le FPLE qui s'est révélé militairement plus efficace — demeurent les maîtres des quatre cinquièmes et administrent complètement certaines zones rurales.

Pour atteindre ce résultat limité, et en tout état de cause non décisif, l'armée éthiopienne a fait, en Erythrée, 100 000 morts, rasé mille villages et provoqué l'exode hors du pays de 800 000 personnes (2). Ce que l'impérialisme devenait de plus en plus impuissant à sauver, à savoir le maintien du peuple érythréen dans la prison des peuples qu'est l'Etat éthiopien, c'est la bureaucratie du Kremlin et c'est son agence castriste qui le réalisent temporairement, et par des moyens tels que des observateurs parlent d'un commencement de génocide. Aussi les gouvernements des puissances impérialistes se gardent-ils bien de gêner en quoi que ce soit ce qui se fait en Erythrée, dans l'intérêt de la

(2) Voir Frank Terraille : *Les 56 Afriques*, Maspéro, 1979, tome 1 p.155.

Sainte-Alliance contre-révolutionnaire.

L'AVENIR DU MOUVEMENT DES MASSES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Six ans après la chute du régime impérial, où en est, aujourd'hui, l'Éthiopie ? Malgré la reconquête militaire de l'Ogaden, le régime de Mengistu Hailé Mariam se heurte, en permanence, à la guérilla des Somalis qui demeurent, plus que jamais, hostiles au pouvoir d'Addis Abeba. Malgré les offensives de 1978 et de 1979, l'armée éthiopienne ne s'est pas vraiment assurée le contrôle de l'Erythrée où les guérilleros restent maîtres, grâce à leur mobilité, d'une part importante des zones rurales. Bref, les importants moyens mis en œuvre par le Kremlin et par la bureaucratie castriste n'ont pas eu raison de la résistance des Somalis et des Erythréens parce que, en dépit de la faiblesse de ses directions, cette résistance est enracinée dans les masses d'une paysannerie extrêmement pauvre et, en ce qui concerne l'Erythrée, dans le prolétariat et le sous-prolétariat d'Asmara et de Massawa.

Phénomène plus grave pour la dictature militaire d'Addis Abeba parée des plumes du « socialisme scientifique » et du « marxisme-léninisme », les masses de l'Abyssinie, c'est-à-dire du cœur de l'Éthiopie, subissent le quadrillage policier des Kebele et la répression féroce du DERG sans que, pour autant, le mouvement révolutionnaire qui les emporte ait été brisé. Et il ne fait pas de doute que le déferlement des masses en Iran, en 1979 et en 1980, contribue à la continuité du processus révolutionnaire en Éthiopie.

Sans doute, le régime de Mengistu Hailé Mariam s'efforce-t-il d'abuser les masses et de leur faire croire qu'il s'emploie à « construire le socialisme ». Il reste que ces masses font l'expérience quotidienne de la condition dans laquelle les maintient la junte au pouvoir, et des entreprises guerrières dans lesquelles elle cherche à les engager.

En fait, dès le mois de novembre 1978, le colonel Berhanu Bayeh, res-

pensable du DERG pour les Affaires étrangères, s'est rendu à Paris et y a rencontré Giscard en vue d'établir des liens de coopération et de bonne entente. Car l'explosion révolutionnaire en Éthiopie avait largement contribué à la transformation par l'impérialisme français du territoire des Afars et des Issas en un Etat formellement doté de la souveraineté nationale : le République de Djibouti (27 juin 1977). Tout permettait donc à la rencontre Giscard-Bayeh d'être fructueuse. Et elle l'a été : le premier promettant d'augmenter le nombre de coopérants français en Éthiopie, et le second invoquant les « bonnes relations traditionnelles » entre les deux pays et soulignant que, lorsque l'Éthiopie avait été « envahie » par la Somalie, le gouvernement français avait condamné cette invasion.

Cet épisode de politique étrangère montre qu'en dépit des déclarations anti-impérialistes de Mengistu, le régime éthiopien cherche des accommodements avec l'impérialisme français et les autres, et que ce qui compte pour lui, c'est la sauvegarde de l'Etat et le refoulement, voire — s'il le pouvait — l'écrasement de la révolution entreprise par les masses éthiopiennes. Ainsi, l'affrontement des forces de la révolution et des forces de la contre-révolution en Éthiopie est hautement significatif tant du point de vue national que du point de vue international, le second commandant d'aileurs le premier.

En effet, le déclenchement de la révolution éthiopienne en 1974, bien qu'il se soit produit dans le cadre de l'ancien Etat impérial qu'il a détruit, n'a été possible que comme un moment localisé du processus de la révolution mondiale — entrée dans un nouveau cours en 1968 — et que comme un effet de la crise de l'impérialisme courant à sa terrible défaite, quelques mois après, au Sud-Vietnam.

Par ailleurs, le déferlement des masses en Éthiopie montre que si le prolétariat et la paysannerie pauvre sont capables de détruire l'appareil d'Etat — comme ce sera plus tard le cas en Iran et au Nicaragua —, la victoire irréversible du processus révolutionnaire implique l'extension de ce processus à l'échelle internationale et exige l'existence du parti ouvrier révo-

lutionnaire mondial, capable de le diriger jusqu'à son objectif final. Dès lors que cette implication ne se réalise pas suffisamment et que manque la condition subjective de la victoire de la révolution mondiale, à savoir la IV^e Internationale reconstruite et enracinée à travers ses sections nationales, s'ouvre une période d'affrontements dont la contre-révolution impérialiste aidée par la bureaucratie tire momentanément parti.

L'absence en Ethiopie d'organisations syndicales et politiques prolétariennes indépendantes, l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire internationaliste a permis au corps des officiers, institution résiduelle de l'ancien Etat impérial, de reprendre en main le pouvoir ; elle a permis, dans une situation marquée par l'effondrement du dispositif de l'impérialisme, à la bureaucratie du Kremlin de prendre en charge les tâches de la contre-révolution. La guerre pour la reconquête de l'Ogaden et la guerre pour l'écrasement de la résistance nationale érythréenne ont été commandées par la nécessité pour la dictature militaire d'Addis Abeba de reconstruire l'Etat que les deux insurrections précitées, s'ajoutant au mouvement des masses en Ethiopie proprement dite, menaçaient de conduire à l'éclatement et à une complète destruction. Et cette nécessité interne rejoint la nécessité pour la Sainte-Alliance entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin de sauvegarder les Etats existants. Nécessité d'autant plus exaspérée dans une période où l'on assiste à la destruction de l'Etat du chah en Iran et de l'Etat somoziste au Nicaragua et à une sorte d'effondrement sur eux-mêmes d'Etats africains hier relais de la domination impérialiste, comme la Mauritanie et le Tchad — sans parler de l'Ouganda et de la Centrafrique.

Il reste qu'en Ethiopie et dans la Corne de l'Afrique, comme ailleurs dans le monde actuel, rien n'est terminé en ce qui concerne le mouvement révolutionnaire des masses. En effet,

la résistance érythréenne et l'irréductibilité somali de l'Ogaden persistent et rongent la cohésion de l'Etat éthiopien de Mengistu.

La bureaucratie du Kremlin, contrainte de s'engager militairement, économiquement et politiquement en Indochine et en Afghanistan, est de moins en moins en mesure de fournir à la dictature d'Addis Abeba les moyens de sa survie. Enfin, l'agence castriste du Kremlin chargée des tâches supplétives de la contre-révolution en Angola, au Congo-Brazzaville et dans d'autres pays du continent africain, en proie à des contradictions à l'intérieur même de Cuba, ne dispose que de moyens limités pour sauver le DERG éthiopien.

C'est donc dans les masses d'Ethiopie et dans les masses du continent africain, dont la lutte est partie intégrante de la lutte mondiale des classes, que se trouve le potentiel révolutionnaire qu'il s'agit d'organiser pour en finir avec l'impérialisme et les classes compradore ainsi qu'avec les bureaucraties régnautes collaborant avec l'impérialisme. Plus que tout autre événement s'étant récemment produit entre Le Caire et Le Cap, la révolution éthiopienne montre qu'en Afrique comme dans l'ensemble du monde, l'heure du trotskysme a aujourd'hui sonné.

Construire des organisations prolétariennes indépendantes, construire des sections de la IV^e Internationale elle-même reconstruite, rassembler toutes les forces anti-impérialistes en déterminant leur rupture avec la bourgeoisie et les agences des bureaucraties régnautes, telle est la voie qu'il convient de prendre pour résoudre positivement les problèmes posés par l'affrontement historiquement exemplaire de la révolution et de la contre-révolution en Ethiopie.

**Pierre Fougeyrollas,
15 août 1980.**

LA VERITE

**Rédaction et administration
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS**

Tous versements à l'ordre de l'APIO

**Le directeur de la publication : Pierre Lambert
imprimerie ABEXPRESS - BONDY**

